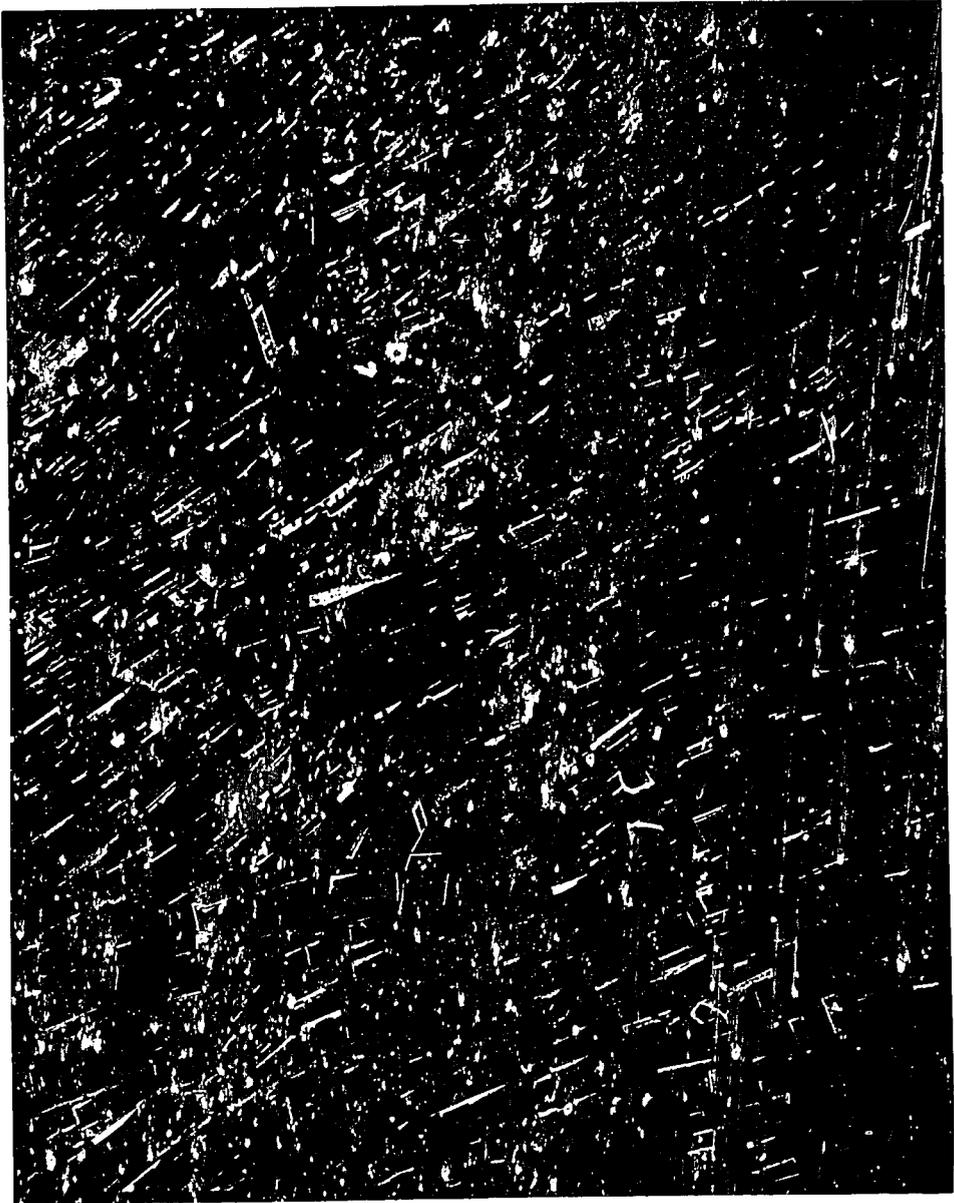


ROYAUME DU MAROC

PA-107-330

CENTRE NATIONAL DE COORDINATION
ET DE PLANIFICATION DE LA RECHERCHE
SCIENTIFIQUE ET TECHNIQUE

SEMINAIRE D'EVALUATION DES TRAVAUX DE RECHERCHE



PROGRAMME D'AIDE A LA RECHERCHE
SOCIO-ECONOMIQUE

ACTES

Rabat - 30 Novembre 1985

PN - ABF - 320
15A 66620

ROYAUME DU MAROC

**CENTRE NATIONAL DE COORDINATION
ET DE PLANIFICATION DE LA RECHERCHE
SCIENTIFIQUE ET TECHNIQUE**

**SEMINAIRE D'EVALUATION DES
TRAVAUX DE RECHERCHE**

**PROGRAMME D'AIDE A LA RECHERCHE
SOCIO-ECONOMIQUE**

ACTES

Rabat - 30 Novembre 1985

Le programme d'Aide à la Recherche Socio-Economique a bénéficié d'un don de l'Agence Américaine pour le Développement International (USAID).

Le programme d'Aide à la Recherche Socio-Economique a bénéficié d'un don de l'Agence Américaine pour le Développement International (USAID).

Dépôt Légal

. 675/1986

Imprimerie El maârif Al Jadida -Rabat- Maroc

SEMINAIRE D'EVALUATION DES TRAVAUX DE RECHERCHE

LISTE DES RESUMES DE PROJETS DE RECHERCHE

N°	TITRE	CHERCHEUR	
1/01	Le secteur minier et son impact sur l'emploi au Maroc	Abderrahim LAARIBI	19
1/16	L'aménagement agricole de la «Moyenne» Tessaout - Disparités et sociales	Abdallah HERZENNI	25
2/14	Les aspects socio-économiques de l'interventionnisme de l'Etat marocain post-colonial	Abdelali DOUMOU	77
2/55	Stratégies familiales et système d'alliance au Tazerwalt	Keltoum MOSDIK-TOUITI	95
2/62-1	La mortalité périnatale au Maroc	Naïma LAMDAOUR- BOUAZZAOU	129
2/62-2	Corrélation entre l'état nutritionnel de la mère et le poids de l'enfant à la naissance au Maroc		135

INTRODUCTION

PROGRAMME D'AIDE A LA RECHERCHE SOCIO-ECONOMIQUE COMPTE RENDU DU SEMINAIRE D'EVALUATION DES TRAVAUX DE RECHERCHE du 30 Novembre 1985

Monsieur Driss BEN SARI, Directeur du C.N.R. et Président du Comité Scientifique du Programme, a ouvert le séminaire à 9 heures, en présence de plus de 40 personnes, représentant le Comité Scientifique, le Comité de Gestion, l'U.S.A.I.D, les chercheurs du Programme, ainsi que plusieurs invités.

Après avoir souhaité la bienvenue aux participants, il a procédé au bilan scientifique du Programme. Ce bilan s'établit comme suit :

1. C'est le second séminaire organisé dans le cadre du Programme ; un troisième sera organisé en 1986.
2. Sur les 40 projets retenus, 15 ont été entièrement exécutés à ce jour, soit près de 40 %.
3. Du point de vue financier, 70 % de l'enveloppe ont été réservés aux dotations de recherche et le reste à la gestion et la valorisation des travaux ; par ailleurs, 55 % du poste dotations de recherche ont été dépensés.
4. La répartition des projets selon les disciplines et les domaines socio-économiques définis par le programme montre une grande concentration en économie et en sociologie d'une part, une insuffisance dans les domaines de l'agriculture et de la santé, d'autre part.

5. Certains domaines doivent donc être mieux investis par les différentes disciplines, celes-ci devant par ailleurs élargir et diversifier leurs champs d'intérêt.
6. La valorisation des travaux de recherche, prolongement direct et facteur de dynamisme de la politique scientifique et technologique, est un processus difficile auquel le Comité Scientifique est particulièrement sensibilisé.
7. Une cellule de soutien aux chercheurs du Programme, dotée de moyens d'impression, de reproduction et de traitement informatique, sera bientôt opérationnelle.
8. L'objectif du séminaire est l'évaluation des travaux de recherche terminés, à l'aide des critères suivants : originalité, impact, méthodologie et forme.
9. Cette évaluation permettra l'attribution d'un prix spécial aux auteurs des meilleurs travaux et la sélection de ceux qui seront publiés, étant entendu que l'ensemble des résumés le seront également. Les résultats de ces sélections seront connus au plus tard un mois après la manifestation.

Après cette intervention, M. BEN SARI a rendu hommage à la mémoire du regretté Paul PASCON, qui a été l'un des initiateurs de ce Programme et un membre très actif du Comité Scientifique.

Il a ensuite invité les chercheurs à présenter leurs travaux. Il convient de signaler que l'auteur du projet « Le secteur minier et son impact sur l'emploi au Maroc » ne s'est pas présenté au séminaire. De même, l'auteur du projet « Le variant et l'invariant dans les relations entre l'Etat et les Tribus Zemmours » s'est excusé pour raisons de santé. Les autres interventions se sont déroulées conformément au programme du séminaire ; elles étaient suivies des commentaires des participants

A la fin de la tournée, une discussion générale s'est engagée sur les problèmes de la recherche socio-économique dans notre pays et sur les problèmes posés par l'interdisciplinarité.

Ainsi, l'un des participants a fait remarquer que, d'une manière générale, plus ce qu'il est convenu d'appeler la socio-économie évoluée, plus elle devient opaque et méconnaissable. Selon lui, il est plus que souhaitable de multiplier les spécialités scientifiques, mais toujours dans l'optique de la multidisciplinarité : par exemple, aucune faculté de sciences économiques ne dispense d'enseignement sur l'économie, alors que c'est une discipline indispensable au développement sanitaire national.

En ce qui concerne l'orientation des recherches socio-économiques vers les besoins réels du pays, un autre intervenant a proposé que le comité scientifique alimente les facultés en sujets de recherche ; ces sujets seraient déterminés en fonction des besoins exprimés par les différents secteurs ; il propose également d'esquisser une méthodologie qui permette d'uniformiser les résultats et de tirer un bilan de l'expérience au bout de 3 ou 4 années.

Il a par ailleurs été posé la question de savoir comment, d'une manière générale, inciter les chercheurs à se regrouper pour promouvoir une recherche multidisciplinaire. A cet égard, le Centre dispose de moyens d'incitation et de grandes possibilités pour regrouper les initiatives individuelles

L'un des participants est intervenu pour proposer des solutions pour l'orientation pratique des recherches et pour la valorisation des résultats. Selon lui, il faut tout d'abord publier les différents travaux qui pourraient susciter des vocations, puis déterminer les secteurs de recherche pratiques qui seraient mis à la portée de ceux qui désirent travailler dans ce cadre et enfin, ajouter aux domaines connus des domaines liés à ce genre d'analyses pratiques et pluridisciplinaires, tels que : la communication, le développement sanitaire, l'urbanisme.

Pour un autre chercheur, il faut réfléchir au niveau du concept même, car les termes multi-, pluri-, poly- ou interdisciplinarité ne veulent pas tous dire la même chose. Par ailleurs, deux disciplines ne peuvent pas dialoguer si chacune n'est pas déjà bien ancrée dans sa propre science. Ainsi, il s'agit de distinguer deux situations :

- La recherche fondamentale, à propos de laquelle il serait prématuré de parler d'interdisciplinarité,
- La recherche appliquée, dans laquelle il est possible actuellement de mener des recherches interdisciplinaires.

Pour conclure, il a avancé qu'à son avis, il importe de définir au préalable les secteurs et les thèmes qui imposent d'eux-même cette pluridisciplinarité.

L'un des participants a répliqué qu'il ne fallait pas oublier le caractère volontariste de la pluridisciplinarité. Il a donc proposé de lancer des espèces d'appels d'offres vers les centres de décision, concernant des thèmes de recherche de ce type ; après examen des réponses, les unités de recherche pluridisciplinaires seraient invitées à intervenir sur ces thèmes. Il a conclu en disant que la pluridisciplinarité n'existe pas encore au Maroc ; le présent séminaire était le premier de ce genre auquel il assistait.

Un participant a proposé d'ajouter aux domaines évoqués auparavant, l'administration publique, qui peut être abordée elle aussi d'une manière pluridisciplinaire.

Enfin, M. BEN SARI a pris la parole pour rappeler que l'esprit dans lequel le Programme avait été lancé était qu'il fallait aider les chercheurs universitaires à réaliser des travaux sur le terrain, car très peu d'entre eux disposaient des moyens nécessaires pour mener des enquêtes.

Cependant, l'évolution du Programme ainsi que les enseignements tirés de son fonctionnement et des difficultés qu'il a rencontrées, ont conduit à modifier légèrement ses objectifs et à soutenir des recherches pluridisciplinaires ; ce qui a été concrétisé avec le projet sur l'habitat clandestin au Maroc.

Par ailleurs et pour répondre à certaines propositions, il a indiqué que le C.N.R. ne peut coordonner et planifier seul la recherche. Il doit pour cela s'appuyer sur la communauté scientifique nationale dans son ensemble, qui est notamment impliquée dans son Comité Scientifique et ses Commissions Techniques Spécialisées. Ainsi, il est chargé de l'élaboration du Plan Scientifique et Technologique National qui doit s'intégrer au prochain plan de développement économique et social, et qui regroupe les différents plans sectoriels.

Ces plans sectoriels, sous forme d'axes prioritaires de recherche, sont foncièrement pluridisciplinaires ; il s'agit provisoirement d'Agalène, contraction de « Agriculture — Alimentation — Energie — Environnement », de l'axe « Santé », qui est en cours d'élaboration et de l'axe « Technologies de Pointe », également en gestation.

Pour conclure, M. BEN SARI a exprimé le sentiment que le Programme se porte bien et qu'il a répondu aux espérances du Comité Scientifique, car toutes les difficultés ont finalement été aplanies et les travaux menés à terme sont de plus en plus nombreux. Toutes ces données ainsi que les propositions qui ont été faites conduiront certainement le Comité Scientifique à proposer un nouveau projet à l'U.S.A.I.D.

La clôture du séminaire a eu lieu à 18 heures 30.

LISTE DES PARTICIPANTS

- | | | |
|------------------------------|----------------|----------------|
| 1. COMITE SCIENTIFIQUE : | Mohamed Tahar | Alaoui |
| | Tajeddine | Baddou |
| | Abelaziz | Benjelloun |
| | Driss | Ben Sari |
| | Mustapha | Benyakhlef |
| | Habib | El Malki |
| | Hassan | Mekouar |
| | Mohamed | Naciri |
| 2. COMITE DE GESTION : | Abderrahim | Bouazza |
| | Abdelghani | Echcherki |
| 3. U. S. A. I. D. : | Dale | Gibb |
| 4. CHERCHEURS DU PROGRAMME : | Mohamed | Achargui |
| | Mostafa | Akbib |
| | Hassan | Bahi |
| | Jawad | Benelkhadir |
| | Saïd | Benjelloun |
| | Abdelali | Doumou |
| | Moukhtar | El Harras |
| | Mohamed | El Merghaïi |
| | Mohamed Sidina | Ettarfaoui |
| | Mohamed | Fadel |
| | Abdallah | Herzenni |
| | Kenza | Lemrani-Aïaoui |
| | Naïma | Lemdaouar- |
| | | Bouazzaoui |
| | Keltoum | Mosdik |
| Mohamed | Reffass | |
| Saâdani | Rhali | |

5. AUTRES PARTICIPANTS:

My Rchid	Abderrazak
Mohamed	Alhayane
Nour-Eddine	Amenna
Najib	Bouderbala
Ben Haddou	Boulghassoul
Souad	Cherkaoui
Abdelhaï	Chraibi
Abderrahman	El Bakridi
Oukhattou	El Ghazi
Larbi	Ferdawci
Clifford	Geertz
Mustapha	Lakhdar
Mohamed	Raki
Abdelghafour	Tantaoui-Laraki
Moulay	Touiti
Abderrahmane	Zanane

PROGRAMME DU SEMINAIRE

- 09:00 Ouverture du Séminaire
Bilan scientifique du Programme M.Driss Ben Sari
- 10:00 Pause
- 10:30 Exposé des travaux de recherche
- 1/01 Le secteur minier et son impact sur l'emploi au Maroc Laaribi Abderrahim
- 1/11 Le variant et l'invariant dans les relations entre le Makhzen et les tribus Zemours. Bourquia Rahma
- 1/12 processus de changement chez les Anjaras. El Harras Mokhtar
- 1/13 Le variant et l'invariant dans la structure de la famille marocaine. Lemrani Alaoui Kenza
- 1/16 L'aménagement hydro-agricole de la « Moyenne Tessaout »-Disparités spatiales et Sociales. Herzenni Abdellah
- 2/14 Les aspects socio-économiques de l'interventionnisme de l'Etat Marocain Post-Colonial. Doumou Abdelali
- 12:30 Déjeuner sur place
- 14:30 Exposés des travaux de recherche
- 2/53 Le premier Ministre dans le système constitutionnel marocain. Acharqui Mohamed
- 2/55 Stratégie familiales et système d'alliance au Tazerwalt (Etude des mariages endogames et exogames)- Mosdik keltoum

- 2/60 La prostitution au Maroc du point de vue social et juridique. Fadel Mohamed
- 2/621 La mortalité périnatale au Maroc Lamdaouar-Bouazzaoui Naïma
- 2/622 Corrélation entre l'état nutritionnel de la mère et le poids de l'enfant à la naissance. Lamdouar-Bouazzaoui Naïma
- 16:30 Pause
- 17:30 Discussion
- 18:00 Clôture du Séminaire.

— Résumé —

**LE SECTEUR MINIER ET SON IMPACT
SUR L'EMPLOI AU MAROC**

Cette étude a pour objet de déceler les différentes possibilités de promotion de l'emploi dans le secteur minier qui occupe une place importante dans le développement économique et social du pays.

Ces indicateurs ont permis à l'auteur de constater que parallèlement à la marocanisation des principaux opérateurs du secteur minier et l'installation de certaines unités de valorisation-transfert, s'est effectuée une requalification de la main-d'œuvre.

L'ensemble de ces transformations devaient avoir des effets d'entraînement sur les autres secteurs de l'économie par le biais des conditions de travail offertes. Ce constat a amené l'auteur à consacrer la deuxième partie de son étude aux conditions de travail dans le secteur minier.

L'étude des conditions de travail dans le secteur minier est justifiée par l'importance de celles-ci dans la motivation des ouvriers. Aussi, le salaire des ouvriers est-il étudié en comparaison avec les salaires distribués dans l'ensemble de l'économie nationale ; avec la productivité du personnel et enfin, avec le niveau de vie dans le secteur minier. Cette approche a permis de tenir compte tant des préoccupations des directions des entreprises minières que de celles des travailleurs.

L'association de ces divers facteurs a permis d'aboutir au fait qu'une main motivée contribue à l'émulation de laquelle les entreprises minières, qui sont au Maroc à capitaux publics, tireront profit. Ce profit devrait alors être mis au service de nouvelles implantations d'industries de transformation de minerais extraits du sous-sol marocain et accroître par conséquent les chances de création d'emplois dans des régions souvent déshéritées.

القطاع المنجمي وأثره الحاسم على الشغل في المغرب

تهدف هذه الدراسة الى الكشف عن الامكانيات المختلفة لرفع مستوى الشغل في القطاع المنجمي الذي يحتل مكانة هامة في التنمية الاقتصادية والاجتماعية.

هذه المؤشرات مكنت الباحث من ملاحظة أنه موازاة مع مغربة البنيات الهيكلية الاساسية للقطاع المنجمي واقامة وحدات للتقويم والتحويل، فقد تمت اعادة تأهيل اليد العاملة

يتحتم في مجموع هذه التحولات أن تترك آثارا فيما يتعلق بالتجريب على باقي قطاعات الاقتصاد من خلال اضطراب ظروف العمل الملموسة. هذه الملاحظات دفعت الباحث لتخصيص الجزء الثاني من دراسته لظروف العمل في القطاع المنجمي.

دراسة ظروف العمل في القطاع المنجمي تبررها الأهمية الممنوحة لها في تحفيز العمل. أيضا هل تمت دراسة أجر العمال بالمقارنة مع الاجور الموزعة في مجموع الاقتصاد الوطني، مع انتاجية الفرد، وأخيرا مع مستوى العيش في القطاع المنجمي. هذه المقاربة مكنت من اعطاء الاعتبار لكثير من مشاغل تسيير المقاولات المنجمية فضلا عن مشاغل العمال.

ان حشد هذه العوامل المختلفة مكن من التوصل الى أن يدا عاملة محفزة تساعد على المزامحة في اطار المقاولات المنجمية، التي هي في المغرب ذات رؤوس أموال عمومية، ستجلب ربحا، هذا الربح وجب اذن أن يكون تحت تصرف انشاءات لصناعات تحويل المعادن المستخلصة من باطن الارض المغربية وتوفير الحظوظ من ثمة لخلق فرص الشغل في المناطق المحرومة بكيفية دائمة.

« LE SECTEUR MINIER ET SON IMPACT SUR L'EMPLOI AU MAROC »

Par : Abderrahim LAARIBI

Le travail soumis à votre appréciation et intitulé « le S.M. et son impact sur l'emploi au Maroc » est une étude qui s'interroge sur les possibilités de promouvoir l'emploi et en particulier, sur les moyens susceptibles d'améliorer le niveau de vie et les conditions de travail dans le S.M. tout en assurant à ce dernier un rôle plus important dans un processus auto-entretenu de développement économique et social.

Pour réaliser ce travail, en plus du soubassement théorique puisé dans les cours dispensés dans notre faculté et dans des thèses soutenues par plusieurs économistes, des stages effectués aux sein de certains ministères, établissements publics, sociétés et exploitations artisanales opérant dans ce secteur ont permis d'analyser de l'intérieur des centres de décision les problèmes liés à l'activité minière, qu'ils soient d'ordre financier, technologique de gestion du personnel ou de commercialisation.

Ces stages ont permis aussi d'observer l'ouvrier mineur au travail avant de se prononcer sur une éventuelle adaptation de l'organisation du travail et essayer de comparer les difficultés rencontrées non seulement au niveau des salaires et de la productivité de leur personnel mais également sur le plan de la pénibilité du travail et de l'ambiance qui y règne.

Ces stages sont épaulés par une enquête sur le terrain qui touche un échantillon de 500 personnes appartenant aux différentes catégories de travailleurs du S.M.

Le questionnaire (joint en annexe de l'étude et qui a reçu le visa du COCOES) tend à refléter les aspirations des ouvriers et permettre de conduire à l'intelligence des problèmes qui se posent à l'emploi minier.

Le résultat de l'ensemble de ces investigations est présenté en deux parties :

- l'importance de l'emploi dans le SM
- et les conditions de travail dans le SM.

En ce qui concerne l'importance de l'emploi dans le SM, en retenant comme période de référence les premières années de l'indépendance, nous constatons peu de changements sur le plan quantitatif. En effet, de 39.250 salariés en 1958, le SM occupe à peine 55.000 ouvriers en 1983 dans lesquels l'OCP utilise à lui seul près de la moitié.

A ce niveau, on doit signaler la récente publication du RGPH de 1982 au 1/20^e qui donne 63:360 personnes occupées dans le poste « mines » sur un total de 5.999.260 personnes formant la population active au Maroc et ventilée en 10 postes (de ces actifs on ne tient pas compte des femmes au foyer, des scolarisés et autres inactifs qui sont de 14.260.572 personnes).

Nous constatons que l'importance de cet emploi est fonction du niveau de développement du SM et des techniques de production utilisées.

Ces deux variables seront analysées comme étant les principales causes de la relative stagnation de l'emploi.

En effet, malgré leur diversité, et à l'exception des phosphates, les ressources minières exploitées sont de faible importance. La production totale dépasse rarement 3 M tonnes/an (non compris les phosphates).

De plus, leur transformation sur place est rarement réalisée. Certaines mines ne disposent même pas d'installations d'enrichissement du Tout Venant qui est exporté tel quel (ex : cas de la barytine).

Quant aux techniques de production utilisées, il est vrai que les progrès techniques réalisés dans les PD sont hautement capitalistiques puisqu'ils tiennent compte des facteurs disponibles dans les pays qui stimulent ces progrès mais il apparaît que les directions des entreprises minières sautent sur la mécanisation à outrance, sans tenir compte des conséquences de leurs politiques sur l'emploi. Seuls les petits exploitants et les artisans mineurs sont forcés de mobiliser le minimum de capitaux étant donnée leur surface financière (250.000 DH / poste d'emploi créé au niveau de l'extract-traitement et 1.200.000 DH au niveau de la transformation).

Ces techniques de production vont également déterminer des exigences en main d'œuvre. D'où les transformations qualitatives de l'emploi minier.

Pour apprécier correctement ces transformations, il fallait s'intéresser aussi bien à l'emploi qui apparaît dans les statistiques officielles, qualifié souvent de permanent, qu'à celui qui est seulement signalé ou même ignoré volontairement à savoir l'emploi occasionnel, le tâcheronnat et les artisans mineurs.

Pour analyser cet emploi minier, nous avons retenu la classification adoptée par le Dahir du 24 Décembre 1960 portant Statut du Personnel des entreprises minières. Il s'agit des OE, des TAMCA et des ingénieurs et assimilés.

Cette étude catégorielle a porté en même temps sur les aspects quantitatifs et fonctionnels. Selon qu'ils travaillent au Fond, au jour ou au Bureau, leur classification par métier a été retenue pour les agents des principales entreprises minières.

Nous avons pu conclure qu'avec la prise en compte des effectifs fluctuants des « occasionnels », des effectifs réels employés par les petits exploitants et des artisans mineurs, le SM emploie directement des effectifs stabilisés dans une fourchette allant de 45.000 à 55.000 agents suivant la conjoncture. Etant précisé que ce total ne tient pas compte des filiales de l'OCP sauf de Phosboucraï Maroc-Chimie et Maroc Phosphore. Nous nous sommes donc attaché uniquement à l'emploi propre et minier. Nous avons seulement évoqué le fait qu'un emploi direct dans le SM permet la création de six autres emplois dans l'entretien, le transport etc.

Sur le plan qualitatif, au contraire, l'emploi minier a connu des mutations plus importantes.

En plus de la marocanisation qui s'est réalisée progressivement depuis l'indépendance, la marocanisation adoptée par les principaux opérateurs du SM (OCP, CDM, etc) et l'installation de certaines unités de valorisation-transfert ont exigé une réadaptation des ouvriers sur le plan de la qualification et le recrutement d'une main d'œuvre préalablement formée, ou à défaut, qui soit capable de suivre une formation adéquate dispensée soit dans des écoles publiques spécialisées soit dans des centres appartenant aux entreprises minières soit encore à l'étranger.

En effet, de 1960 à 1982, près de 83.267 agents ont bénéficié des actions de formation sous l'égide du MEM.

Dans ce total, cependant, il faut signaler que près de la moitié, soit 36.272 ont bénéficié seulement d'actions d'alphabétisation. Si on leur ajoute les 24.263 agents qui n'ont suivi que des stages et des séminaires de courte durée, on s'aperçoit que près du quart seulement a suivi effectivement une formation de moyenne ou de longue durée, soit au Maroc soit à l'étranger.

Néanmoins, leur nombre reste relativement important puisqu'ils représentent plus de la moitié des effectifs du personnel minier (mis à part les artisans mineurs et les occasionnels). Pourtant même en tenant compte des départs en retraits et d'un taux raisonnable de décès, ce rythme de fréquence n'a pas été constaté chez les agents enquêtés en 1981 (q : 3 et 4).

Ces transformations qualitatives ne représentent pas le seul impact du SM sur l'emploi au Maroc. Il s'agit également par ses effets d'entraînement sur les autres secteurs de l'économie par le biais des conditions de travail offertes. C'est pour celà que l'objet de la 2^e partie de la présente étude est relatif aux conditions de travaux sans le SM.

L'étude des conditions de travail fait partie intégrante des problèmes de l'emploi car non seulement la relation entre des questions se rapportant par exemple au salaire et à l'aménagement du temps de travail d'une part et le niveau optimal de l'emploi d'autre part est évidente mais surtout parce que l'ensemble de ce premier groupe de facteurs a des effets certains sur la motivation des ouvriers dans le travail.

Dans ces conditions de travail, le salaire occupe une place de choix aux yeux de tous les opérateurs miniers. D'ailleurs, les pouvoirs ont précisé davantage la réglementation de la rémunération du travail dans les mines.

Pour tenir compte des préoccupations des directions des entreprises minières et des travailleurs, ce salaire (avec toutes ses composantes salaire et salaire indiqué) sera étudié en comparaison avec les salaires distribués dans l'ensemble de l'économie nationale, en comparaison avec la productivité du personnel minier et enfin en comparaison avec le niveau de vie dans le SM.

Nous avons conclu ce chapitre qu'il serait, certes, utopique de plaider pour l'attribution de la plus grande part de la Valeur Ajoutée à la rémuné-

ration du travail car celà reviendrait à retarder l'accumulation du capital nécessaire au dotation économique. Mais il faut aussi que les responsables du SM prennent en considération le niveau de la productivité, le niveau des prix de vente des Pons minières, la marge bénéficiaire réalisée, l'évolution vertigineuse du coût de la vie et le non respect de la législation du travail (phénomène du travail occasionnel et du tâcheronnat qui prennent de l'ampleur). Il faut qu'ils prennent compte de toutes ces contraintes lors de la révision du Statut du Mineur de 1960 qui est actuellement en cours.

De plus, ce niveau des salaires comme l'importance de l'emploi ne peuvent être isolés des autres conditions qui dépendent de la nature du travail et de l'état d'esprit qui règne dans le SM. D'où l'analyse du personnel minier au travail.

Il s'agit là de l'étude d'un milieu de travail qualifié d'hostile à l'homme qui exige un degré poussé d'organisation et des efforts physiques importants dans un environnement plein de risques (Accident de travail et MP).

Ces risques professionnels ajoutés au caractère contraignant de l'organisation du travail vont avoir un effet certain sur la motivation des travailleurs du SM. Ces derniers vont adopter un comportement qui va se refléter sur le degré de leur stabilité dans l'entreprise et sur le climat social qui va dominer dans cette dernière. L'étude du climat social démontre que l'ouvrier mineur au Maroc bénéficie d'une conscience de classe assez éveillée devant la précarité des conditions de travail qui lui sont offertes. Encore faut-il que les centrales syndicales le comprennent et s'organisent en conséquence.

Il ressort de l'analyse du degré de cette motivation que les salariés du SM aspirent tous à une vie meilleure. Ils ont d'abord besoin d'argent, de loisirs et de sécurité sociale. Mais ils réclament également un travail qui ait un sens ; ils veulent s'épanouir, s'affirmer, participer aux décisions et influencer sur elles.

Ainsi l'ensemble de ces conditions de travail alarmantes créent un malaise qui se traduit généralement par l'instabilité des agents dans leur emploi ou même par des conflits sociaux.

En associant conditions de travail, productivité et motivation, nous touchons là un des points névralgiques de la thèse qui estime le rôle des facteurs non économiques dans le processus de dot à leur juste valeur. En effet,

si les salariés ont le sentiment que tout effort supplémentaire de leur part va se concrétiser par une amélioration de leurs conditions de vie, leur « atavisme » disparaîtrait progressivement pour céder la place à l'émulation de laquelle les entreprises minières qui sont au Maroc pour une grande partie à capitaux publics tireront des bénéfices importants. Ces bénéfices devraient servir en principe à la mise en place d'industries de transformations des minerais extraits du sous-sol marocain et accroîtra en conséquent directement et indirectement les chances de création d'emploi dans des régions souvent déshéritées.

— Résumé —

**L'AMENAGEMENT HYDRO-AGRICOLE DE
LA « MOYENNE TESSAOUT » — DISPARITES SPATIALES
ET SOCIALES**

Abdellah HERZNNI

Ce projet est l'un des rares à avoir été exécuté par un praticien du développement agricole. L'auteur fournit une analyse très précise de l'état de la Moyenne Tessaout avant l'action d'aménagement ; il examine la géomorphologie, le climat, l'hydrologie, la pédologie, la végétation, l'organisation de l'espace, les structures agraires et enfin la production agricole.

Après avoir donné une vue d'ensemble du projet d'aménagement et de mise en valeur hydro-agricoles, l'auteur se livre à une critique de ce projet.

Il aborde ensuite le cœur du sujet en mettant en avant les facteurs de différenciation spatiale et sociale. Ses principales conclusions portant sur les concepts de marginalisation, d'accumulation, de transferts de technologie et des rapports socio-politiques des agriculteurs de la Moyenne Tessaout.

— ملخص —

التهيئة المائية — الزراعية ل «تاساوت الوسطى» الفروقات المكانية والاجتماعية

هذا المشروع هو واحد من قلة تم إنجازها من طرف خبير التنمية الزراعية أعطى الباحث تحليلا جد مدقق لحالة «تاساوت الوسطى». قبل التهيئة يبحث في الجيومورفولوجيا، الطقس الهيدرولوجيا، علم التربة، التغذية الحيوانية، تنظيم الفضاء البنيات العقارية وأخيرا الانتاج الزراعي، بعد أن أعطى الباحث نظرة جامعة لمشروع التهيئة والتحسين المائي — الزراعي، تعاطي لتحديد هذا المشروع.

بعد ذلك تعرض لصميم المربيع واضعا في الطليعة عوامل التفرقة المكانية والاجتماعية هذه الخلاصات الاساسية تقوم على تصورات: الهامشية، التراكم، نقل التكنولوجيا، والروابط السوسيوسياسية لزراعة «تاساوت الوسطى».

**RESUME DE L'ETUDE SUR
« L'AMENAGEMENT HYDRO-AGRICOLE DE « MOYENNE
TESSAOUT »
DISPARITES SPATIALES ET SOCIALE . »**

(VIII + 405 p., 26 fig., 43 tabl., 5 annexes (pp.363-383)
(Janvier 1985)

**INTRODUCTION : LES GRANDES LIGNES DE LA
RECHERCHE.**

L'aménagement hydro-agricole du périmètre de la « moyenne Tessaout » constitue l'un des premiers jalons de la « politique des barrages », pièce maîtresse de l'effort de développement agricole du Maroc depuis vingt ans.

Ce périmètre d'ancienne irrigation, situé sur le piedmont Nord du Haut Atlas, à 70 km à l'Est de Marrakech, est dominé aujourd'hui par le barrage Moulay Youssef, édifié sur l'oued Tessaout, et en fonctionnement depuis 1970. L'équipement hydro-agricole qui a supplanté l'ancien réseau de « séquias » (canaux en terre) a été réalisé en neuf ans, de 1970 à 1978, sur une étendue de plus de 40. 000 ha où vivent une centaine de milliers d'habitants.

L'étude a pour objet l'évaluation de quelques effets sociaux de l'aménagement et de la mise en valeur hydro-agricoles. Toute organisation de l'espace est porteuse d'un « projet social » spécifique, d'une dynamique particulière des rapports sociaux. Ce projet est étudié à l'échelle locale. La littérature consacrée aux périmètres d'irrigation du Maroc perçoit ces derniers comme des ensembles homogènes plus ou moins privilégiés par rapport aux autres zones. Dans la moyenne Tessaout prévalent plutôt les distorsions spatiales et les disparités sociales.

D'autre part, la spécificité de la situation locale (relevée dans les modes d'organisation de l'espace, dans le type de restructuration foncière, ou dans la « réappropriation » du réseau hydraulique moderne par les techniques d'irrigation traditionnelles) se laisse englober dans les tendances générales observées à l'échelle du pays : la décision locale et ses effets se pliant aux rapports de pouvoir.

L'approche adoptée autorise un va-et-vient constant entre les tendances globales et les données locales. Elle a l'ambition d'associer dans un même mouvement la recherche empirique et l'hypothèse sur la société globale.

L'analyse du milieu physique et humain préexistant à l'aménagement moderne (ch.I) a un double objectif. D'une part, préciser une situation de référence par rapport aux réalisations futures. D'autre part et surtout, reconstituer les caractéristiques du système agro-pastoral (terres irriguées, terres de culture (pluvials) et de parcours dont quelques traits fondamentaux n'ont pas été pris en compte dans le projet d'aménagement. C'est l'occasion d'illustrer sur un exemple en vraie grandeur le principe selon lequel les données éco-géographiques sont à la fois le « support » et « l'agent » des rapports sociaux. Cette reconstitution permet aussi d'entrevoir une alternative d'aménagement et de développement mieux appropriée au système agro-pastoral que celle adoptée aujourd'hui.

L'examen du projet préliminaire d'aménagement du périmètre (ch.II) fait ressortir la nature abstraite des schémas d'équipement et de mise en valeur proposée et les difficultés réelles de leur mise en application. Les critères d'évaluation économique et financière qu'il adopte révèlent comment ce type de projet s'inscrit d'emblée dans une économie de dépendance. Ce sont aussi le statut de « l'engineering » et ses méthodes de travail qui sont ainsi remis en cause.

Les interventions à l'échelle locale sont situées dans le cadre national (ch. III.I). L'étude est centrée sur la politique de l'hydraulique agricole menée depuis vingt ans, ses objectifs, ses résultats, son rôle d'instrument de contrôle social et de régulation des rapports de pouvoir.

La description des réalisations locales et des disparités spatiales et sociales auxquelles elles donnent lieu est effectuée sur la base d'une périodisation en deux phases (ch. III.II et III.III). La première rectifie en partie les propositions du projet préliminaire d'aménagement dans le sens d'un

aménagement intégré et maîtrisé. La seconde au contraire contribue à la « marginalisation » accélérée de la petite paysannerie. Marginalisation et non prolétarianisation. Cette notion est vérifiable tant à l'échelle locale que globale. Des propositions, formulées « en uchronie », sont avancées en vue de l'atténuation de l'effet de marginalisation.

L'association des paysans à l'effort de mise en valeur agricole est encouragée par le biais des institutions de coopération. L'étude des groupements d'irrigants examine le mode de « greffage » de formes modernes de coopération sur d'anciens principes, communautaires (ch.IV). A ce niveau également, le nouvel environnement est « l'agent » et le « support » de rapports sociaux spécifiques : des formes inédites d'acculturation d'une part, des « groupes-relais » nouveaux de l'autre, dont le rôle de régulation sociale est orchestré par les pouvoirs : central et local.

Tous les volets de l'étude sont traversés en filigrane par une préoccupation majeure : l'alternative d'un développement autre, fondé sur la spécificité du milieu et des techniques locales et sur leurs potentialités propres d'évolution. C'est alors une question de projet de société « autre », une question de pouvoir. Utopie et réalité peuvent-elles s'accommoder l'une de l'autre ?

CHAPITRE I — LA MOYENNE TESSAOUT AVANT L'AMÉNAGEMENT — HYDRO — AGRICOLE

L'étude de la « moyenne Tessaout » avant son aménagement a un double objectif :

- 1) Fixer une situation de référence, celle des années 60 ;
- 2) Surtout, relever quelques caractéristiques fondamentales du milieu qui seront soit occultées, soit négligées dans l'aménagement futur. C'est le cas en particulier de la complémentarité des terroirs irrigués, « bour » et de parcours. Sa prise en considération aurait peut-être conduit à une formule d'aménagement plus adaptée à la spécificité du milieu physique et humain et à la possibilité d'une évolution équilibrée du système de production dominant, le système agro-pastoral.

1. LA SEVERITE DU MILIEU PHYSIQUE : (pp.1-29)

Les diverses données physiques manifestent la sévérité d'un milieu aride où prévalent des conditions de vie relativement dures.

1.1. Aperçu géomorphologique (Voir fig. 3) (pp.8-9)

Comme le reste de la plaine du Haouz, la moyenne Tessaout est un bassin de sédimentation constitué au fur et à mesure du surgissement de la chaîne du Haut Atlas.

La couche de sédimentation, très profonde au pied de l'Atlas, se réduit progressivement du Sud vers le Nord et d'Ouest en Est. Elle est le fruit de la dégradation mécanique des roches suivie de la formation d'éboulis au pied de la montagne, mais aussi et surtout le résultat des dépôts solides des torrents atlasiques.

On peut subdiviser à grands traits la moyenne Tessaout en quatre zones distinctes :

- **L'ancien cône de déjection de la Tessaout.** Il est situé sur la R.G. (rive gauche) de la Tessaout actuelle et débouche dans la trouée du Gaïnb (voir fig.5), occupant la majeure partie du périmètre. Il est recouvert d'un dépôt caillouteux non calcaire et repose sur un conglomérat à ciment calcaire dur.
- **La dépression de Bouidda,** sur le rebord Ouest du cône de déjection, où dominant des limons argileux.
- **La dépression de Sahrij,** sur le rebord Est du cône de déjection, en RD (rive droite) de la Tessaout. Elle présente les mêmes caractéristiques que celle de Bouidda.
- **Le secteur de Tamelalt,** au Nord-Ouest du cône de déjection. Ses dépôts sont plus ou moins caillouteux sur substrat schisteux provenant des Jebilet. La formation argileuse domine en s'éloignant de ces collines.

1.2. Données climatiques : (Voir fig. 4 et tabl. 2) (pp.10-16)

La sévérité du milieu naturel est due essentiellement au climat. Les traits saillants qui en témoignent sont :

- la faible pluviosité (de 300 à 330 mm/an), sa concentration en de très courtes périodes de l'année (Novembre-Décembre et Mars-Avril essentiellement), sa forte variabilité inter-annuelle ;
- une sécheresse quasi absolue en été accompagnée de forte chaleurs et de vents desséchants ;
- une température moyenne élevée avec de fortes amplitudes inter-saisonnières ; (-1 en Mars 1955 à El Kelâa, et 50° en Juillet 1956 !) et journalières ;
- une faible hygrométrie ;
- une très forte évaporation.

Les divers indices de classification placent le climat de la région à l'étage aride-semi aride. Plus que ces indices, il faut retenir les graves contraintes imposées à l'agriculture. La croissance des plantes exigeant de la chaleur en hiver est fortement compromise. L'irrigation de toutes les plantes cultivées, annuelles et pérennes, est une nécessité en été, et même en hiver en cas de faible pluviosité. La production agricole est entièrement soumise aux aléas climatiques inter-annuels et inter-saisonniers, et à ceux, subséquents, des possibilités d'irrigation (voir infra. point 4 sur les fluctuations de la production).

1.3. Hydrologie (Voir fig. 1, 2, 5, 6 et 7) (pp. 17-22)

L'essentiel du réseau hydrographique est constitué par l'oued Tessaout qui draine un bassin versant de 1. 500 km². Les autres bassins d'alimentation dominant la plaine sont peu importants (300 km² environ).

La moyenne des apports de l'oued Tessaout est estimée à 370 Mm³. Leur variabilité est élevée (taux de 700/100) bien qu'inférieure à celle des autres oueds du Haouz de Marrakech.

L'irrigation est réalisée grâce au réseau de séguias provenant de l'oued.

Leur taux de prélèvement est faible en raison de l'aspect rudimentaire des techniques de mobilisation et de distribution de l'eau.

Quant aux eaux de la nappe phréatique, leur exploitation devient possible au Nord de l'isobathe de 10 m (en 1964). Mais les possibilités d'irrigation (18,5 Mm³) sont faibles par rapport à la surface irrigable par les eaux souterraines (19.000 ha).

1.4. Pédologie (fig.8) (pp.23-25)

Deux facteurs ont pesé et pèsent encore aujourd'hui sur les sols du périmètre étudié : l'érosion à la fois pluviale et éolienne ; l'action de l'homme dans une zone surpeuplée, surexploitée.

La majorité des terres sont aptes à l'irrigation. Mais des facteurs limitants s'opposent à une irrigation optimale. Par exemple, l'épierrage est nécessaire sur 40.000 ha !

Les critères adoptés dans les études d'aptitude culturale des sols ne tiennent pas compte de certains facteurs primordiaux. Dans le système d'exploitation traditionnel, l'aspect pédologique ne tient pas toujours la première place : le tracé hydrographique des séguias, la complémentarité des terroirs irrigués, bour et de parcours, l'emplacement de l'habitat représentent autant de contraintes souvent plus déterminantes. Il n'en sera pas toujours tenu compte dans les aménagements futurs en raison d'une classification trop étroitement pédologique et agronomique des sols.

1.5. Végétation (pp.26-28)

L'étude de la végétation confirme l'importance de l'action anthropique dans la région, au point qu'il est difficile pour les spécialités de procéder à une reconstitution « climacique ».

Quelques faits attestant la dégradation du milieu. La végétation annuelle alibile n'est broutée que pendant des périodes très courtes en raison de la surcharge animale. Elle est consommée avant maturation, ne laissant pour l'année suivante que les espèces les moins appréciées.

Ce phénomène est à placer dans un contexte de rupture de l'équilibre agro-pastoral dû à la croissance démographique, aussi bien humaine qu'animale, et à l'extension, en conséquence, des emblavures, même en secteur bour et de parcours.

2. L'ORGANISATION DE L'ESPACE:

Les données physiques précédemment décrites constituent des contraintes, à la fois « support » et « agent » de l'intervention humaine. L'espace étudié est le lieu des adaptations mutuelles entre le technique et le social, des interférences entre la géographie et l'histoire. Sa description est l'occasion d'examiner et d'éprouver cette vieille problématique à la lumière — et en confrontation avec elles — d'études effectuées dans la même optique tant dans notre zone que dans le Haouz Central (Haouz de Marrakech). Pour la commodité de l'exposé, on abordera isolément l'espace irrigué avant de s'intéresser à l'ensemble de l'espace agro-pastoral.

2.1. L'espace irrigué (fig. 9 à 13 et tabl. 3 et 4) (pp.29-63)

La « séguia » est le vecteur principal de l'espace irrigué. Une trentaine de séguias sillonnent la plaine de la Tessaout, totalisant à elles seules, à l'exclusion de leurs branches de divers ordres, plus de 300 km.

2.1.1. Dispositif général de la séguia :

a. Economie du dispositif général : (pp.29-39)

La séguia traditionnelle est constituée de trois éléments principaux : la prise, établie sur la berge de l'oued, la tête morte, canal de transport de l'eau, et la section utile, avec ses branches et ses sarous formant ensemble des canaux de distribution.

Les formes de tracé sont variables. Un essai de typologie est tributaire de l'échelle d'observation adoptée. Le passage d'une échelle à l'autre ouvre des angles d'observation différents et complémentaires.

Le tracé des séguias est induit par la nécessité d'un dénivelé entre la prise sur l'oued et le terrain à irriguer. D'autre part, le mode d'irrigation adopté d'ordinaire — la submersion — impose un même type de « réception » de l'eau sur les parcelles. D'où la nécessité, quel que soit le tracé de la séguia, de dispositifs correcteurs de la pente, dont l'objectif final est la distribution d'une main-d'eau approprié aux parcelles. C'est le rôle des branches de séguia et des « sarous ». Le facteur de correction est fondamental dans la mesure où l'irrigant traditionnel souhaite une main-d'eau aussi constante que possible quel que soit le débit transité par la séguia.

Une typologie des séguias doit donc tenir compte des liens entre l'ensemble de ses dispositifs d'une part, et d'autre part, du fait que le tracé de ces derniers est adapté à la variation des débits. Cette donnée est fondamentale : les séguias véhiculent essentiellement des eaux crues, mais nombre d'entre elles dérivent à l'occasion de maigres filets d'eau d'étiage.

Sur les séguias à faible pente (moins de 5 °%, les sarous suivent une ligne de plus grande pente. Inversement, sur les séguias à pente plus forte (de 5 à 10 °%), les sarous se rapprochent de la pente de terrain la plus faible. Dans les deux cas, l'objectif visé est l'atténuation des effets de pente sur la vitesse de l'eau. En irrigation traditionnelle, main-d'eau et vitesse de l'eau sont étroitement liées. Cette dernière doit être maîtrisable par l'irrigateur.

La typologie habituellement consacrée aux séguias du Haouz de M'arakech distingue les séguias « en éventail » des séguias en « arêtes de poisson ». En fait, compte tenu des remarques précédentes, une observation à grande échelle fait plutôt ressortir le plus souvent sur chaque séguia plusieurs types de tracé déterminés par la pente adoptée.

Ce trait souligne le caractère sommaire de la typologie proposée. Mais surtout, il fait ressortir les interférences entre les contraintes techniques du tracé des séguias et la conjoncture historique.

b. Place stratégique du dispositif de prises et de têtes mortes(pp.40-50)

Ces interférences apparaissent clairement à l'examen du dispositif des têtes mortes et de l'emplacement des prises.

Les dimensions de la tête morte sont bien entendu liées à l'importance des volumes qu'elle véhicule. Mais le topographe joue un rôle essentiel dans le passage de la fonction de transport (tête morte) de la séguia à celle de distribution de l'eau. La tête morte peut être rallongée ou écourtée selon les contraintes du relief et l'emplacement du terrain à irriguer. Mais la comparaison entre les têtes mortes n'indique pas de corrélation significative entre les dimensions des têtes mortes et les surfaces dominées ou les volumes dérivés. Il n'y aurait pas non plus d'objectif délibéré, de la part des irrigants, de réalisation d'un minimum de travail (de creusement de tête morte) pour une surface dominée ou un volume prélevé maximum (voir tabl. 3 et 4).

Les contraintes liées à l'emplacement des prises de séguias conditionnent plus étroitement les rapports sociaux. Au niveau de la prise est défini le « droit d'eau » de la collectivité usagère. D'où son importance stratégique. Constituée de simples branchages très vite emportés et aussitôt remplacés, son aspect « fusible » ne doit pas tromper. Son emplacement conditionne la construction, bien plus laborieuse, de la tête morte, et, par tant, de l'ensemble de la séguia.

L'aspect stratégique des prises ressort mieux lorsqu'on constate leur succession le long de l'oued. Leur alternance traduit peut-être en partie les règles que se sont imposées les collectivités, pendant des siècles, directement entre elles ou par l'entremise du pouvoir, pour pratiquer l'irrigation et une certaine mise en valeur.

L'emplacement des prises est conçu de manière à conférer le maximum d'autonomie à chaque collectivité usagère vis-à-vis des collectivités riveraines. Il réduit au minimum les empiètements réciproques entre amont et aval. Mais au prix d'un droit supplémentaire de la collectivité d'amont, le droit de « mlou », sur la séguia des usagers de l'aval lorsqu'il est topographiquement possible d'utiliser ses eaux. Ce droit représente une contrepartie de la servitude de passage de la séguia aval sur le territoire de la collectivité amont.

Les collectivités sont à la fois débitrices et créancières de ce droit le long de l'oued, d'où une situation de dépendance « en chaîne » entre elles, d'amont en aval.

Une collectivité à l'amont d'une autre avait la possibilité technique — en tous cas en période critique de tasses eaux — de priver d'eau cette dernière. Il est possible que, pour parer à cette éventualité, et pour atténuer ces situations de conflit ou pour y faire face, se soit instauré entre les collectivités un système emboîté de solidarités et d'oppositions, matérialisé par l'alternance des prises le long de l'oued.

La tradition orale retient en effet la division des Sraghna en deux grandes ligues, les Houaoussa et les Saouras. Les collectivités riveraines à un point donné de l'oued appartenaient à la même ligue. Elles formaient de la sorte chacune un territoire d'un seul tenant, sans discontinuité (voir fig.11).

On serait tenté de voir dans ce système segmentaire le trait principal du

« temps géographique » (F. Braudel) de la moyenne Tessaout, un système adapté d'une part, au régime hydraulique de l'oued, d'autre part, à « l'autonomie » des collectivités, que celle-ci s'exerce dans la « dépendance » ou pendant les périodes de désordre, ou de défaillance du pouvoir. Il s'agit en fait d'un type de rapport social parmi d'autres. On ne saurait en mesurer l'importance et l'impact sans l'apport de la recherche historique.

2.1.2. Le gradient d'irrigation (pp.51-56)

Nombre d'études soulignent la prééminence de l'amont sur l'aval le long des oueds et le long des séguias. La position privilégiée à l'amont permettrait la dérivation de volumes d'eau plus importants au bénéfice d'une mise en valeur plus intensive. Le cas de la moyenne Tessaout ne permet pas de confirmer ces observations. Ici, encore, les rapports sociaux donnent naissance à une riche variété d'adaptations aux conditions naturelles.

Que l'on se fonde sur les droits d'eau des séguias ou sur les prélèvements effectifs, la comparaison de certaines données par séguia montre qu'il n'existe pas de corrélations significatives établissant un gradient d'irrigation amont-aval (Voir tabl.4).

Dans le Haouz Central, les grandes séguias makhzéliennes ont leur prise à l'amont des oueds. Dans la moyenne Tessaout, ces prises se trouvent indifféremment à l'amont ou à l'aval. D'autre part, il existe dans ce périmètre des séguias makhzéliennes de moindre importance irrigant des terrains enclavés dans les finages des collectivités.

A l'échelle de chaque séguia, le modèle dépeint dans le Haouz Central (P. Pascon, 1970, pp.10-11) se distingue par une concentration des eaux et de la mise en valeur à l'amont. Dans la moyenne Tessaout, les secteurs intensifs ont plutôt une configuration en tissu d'Arlequin (Voir fig. 12 et 13) sur toute l'étendue des terrains dominés par les séguias. Cette situation traduit la spécificité de l'histoire locale.

2.1.3. Espace irrigué et contenance historique (pp.57-63)

Dans la description qui précède, on a tenté de faire la part de la contrainte naturelle et celle de la contingence historique dans l'organisation de l'espace irrigué. Dans certains cas, des interférences ont été observées. Néanmoins, la contrainte naturelle impose ses limites, parfois ses règles. La comparaison avec le Haouz Central montre que les traits originaux de

l'organisation de l'espace irrigué dans notre zone reviendraient aux particularités du régime hydraulique de l'oued Tessaout. Ce dernier est nettement moins irrégulier que celui des oueds du Haouz Central (coefficient de variation mensuelle de 6,6 contre 10 à 24).

Une irrégularité moindre du régime hydraulique signifie en plaine un degré moindre d'instabilité dans le système de production, de plus grandes possibilités d'accomodement entre les usagers sur les prélèvements d'eau le long de l'oued. Elle autorise un gradient d'irrigation moins systématique, la possibilité d'un emplacement des prises d'eau du pouvoir central ou local aussi bien à l'amont qu'à l'aval de l'oued ou de la séguia. Au total, une compétition sur les eaux moins concentrée sur les « foums » (débouchés en plaine) d'oueds, un étalement des prises sur de plus grandes distances (27 km contre 6 à 21 dans le Haouz Central) et, en conséquence, l'existence de formes variables d'organisation de l'espace irrigué.

Telle est du moins l'hypothèse qui s'impose. Elle gagnerait à être examinée sur une plus grande série de cas, avec une prise en compte aussi attentive que possible des facteurs historiques.

2.2. L'espace agro-pastoral (fig. 14, tabl. 5) (pp.64-69).

a. La complémentarité des terroirs (pp.64-67)

La présence de l'espace irrigué ne doit pas faire oublier l'existence d'un système agro-pastoral qui intègre tous les terroirs : irrigué, bour et de parcours. Dans le passé comme à la veille de l'aménagement, il a pour propriété essentielle de faire coexister cultures et troupeaux. La situation la plus courante réside dans l'incorporation des divers terroirs au sein de chaque unité humaine et leur exploitation conjointe par chaque foyer agricole. Une différenciation est néanmoins inévitable. Certaines collectivités ne disposent que de faibles surfaces irriguées, d'autres de zones réduites bour ou de parcours (tabl.5). Cette situation est compensée en partie par l'existence de parcours collectifs sur des aires de déplacement de troupeaux plus ou moins amples selon les saisons et les périodes des précipitations (fig. 14).

La présence de terroirs différents, parfois sur de grandes distances, permet de s'adapter à la sévérité du milieu naturel. La répartition des risques est instaurée grâce à la variété des vocations des sols, aux différences pédologiques, aux micro-climats. Dans un tel système, la déperdition, perte de récoltes, mortalité du captel, est rationnelle, tant qu'il n'est pas possible de maîtriser les ressources en eau ou de s'adapter techniquement à l'irrégularité des pluies.

b. L'involution (pp.67.69)

Dans les années 60, agriculture et élevage en sont à un stade « d'involution ». La dégradation du système agro-pastoral s'aggrave du fait de la poussée démographique, de l'extension inconsidérée des emblavements sur les terres bour et de parcours, de la baisse relative des rendements. Il y a involution dans la mesure où les comportements individuels par leur effet cumulatif, peuvent induire parfois de véritables catastrophes. Par exemple l'extension des surfaces cultivées et l'agrandissement des troupeaux peuvent être à l'origine de fortes pertes avec de graves répercussions, dès la première sécheresse, sur l'ensemble de la population.

On a évoqué ici le système agro-pastoral dans la mesure où la moyenne Tassaout est composée pour près de 40 % de la surface de terrains bour et de parcours. L'intervention des pouvoirs publics n'intéressera qu'une partie des terrains irrigables. Les effets de cette réduction seront examinés par la suite (ch.III).

3. LA STRUCTURE AGRAIRE (pp.70-91)

a. Vue d'ensemble (pp.70-77)

Cette vue d'ensemble met l'accent sur la variété des situations selon les collectivités humaines. Les tendances communes seront examinées dans la section suivante.

La structure agraire a été modelée par le protectorat qui a figé et codifié une situation plutôt mouvante à la veille de l'occupation du pays. Elle a connu néanmoins une évolution spécifique sous l'effet de divers facteurs non maîtrisés par les pouvoirs publics.

- une discontinuité de la mise en valeur agricole, comme on l'a observé dans la description de l'espace irrigué ;
- une relative destructuration de l'espace rural, telle qu'elle se manifeste dans l'exploitation inégale des divers terroirs par les ensembles ethniques de la zone ;
- le fractionnement de ces dernières en petites entités fixées au sol, avec une nette régression de la transhumance ;

- la pénétration plus ou moins poussée du pouvoir central, régional ou local, matérialisée par l'accaparement des terres et des eaux ;
- une « malkisation » (appropriation privée) plus ou moins systématique, en dépit de la vitalité des unités humaines entretenue par l'exploitation collective des eaux d'irrigation.

Ces divers facteurs jouent de manière différenciée selon les collectivités de la moyenne Tessaout. L'accompagnement des terres par le pouvoir est sélectif. Dans certains cas, il est patent. Dans d'autres, c'est le micro-parcellaire à dominante collective qui subsiste sans partage. Il persiste aussi bien sur des terres malkisées (tabl. n° 6 et fig. 12).

De même, le statut collectif des eaux est maintenu de manière quasi exclusive dans certains secteurs. Dans d'autres domine le statut melk ou domaniai (tabl.7).

b. L'évolution de la structure agraire (pp.77-91)

b. 1. La structure foncière

La structure foncière est marquée par une multiplicité de statuts fonciers et de droits d'eau dont le régime et le mode d'exploitation constituent souvent un obstacle à une mise en valeur agricole rationnelle.

Les terres collectives occupent près de 45 % de la surface totale. Le principe d'inaliénabilité et d'incessibilité de ces terres a joué le même rôle que celui du « bien de famille » sur les terres malk. Mais elles n'ont pas reçu de support juridique et technique susceptible de promouvoir leur mise en valeur agricole.

Dans les années 60, on rencontre trois modes d'exploitation des terres collectives : des terres partagées périodiquement, chaque année ou tous les deux ou trois ans ; des terres « melkisées » de façon illégale par une minorité d'ayants-droit ; des terres « mgam », partagées en général par l'ensemble des ayants-droit avec l'accord de la Tutelle (Ministère de l'Intérieur) et melkisées à la longue.

Le second mode d'exploitation, la melkisation de fait, semble dominer. Il est encouragé par la cession, reconduite chaque année, des parts des plus

démunis en échange d'un taux de location dérisoire. Un autre indice de melkisation est attesté par l'extension des plantations. Leur nombre a presque doublé, 11 ans seulement après l'indépendance du pays (tabl. 9). Cette melkisation s'accompagne d'une concentration des terres (tabl.8 et 10).

La situation des terres collectives est ainsi marquée par des tendances peu propices à la mise en valeur agricole, d'autant plus que l'instabilité de leur exploitation est aggravée par de nombreux litiges de possession entre les ayants-droit.

Les terres melk occupent également près de 45 % de la surface totale. Elles constituent un micro-parcellaire à forte concentration. 73 % des foyers ont moins de 3 ha. 44 propriétaires (0,7 % du total) disposent de plus de 50 ha, soit 23 % de la surface melk totale. Le micro-parcellaire est en fait plus accusé dans certains secteurs en raison du morcellement et du grand nombre d'indivisaires (tabl.11, 12).

Les terres domaniales sont de surface réduite, le plus souvent données en location à des particuliers. **Les terres habous**, peu étendues, sont peu exploitées en raison des caractéristiques propres à ce régime. **Les terres de colonisation officielle et privée** sont les seules à connaître une mise en valeur intensive grâce aux investissements dont ils ont fait l'objet. Cependant, une certaine désaffection s'installe au lendemain de l'indépendance en raison de l'incertitude qui pèse sur l'avenir de ces terres. Elles seront en effet récupérées par l'Etat marocain.

b.2. Les droits d'eau

Le régime collectif des eaux connaît les mêmes problèmes que celui des terres : une forte disparité des droits (tabl. 13), un décalage entre la durée du tour d'eau par ayant-droit et le cycle végétal des plantes, la pratique du mode de faire valoir indirect.

Les eaux de régime melk connaissent un phénomène accéléré d'émiettement qui s'accompagne sur la séguia d'aval en échange du passage de cette dernière sur leur terroir.

A ces divers droits traditionnels s'ajoutent le **Domaine Public** et le **Domaine Privé** créés par l'administration du protectorat en faveur des terres de colonisation (tabl.7).

La distinction entre les divers statuts juridiques n'entame pas l'uniformité de fait (à quelques exceptions près relatives aux régimes modernes) du mode d'exploitation des eaux d'irrigation. L'inégalité de leur répartition en est le trait majeur. Elle est à l'origine de la dissociation entre la terre et l'eau, chacun des deux facteurs pouvant faire isolément l'objet de transactions.

Les divers éléments de la structure agraire décrits ici indiquant le degré alarmant d'instabilité et de précarité atteint par les exploitations agricoles. Une mise en valeur rationnelle et intensive ne saurait être entreprise dans ces conditions.

4. LA PRODUCTION ET LES FREINS A LA MISE EN VALEUR AGRICOLE

1. La faiblesse et les fluctuations de la production agricole (pp.92-97)

On peut distinguer, selon l'origine de l'eau, les secteurs de séguias (49.000 ha), de pompages (4.300 ha), un secteur mixte (pompages, sources et séguias = 3.600 ha) et le secteur bour à l'intérieur du périmètre délimité (5.700 ha).

Le secteur de séguias est le plus important. Le mode d'utilisation de l'eau des séguias induit un mode d'exploitation et des systèmes culturaux spécifiques.

Les terroirs à irrigation « prioritaire », à mode d'exploitation moderne, mécanisé, plus ou moins intensif, s'identifient essentiellement aux terres de colonisation. On y pratique des plantations arbustives pures (agrumes, abricotiers, oliviers) et de la céréaliculture mécanisée. Il existe aussi des terroirs traditionnels à irrigation prioritaire. Ce sont les secteurs de plantations associés à des cultures sous-étage (céréales, fèves, maïs, et un peu de maraichage). On y pratique une certaine intensification avec des eaux aléatoires, entièrement utilisées du reste en faveur des céréales de plein champ en cas d'urgence (périodes critiques de semis ou d'épiaison par exemple).

Ces dernières occupent la majeure partie de la surface (90 %) **sous irrigation « aléatoire »** : 65 % d'orge, 20 % de blé tendre et 15 % de blé

dur. Elles constituent donc le système de production dominant dans la zone. Elles déterminent le niveau de la production et de la productivité marquées par des rendements bas et fluctuants (tabl. 14 = surfaces et production par secteur et par culture).

2. Les freins à la mise en valeur agricole (pp.97-100)

Ces freins, rappelons-le, relèvent aussi bien de facteurs naturels que socio-économiques et techniques. Notons en particulier :

- le déséquilibre entre les ressources en eau et les besoins des plantes, dû aux fluctuations des premières et à la faible efficience du réseau hydraulique. D'où une production faible et aléatoire.
- les techniques d'irrigation et les façons culturales traditionnelles sont peu adaptées à une utilisation rationnelle des eaux. Elles sont à l'origine de pertes en eau substantielles et elles accélèrent la dégradation des sols.
- la précarité règne sur la majorité des exploitations agricoles. Elle est entretenue par les fluctuations de la production, l'inégale répartition des facteurs de production, l'hétérogénéité des statuts juridiques de la terre et de l'eau, la « fluidité » du mode d'exploitation du régime collectif, l'extension du mode de faire valoir indirect.
- l'absence d'une formation technique des agriculteurs, analphabètes dans leur grande majorité.

Ces divers facteurs sont liés entre eux. On ne saurait en transformer quelques aspects sans une refonte de l'ensemble. C'est la condition indispensable du progrès de la mise en valeur agricole.

CHAPITRE II — LE PROJET D'AMENAGEMENT ET DE MISE EN VALEUR

HYDRO — AGRICOLES

On a tenté dans ce qui précède une reconstitution de la situation préexistant à l'aménagement hydro-agricole de la moyenne Tessaout. Pour ce faire, on s'est basé sur les études des années 60 intéressant notre zone, d'une part. D'autre part, on a esquissé une analyse de l'espace irrigué et du système agro-pastoral peu présente dans les études citées. Elle a permis de

relever un élément fondamental : l'amputation du futur périmètre aménagé d'une composante essentielle, la majorité des terres bour et de parcours, complément indispensable de l'économie agro-pastorale. Une orientation particulière est ainsi donnée d'entrée de jeu aux futurs schémas d'aménagement et de mise en valeur : la focalisation sur l'aménagement hydro-agricole « stricto-sensu ». Elle élimine d'office d'autres orientations possibles, fondées par exemple sur la complémentarité des terroirs et sur d'autres choix technologiques.

L'examen du projet d'aménagement et de mise en valeur établi pour la moyenne Tessaout met en lumière le contexte, les objectifs et les implications d'une telle orientation.

1. LE CONTEXTE LOCAL (pp.102-107)

Il se pose un problème de sociologie de la décision. Comment a-t-on accordé la priorité des investissements à la moyenne Tessaout, une petite zone de petite paysannerie, relativement éloignée des centres urbains, peu susceptible de constituer un levier de polarisation économique régionale ? On aurait été plutôt moins surpris par le choix du Haouz Central, plus à l'Ouest, autour de la ville de Marrakech (voir fig. 1).

Les partisans d'une priorité de l'aménagement hydro-agricole en faveur de cette dernière zone sont pourtant à même d'emporter la décision, tant avant qu'après l'indépendance. Au début des années 50, l'idée de transfert des eaux du bassin de l'Oum-er-Rbia (oueds Tessaout et Lakhdar) est concrétisée par le creusement du canal de rocade. Comme preuve de la sollicitude à l'égard des colons et des gros propriétaires marocains, les travaux sont entamés à partir de l'oued Nfis (voir fig.1) et devaient être poursuivis jusqu'à l'oued Lakhdar, sur 120 km.

Les terrassements ont lieu sur 80 km lorsque les travaux sont interrompus à l'indépendance. L'idée d'un transfert des eaux demeure vivace cependant. Mais un nouveau courant apparaît, plus favorable à leur maintien dans leur bassin d'origine. Les études menées dans l'ensemble de la région comparent les diverses solutions possibles, mais sans trancher. En fin de compte, le chef de l'Etat inaugure les travaux de construction du barrage d'Ait 'Adel sur la moyenne Tessaout et annonce l'aménagement et mise en valeur de ce périmètre (14 Octobre 1966). Ce choix est à placer vraisemblablement dans le cadre des décisions politiques de même nature que celles qui ont intéressé le Sud de l'Atlas (Tafilalet, Drâa et Massa).

bien que le projet d'aménagement établi se fonde sur des critères de rentabilité économique. Cette interprétation sera explicitée en partie dans le chapitre III.

2. LES ETUDES PRELIMINAIRES D'AMENAGEMENT ET DE MISE EN VALEUR (pp.108-130)

2.1. Données de base

Les responsables des études qui se déroulent en 1964 signalent l'absence de directives précises à l'échelle nationale susceptibles d'être intégrées dans le projet d'aménagement. Ils s'inspirent néanmoins des orientations du Plan Quinquennal 1960-64 et des travaux de l'O.N.I. relatifs à divers paramètres de l'irrigation moderne. Ils insistent sur la nécessité de la prise en compte de la spécificité de l'organisation de l'espace et de la complexité de la structure agraire. De ce fait, le projet à élaborer sera nécessairement un compromis entre ce qui est « techniquement et économiquement souhaitable » et ce qui est jugé effectivement « réalisable ». L'examen du contenu du projet est l'occasion d'observer dans quelle mesure a été tenue cette promesse.

Deux données de base sont fondamentales pour l'établissement du projet : les ressources en eau disponibles et le respect des droits d'eau existants.

Les ressources en eau disponibles pour l'irrigation sont estimées à 200 Mm³ grâce à ses possibilités de régularisation.

Le problème des droits d'eau acquis est abordé du point de vue de l'existence de secteurs d'irrigation « obligée », les secteurs plantés, auxquels il faut nécessairement rétrocéder un volume d'eau donné. Sur les terres nues, la production céréalière avant aménagement peut être obtenue sur la moitié de la surface et avec une dotation en eau moindre grâce à sa régularisation et à l'adaptation des apports aux besoins des plantes qu'elle autorise. Il est donc possible d'obtenir un surplus d'eau à effectuer aux terres les plus productives du secteur. Sur ces principes se fonde la conception du projet d'aménagement et de mise en valeur.

2.2. Le projet de mise en valeur agricole

Des secteurs de mise en valeur sont délimités en fonction du type

d'affectation des eaux (voir tabl. 112 et fig. 15 avec localisation, surfaces et volumes concernés par secteur).

- Restitution des droits d'eau acquis au secteur de monoculture céréalière.
- Affectation obligée des eaux aux plantations dans le secteur de plantations arbustives en culture pure et dans le secteur planté traditionnel.
- Intensification des meilleures terres : dans un secteur « très intensif » à réserver aux agrumes et aux cultures fourragères ; dans un secteur « intensif » à coton, céréales, fourrages (bersim et luzerne) et à oliviers.

Cette ventilation dans l'espace répondrait ainsi au double objectif annoncé : respecter les droits d'eau acquis et assurer la rentabilité du projet.

Ce dernier but requiert néanmoins des conditions sévères de productivité, telles qu'elles apparaissent dans les modalités de mise en œuvre du projet.

• **Le dispositif d'irrigation** proposé est celui de la « trame B », appelée « trame rationnelle » (voir fig. 16 et 17) (pp.114 et 115). Son principe réside en une disposition des parcelles qui autorise la conduite collective, par un certain nombre d'exploitants, de l'irrigation et d'autres travaux, notamment les travaux mécaniques. Cette technique requiert des réalisations coûteuses de remembrement et d'équipement interne des parcelles (défrichage, épierrage, nivellement, construction de réseaux de distribution interne de l'eau dominant chaque sole, emprises, colatures...). Elle permet une économie d'eau et assure semble-t-il, une meilleure productivité.

La trame B est constituée par blocs d'irrigation d'une trentaine d'ha rassemblant des groupes de 17 agriculteurs. C'est la cellule de base de la mise en valeur dont la dimension convient à l'exécution des travaux en commun et au développement de l'esprit coopératif.

Les résultats prévus de la mise en valeur indiquent des régimes de croisière différents selon les cultures. Mais la plupart atteignent un niveau appréciable dès la neuvième année (tabl. 16, p.119). Les diffé-

rences de revenu manifestent le caractère sélectif introduit entre les secteurs par le projet de mise en valeur. Elles varient de 396 à 4. 266 DH (DH 1964). Cette variation est atténuée lorsqu'elle est rapportée au revenu par unité de travail (de 7 à 23 DH selon les secteurs).

2.3: Le projet d'aménagement hydraulique

Les options de mise en valeur choisies sont autant de contraintes au projet d'aménagement. Ce dernier doit s'adapter aux particularités des divers secteurs délimités (fig. 15, p. 112 bis).

Le schéma d'aménagement choisi est de type « sociologique » : il calque les canaux secondaires sur le tracé des séguias appelées à disparaître de manière à conserver la cohésion de l'organisation sociale existante, l'intégralité des ensembles ethniques notamment, dont les limites se confondent en règle générale avec les terroirs des séguias.

Ce « bouleversement minimum », selon les auteurs du projet, n'élimine pas cependant l'implantation d'un réseau rationnel à l'aval de chaque secondaire, avec un dispositif complet de trame B en secteur intensif (secteur I et II), et des trames moins sophistiquées dans les autres secteurs.

2.2 L'économie du projet

L'étude de l'économie du projet adopte d'emblée comme critère fondamentale le calcul du taux de rentabilité interne, assorti de l'estimation de l'incidence du projet sur la balance des paiements et des possibilités de remboursement des prêts en devises. La place accordée aux cultures d'exportation et à l'agro-industrie favorise la rentrée de devises et, en conséquence, la capacité d'importation des équipements nécessaires et de remboursement des prêts extérieurs (voir tabl. p.129).

Les critères d'évaluation adoptée identifient la rentabilisation du projet et l'insertion dans l'économie d'échange. Peut-on se satisfaire cependant de l'emploi de tels critères pour décider de l'avenir de milliers d'agriculteurs ? On répondra à cette question à l'examen critique du projet.

3. CRITIQUE DU PROJET D'AMENAGEMENT ET DE MISE EN VALEUR (pp. 131-144).

Rappelons que ce projet se veut un compromis entre le « souhaitable et le réalisable ». Mais ce compromis requiert des conditions : l'apurement du statut juridique des terres et des eaux, le lotissement des immeubles collectifs, la réglementation des baux ruraux, l'assainissement du réseau de commercialisation, l'obligation de mise en valeur des terres non exploitées ou mal exploitées....

Ces conditions sont réduites en fait à l'état de simples recommandations : elles ne sont pas intégrées dans les schémas proposés, ne serait-ce qu'à titre d'hypothèses et de variantes.

3.1. La logique interne des schémas d'aménagement et de mise en valeur

La distinction entre des secteurs de mise en valeur à dotation en eau différenciée introduit des disparités considérables. Or ces secteurs sont souvent imbriqués à l'aval de chaque canal secondaire. Concrètement, comment faire admettre par exemple que des exploitants voisins reçoivent pour une même culture, les céréales par exemple, l'un 6.000 m³/ha, l'autre 3.800, et un troisième 2.500 seulement ? (voir tabl. 15, p.112).

D'autre part, elle conduit à un rétrécissement de la surface irrigable en faveur d'un surplus d'eau accordé aux terrains jugés les plus productifs. 13.000 ha de plus sont ainsi voués à la culture pluviale. Mais cette catégorie de terres ne fait pas l'objet de propositions d'amélioration de leur productivité.

En matière d'équipement des secteurs, le schéma établi s'adapte en théorie à l'imbrication des secteurs de mise en valeur. Et supposant aplanies les difficultés de son implantation, ce qui reste d'ailleurs à prouver. Le problème de l'adaptation des agriculteurs à l'exploitation du réseau (utilisation de débits différents sur des sections variables du canal, parfois bétonnées, parfois en terre) demeure entier.

La spécialisation des secteurs de mise en valeur entraîne nécessairement une reconversion complète du système de production et de la structure des exploitations agricoles. Une application stricte du projet requiert

en effet la concentration de chaque exploitation sur un seul secteur. Mais le schéma proposé demeure muet sur les modalités concrètes d'une telle restructuration : comment mettre fin à l'hétérogénéité des statuts fonciers, comment atténuer l'inégalité de répartition des terres, comment répartir la population entre des secteurs aux besoins en main-d'œuvre aussi disparates, à la mesure de leurs propres écarts d'intensification ?

3.2. Les implications socio-économiques du projet

Le taux de rentabilité interne (TRI) ne devrait avoir d'utilité réelle que dans le cadre de comparaisons entre plusieurs projets, ou entre plusieurs variantes d'un même projet. Or, il joue dans notre projet un rôle central.

L'élaboration méthodologique du TRI révèle son rôle d'instrument de la dépendance économique et financière. Dans un contexte de sous-développement, un tel indice devrait prendre en compte — sous forme d'hypothèse d'évolution — les vitesses différentielles d'évolution des prix des biens d'équipement importés et de ceux des produits locaux. Les premiers sont souvent en hausse très rapide, comparés aux seconds. Il est vrai que l'adoption de coefficients de correction rabaisseraient le TRI et par conséquent la « faisabilité » des projets s'en trouverait diminuée...

Ceci dit, les préoccupations d'ordre social ne sont pas totalement absentes du projet. Par exemple, ce dernier souligne l'importance de la hausse des revenus, et la faiblesse de l'écart par unité de travail entre les secteurs. Mais il s'agit de calculs peu réalistes. En fait (voir Tabl. 17, p.140), 82 % des foyers d'exploitations agricoles disposeraient en régime de croisière d'un revenu inférieur au « seuil de viabilité » (considéré comme égal à 4.000 DH en 1964). N'est-ce pas ce qu'admettent en fin de compte les auteurs du projet : ...« la génération présente (....) consent au sacrifice de l'investissement sans l'intérêt de ses fruits » (voir p.140).

L'analyse du projet d'aménagement et de mise en valeur s'est attachée d'abord à son contenu, ensuite à sa logique interne et ses implications. Elle a fourni l'occasion d'un décryptage systématique des principes qui le sous-tendent. Une telle tâche est nécessaire : c'est l'occasion de souligner la responsabilité considérable de « l'Engineering » dans les projets de développement et les conséquences fâcheuses auxquelles ses méthodes peuvent conduire, souvent malgré toute la bonne foi qu'il met à accomplir sa mission.

CHAPITRE III — LES DISPARITES

Au seuil de l'étude des disparités spatiales et sociales dans la moyenne Tessaout, il est utile de les situer dans leur cadre national. A l'examen de la politique hydraulique poursuivie depuis les premières années de l'indépendance, et de ses effets, on observera la convergence des tendances globales avec les données locales issues de l'intervention des pouvoirs publics.

1. LE CADRE D'INTERVENTION (pp. 146-176)

1.1. L'hydraulique agricole : options nationales (pp. 146-157)

a. Les objectifs :

Les objectifs d'une politique économique susceptible d'assurer le « décollage » et l'indépendance économique et financière du pays sont précisés dans le premier projet de plan national de développement (1960-64). Des actions conjuguées sont prévues dans les secteurs de l'industrie et de l'agriculture. Leur complémentarité est nécessaire à une accumulation interne seule garante d'un développement autonome. Elle suppose des réformes, la réforme agraire en premier lieu.

Ce projet est rejeté. La nouvelle version écarte l'idée d'un développement équilibré des secteurs agricole et industriel. Les responsables optent pour des investissements d'infrastructure générale en misant sur leurs effets d'entraînement. D'autre part, la priorité est accordée au développement de l'agriculture. On pense que sa productivité sera à l'origine de l'impulsion des autres secteurs économiques.

Cette politique sera définie de manière précise en 1967. L'objectif du million d'hectares à irriguer à l'horizon de l'an 2000 est proclamé dans le cadre de la « politique des barrages », dont les deux autres volets portent sur l'alimentation du pays en eau potable et sur la production d'énergie électrique.

Les objectifs à atteindre grâce à l'irrigation moderne des terres sont également proclamés. Ils sont nombreux et demeurent généraux. En pratique, ils connaissent une hiérarchie et des priorités variables selon les circonstances.

Jusqu'en 1973, c'est la recherche de devises qui occupe la première

place dans les préoccupations réelles des responsables. Le plan quinquennal 1973-77 accorde par contre la priorité à l'autosuffisance alimentaire. L'accélération des équipements hydro-agricoles est décidée dans cette optique, encouragée par quelques facilités de trésorerie. Mais il s'agit d'une période d'euphorie très courte. Les rentrées en devises s'effondrent en raison de la baisse des prix des phosphates. Le pays doit affronter le fardeau de la guerre du Sahara. Dès 1976 ont lieu des révisions en baisse des projets d'investissement. Quelques formules de développement agricole moins coûteuses sont envisagées : « périmètres d'aménagement intégré » dans des zones « bour » à pluviométrie favorable et PMH (petite et moyenne hydraulique (eaux souterraines et aménagements sans barrage).

b. Les résultats

La politique du million d'ha n'est pas abandonnée pour autant, mais elle subit un ralentissement aggravé parfois par le report de la construction de certains barrages. Aujourd'hui, la situation du secteur agricole est loin de répondre aux objectifs espérés. L'autosuffisance en produits alimentaires n'est pas assurée. Au contraire, les importations sont plus élevées que par le passé (tabl. 18, p.152). Une seule exception, le sucre (50 % d'autoapprovisionnement en 1980), mais à un coût très lourd pour l'économie nationale. De même, il n'est plus question d'économie de devises en raison du poids des importations sur la balance des paiements. Quant au développement de l'agro-industrie, cette dernière subsiste grâce aux subventions publiques, elles mêmes remises en question sur l'insistance du FMI, avec de graves conséquences sociales du fait du début d'instauration de la vérité des prix (émeutes de Casablanca de Juin 1981 et émeutes de Janvier 1984 dans plusieurs villes).

La politique du million d'ha est aussi une politique de multipolarisation régionale. Mais elle ne peut à elle seule contenir la pression démographique, incontestablement épongée dans les périmètres d'irrigation, mais pour une période relativement courte tout de même.

La participation actuelle de l'agriculture au PIB n'est plus aujourd'hui que de 15 % alors que ce secteur occupe encore 50 % de la population totale. Cette « pauvreté » est soulignée par la faiblesse du taux de croissance annuel de la production : 2,3 % seulement avant la sécheresse, de 1971 à 1980.

A la lumière de ces divers indices, quelques solutions sont avancées.

L'accent a souvent été mis sur la nécessité d'une réforme agraire véritable. On examinera dans ce qui suit quelques facteurs qui s'y sont opposés.

1.2. Les disparités sociales (pp.157-170)

La question agraire ne peut être comprise que dans le cadre des rapports de pouvoir. La priorité accordée dans les premières années de l'indépendance au développement de l'agriculture traduit pour une bonne part, au point de vue politique, une option pour le maintien du « statu-quo », le support essentiel étant les élites rurales existantes et le recours à l'aide technique et financière extérieure (voir P. DE MAS ; O. MARAIS...). Parallèlement à cette option, une aide aux petites et moyennes exploitations agricoles est également envisagée (équipements, crédits...) sous l'impulsion d'organismes internationaux pourvoyeurs de fonds. L'objectif poursuivi est l'augmentation de la productivité et celle de la consommation intermédiaire (approvisionnement en biens d'équipements et d'exploitation, le plus souvent importés). Dans cette optique, on s'accorde sur la nécessité d'une certaine réforme foncière.

Mais en pratique, c'est la première option qui demeure prépondérante. La seconde sera mise à son service dans des circonstances exceptionnelles. C'est ce qui explique que les terres du fonds de la réforme agraire (335.000 ha) ne représentent que 6 % des terres cultivées, et 1/3 seulement des terres de colonisation récupérées. Les 23.000 bénéficiaires ne constituent que 1,2 % de l'ensemble des agriculteurs. Les terres distribuées sont donc trop peu de choses pour impulser un quelconque développement agricole en faveur de la petite paysannerie. La répartition actuelle de la terre demeure inégale (tabl. 19, p.160) et les investissements publics avantagent en premier lieu les gros propriétaires.

Pourtant, les déclarations, les textes de loi, et même des initiatives ne manquent pas en faveur de l'assainissement du régime foncier, du mode d'exploitation des terres, et de la ...réforme agraire. Mais les réalisations effectives sont bien en-deçà des déclarations de principe.

En fait, on est fondé à se demander si un fonds de réforme agraire existe encore bien aujourd'hui. Les terres de colonisation devaient en constituer la composante essentielle. Or, sur une surface de terres de colonisation privée de plus de 700.000 ha, la surface récupérée en application du décret du 2 Mars 1973 ne compte que 324.000 ha. La différence a fait l'objet de transactions au profit de nationaux et n'appartiennent plus de ce fait au fonds de la réforme agraire.

A titre d'illustration des méthodes adoptées pour éviter la mise en œuvre d'une réforme agraire, le cas du « projet Sebou » est instructif. Lancé dès 1962, il aboutit en 1966 à des recommandations fondées sur un réaménagement radical des structures foncières, dont le levier essentiel devait être l'institution de SDV (Sociétés de développement villageois). Les propositions du projet provoquent une levée de boucliers. Une commission royale est formée. Elle prononcera le rejet des propositions d'ordre institutionnel.

Les pouvoirs publics sont conscients cependant de la nécessité de manifester de fermes intentions de réformes pour prétendre à l'obtention de crédits internationaux. D'où la promulgation des textes du CIA (Code des investissements agricoles) en 1969.

L'ensemble des dispositions de ce code seront-elles mises pour autant en application ? Il était question, lors de sa promulgation, de favoriser ce qu'on a appelé une « classe-tempon » rurale, une frange de la petite paysannerie, exploitant des surfaces « viables », des lots de 5 ha irrigués environ destinés à faire barrière entre les gros possédant et la masse de la paysannerie pauvre.

En fait, les gouvernements poursuivent des intentions de « dosage » entre les objectifs socio-politiques et les objectifs purement économique. On pense à la constitution de lots « vraiment viables et rentables » de surface nettement plus importante : 15 ha au lieu de 5 ha.

Mais il ne s'agit que d'intentions. Les distributions de terre auront lieu dans des circonstances politiques précises : 80 % de la surface totale est distribuée entre 1971 et 1976. On a signalé leur insuffisance. Les encouragements à l'essor de la grande propriété l'auront emporté sur les préoccupations de création de toutes pièces d'une « classe-tampon ».

1.3 L'organe d'intervention

Un brève description des organes d'intervention à l'échelle nationale et locale est utile avant d'aborder l'étude des disparités introduites par l'aménagement de la moyenne Tessaout.

L'OMVA (Office de Mise en Valeur Agricole) est créé à la suite de la dissolution de l'ONI et de l'ONMR (7 Mai 1965). Il cède sa place à son tour

aux ORMVA (Offices Régionaux) le 22 Octobre 1966 en vue de la réalisation d'ambitieux programmes régionaux d'équipement et de mise en valeur hydro-agricoles.

La compétence de ces organismes s'étend aux zones à hautes potentialités de production : les grands périmètres d'irrigation. Ils disposent d'importantes prérogatives impulsées par le CIA (Code des investissements agricoles).

Les organes d'administration et de gestion de ces Offices sont :

- le Conseil d'Administration, présidé par le Ministre de l'Agriculture ;
- le Comité Technique, présidé par le Gouverneur de province ;
- le Directeur, chargé de faire exécuter les décisions des deux premières instances et disposent pour ce faire de pouvoirs étendus.

Les CMV (Centres de mise en valeur) sont les antennes locales d'intervention des ORMVA. A la différence des CT (Centres de travaux) encore présents dans les zones extérieures aux offices, les CMV sont des organes d'exécution sans statut particulier.

La moyenne Tessaout est comprise dans la zone d'action de l'ORMVAH (Office régional de mise en valeur agricole du Haouz). Cet organisme gère un potentiel substantiel de ressources en eau régularisées ou régularisables : 1,5 milliard de m³ (14 % du potentiel national). Il dispose d'un budget, de moyens techniques et d'effectifs qui sont à la mesure d'un ambitieux programme d'aménagement hydro-agricole devant porter la surface équipée en l'an 2000 à près de 200.000 ha.

Une analyse de cet Office en tant qu'« organisation », dans le cadre des rapports entre l'Etat et la paysannerie, requiert de nombreuses études. Dans ce qui suit, la structure interne de cet organisme n'est pas abordée, mais les données spatiales et sociales étudiées en constituent pour une bonne part une « projection » : il participe de manière décisive à la mise en place des disparités observées.

2. LES DISPARITES SPATIALES (pp.177-211)

Deux phases se distinguent nettement dans l'aménagement de la

moyenne Tessaout. La première s'achève très tôt, en 1971, au tout début de l'intervention dans ce périmètre, avec le départ de Paul PASCON, Directeur de l'ORMVAH jusqu'à cette date. Elle propose et met en application des principes d'« aménagement intégré » absents, on l'a vu, des études préliminaires. La seconde phase s'achève avec la fin des aménagements, en 1978 : le périmètre d'irrigation présente une physionomie tout à fait différente de ce qui était prévu, tant dans les études préliminaires qu'en première phase. On constate des disparités criantes entre les secteurs irrigués, porteuses à leur tour de disparités sociales.

2.1. Un cas d'« aménagement spécifique » : les zones collinaires (pp. 177-188)

Les principes d'aménagement intégré de la première phase adoptent un compartimentage de la moyenne Tessaout en zones à aménagement spécifique (voir fig.2) :

- 1) la zone de DRS (défense et restauration des sols) sur les collines non irrigables dominant le périmètre ;
- 2) les secteurs « traditionnels améliorés », irrigués mais non dominés par le réseau moderne ;
- 3) la zone de pompage au Nord de l'isobathe de 10 m ;
- 4) le périmètre d'irrigation proprement dit à moderniser. Seules sont étudiées dans le détail les zones (1) et (4).

L'aménagement des zones collinaires au Sud du secteur a un double objectif : protéger le périmètre d'irrigation des crues périodiques plus violentes que ne le laisse supposer la dimension des thalwegs ; assurer des revenus supplémentaires aux habitants de ces zones.

Les interventions portant sur 3.500 ha où sont créés des barrages en parré et des banquettes céréalières plantées d'amandiers. Mais à partir de 1973, elles présentent un aspect désolent ; elles sont en dégradation rapide. Les troupeaux de moutons envahissent les banquettes. Les barrages construits sur les thalwegs sont pillés, les arbres arrachés.

La multiplication des détériorations et les débits de pacage incitent l'ORMVAH à envisager quelques solutions, mais tous ses efforts demeurent vains.

Comment expliquer l'échec de cet aménagement ! L'action de DRS est l'instrument d'une transformation radicale du milieu : elle rétrécit considérablement l'espace pastoral au profit de l'agriculture. Les problèmes rencontrés montrent qu'il n'a pas été tenu compte durant la seconde phase d'aménagement de l'ampleur de cette transformation.

Avant l'opération de DRS, notre zone est vouée au parcours sur les pentes difficilement labourables et à la céréaliculture dans les dépressions. Le système agro-pastoral, la complémentarité entre l'élevage et l'agriculture sont dominants. L'aménagement hydro-agricole du périmètre irrigué et l'opération de DRS concourent au rétrécissement de l'espace pastoral : les zones collinaires sont mises en défens et le périmètre irrigué est entièrement cultivé. Des dépenses supplémentaires sont nécessaires au maintien de l'élevage ovin (frais de complémentation et transhumance sur de plus longues distances).

On devine donc la dynamique conflictuelle classique entre agriculteurs et éleveurs. La question est relativement complexe dans le cas présent dans la mesure où des exploitants peuvent se conduire à la fois comme agriculteurs en périmètre irrigué et comme éleveurs dans la zone de DRS. On peut distinguer quatre catégories d'exploitants concernés par les transformations en cours :

- des exploitants disposant de parcelles dans des terroirs différents; irrigué, bour, de parcours. Ils disposent de moyens suffisants pour entreprendre, entre autres activités, un élevage extensif. La zone de DRS est un obstacle à cet élevage ;
- des exploitants n'ayant pas de terres — ou très peu — en zone irriguée. Leur zone d'habitat se trouve dans les secteurs bour et de parcours. Leur système de production est menacé par l'action de DRS ;
- des habitants en bour et en terrain de parcours à la recherche de revenus annexes. Parmi eux se recrutent les bergers et associés dans l'exploitation du bétail. Pour eux non plus, la DRS n'est pas un bienfait ;
- les exploitants dont le bien essentiel est constitué de parcelles en zone de DRS : ils sont les seuls à défendre ce type d'aménagement. Ils sont aussi les victimes des infractions commises par les trois premières catégories.

Les conflits d'intérêts témoignent des difficultés d'implantation d'un système de production entièrement nouveau. En 1981, l'attrait du parcours et de la vaine pâture est encore très puissant. Comme le dit un agriculteur : « N'importe quel éleveur ayant plus de 15 moutons est contre l'opération de DRS ».

Pour tenter d'assurer le succès de cette dernière, il aurait fallu un cadre institutionnel approprié, mais aussi la volonté réelle de l'administration d'offrir une solution de rechange rationnelle aux contraintes du recours au fourrage « gratuit » offert par le parcours et la vaine pâture.

2.2. Le périmètre irrigué (pp.189-211)

La « sectorialisation » de l'espace établie dans les études préliminaires est porteuse de disparités aux graves conséquences. Les responsables de l'aménagement tentent d'y remédier en première phase, du moins au niveau des principes et d'un début d'intervention. Elles sont largement réintroduites en seconde phase, au point de modifier profondément la configuration du périmètre par rapport aux schémas initiaux.

a. La première phase d'aménagement ou la lutte contre les disparités.

Le principe d'homogénéisation des dotations en eau permet une atténuation notable des inégalités entre les secteurs délimités dans les études préliminaires. Elles ne varient plus que du simple au double, alors que l'écart était de 1 à 5 (tabl. 22, p.190 à comparer au tabl. 15, p. 112 et fig. 20, p.191 bis, à comparer à fig. 15, p.112 bis).

Le remembrement **intégré** des terres et des eaux est appelé à mettre fin à l'instabilité des exploitations agricoles et au démembrement des facteurs de production. C'est une condition indispensable au lancement du développement agricole sur des bases saines.

Le « regroupement » des eaux consiste en l'expropriation des « droits acquis » (droit collectif, melk...) et leur transformation en droit d'usage sur le Domaine Public, affectés au prorata des surfaces à irriguer.

Le remembrement des terres consiste en l'uniformisation du régime des terres, d'abord, la réduction du morcellement ensuite. Dans le cas — le plus difficile — des terres melk et collective, il vise le regroupement conjoint des

deux statuts de manière à en faire une seule parcelle par l'exploitant. Mais cette proposition n'est pas retenue : les terres collectives feront seules l'objet d'un lotissement.

On envisage donc un remembrement limité aux terres melk, y compris les surfaces plantées. On pense ainsi supplanter le micro-parcellaire par des parcelles plus adaptées — autant que faire se peut, étant donné le grand nombre des petites exploitations (voir par ex. tabl. 11 et 12, pp. 82 et 83) — aux contraintes de l'équipement moderne.

Ces divers principes connaissent un début d'aménagement en première phase. Mais ils subissent très vite des infléchissements en seconde phase.

b. Les errements de la 2^o phase d'aménagement

Le principe d'homogénéisation des dotations en eau dans les secteurs équipés est battu en brèche : les secteurs de trame « B » où sont pratiquées des cultures sous contrat avec l'Etat sont privilégiés. Les secteurs d'assolement libre, équipés en trame A, reçoivent une dotation en eau moindre même en cas de bonne qualité du terrain. Il en est de même des secteurs plantés.

Le remembrement conjoint des terres nues et plantées de statut melk est suspendu. On s'en tient en fin de compte au regroupement des parcelles nues sur la majeure partie des surfaces melk (les 2/3 de la surface melk totale).

Le plus gros écart par rapport aux intentions manifestées en première phase réside dans la formation de deux secteurs contrastés. D'une part, un secteur de « grande hydraulique », objet d'équipements importants, bénéficiaire de dotations en eau substantielles (moyenne de 8.500 m³/ha). D'autre part, un secteur de PMH (petite moyenne hydraulique) livré à lui-même, sans équipement conséquent, ne disposant que d'une faible dotation (3.300 m³/ha). Le tableau suivant indique les différences entre les programmes initiaux et les réalisations effectives :

Initialement, toutes les surfaces destinées à la mise en valeur devaient être équipées, les dotations en eau aux surfaces à réalimenter (sans équipement) étaient plus modestes. Aujourd'hui, à la surface équipée s'ajoute un secteur de réalimentation de vaste étendue. Les volumes escomptés — mais non garantie ! — sont de 315 Mm³, alors qu'ils n'étaient initialement que de 223 Mm³. Comment en est-on arrivé à cette situation ?

Des secteurs entiers compris dans les projets initiaux d'équipement sont abandonnés au profit d'autres secteurs, jugés plus productifs et aussi, plus facilement aménageables.

A la dotation supplémentaire à accorder à ces nouveaux secteurs, s'ajoute l'obligation de restitution aux premiers d'anciens droits (voir pour toutes ces questions tabl. 23, p. 201 et fig. 21 et 22, pp.201 et 202 bis, à comparer aux fig. 15, p.112 b. et 20, p.191 où sont décrites dans le détail les différentes transformations survenues. La révision en hausses des besoins en eau contribue aussi à augmenter les dotations initiales.

Aux yeux des responsables de la seconde phase d'aménagement, la nouvelle configuration du périmètre d'irrigation et l'augmentation des besoins en eau répondent à des motivations d'ordre rationnel : solutions à des problèmes d'ordre technique et administratif légués par les responsables de la première phase (les difficultés de remembrement des terres plantées notamment) obligation de favoriser les terres et les exploitations susceptibles d'assurer les plus hautes productions dans les délais les plus courts ; lotissement sur la plus grande étendue possible comme moyen privilégié pour réaliser cet objectif. Mais les résultats de l'écart introduit entre les nouvelles prévisions de dotations en eau et les livraisons effectives du barrage ne se font pas attendre, d'autant plus que, sous la pression des agriculteurs, la loi initiale de fourniture des eaux est modifiée, les possibilités de régulation inter-annuelle des apports en eau s'en trouvant amoindries.

On pense à quelques solutions, telles que la restriction éventuelle des fournitures d'eau en proportion des réserves disponibles au barrage en début de campagne agricole. Ou encore, une modification des assolements de manière à ramener les besoins en eau globaux à une fréquence d'apports plus vraisemblable. La question demeure en suspens aujourd'hui : la sécheresse a brouillé toutes les cartes.

La réintroduction des disparités spatiales en seconde phase et les problèmes d'alimentation en eau qu'elles posent ont un impact sérieux sur le devenir de la majorité des exploitations du périmètre. La disparité spatiale génère la disparité sociale.

3. LES DISPARITES SOCIALES (pp. 212-278)

3.1. La première phase d'aménagement et les ambitions de restructuration (pp.212-228)

a. Le remembrement intégré et ses limites

L'objectif fondamental du remembrement intégré, on l'a déjà vu, est d'assurer la viabilité et la stabilité des exploitations agricoles. Mais il est clair que dans le cas de la moyenne Tessaout les conditions ne sont pas réunies pour que cet objectif soit atteint dans son intégralité. Les calculs montrent qu'il faudrait pour cela disposer de 25.000 ha irrigués de plus pour le même nombre d'exploitants (pour une surface moyenne considérée comme viable de 5 ha par exploitant). 85 % des exploitants (sur un total de 9.320 en 1970) disposent en effet de moins de 5 ha, avec une moyenne de 1,8 ha chacun.

Par ailleurs, on sait (voir supra) que la proposition de remembrement intégré de tous les statuts confondus a été rajetée. D'où l'idée plus modeste de création du « maximum possible » d'exploitations viables par type de statut foncier. L'opération semble aisée sur les terres de colonisation récupérées et sur les terres domaniales. Un remembrement exclusivement technique (regroupement des parcelles d'une même propriété) est adopté sur les terrains melk. Reste le statut collectif qui, en raison de son importance en surface dans notre zone et des possibilités de restructuration qu'il semble offrir, fera l'objet d'une intervention massive durant les deux phases de l'aménagement.

b. A la recherche d'une formule originale de lotissement des terres collectives

Rappelons que le terme « collectif » recouvre une toute autre réalité que celle qu'il est censé désigner. La loi consacre la propriété de la collectivité sur le terrain collectif. Mais elle porte en elle-même les obstacles à la mise en valeur agricole : l'inaliénabilité et l'imprescriptibilité du terrain s'opposent à toute initiative, à tout investissement. L'exploitation des parcelles s'exerce de manière individuelle. Elle est plutôt « minière » et les ayants-droit préfèrent concentrer leurs efforts sur leurs parcelles melk lorsqu'ils en ont. Le statut collectif a été en fait codifié sous le protectorat avec des préoccupations éloignées de la mise en valeur agricole. L'objectif primordial poursuivi était le contrôle des populations et la préservation de l'équivalent du « bien de famille » sur les terres melk pour freiner l'exode rural.

Ce régime connaît des évolutions spécifiques selon les collectivités. C'est ce que révèle la multiplicité des définitions de « l'ayant-droit », celle

des types de partage des terrains, celle de leurs modes d'exploitation. Ces trois aspects sont marqués par l'instabilité et la précarité. Au point que les terres collectives sont par excellence une source inépuisable de litiges. En dépit de la richesse des pratiques et de l'intérêt de leur étude, leur mode de gestion est tout à fait à l'opposé de ce qui est requis pour amorcer une mise en valeur agricole conséquente.

c. Le lotissement de l'immeuble Bourouta

L'aménageur se doit donc de trouver les solutions appropriées pour « en finir » avec ce statut. Il doit s'armer de souplesse et demeurer ouvert au compromis dans sa recherche de la meilleure issue possible auprès de chaque collectivité. C'est dans cet état d'esprit qu'est abordé le lotissement du « bled Bourouta », premier secteur collectif à être aménagé dans le périmètre.

Cet immeuble d'une surface de 787 ha intéresse 5.325 ayants-droit en 1968. La quotient par ayant droit varie de 7 à 32 ares selon les sous-collectivités du secteur (tabl. 24, p.223) ! Mais seules 20 à 30 personnes exploitent effectivement le terrain, en désintéressant chaque année par une somme symbolique le reste des ayants droit (5 à 10 DH par an par ayant droit).

Deux formules de lotissement sont arrêtées, soit la constitution d'une société immobilière par actions (formule proche des SDV (Sociétés de développement villageois proposées par le projet Sebou), soit la création de lots viables à vendre définitivement à un nombre limité d'ayants droit constitués en coopérative.

La première formule paraît par trop avant-gardiste. La seconde est adoptée au prix de laborieuses négociations avec les sous-collectivités concernées. Chacune d'entre elles doit proposer un nombre d'exploitants au prorata de son droit sur l'immeuble collectif en leur laissant le soin de désintéresser à l'amiable les autres co-ayants droit.

Cette formule écarte la grande majorité des foyers exploitants pour n'en retenir que 8 %, soit 144 sur 1919 (un exploitant pour près de trois ayants droit). Mais il faut se souvenir aussi que les nouveaux attributaires sont bien supérieurs en nombre aux 20 à 30 anciens exploitants effectifs de l'immeuble.

La voie est ainsi tracée pour le lotissement des autres immeubles collectifs. On verra qu'une application routinière de la méthode est loin d'être toujours adaptée à leur situation spécifique.

3.2. La seconde phase d'aménagement ou la marginalisation des petites exploitations (pp.228-266)

a. Le lotissement des terres collectives, contexte et méthodes

Les terrains lotis aujourd'hui occupent 17.660 ha (près de 60 % de la surface du périmètre), dont 9.920 d'origine collective entièrement situés en secteur équipé (fig. 23, p.229 b. et tabl. 25, p.229).

La formule de lotissement appliquée en première phase est établie avant la promulgation du CIA (Code des investissements agricoles — 25 Juillet 1969). Ce code stipule que seules les parcelles égales ou supérieures à 5 ha doivent être loties, le reste du terrain devant rester en indivision. En première comme en seconde phase, on s'en tiendra néanmoins à la formule choisie sans aucune prise en considération du texte de loi. Elle crée de manière systématique des lots de 5 ha dans les secteurs irrigués quelle que soit la superficie des parts par ayant droit. Il en résulte dans la plupart des cas l'éviction de la majorité des exploitants, qui sont par la même occasion privés de leurs droits d'eau.

Comme on l'a constaté, la solution adoptée sur l'immeuble Bourouta est la plus élégante dans la mesure où elle allie le souci de la mise en valeur agricole à celui de créer — autant que faire se peut — le maximum d'exploitations viables. Mais sur les autres immeubles lotis en seconde phase, la situation foncière est différente . les parts par ayant droit sont relativement plus étendues. Il eût été possible de conserver un plus grand nombre d'exploitants sur ces immeubles en constituant des lots inférieurs à 5 ha, sachant par ailleurs que des compléments de ressources existent : les terres melk et les « mgam ». L'application systématique et illégale de la formule Bouroutia a par contre contribué à marginaliser un grand nombre d'exploitants (de 64 à 79 % des ayants droit) (voir tabl. 26, p.233).

La formule de lotissement est en soi d'une simplicité rare puisqu'il suffit de fixer le nombre de lots de 5 ha en fonction de la surface aménagée . Les difficultés concernent plutôt le mode de sélection des attributaires : il faut écarter en moyenne 70 % des ayants droit et éviter les troubles dans la

conduite des opérations. Or rien n'est prévu par les textes puisque seuls les détenteurs de parcelles égales ou supérieures à 5 ha sont en principe constitués d'office en lotissements et en coopératives.

Autorités locales et services techniques doivent donc s'armer de pragmatisme. Des commissions locales sont constituées pour entreprendre les lotissements auprès d'une vingtaine de collectivités et de sous-collectivités en l'espace de 6 ans.

Les modalités sont variables selon la situation de chaque immeuble collectif et selon l'importance des litiges entre les ayants droit. Dans certains cas, les détenteurs de melk sont écartés d'office du lotissement. Dans d'autres, les candidats choisissent entre le lot et le « mgam » à transformer en melk. Parfois, en cas de désaccord, la désignation des attributaires s'effectue à la discrétion des membres des commissions de lotissement.

Le lotissement des terres collectives s'est ainsi réalisé au prix de la marginalisation de la majorité des exploitants agricoles (tabl. 27, p.240).

b. La marginalisation des petites exploitations agricoles

Cette marginalisation s'observe dans le mode de répartition de la population selon le degré de mise en valeur des secteurs, dans la structure foncière nouvelle issue des aménagements et dans les modes d'exploitations des terres.

b.1. Croissance et répartition de la population (PP.241-246)

Bien que les données de répartition et d'accroissement de la population ne puissent pas à elles seules fonder des corrélations significatives avec le niveau des ressources et des revenus, on remarque néanmoins, à l'échelle d'observation réduite où l'on se place, une nette correspondance entre ces données et le degré d'intensification agricole.

La moyenne Tessaout se distingue par un rare dynamisme démographique. La densité (1,9 hab/ha) a presque doublé depuis 1960. De 1971 à 1982, l'accroissement annuel est de 3,4 % (2,6 % à l'échelle nationale). Celui de la population rurale proprement dite est de 2,9 % (1,4 % à l'échelle nationale), celui des centres urbains de 8,4 % (4,4 % à l'échelle nationale) (tabl. 28, p.243 et fig. 24, p.242 b !). Depuis le début des aménagements, le périmètre est ainsi devenu un foyer d'immigration. Une immigration faible

mais significative, comparée à l'importance de l'exode rural à l'échelle du territoire national.

Cependant, ce dynamisme ne doit pas occulter les différences entre les secteurs du périmètre selon leur degré d'aménagement et l'importance des dotations en eau.

Le secteur des coopératives de la réforme agraire est privilégié en surface et en eau. Il connaît pourtant une faible densité, 1,02 hab/ha, alors qu'elle est de 2,5 sur le reste du périmètre. Cette situation trouve son origine, on l'a vu, dans le lotissement récent des immeubles collectifs (la plus grande surface de ce secteur) au profit d'une minorité d'exploitants.

Hors du secteur coopératif se sont surajoutés les ayants droit des immeubles collectifs exclus du lotissement. Il existe une corrélation étroite entre le niveau de la dotation en eau et le taux d'accroissement de la population. De manière générale, les secteurs réalimentés ont subi dans une première phase le contre-coup du lotissement des terres collectives avant de connaître l'exode important révélé par les données du recensement de 1982.

Par contre, on rencontre de fortes densités et des taux d'accroissement très élevés dans les secteurs totalement ou partiellement équipés. Les effets de surpeuplement occasionnés en partie par l'éviction de la majorité des exploitants des immeubles collectifs y sont plus supportables que dans les autres secteurs.

b.2. Données sur la structure agraire (pp. 246-260)

Quelques définitions sont nécessaires pour éclairer l'observation des tendances d'évolution des diverses catégories d'exploitations, et un phénomène majeur, celui de la marginalisation de la petite paysannerie.

Les exploitations agricoles de la moyenne Tessaout sont dans leur grande majorité des exploitations familiales. Ce sont des unités à la fois économiques et domestiques où le chef de famille est l'organe de décision principal sinon exclusif.

Les « petites exploitations » ont un revenu qui n'atteint pas le « seuil de viabilité », estimé de 10.000 à 15.000 DH en 1984. Elles ne parviennent pas à assurer de manière stable la reproduction des moyens de production en leur possession. D'où des pratiques jugées opposées à une mise en valeur agricole productive, telles que la recherche de travaux annexes hors de

l'exploitation, l'émigration temporaire, le mode de faire valoir indirect, l'endettement et la soumission à l'usure... Pratiques qui par leur fréquence précipitent les petites exploitations dans la marginalisation.

Cette dernière notion signifie une tendance à l'augmentation du nombre de petites exploitations, telles que définies plus haut, et non à leur élimination progressive dans le cadre d'un processus de concentration foncière et de prolétarianisation (voir pp. 248-251). Cette tendance n'est pas l'effet exclusif du schéma d'aménagement et du type de lotissement adoptés en seconde phase. Elle aurait pris naissance même avec une mise en œuvre systématique de conceptions formulées en première phase, mais plus lentement peut-être.

L'hypothèse relative à la marginalisation est vérifiée par une typologie des exploitations agricoles et par quelques études de cas. La typologie révèle la prédominance des « infaa-exploitations » et des « exploitations à reproduction précaire » qui ne dépassent pas une surface de 2 ha en secteur équipé et de 5 ha en secteur réalimenté.

Dans le secteur équipé de Sahrij par exemple, 96,5 % des propriétés ont moins de 5 ha, 73,5 % moins de 1 ha ! (tabl. 29, p.255). Le phénomène de marginalisation est concrétisé par la naissance de nouvelles exploitations dans des conditions précaires : les co-héritiers se partagent les biens de l'exploitation-mère lorsque l'écart entre les revenus et les besoins ne peut plus être comblé. Cela explique le nombre et la surface très réduits des exploitations demeurées en indivision. De même que de nouvelles tendances au morcellement, la fréquence de la recherche de ressources externes à l'exploitation, du mode de faire-valoir indirect, de l'émigration (tabl. 30, p.257).

Dans un secteur réalimenté (Lamaâziz, tabl. 31, p.259), on retrouve ces tendances de manière encore plus accusée.

b.3. Problème au sein des coopératives de la réforme agraire (pp.260-266)

Les coopératives créées sur les lotissements de la réforme agraire ne sont pas exemptes de problèmes. Leur viabilité n'est pas moins menacée à terme que celle des autres petites exploitations. Leur création vise sur le plan économique une intégration rapide et organisée du petit producteur agricole à l'économie de marché dans le cadre des plans agricoles sectoriels et de l'implantation d'unités agro-industrielles (sucre, lait...). Cependant,

on l'a vu (ch.III.I), l'étroitesse du secteur est peu propice à une réelle impulsion économique.

Dans la moyenne Tessaout, la surface réservée aux coopératives est considérable (plus de 50 % de la surface), mais leur fonctionnement n'échappe pas aux problèmes constatés à l'échelle nationale. Quelques données mettent en évidence la tendance à l'autonomie des exploitations vis-à-vis de l'institution coopérative. Elle manifeste leur réticence ou leur incapacité à supporter les coûts élevés de consommation intermédiaire. Signalons en particulier la régression des dépenses d'approvisionnement par le canal de la coopérative, la baisse relative de la mécanisation (50 % seulement des besoins en tracteurs sont satisfaits en 1979-80), le faible taux d'utilisation du crédit agricole par rapport aux montants accordés, l'aggravation de l'endettement.

Ces problèmes de fonctionnement sont exacerbés par des discussions entre les membres des coopératives. Elles trouvent souvent leur origine dans l'intégrité de condition de ces derniers, favorisée dans de nombreux cas par le mode de sélection des attributaires de lots. Dans une des 45 coopératives de la réforme agraire par exemple, 78 % des exploitants disposent de terrains agricoles hors de la coopérative, 37 % ont des revenus extérieurs (camion, commerce), 26 % des lots font l'objet d'associations illégales aux yeux du CIA (Code des investissements agricoles) (tabl. 32, p.265).

3.3. Pour une restructuration foncière appropriée (pp. 267-278)

a. Pour une « viabilisation » de la majorité des exploitations

La réflexion sur la restructuration foncière était bien avancée en première phase. On se situera dans ce cadre en tirant profit du diagnostic établi ci-dessus et de l'expérience acquise. Quitte à se placer en « uchronie », l'aménagement de la moyenne Tessaout étant achevé depuis 1978.

Pour les adeptes du développement fondé sur l'intégration industrielle de l'agriculture, la prédominance en nombre et en surface de la petite paysannerie est un frein à une productivité plus haute et plus rapide. Or l'impasse représentée par la structure agraire est sérieuse. L'accélération de la marginalisation est probable. Si les capacités d'absorption de la main-d'œuvre locale par le périmètre est remarquable, comme le montrent les fortes densités à l'ha, il faut s'attendre tout de même à terme à une satu-

ration. L'issue à l'impasse se trouve donc de toute manière hors de l'agriculture.

Opter pour un effort de « viabilisation » de la majorité des exploitations, contrairement aux choix des responsables de la seconde phase d'aménagement, aurait été une solution plus appropriée. Elle n'aurait pas enrayé la marginalisation, mais elle aurait au moins retardé son processus et atténué sur une période plus longue, ses effets, tels la baisse du pouvoir d'achat et l'exode rural. Etant donné la faiblesse actuelle et potentielle des possibilités de développement, ce n'est pas seulement une formule « sociale », c'est aussi une formule « économique » (voir p. 268).

Parmi les conditions de viabilisation, des principes essentiels ont été fixés en première phase : l'homogénéisation des dotations en eau et leur rattachement au fonds ; le remembrement intégré : à la fois regroupement des parcelles et uniformisation du régime foncier. Ces principes font parti intégrante d'une « restructuration foncière » dont il importe de préciser les modalités concrètes de mise en œuvre à la lumière des dispositions législatives et réglementaires en vigueur.

b. Modalités de la restructuration foncière

La notion de « lotissement » est à l'origine de fausses identifications. Dans le cas des terrains domaniaux, elle consiste en l'attribution de lots à des agriculteurs qui ne disposaient pas de droits sur ces terrains. Sur les terres collectives qui nous intéressent ici, ce sont exclusivement les ayants droit qui peuvent être lotis. Ce lotissement est censé assurer la viabilité et la stabilité de l'exploitation. On pense couramment que la réforme du régime collectif s'arrête à la création de lots de 5 ha. En fait, la loi prévoit une véritable « restructuration ». Les parts collectives inférieures à 5 ha ne sont pas loties, elles restent propriété indivise entre les ayants droit non lotis, mais elles sont soumises à un mode spécifique de dévolution successorale qui vise en fait la suppression des régimes collectifs et d'indivision et l'instauration de fait d'un régime de propriété privée. Une application stricte des textes législatifs en deuxième phase aurait donc modifié le régime collectif sans exclure la majorité des indivisaires des immeubles collectifs aménagés.

Autre fausse identification : le lot attribué et l'exploitation. La loi ne fait pas obligation aux anciens ayants droit lotis de se dessaisir d'autres terrains en leur possession. L'exploitation agricole n'en est pas moins faussement limitée au lot attribué.

Les fausses identifications citées soulignent une rigidité peu propice aux choix de formules de restructuration foncière fondées sur les spécificités régionales et locales.

c. Propositions pour la « viabilisation » du maximum d'exploitations agricoles.

Pour mettre réellement en œuvre les objectifs de la législation relative aux terrains collectifs, l'instauration du régime de propriété privée notamment, il importe de déclarer obligatoire le partage de l'immeuble collectif entre les indivisaires sur la partie non lotie. Cette obligation de partage pourrait être prononcée dans le cadre de l'application des arrêtés ministériels portant lotissement des immeubles collectifs.

Il importe d'incorporer les terrains de statut non collectif au sein des exploitations, ainsi que d'autres terroirs (bour et de parcours) dans l'estimation de leur degré de viabilité. Comme il est tout à fait indiqué d'entreprendre un remembrement intégré de terrains de statut différent (melk et collectif en particulier) en vue de l'uniformisation du régime foncier.

Pour créer un plus grand nombre d'exploitations viables, la réduction des inégalités peut s'avérer nécessaire. Plusieurs formules sont possibles : limitation de la propriété, récupération de plus value en échange des équipements réalisés par l'Etat...

La formule coopérative peut être mise à profit dans la mesure où elle ne constitue pas un facteur de blocage au fonctionnement des exploitations familiales. Des modèles de coopération évolutive sont à trouver, parallèlement à l'amélioration des circuits amont et aval de la production agricole.

Il n'est pas nécessaire que la surface des lots créés au sein des coopératives atteigne une surface de 5 ha. On peut espérer créer un grand nombre d'exploitations « viables » même de surface inférieure si le calcul du seuil de viabilité est réalisé localement et s'il est tenu compte de l'ensemble des terrains appartenant à chaque exploitation.

CHAPITRE IV — LE TECHNIQUE ET LE SOCIAL : LES GROUPEMENTS D'IRRIGANTS

L'étude des réalisations du projet hydro-agricole a mis en relief le laxisme excessif manifesté en matière d'affectation des eaux aux divers

secteurs irrigués. Avec l'achèvement des travaux, la rigueur est de mise, sous peine de difficultés insurmontables.

Comme il s'agit d'une zone d'irrigation séculaire, l'administration décide de mettre à profit l'expérience des irrigants en les associant aux tâches de gestion des eaux et d'exploitation du nouveau réseau d'irrigation.

Des groupement d'irrigants fonctionnent aujourd'hui. Ils ne manquent pas de problèmes. C'est l'occasion d'étudier cette dynamique nouvelle dans les rapports entre l'Etat et les agriculteurs.

1. « L'ETAT PROVIDENCE » ET LA GESTION DES EAUX (pp.180-312)

a. Contraintes (pp.280-208)

Le nouveau réseau hydraulique introduit des contraintes de divers ordres. La prééminence de l'Etat, de l'administration, est évidente, comme l'atteste le vaste arsenal de textes législatifs (le CIA notamment). L'Etat exécute les équipements hydro-agricoles et fixe les normes d'exploitation, il déclare la mise en valeur obligatoire et les défaillants peuvent faire l'objet d'expropriations. La loi est l'instrument du contrôle de la mise en valeur agricole. Elle engage aussi bien les agriculteurs de l'Etat, ce dernier ayant pour mission la rentabilisation des investissements.

Les contraintes techniques de gestion des eaux s'imposent dans ce cadre. La conception du réseau hydraulique mis en place dans le périmètre a pour objet essentiel la meilleure utilisation possible de l'eau d'irrigation avec le degré d'effcience le plus élevé possible. D'où l'intérêt d'un dispositif lourd, sophistiqué, coûteux (la trame B notamment — voir ch.II et fig. 16 et 17, p.114 b. et 115).

D'où les contraintes de fonctionnement (tabl. 33, p.286) : la nécessité d'un personnel de gestion qualifié ; la collaboration obligée entre plusieurs services (lâchers du barrage, recouvrement de redevances, règlements de litiges) ; une maîtrise suffisante du service de l'eau (réajustements de lois de fourniture et de tours d'eau) ; une surveillance et un contrôle de tous les instants . la capacité d'assurer la maintenance du réseau. C'est dire qu'une gestion de type traditionnel conduite par les irrigants est peu susceptible d'assumer toutes ces tâches. Pourtant l'administration aura recours à leur participation.

b. Les groupements d'irrigants du point de l'administration (pp.288-301)

Deux facteurs militent en faveur de l'association des irrigants à la gestion des eaux : leur expérience séculaire de l'irrigation et les nécessités pour l'Etat d'une économie de dépenses publiques de gestion et d'entretien du réseau hydraulique réalisable grâce à leur participation.

En fait, l'aménagement moderne appauvrit et peut-être condamne cette vitalité. L'innovation technique agit sur l'ensemble de la structure sociale : l'association des irrigants à la gestion des eaux n'aura pas lieu sans une tutelle jalouse et pointilleuse de l'Etat.

Cette association pose quelques difficultés. Les efforts locaux de constitution légale de groupement d'irrigants demeurent vains. Ils seront cependant créés et fonctionneront en marge de la loi. Les services techniques et les autorités locales veilleront à leur contrôle.

Dans un premier temps, on pense à la création d'ASAP (associations syndicales agricoles privilégiées ; dahir du 15 Juin 1924). Mais leur statut est caduc et même étranger aux pratiques des petits agriculteurs (73 % ont moins de 3 ha), la plupart analphabètes. On opte en fin de compte pour un règlement intérieur à faire appliquer par les groupements en attendant l'adoption d'un statut prononçant la légalité de leur constitution. Administration et irrigants participent de concert à son élaboration.

Ce règlement est le résultat d'un compromis entre les conditions modernes de fonctionnement des associations et les pratiques locales traditionnelles. Le degré de simplification atteint devrait permettre une participation accrue des irrigants à la gestion effective du réseau hydraulique. Mais il ne diminue en rien la tutelle des services de l'Etat.

c. Les problèmes (pp.302-312)

Malgré l'effort entrepris de « greffage » réciproque de formes modernes de coopération et de principes communautaires traditionnels, malgré l'existence d'un règlement intérieur, les problèmes de fonctionnement des groupements ne manquent pas.

Pourtant, dès l'achèvement des équipements en 1978, un gros effort est entrepris pour leur redonner vie. Il se solde dès 1979 par la création de 37 groupements, un par secondaire. D'autre part, les effectifs du personnel

administratif et technique d'encadrement sont augmentés. Pourtant les rapports et divers témoignages confirment la fréquence des détériorations de certains ouvrages hydrauliques (canaux secondaires, tertiaires ou quaternaires, prises, vannes et cadenas) (tabl. 34, p.305). Ce sont là de graves indices d'inapplication des dispositions du règlement intérieur, confirmés par une résistance quasi unanime des agriculteurs à l'adoption des sanctions prévues contre les auteurs d'infractions.

La situation du recouvrement des cotisations est aussi un indice instructif sur l'état de fonctionnement des groupements. Les taux de cotisation sont très faibles, ce qui traduit le peu d'enthousiasme à une sérieuse participation à l'exploitation et à l'entretien du réseau. Les restes à recouvrer sont au surplus très élevés, comparés aux montants prévus des cotisations (tabl. 35, p.307).

L'évolution des frais de gestion et celle des effectifs de personnel sont également symptomatiques. Les premiers ont été multipliés par près de 2,5 en l'espace de six ans, (1977-83) (tabl. 36, p.310). Les seconds ont doublé en l'espace de 8 ans, (tabl.37, p.312). Le niveau d'encadrement actuel correspond d'ores et déjà aux normes adoptées dans d'autres périmètres d'irrigation où la gestion des eaux revient généralement de manière exclusive aux services techniques.

Jusqu'ici, les groupements d'irrigants ont été abordés en se plaçant dans l'optique de l'administration. Il importe maintenant de les observer dans les modes d'adaptation des agriculteurs à leur nouvel environnement et dans les types de rapports sociaux induits par cette nouvelle dynamique.

2. DE L'ASSOCIATION AU GROUPE-RELAIS (pp.313-349)

2.1. Les pratiques (pp. 313-339)

Le modèle technique implanté dans la moyenne Tessaout est consacré par des dispositions législatives, celles du CIA notamment. La pièce maîtresse de ce modèle est la trame B, comme on l'a déjà observé. Elle suppose des équipements appropriés, son respect se confond avec celui des normes d'exploitation : plans d'assolement, techniques culturales, règlement des modes d'irrigation et de la discipline d'utilisation de l'eau... Les pouvoirs publics ont ainsi prévu tous les moyens d'organisation et de contrôle adaptés aux contraintes du nouveau système d'irrigation. Leur mise en application n'en est pas plus évidente pour autant.

a. Pratiques de « trame A » en « trame B » (pp.315-326)

Il est décidé dès le début des aménagements d'adopter la trame A dans les secteurs où la trame B présente des difficultés, liées en particulier à l'exiguïté des parcelles, même après remembrement (pour les définitions voir ci-dessus ch. II et fig. 16 et 17, pp. 114 b. et 115).

En pratique, la trame A sera appliquée par les agriculteurs même dans les secteurs où la trame B a été implantée : cultures différentes sur une sole réservée en principe à une seule culture et non application des modes d'irrigation prévus (à la raie ou par calants) (fig. 25, p. 317 et fig. 26, p. 319). Le surcoût exigé par la trame B devient ainsi pur gaspillage. Comment expliquer cet état de fait ?

L'inadaptation de la trame B à la structure agraire de la moyenne Tessaout et aux pratiques traditionnelles d'irrigation est perçue très tôt. Certes, cette trame est un moyen de rationalisation de l'assolement, de la répartition foncière, du tour d'eau et, en fin de compte, du processus de mise en valeur agricole dans son ensemble. Cependant, la multitude de propriétés de moins de 2 ha s'insère difficilement dans des casiers de trame B. L'assolement prescrit devient une norme imposée à l'ensemble des usagers d'un même bloc d'irrigation. Il ignore l'hétérogénéité des surfaces des parcelles et la diversité des stratégies de production des agriculteurs. Il suppose une discipline rigoureuse de distribution de l'eau, impossible en vérité : il ne saurait y avoir de semis en même temps pour tous, ni une croissance synchronisée des plantes sur toutes les exploitations. Bref, en matière de rationalisation, il s'agit plutôt d'un « embrigadement », au demeurant irréalisable.

A ces réserves déjà formulées au début des aménagements s'en ajoutent d'autres. Etant donné l'exiguïté des parcelles, les techniciens enfreignant eux-mêmes la loi de la sole unique par quaternaire. Une plus grande diversification des cultures contraint à placer sur la même planche deux cultures ou plus au cycle et aux besoins en eau différents.

D'autre part, le processus de morcellement des terres suit son cours, en dépit des dispositions contraires de la loi. A ce phénomène s'ajoute le démembrement des facteurs de production. D'où une multiplicité de types d'exploitation et de système de culture très éloignée des contraintes de la trame B (voir tabl. 31, p. 325 et annexe II, cultures et rendements, p. 364).

Quelle que soit la volonté de contrôle et d'intervention des services

techniques, c'est l'exploitant qui décide en dernière instance de son degré d'adaptation à la trame B. Cette dernière introduit la contrainte de l'organisation collective. Or cette contrainte s'oppose dans son principe même à tout processus réel d'innovation, lequel est en règle générale, selon les résultats des recherches psycho-sociologiques, le fait d'individus isolés, marginaux, des « pionniers » qui ne sauraient en l'occurrence s'en accommoder.

Un certain nombre de facteurs se conjuguent donc pour faire pièce à la rationalité investie dans la conception et la mise en œuvre de la trame B. Il importe de le souligner lorsque l'on sait que l'Etat a consenti à de lourds investissements en en escomptant une hausse vertigineuse de la productivité de l'eau. On est loin aujourd'hui (voir annexe citée, p. 364).

b. Le tour d'eau (pp. 327-339)

Services étatiques et irrigants ont un même objectif déclaré : fournir l'eau aux plantes au moment où elles en ont besoin. Un objectif qui pour être atteint suppose la prise en compte et la maîtrise de facteurs naturels, techniques et humains. Le tour d'eau est censé les intégrer tous. Mais les partenaires, Etat et irrigants, ont des rationalités différentes sinon incompatibles.

Pendant les premières années de l'équipement hydro-agricole, le tour d'eau est effectué à la demande des irrigants et non selon les besoins des plantes. Mais cette dernière méthode est très vite retenue à raison des déséquilibres constatés entre ressources et demande en eau. Connaissant les besoins en eau et la surface des cultures pratiquées, il suffit de calculer les volumes à accorder par tertiaire. Ces volumes sont convertis en débits afin de les adapter à la section des canaux tertiaires, aux types de prises existants et à la main-d'eau (30 l/s ou l'un de ses multiples). Ces débits sont à leur tour convertis en heures de distribution dans le cadre de l'organisation du tour d'eau entre les tertiaires et par tertiaire. Au sein de ces derniers, le tour d'eau est pris en charge par les usagers dans le cadre de leurs groupements (tabl. 39, p. 329).

Dans la pratique, les calculs du tour d'eau s'effectuent avec quelques simplifications. Il est impossible de juger du degré de validité du recensement des cultures. Les secteurs non soumis aux assolements n'en font d'ailleurs pas l'objet. Il n'est pas non plus tenu compte des déclarations des cultures des usagers et les services techniques se contentent d'estimations.

D'autres paramètres sont négligés par ces derniers. Les disparités entre niveaux de dotations en eau selon les secteurs ne sont pas facilement acceptées par les agriculteurs. Les plus démunis pratiquent des cultures « riches » pour pouvoir se maintenir sur place, mais avec des dotations insuffisantes, et donc des rendements bas. Le mode d'établissement du tour d'eau surestime la capacité des exploitations à irriguer des parcelles éloignées les unes des autres. Des échanges de tout ont lieu, parfois les parcelles les plus éloignées de l'habitat sont données à bail. Enfin, pour une culture donnée, il est impossible qu'elle ait les mêmes besoins au même moment sur un grand nombre de parcelles. C'est pourtant ce qui est supposé par les tableaux prévoyant les besoins de chaque culture par an et par mois pour l'ensemble du périmètre sans prise en compte de l'extrême variété des situations réelles.

Le tour d'eau se réduit ainsi à des calculs abstraits, sans concertation avec les irrigants, à laquelle sont préférés des correctifs et des réajustements au jour le jour. Au savoir théorique et abstrait du technicien s'oppose la pratique de l'irrigant. Un compromis tacite prévaut aujourd'hui : l'administration décide du tour d'eau jusqu'au canal secondaire et il devient l'affaire des agriculteurs au niveau des tertiaires.

Les réclamations de ces derniers portent sur l'augmentation des doses d'irrigation et sur le raccourcissement du tour d'eau. Leur appréciation du « besoin » des plantes diffère donc de celle des services techniques. Pour parvenir à leurs fins, ils procèdent parfois à des échanges de tour d'eau entre tertiaires, entre blocs entiers d'irrigation ou entre usagers. Au niveau de chaque tertiaire, diverses techniques locales de distribution sont adoptées et varient selon le moment, les types de rapports sociaux, les besoins des plantes. On retrouve l'ambiance des secteurs d'irrigation traditionnelle, où les comportements sont modelés à la fois par la précarité du milieu et par la dynamique propre aux « groupes primaires ». « L'eau de l'Etat » redevient « eau du groupe ». Ces techniques sont un aspect parmi bien d'autres des agencements sociaux en cours.

2.2. De l'association au « groupe-relais » (pp. 340-349)

Le fonctionnement des groupements s'insère dans des rapports sociaux « d'âges différents », sous-tendus conjointement par la pénétration de l'économie de marché et par la « survivance » des agencements traditionnels. Cette dynamique spécifique prend des formes appropriées aux diverses stratégies poursuivies par les protagonistes. Les élites rurales y jouent un rôle décisif.

Le compartimentage spatial introduit par l'aménagement est générateur de conflits au sein des groupements d'irrigants lorsqu'ils englobent des secteurs à dotation en eau inégale. De même, une opposition larvée est entretenue contre les attributaires de lots de la réforme agraire par le reste des exploitants. Une recrudescence d'anciens conflits entre groupes ethniques n'est pas rare non plus.

Les stratégies déployées dans ces conflits révèlent une certaine résistance à l'administration ou, inversement, le recours à l'arbitrage de cette dernière. Parfois ces deux types de comportement se conjugent au sein du même groupe ou dans la conduite de tel ou tel agriculteur. Dans d'autres cas, certains individus tentent d'échapper à la pression « tribale » et aux anciens rapports de clientèle, mais sans se rapprocher pour autant de l'administration. Ces diverses conduites sont la face la plus apparente de la constitution de réseaux de nouveaux « leaders » dont les rôles se multiplient et se renforcent à la faveur de l'aménagement et de la mise en valeur hydro-agricoles, et de la pénétration accrue des services étatiques.

L'objectif classique des leaders est la conquête du pouvoir local. Pour ce faire, ils jouent le rôle d'intermédiaires entre l'administration et la population qu'ils prétendent représenter ou défendre. Ils renforcent leur rôle en « manipulant » l'une et l'autre.

Plusieurs catégories de leaders existent. Les plus en vue sont les « notables » à large rayon d'influence. Des réseaux de nouvelles catégories sont en voie de constitution. Ils investissent un espace plus restreint : le village, la collectivité, le secteur hydraulique, les nouvelles institutions de mise en valeur. Ils assument de nouvelles activités nées de la diversification des cultures, de la fréquence des relations externes et de la mobilité dans l'espace. Ce processus s'insère dans un cadre de rapide différenciation sociale, accompagnée de mobilité sociale et de compétitions vigoureuses.

Le phénomène prend de l'ampleur au sein des groupements d'irrigants. En ce sens, ce sont non seulement des associations et des ensembles de « groupes primaires », mais aussi des « groupes-relais » : la position et la stratégie des leaders ont une fonction de « relais » entre la société globale et les groupes locaux. Ils deviennent le point d'appui des pouvoirs publics dans leur effort de modernisation et de régulation sociale. Ces derniers gèrent aussi bien le technique que le social. Le problème de la participation des agriculteurs à cette gestion demeure entier. L'alternative reste à trouver.

CONCLUSION (pp.351-361)

Deux fils conducteurs ont constamment sous-tendu ce travail (voir résumé synthétique en introduction) :

- une tentative d'approche « globalisante » des liens entre diverses instances : l'espace, la technique, le social. L'organisation spatiale hier, l'aménagement hydro-agricole aujourd'hui, expriment des « projets sociaux » spécifiques. L'espace n'est pas neutre. C'est un « produit social », le creuset de rapports sociaux aux multiples dimensions.
- la prégnance du rapport de pouvoir comme dimension « englobante ». Le « projet social » en cours dans la Tessaout ne peut être saisi, quelle que soit sa spécificité, que dans le cadre des rapports de pouvoir au sein de la société globale. On examinera leur impact en complément à l'introduction aux disparités spatiales et sociales (ch. III.I, pp. 147-176).

L'étude a été centrée sur la « marginalisation » des petites exploitations. Alors que les faveurs accordées à la grande propriété sont manifestes, le secteur de « réforme agraire » est soumis à une « économie de traite », et la masse des petits agriculteurs connaît la surpopulation, le sous-emploi, la baisse du pouvoir d'achat.

« L'accumulation » n'est pas le propre de la grande propriété foncière, malgré les avantages accordés par l'Etat. Elle ne constitue pas un levier du « décollage ». Au contraire, la dépendance s'aggrave. Elle est évidente dans les domaines alimentaires, économique, financier.

Le transfert de technologie se réalise dans ce cadre de dépendance : le gaspillage, sur emprunts en devises, alourdit la dette extérieure alors que les espoirs d'accroissement de la productivité mis dans des équipements hydro-agricoles sophistiqués et coûteux ne sont pas exaucés.

Dans ce contexte général, la marginalisation de la petite paysannerie en « moyenne Tessaout » est marquée, à moyen terme du moins, par l'absence de concentration foncière, un certain freinage de l'exode rural et, en conséquence, le maintien et même l'atomisation des petites exploitations agricoles, la survie sur place de la majorité de la population par le recours à des travaux annexes de faible productivité.

Les agriculteurs marginalisés ne sont pas laissés à l'abandon par les structures de pouvoir. Ces dernières, pour assurer leur continuité et leur reproduction, déploient de multiples moyens de régulation sociale. Parmi ces moyens, l'organisation coopérative : l'Etat s'y introduit par le biais de réseaux de nouvelles élites. La multiplication des activités nées de l'aménagement moderne entraîne celle des statuts et des rôles. Une hiérarchisation d'un type nouveau s'établit, un « clientélisme » en chaîne s'instaure entre leaders à rayons d'influence différents. Ce phénomène souligne les difficultés d'accès de la majorité des leaders locaux aux réseaux d'élites supérieurs, les seuls à avoir des privilèges substantiels, du prestige, un pouvoir de décision : les réseaux de clientèle s'élargissent sans que la « classe politique » suive le même mouvement. Aussi bien le pouvoir local est-il vigilant : les tentatives d'unions de coopératives, de groupements, sont contrecarrés, les formes d'expression des « groupes primaires » demeurent diffuses et non institutionnalisées. Les compétitions en cours témoignent des possibilités d'apparition de « contre-élites ». Il ne s'agit pas de simples rapports de type segmentaire, mais de stratégie de « différenciation sélective » organisée par le pouvoir.

La régulation sociale par le biais des élites locales permet l'économie d'une « classe-tampon » créée de toutes pièces. Lorsqu'il en était question lors de la promulgation du CIA (Code des Investissements agricoles), les objectifs visés étaient d'ordre économique et politique. Il fallait créer un marché intérieur plus large et favoriser l'apparition d'une frange de la population relativement aisée, faisant barrière entre la masse marginalisée et les groupes dominants (ch.III.I). Les élites locales ne jouent que le rôle politique. La volonté de maintien du statu-quo prévaut sur les impératifs de croissance économique.

**DE LA PROBLEMATIQUE DE L'ETAT DANS LES SOCIETES
DEPENDANTES — ESSAI D'INTERPRETATION DE
L'INTERVENTION ECONOMIQUE DE L'ETAT MAROCAIN**

Abdelali DOUMOU

— Résumé —

DE LA PROBLEMATIQUE DE L'ETAT DANS LES SOCIETES
DEPENDANTES — ESSAI D'INTERPRETATION DE
L'INTERVENTION ECONOMIQUE DE L'ETAT MAROCAIN

L'étude de A. DOUMOU procède sur la base d'un constat théorique relatif à certaines approches dominantes de l'Etat. La pertinence et les limites de ces dernières sont appréciées à la lumière d'une lecture épistémologique de l'histoire « anté-capitaliste » de l'Etat périphérique d'une manière générale et de l'Etat Marocain, en particulier et des transformations subies par ces Etats durant « leur histoire capitaliste ». Ce cheminement permet d'établir que l'omniprésence de l'Etat dans l'économie Marocaine semble répondre à un souci de concilier, la régénération du capital et la nécessité de légitimation.

Ce cadre d'approche qui se veut global, [puisqu'il sa.sit l'Etat dans sa genèse, sa nature et sa forme] tente de répondre à une double préoccupation épistémologique :

- lutter contre les approches capitalo-centristes fondées sur la transposition de modèles forgés ailleurs
- contribuer à la formation d'une approche intégrant la spécificité du sous-développement et de mettre la lettre entre la singularité et la pluralité qui tous deux caractérisent le fait étatique dans le P.S.D.

حول اشكالية الدولة في المجتمعات التابعة محاولة لتفسير التدخل الاقتصادي للدولة المغربية

دراسة ع — دوما تصدر عن قاعدة لاتبات نظري متعلق ببعض المقاربات السائدة للدولة زجاعة وحدود هذه الاخيرة تم تقويمها على ضوء قراءة أبستمولوجية للتاريخ «الضد رأسمالي للدولة المحيطة بكيفية عامة، وللدولة المغربية بخاصة وللتحولات التي تطال هذه الدول طيلة تاريخها الرأسمالي.

هذا الفرق يمكن من اثبات أن كلية وجود الدولة في الاقتصاد المغربي يبدو أنها تجيب على هم التوفيق تجدد الرأسمال، ووجوب الشرعية القانونية. هذا الاطار للمقاربة الذي يراد لان يكون شاملا (لانه يهم الدولة في اطارها التكويني، وطبيعتها وشكلها) كفيل بالجواب على شاغل ابستمولوجي مزدوج.

— الصراع ضد المقاربات الرأسمالية — المركزية المبنية على استيراد نماذج مصطنعة في الخارج
— المساعدة في تكوين مقاربة مندمجة في خصوصية التخلف وتحديد الفرق بين التعددية والواحدية الذين يشكلان معا الفعل الدولي في الدول المختلفة.

La présentation tant de l'opportunité du thème (objet et enjeux) (I) que des considérations méthodologiques qui ont présidé dans l'élaboration de ce travail (II) constitue, à notre sens, un préalable nécessaire à la compréhension de la logique sous-jacente à la « structuration » de ce travail.

I. De l'opportunité du thème : objet et enjeux.

Qu'il s'agisse des pays capitalistes développés, des pays socialistes ou des sociétés « dépendantes », l'omni-présence de l'Etat — non seulement au plan économique mais politique, culturel etc...— est un phénomène sociologique « irritant » pour l'ensemble des « théories de développement ».

Dans les formations sociales (F.S.) périphériques, cet « étatismisme » semble être plus accentué car les classes sociales n'étant pas « les principaux acteurs historiques » ⁽¹⁾, l'Etat paraît être la principale force génératrice de développement ou de sous-développement (selon les cas). Au niveau économique, le fonctionnement de ces économies puise son « dynamisme relatif » (la où il existe) de la multiplication des fonctions assurées par un secteur d'Etat de plus en plus étendu et souvent inefficace. Dans le domaine politique et culturel, cette omni-présence de l'Etat — prenant la forme d'un renforcement de « l'autoritarisme » — se traduit par « l'écrasement de la « société civile ». La crise de légitimation de « l'entité-Etat » dans beaucoup de sociétés (engendrée essentiellement par ce qu'on appelle « les conflits de minorités ») constitue un témoignage significatif de la manière dont la « société civile » réagit à l'égard d'un « ordre étatique contraignant ». La crise économique mondiale actuelle semble, jusqu'à présent, œuvrer dans le sens de l'accentuation de cet « Etatismisme ».

Ce sont là autant de facteurs factuels qui témoignent de l'ampleur de l'étatismisme dans les sociétés dépendantes (que leurs stratégies de développement se proclament du « libéralisme » ou du « dirigisme », du capitalisme ou du socialisme). Autant de facteurs qui légitiment, par conséquent, une entreprise de recherche — sur les causes et/ou les formes du sous-développement, l'échec ou le succès des stratégies de développement — prenant comme point de départ le phénomène étatique.

(1) Cf. A. Touraine « Les sociétés dépendantes ». Sociologie nouvelle. Duculot 1976. Ce point de vue ne vise ni à « innocenter » les « classes sociales dominantes » dans ces sociétés ni à nier leur existence objective. Cette hypothèse présente, au contraire, le mérite de mettre l'accent sur la nature complexe et particulière de la structure sociale des F.S. périphériques.

De surcroît, l'opportunité d'une réflexion sur l'Etat périphérique est confirmée par une nécessité épistémologique majeure : la formation "d'une critique de l'économie politique du « Tiers-Monde »" qui est tributaire de plusieurs préalables :

1) Le premier préalable est d'ordre méthodologique : dans les sociétés dépendantes, il est manifeste, plus que dans les pays capitalistes développés, que l'Etat organise et contrôle la vie sociale ; de ce fait et sans tomber dans le piège de la « théorie du reflet », une véritable compréhension de la dynamique sociale ne peut être obtenue qu'à travers une appréhension du fait étatique (son rôle dans la reproduction sociale). Ce point de vue a, déjà, été mis en relief par le matérialisme historique selon lequel une « histoire par le sommet » — histoire de la machinerie complexe de la domination de classes — s'impose au même titre, qu'une « histoire par la base », car la lutte séculaire entre les classes se résout, en dernière analyse, au niveau politique et non au niveau économique d'une société.

2) Le deuxième est à caractère théorique : de par l'économisme qui les fonde, les « théories du sous-développement » ont, pendant longtemps, négligé l'analyse du « politique ». Or, la crise de l'économisme sous ses diverses variantes (de droite comme de gauche) a engendré une « coupure épistémologique » à un double niveau : d'une part la renaissance de l'optique et des concepts Gramsciens et de l'autre le recours à l'histoire en tant qu'« entité plurielle » (2).

En effet, durant toute une période, les critiques adressées aux « théories du sous-développement » se limitaient, souvent, à rappeler :

— Le caractère *hybride* de leur objet : s'agit-il d'analyser le sous-développement ou d'expliquer le passage d'une société « traditionnelle » à une société « moderne », c'est-à-dire capitaliste ?

— Le caractère *erroné* de la démarche adoptée qui est celle du déterminisme économique : on met principalement l'accent sur les « obstacles » — ou supposés comme tels — au développement. Ce qui se traduit par la destruction nécessaire de toutes les formes d'organisation non-capitalistes ou pré-capitalistes ;

(2) cf. « Sur les sociétés précapitalistes ». Ed. sociales, 1973, et R. Gallissot « Retour à l'histoire » in « Structures et cultures précapitalistes ». Ed. Anthropos, Paris 1981.

— Le caractère *insuffisant* des analyses centrées principalement sur l'accumulation du capital et le développement des forces productives.

Ces analyses expriment de manière forte la mystique développementaliste (développement « en soi ») qui a conduit plusieurs expériences à des impasses.

Toutes ces critiques ne sont pas sans fondement : mais elles restent prisonnières d'une même vision, d'une même problématique : celles de l'économie politique avec ses différentes variantes.

Les théories du développement, qui ont vu le jour dans le monde capitaliste industrialisé, ne sont-elles pas une « ex-croissance » de l'économie politique ⁽³⁾. Les catégories d'analyse, les techniques et les modèles utilisés sont ceux de l'économie politique. Forgés à travers la rationalité du système dominant, quelle capacité d'appréhension et quel pouvoir d'explication peuvent-ils avoir une fois transposés / adaptés à la réalité du Tiers-Monde ?

La crise contemporaine a fragilisé encore plus les théories du développement qui se trouvent dans le désarroi face aux nouvelles interrogations posées par les transformations de la dernière décennie : la critériologie du sous-développement/développement des années 60 n'a plus la même signification en 1980 ⁽⁴⁾ ; les transformations subies par les structures productives — notamment industrielles — dans certaines régions du Tiers-Monde ⁽⁵⁾ ; la tendance à l'homogénéisation-hétérogénéisation sous l'effet de la diffusion du modèle dominant ; la fin de l'utopie des modèles ; la nécessité de plus en plus pressante d'investir de nouveaux champs d'analyse : le culturel, le religieux, l'étatique...

Cet ensemble d'indices de mutation souligne la nécessité d'une *nouvelle problématique* intégrant les paramètres négligés jusqu'ici et rendant intelligible la nouvelle physionomie du Tiers-Monde dans sa globalité/spécificité.

Dans cette optique, la place de l'économie doit être revue, en théorie et en pratique. Dans les sociétés dépendantes l'instance économique ne revêt pas les mêmes caractéristiques et ne réunit pas les mêmes conditions pour

(3) cf. Albert O. Hirschman : « Grandeur et décadence de l'économie du développement », Revue Annales (Economies-sociétés-civilisations). n°5, Sept. Oct. 1981.

(4) cf. Y. Lacoste : « Unité et diversité du Tiers-Monde » Vol I ; Hérodote, Ed. Maspero 1980.

(5) Cf. P. Judet « Les nouveaux pays industriels ». Collection Nord-Sud Ed. Ouvrières, Paris 1981.

remplir les mêmes fonctions qui sont les siennes dans les sociétés industrialisées à développement endogène. Elle se particularise principalement par l'absence/faiblesse d'autonomie par rapport à « l'instance politique ».

3) Le troisième préalable est d'ordre historique : le phénomène étatique connaît, dans les sociétés dépendantes — tant dans sa genèse que dans son évolution —, un sort particulier qu'il faut déterminer en le distinguant des sociétés dites développées. Au sein des sociétés dépendantes, elles-mêmes, une « approche génétique » de l'Etat révélerait une pluralité de cas historique. Même si on ne considère que l'ère capitaliste de ces Etats, force est de constater que l'expansion du capitalisme (au Mexique, au Brésil ou au Maroc par exemple), bien que soumise à la dynamique d'ensemble du capitalisme international, n'a eu ni la même histoire, ni les mêmes conséquences. Leurs différences ne procèdent pas seulement de la diversité des ressources naturelles ou des différences des périodes d'intégration à ce système. Le pourquoi de ces différences est, aussi, à rechercher dans l'analyse des moments où des secteurs des classes sociales, alliés ou opposés aux intérêts étrangers, ont organisé différentes formes d'Etat, soutenu diverses idéologies, tenté d'implanter différentes politiques. (6).

4) Le quatrième préalable ost à caractère structurel : il s'agit de mettre en relief les « effets de structure » qui expliquent l'étatisme dans les sociétés dépendantes. Du point de vue d'une approche dominante de l'Etat (que nous avons qualifiée de capitalo-centriste), l'omni-présence de l'Etat est expliquée par la nature et l'évolution du modèle d'accumulation du capital dans les économies périphériques. Dans cette optique c'est le mode de développement capitaliste en œuvre dans les pays du Tiers-Monde qui explique la nature et la forme de l'Etat périphérique.

(*) Une autre perspective d'analyse permet de mettre en relief, *en plus*, comment c'est le type particulier de l'articulation de la nature et de la forme phénoménale des Etats périphériques qui permet d'expliquer les divers modes de développement capitaliste dans les sociétés dépendantes.

A ce propos, l'analyse globale de l'Etat marocain dans ses deux niveaux d'existence — « nature » et « forme » — n'est pas une simple « gymnastique théorique » relevant de préoccupations purement académiques. Elle présente l'intérêt majeur de pouvoir fournir *un* élément explicatif important du mode de développement du capitalisme au Maroc et par conséquent de la forme du sous-développement ; et ceci, par la mise en rapport de la non-

(6) cf. F.H. Cardoso et E. Faletto « Dépendance et développements en Amérique Latine » PUF 1978.

correspondance entre la nature (capitaliste) de l'Etat marocain et sa *forme particulière* (le type de régime politique) d'une part, et de la « forme foncière » que revêt le développement du capitalisme au Maroc (développement de l'agriculture d'exportation et de la spéculation immobilière) au détriment du développement d'un capitalisme industriel.

C'est donc, la non-correspondance nature/forme de l'Etat marocain qui permet d'expliquer le profil particulier que revêt la fonction de régénération du capital (au Maroc) se traduisant par un traitement préférentiel de l'Etat vis-à-vis du capital agraire (et foncier en général) par rapport au capital industriel.

Dès lors, la fonction de régénération du capital prend la forme — au niveau des capitaux individuels — d'un processus de reconversion de « l'oligarchie foncière » en une « bourgeoisie foncière » (1960-1970), et en bourgeoisie « agro-industrielle » depuis 1970.

Toutefois, cette non-correspondance « nature/forme » de l'Etat, ainsi que le processus particulier de reproduction sociale qu'elle implique, assignent son contenu et ses limites à un projet de structuration sociale qui tend à concilier développement du capital et reproduction de l'ensemble de l'espace social qui fonde la forme de l'Etat.

Le développement du capitalisme foncier (qui se traduit par un processus de capitalisation de la rente foncière urbaine et rurale encouragé par l'Etat) permet cette conciliation-adaptation durant une première période couvrant la décennie 60-70 où une série d'indices de crise (interne-externe) ne manquent cependant pas d'en montrer les limites sociales et politiques.

La décennie 1970-80 constitue une période où la non-correspondance « nature/forme » de l'Etat produit des contradictions de plus en plus aiguës dans un contexte socio-historique de crise politique (de légitimation) interne couplé à une conjoncture mondiale de crise économique. Ce contexte se traduit au niveau de la lutte de classes par des « frictions » de plus en plus conflictuelles entre les différents acteurs sociaux. Au niveau des groupes sociaux dominants, l'aiguïsement des contradictions socio-économiques entre les différentes couches de la bourgeoisie s'explique d'une part par le caractère sélectif de la fonction de régénération du capital favorable à « l'oligarchie foncière » et de la crise du procès d'accumulation du capital de l'autre (crise des activités agro-exportatrices, essouffement de l'ISI etc...). Dans ce contexte, plusieurs tentatives de « réadaptation » sont, de nouveau, entreprises par le gouvernement (R.P.) (marocanisation, discours égalitariste, « industrialisation » etc...).

Néanmoins, l'analyse de la pratique publique — en distinguant le niveau « discours » du niveau « pratique » proprement dit — révèle une continuité dans la logique qui a jusqu'à présent sous-tendu cette pratique. Mais il s'agit d'une continuité de plus en plus ébranlée par l'aiguïssement des contradictions sociales.

Il ressort de ce qui précède que c'est la non-correspondance essence-forme de l'Etat marocain qui explique le mode spécifique de développement du capitalisme se traduisant essentiellement par l'inexistence d'une base matérielle solide de légitimation de l'Etat ; cette situation est à l'origine de la dominance des mécanismes à défaut d'une instance économique fétiche.

L'histoire anté-capitaliste du Maroc, parce qu'elle témoigne d'une lutte chronique entre l'Etat et l'espace social qu'il est censé condenser tout autant que son histoire capitaliste empreinte de l'absence d'une base matérielle solide de légitimation, soulèvent une problème théorique majeur : l'analyse de l'Etat marocain, celle des Etats du Tiers-Monde et peut-être même celle des Etats du centre est indissociable de l'analyse des rapports conflictuels entre l'Etat et l'espace social qui le fonde.

Le processus de reproduction sociale est tributaire d'un rétrécissement de cet espace social dans un contexte de crise pluri-dimensionnelle : économique, sociale, politique et culturelle.

Saisir l'Etat marocain dans sa pluri-particularité c'est appréhender son rôle dans la reproduction sociale.

En effet, si la reproduction économique du capital constitue un élément majeur de définition de la nature de l'Etat marocain, c'est sa fonction de légitimation qui préside — en tant que composant essentiel — dans le processus de reproduction sociale. Contrairement aux Etats du centre, reproduction économique du capital et reproduction sociale ne sont pas confondues dans les F.S. périphériques. Il est à rappeler à cet égard que dans les F.S. avancées la reproduction sociale est assurée au travers de la reproduction économique du capital ; la marchandise — cellule de base de l'organisation de la société — a produit tant une base matérielle permettant la reproduction élargie du capital (système d'exploitation capitaliste) que son corollaire, une illusion sur les rapports sociaux (système de domination visant l'acceptation et la légitimation des rapports sociaux capitalistes par leur choisification) (7).

(7) Ce double rôle de la marchandise assigne un contenu et une articulation particuliers aux deux fonctions principales des Etats du centre : la fonction de régénération du capital et la fonction de légitimation.

Par contre, dans les F.S. périphériques — en raison du caractère lent et particulier de la diffusion des rapports capitalistes de production, se traduisant essentiellement par la non généralisation de l'échange marchand —, la marchandise n'a pu produire ni la base matérielle de la reproduction élargie du capital ni l'illusion de la choisification des rapports sociaux. Le capital opérant dans ces sociétés sur des espaces sociaux transparents (en raison de la persistance d'un important secteur de soumission formelle où la forme de production principale est non spécifiquement capitaliste) ne peut puiser la légitimation nécessaire à sa reproduction que dans la forme particulière de l'Etat marocain.

Il en résulte que le processus de reproduction sociale au Maroc est fonction de deux composantes essentielles et apparemment paradoxales : la reproduction de la forme particulière de l'Etat et la reproduction économique du capital. Elucider ce paradoxe du processus de reproduction sociale c'est analyser la complexité des rapports Etat/Espace social.

II. De la méthodologie : comment lire le travail ?

Il s'agit de mettre en relief, d'une manière explicite, les considérations méthodologiques qui ont déterminé la structure d'ensemble et la progression logique du présent travail.

Nous partons d'un constat théorique relatif à certaines approches dominantes de l'Etat dans les F.S. dépendantes (Chapitre I) pour en apprécier la pertinence (et les limites) à la lumière d'une lecture épistémologique de l'histoire « anté-capitaliste » de l'Etat périphérique d'une manière générale et de l'Etat marocain en particulier (Chapitre II/Section I) et des transformations subies par ces Etats durant leur « histoire capitaliste » (Chapitre II/Section II) afin d'expliquer comment l'omni-présence de l'Etat dans l'économie marocaine semble répondre à un souci de concilier, parmi les fonctions de l'Etat, la régénération du capital (Chapitre III) et la nécessité de légitimation (Chapitre IV).

Il est à remarquer que la présentation des principales interprétations de l'Etat (Chapitre I) ne répond pas à un simple souci académique de systématisation de ce qui a été dit sur la question ; au contraire, cette présentation constitue une étape méthodologique nécessaire pour toute tentative de définition de « soi-même » (l'Etat dans les « PSD ») dans une situation historique duale où le « Moi » et « l'Autre » (« l'Occident ») sont apparemment confondus. La domination de « l'Autre » ne s'exerce pas seulement au

travers l'économique ; elle opère aussi au moyen des différents modes de perception et de représentation de la vie sociale que véhiculent les méthodes d'approche dominantes. Il s'agit, donc, d'une présentation engagée pour comprendre le « Moi » à travers « l'Autre » — le capitalisme devenu une réalité vécue par les pays du « Tiers-Monde » — mais aussi en dehors de celui-ci pour saisir ce qui est « spécifique » dans la société du « Moi » et celle de « l'Autre » ainsi que ce qui leur est fondamentalement commun et général (Universel).

La « progression analytique » du présent travail — articulation de ses différents composants — est la traduction méthodologique de la prise en considération nécessaire d'une triple dimension dans toute analyse de l'Etat : la genèse, la nature et la forme phénoménale. Outre la présentation des principaux postulats des approches dominantes sur l'Etat périphérique (objet du Chapitre I), chacune de ces dimensions (genèse — nature — forme) a constitué, respectivement, l'objet d'un chapitre. Cette articulation-progression est légitime de par les insuffisances mêmes des approches dominantes de l'Etat, déjà présentes ; dans le souci de combler ces insuffisances notre essai se propose :

— de montrer que « l'historicité » de l'Etat (genèse) est d'une grande force explicative de l'Etat contemporain (Chapitre II) :

— parce que cette historicité permet de mettre en relief la particularité de la fonction de régénération du capital de l'Etat marocain (Chapitre III) ;

— et parce qu'elle explique, au niveau de l'analyse de la forme phénoménale de l'Etat, comment la fonction de légitimation du régime politique marocain constitue, à la fois, *un fondement et une entrave objectifs* à la fonction de régénération du capital (Chapitre IV).

Cependant, la compréhension des motivations et des limites de la structure et de la progression de notre entreprise analytique appelle plusieurs précisions nécessaires :

1) La démarche adoptée dans l'analyse de l'Etat périphérique se veut multi-dimensionnelle ; nous pensons que l'Etat — moment privilégié pour la saisie de l'anatomie de la société — est à appréhender dans la complexité de ses formes d'existence (nature-forme) et de ses niveaux de perception (économique, politique, culturel), institutionnel, fonctionnel...). C'est pourquoi notre travail s'inscrit, du moins dans son esprit, en rupture par rapport à toute analyse du phénomène Etatique souffrant des deux écueils suivants :

— « L'impérialisme de l'économique ». Rares sont les travaux qui rendent compte de l'ensemble des dimensions de l'Etat comme une « totalité complexe » résultante de multiples déterminations. Toutefois la lutte contre « l'impérialisme de l'économique » doit se garder de conduire à d'autres impérialismes (sociologiques, politiques etc...)

— Le réductionnisme de toute approche de l'Etat soit en terme de « génèse » (approche génétique), en terme de « fonction » (approche fonctionnaliste ») *ou*, enfin, en terme de « forme » (approche institutionnaliste). Ces analyses qui isolent des niveaux indissociables de l'existence de l'Etat conduisent à des appréciations erronées de sa nature.

— L'analyse de l'Etat est, donc, une entreprise globale qui doit considérer toutes ces dimensions (génèse - nature - forme) dans le cadre d'une approche fondée sur la reconnaissance de la double forme d'existence de l'Etat : la forme phénoménale (le régime politique) et la « forme essence » (la nature de classe de l'Etat opacifiée par cette double existence).

Il convient, toutefois, d'insister sur la prétention non exhaustive de cette entreprise. Si la *multidimensionnalité de l'Etat - et partant du mode de son interprétation - est reconnue à un niveau historique*, ceci n'empêche pas d'opérer au *plan méthodologiquement* un processus de « réduction » en ne retenant que certains aspects importants — au regard de notre problématique — des dimensions sus-mentionnées. C'est dans ce cadre méthodologique que la question de la génèse de l'Etat périphérique est abordée, non pas pour faire l'histoire de l'origine de l'Etat dans le dit — « Tiers-Monde » — projet tributaire pour sa réalisation du développement de l'anthropologie politique et de la formation de l'anthropologie économique ⁽⁸⁾ — mais seulement pour montrer la fragilité de certaines hypothèques des approches capitalo-centristes de l'Etat périphérique.

La « rétrospective historique » (diversité des formes de naissance de l'Etat Africain) ne constitue, donc, pas un objectif du présent travail; elle n'est entreprise que pour en puiser des indices historiques révélateurs pour le développement de notre problématique.

Les mêmes remarques s'appliquent, mutadis mutandis, aux deux autres dimensions : « nature » et « forme » de l'Etat. Ces deux dimensions ne sont appréhendées que dans quelques uns de leurs aspects — ceux importants du

(8) cf. G. Balandier : « Anthropologie politique » PUF, 1967.

point de vue de notre problématique (privilégiant certains aspects économiques de l'intervention de l'Etat).

Cette précision a pour finalité de montrer qu'il n'y a pas de contradiction entre *démarche historique* — reconnaissance de la multidimensionnalité de l'Etat — et *réduction méthodologique* imposée par la multiplicité des niveaux de perception de l'Etat. Cette méthode composée d'un double palier (niveaux historique et méthodologique) exprime l'articulation dialectique de la *transdisciplinarité* — reconnaissance de la multidimensionnalité à un niveau historique — et le respect de *l'autonomie disciplinaire* — procédé méthodologique consistant à « isoler » pour mieux cerner l'objet de telle ou telle discipline. Il est à rappeler à cet égard que la transdisciplinarité ne signifie nullement l'effacement des frontières des disciplines car le progrès de la connaissance est lié à *l'éclatement au plan méthodologique de l'objet* : à ce niveau, le « fait social » est, alors, politique, économique, historique, culturel, etc...mais à condition que ce procédé méthodologique ne se transforme pas en un *procédé historique engendrant l'éclatement de la réalité du fait social*. C'est dans ce termes que se pose, par exemple, le problème du rapport Economie-Histoire :

— S'agit-il pour l'économiste, au nom d'une transdisciplinarité abstraite et utopique, d'effacer les frontières de sa discipline et de se substituer à l'historien ? Pour l'économiste, le chemin à parcourir dans ce cas est long et plein de pierres d'achoppements ;

— Ou bien, au moyen d'une articulation dialectique (transdisciplinarité (niveau historique) — autonomie disciplinaire (procédé méthodologique), interroger, du point de vue de l'économiste, les progrès de l'histoire et ceci au moyen d'un *lecture épistémologique* des différents discours historiques. C'est cette dernière démarche qui a été retenue par le présent travail.

2) Dans cette entreprise — l'analyse de l'Etat à travers ces trois dimensions — un second procédé épistémologique a présidé dans la structuration de ces trois dimensions (genèse - nature - forme) : un « va et vient » incessant entre *le général* (pour les questions touchant aux traits communs de l'Etat périphérique) et *le particulier* (quand il s'agit de montrer les particularités de l'Etat marocain).

Ce procédé — « aller du général au particulier » — est conscient et répond à des « *considérations épistémologiques* » qui consistent à insister sur le caractère indissociable de la « totalité » (économie mondiale constituée)

et des parties (économies et Etats nationaux) car la spécificité du capitalisme comme mode de production dominant de rang mondial repose sur le fait qu'on ne peut pas comprendre la dynamique de chaque économie nationale sinon en rapport à la totalité (9).

Toutefois, pour briser le « carcan universalisant » des approches capitalo-centristes de l'Etat, nous avons tenté de rompre avec toute généralisation injustifiée. Aussi pensons-nous que l'analyse de l'Etat périphérique est rendue difficile par le nombre important des dissemblances qui existe entre les diverses F.S. dépendantes ce qui justifie la raison d'être du « va et vient » incessant entre le général (l'Etat périphérique) et le particulier (l'Etat marocain).

Cette diversité n'exclut, cependant, pas les similitudes. Bien au contraire la première trouve son unité dans les secondes. C'est la diversité dans l'unité qui explique le processus historique. Il est, donc, nécessaire de forger des concepts et des explications susceptibles de mettre en relief comment les « voies générales » de l'expansion capitaliste peuvent devenir, dans les sociétés dépendantes, des rapports concrets entre les hommes, les classes sociales et les Etats. Telle est la démarche méthodologique qui constitue ce qu'en appelle le passage d'un niveau s'analyse « abstrait » à une forme de connaissance historique « concrète ».

En fait, la prise en considération des similitudes des Etats périphériques (leur essence capitaliste commune par exemple) conduit à présager, à long terme, une singularité de plus en plus édulcorée sous la pression des divers processus d'uniformisation.

C'est cette double dimension définissant une même nature (capitaliste) et une forme phénoménale différente de l'Etat périphérique qui justifie notre préoccupation visant à cerner l'unité de l'Etat périphérique (nature capitaliste) dans la diversité de son existence phénoménale (les divers types de régimes politiques).

3) L'Etat est appréhendé dans le cadre d'une démarche où les rapports entre forces internes et forces externes forment un tout complexe dont les liens structurels ne peuvent être perceptibles au seul regard de la dépendance. Ces liens structurels plongent leurs racines dans les convergences d'intérêts entre les « classes dominantes locales » et les « classes interna-

(9) cf. I. Wallerstein « The modern world system » Vol. I 1974 ; Vol. II, 1980.

tionales ». Dès lors, la domination externe, dans des situations de dépendance nationale, signifie, souvent, une « intériorisation » des intérêts étrangers.

Il en résulte que notre démarche s'inscrit en rupture vis-à-vis de toute démarche consistant à dériver mécaniquement de la « logique de l'accumulation capitaliste » à l'échelle mondiale, les phases du développement des sociétés dépendantes, et ceci sans allusion aucune aux prédispositions internes » de celles-ci. Une analyse globale de l'Etat permet d'expliquer comment interagissent les processus internes et externes dans la définition de sa nature et de sa forme phénoménale.

Une telle démarche conduit à mettre l'accent, au niveau de l'analyse de l'Etat, non seulement sur les comptabilités mais *aussi sur les contradictions entre « l'interne » et « l'externe »*.

4) La méthode analytique du présent essai se veut *dialectique et non linéaire*.

La passage d'un chapitre, d'une section, d'un paragraphe à un autre *n'est pas réel mais méthodologique*. Chaque composante du travail est liée au reste par une série de corrélations. La progression de l'analyse est assurée tantôt par des « reculs » (« renvois régressifs ») tantôt par sauts en avant (« renvois progressifs »). C'est pourquoi la lecture d'un chapitre *semble, méthodologiquement, autonome* mais renvoie *en fait, aux autres chapitres du travail*.

Le nombre des chapitres correspond aux termes retenus par notre problématique. Le développement de ceux-ci (chapitres) s'opère *d'une manière hiérarchisée* (au plan quantitatif) en fonction de l'importance que revêt, à notre sens, la question au regard de notre problématique. Le chapitre I n'étant qu'un constat théorique (au point de départ), c'est le souci de systématisation qui a prévalu au détriment de celui de l'analyse (ce qui explique la dimension quantitative réduite par rapport aux autres chapitres). Par contre, les trois autres chapitres se veulent analytiques. Au niveau quantitatif toujours, le chapitre IV n'a pas la même dimension que les deux autres (II et III) parce que plusieurs de ses composantes ont été intégrées au sein des autres chapitres (voir par exemple tous les développements relatifs à la forme phénoménale de l'Etat qui ont été jugés utiles dans les développements du chapitre III).

Ces différentes remarques méthodologiques permettent de préciser le cadre épistémologique d'approche de l'Etat proposé par le présent essai. Ce cadre d'approche, tente de répondre à une double préoccupation épistémologique :

— Lutter contre les approches capitalo-centristes fondées sur la transposition des méthodes d'analyse et des modèles théoriques forgés pour l'appréhension d'autres Etats (ceux du centre) ; ces transpositions parce qu'elles reposent sur certains présupposés, en fait problématiques dans les F.S. dépendantes, conduisent souvent à des appréciations erronées de la nature et de la forme phénoménale de l'Etat périphérique.

— Contribuer à la formation d'une approche intégrant la « spécificité du sous-développement »⁽¹⁰⁾ — non pas en considérant les « PSD » comme des entités sui-génèris — entendant par celle-ci un procédé méthodologique pour la saisie de l'articulation entre ce qui est spécifique et ce qui est universel dans les Etats du « Tiers-Monde ». Cette approche permettra de comprendre la complexité du fait étatique dans les « PSD » produit d'une double histoire :

— L'histoire particulière (« anté-capitaliste ») de ces Etats qui témoigne de la diversité des « sociétés politiques ») ;

— L'histoire universelle (capitaliste) de ces Etats qui leur confère leur essence capitaliste commune.

(10) cf. A. A. Malek P Spécificité et théorie sociale ». Ed. Anthropos 1977.

**LES STRATEGIE DE MARIAGE CHEZ
LES CHORFAS DU TAZERWALT.**

Previous Page Blank

— Résumé —

LES STRATEGIES DE MARIAGE CHEZ LES CHORFA DU TAZERWALT

Ce travail basé sur un échantillon de 284 ménages dont 196 chorfas est le fruit de trois enquêtes menées au Tazerwalt.

Il a fallu d'abord situer les chorfas par rapport à leur environnement et déterminer leur rôle socio-culturel dans la région. Situés au sommet de la hiérarchie sociale, les chorfas occupent une position privilégiée. Leur rattachement à la lignée du Prophète leur permet de dispenser la Baraka. Dans ce contexte, leur domination sur les autres groupes est favorisée. Dès lors, on peut considérer que le système d'alliance au Tazerwalt va jouer un rôle capital en tant qu'instrument socio-politique. N'existerait-il pas une stratégie d'exclusion des groupes dominés ou plus simplement une endogamie du groupe dominant ? En effet, les chérifates ne peuvent se marier qu'avec des chorfas et les chérifates d'Illigh ne se marient pas en dehors de leur segment lignager.

En définitive, la suprématie des chorfas du Tazerwalt se base avant tout sur une stratégie qui consiste à ne pas céder de femmes aux groupes inférieurs afin de maintenir la distance qui les sépare et à garder intact, pour leur seul profit, le capital symbolique hérité de leurs ancêtres.

L'efficacité de la stratégie de capitalisation des femmes explique qu'elle soit également adoptée à l'intérieur du groupe des chorfas au profit du lignage le plus fort (lignage d'Illigh). Quatre enjeux paraissent dominer les stratégies matrimoniales des chorfas du Tazerwalt : 1 - le prestige du lignage 2 — Son unité. 3 - Son patrimoine. 4 - et sa reproduction.

استراتيجية الزواج بتازروالت

يعتمد هذا البحث على عينة من 284 عائلة منها 196 عائلة من الشرفاء، وقد اختيرت هذه العينة خلال ثلاثة تحقيقات قام بها المؤلف بتازروالت.

قام المؤلف في أول التحقيق بتحديد مكانة الشرفاء في البنية الاجتماعية ودورهم الثقافي والاجتماعي لا وقد لوحظ أن هؤلاء يحتلون قمة البنية الاجتماعية حيث أن انتمائهم لسلالة الرسول يجعلهم يتمتعون بدور ديني وقيادي ممتاز. لكل هذا يمكن اعتبار الزواج كأداة للتحالف هدفه تركيز الدور القيادي الاجتماعي والسياسي. أليست هناك إذا استراتيجية للزواج بتازروالت لصالح الشرفاء، تقصي الاخرين؟ في الواقع، لاتتزوج الشريقات الا بالشرفاء، وفي إلغ لاتتزوج الشريقات خارج سلالتهم.

من نتائج البحث أن شرفاء تازروالت يعتمدون على استراتيجية تتمثل في أنهم لا يزوجون بناتهم لمن هم ادنى منهم درجة وذلك حفاظا على مكانتهم العالية التي تعتمد على الشرف الموروث كراسمال. وقد تبييت جدارة وقوة هذه الاستراتيجية حيث لوحظ أنها تطبق حتى بين الشرفاء لصالح الاقوياء منهم، أي شرفاء إلغ.

في الأخير يصل المؤلف الى نتيجة أن هناك أربعة أسس تتحكم في استراتيجية الزواج في تازروالت :

- 1 — شرف السلالة
- 2 — وحدتها
- 3 — مكتسباتها الاقتصادية
- 4 — حمايتها من الانقراض

DEFINITION DES DIFFERENTES CATEGORIES SOCIALES

: Hommes

: Femmes

— *Iguramen* (sing aguram) *Tiguramine* (sing. Taguramte)

Groupe parental de saints locaux d'origine non shérifienne.

Le plus important aguram du Tazerwalt, est Sidi Ihya u Idir.

— *Imazigen* (Amazig), *Timazigine* (*TAmasigt*)

Personnes de teint blanc, ni *Shorfa*, ni *Iguramen*, ni *udayn*.

« Gens du pays » ou du « terroir ».

— *Isemgan*(Asamg), *Tiwiwine*(Tawaya)

Esclave de teint noir ou métissé, d'origine non définie.

— *Isuqiyen* (asuqiy), *Tisuqiyine* (tasuqiyte)

Hommes ou femmes de teint noir ou métissé, d'origine non définie.

— *Udayn* (uday), *Tudayine* (Tudayte)

Personnes de confession juive.

SYSTEME DE TRANSCRIPTION ADOPTE

a, a	ا
b	ب
t	ت
th	ث
j	ج
h	ح
h	خ
d	د
dh	ذ
r	ر
z	ز
s	س
sh	ش
s	ص
d	ض
t	ط
z	ظ
o	و
g	ج
f	ف
q	ق
k	ك
l	ل
m	م
n	ن
h	ه
w, u, u	و
y, i	ي

LES STRATEGIES DE MARIAGE CHEZ LES SHORFA DU TAZERWALT

Ce travail est le fruit de trois enquêtes menées au Tazerwalt. L'échantillon étudié est de 284 ménages, dont 196 *Shorfa*. Toutes nos enquêtes ont été faites auprès de femmes et se sont déroulées en *Tashelhit*. Cette étude est le résultat de nos observations de faits et gestes et de l'interprétation personnelle que nous leur donnons.

Pour procéder à cette étude des stratégies matrimoniales, il nous fallait d'abord situer les *Shorfa* par rapport à leur environnement et surtout nous pencher sur l'histoire de ce groupe spécialement prestigieux dans le Sous marocain.

L'étude de l'histoire des *Shorfa* du Tazerwalt nous apprend avec surprise que leur rôle dans la région ne s'est pas seulement limité à la religion. Il fut essentiel dans les domaines économique et politique et il a contribué à donner à la société son visage et sa structure actuelle.

Par contre, nous ne disposons que de peu d'information sur leur système de parenté et d'alliance. Aucune étude n'a été faite sur les *Shorfa* du Tazerwalt dans ce domaine.

Les travaux menés au cours des dernières décennies se sont surtout intéressés aux problèmes historique, économique, démographique et religieux.

Nous avons choisi d'étudier les *Shorfa* du Tazerwalt, parce qu'ils se meuvent au sein d'une société composée de cinq catégories sociales, les différences d'origines ethnique, religieuse ne les empêchant pas de co-exister.

Ces cinq groupes⁽¹⁾ se répartissent hiérarchiquement comme suit :

- 1 — *Shorfa*
- 2 — *Iguramen*
- 3 — *Imazigen*
- 4 — *Isemgan* et *isuqiyen*
- 5 — *Udayn*

— Voir Définition p.2

Situés au sommet de la hiérarchie sociale, les *Shorfa* occupent une position privilégiée et incontestable dans de nombreux domaines. Cette situation trouve son explication dans le prestige du titre de *Sherif* qui procure un pouvoir charismatique auprès des populations locales. Leur rattachement à la lignée du prophète et la détention d'une qualité essentielle, la *baraka*, constituent le fondement du système de domination des *Shorfa* sur l'ensemble de la société du Tazerwalt. De ce fait, les rapports qui existent entre les différents statuts sont des rapports dominant-dominé où le groupe de référence, les *Shorfa*, soumet les groupes inférieurs.

Dans ce contexte où les rapports de dépendance favorisent la domination des *shofa*, le système d'alliance va jouer un rôle capital en tant qu'instrument socio-politique.

On peut se demander si la suprématie des *Shorfa* est liée au maintien de la hiérarchie sociale et si cette dernière ne résulte pas du caractère fermé des échances matrimoniaux entre les groupes. Autrement dit, n'existerait-il pas une stratégie d'exclusion des groupes dominés ou plus simplement une endogamie du groupe dominant ?

Quelle serait alors le rôle joué par la parenté consanguine qui lie tous les descendants de Sidi Hmad u Musa ? Est-elle utilisée comme instrument symbolique, économique, politique ou autre ?

Beaucoup plus que les considérations affectives personnelles, nous pensons que ces variables conditionnent fortement la politique du choix matrimonial.

Les enjeux en présence présentent en effet, un caractère vital au maintien de la domination socio-économique des *Shorfa* au Tazerwalt.

Nous nous proposons d'étudier l'articulation de ces données dans les stratégies adoptées.

Dans un souci de clarté, et surtout parce que nous pensons que l'endogamie ne se limite pas à la parenté proche, nous avons choisi de définir comme endogame toute union pratiquée à l'intérieur d'un même statut social et de considérer toute alliance faite en dehors du groupe social auquel on appartient, comme exogame. Le terme d'homogamie aurait peut-être été plus juste, mais il ne nous paraissait pas suffisamment insister sur le caractère fermé des mariages entre descendants de Sidi Hmad u Mussa.

En résumé, sont considérés comme endogamiques, les unions contractées entre *Shorfa* du Tazerwalt, et exogamiques, celles pratiquées en dehors de ce groupe de référence.

Avant d'entrée dans le vif du sujet, un bref aperçu sur trois données, nous paraît essentiel.

- 1) - La division des lignages de Sidi Hmad u Moussa
- 2) - La dissymétrie des échanges
- 3) - La rareté des alliances matrimoniales des plus forts avec les groupes inférieurs de la région.

1 – La Division des lignages de Sidi Hmad u Mussa.

A la mort du saint de Tazerwalt en 1563, la puissance de son charisme se reporte sur ses enfants. Sont reconnus aujourd'hui cinq lignages issus de ses cinq fils. Ce sont les lignages de M'Hamed, Abdalah, et Ali. Les deux lignages de Abdlbaqi et Lahsen ⁽¹⁾ ne sont que très faiblement représentés dans la région, suite à des vicissitudes lignagères.

Une des particularités des trois lignages du Tazerwalt, réside dans leur dispersion géographique. Chaque lignage recouvre une division territoriale à l'intérieur de laquelle s'insèrent des éléments étrangers au groupe des *Shorfa*, tels *iguramen*, *imazigen*, *isemgan*, *isuiqiyen* et il y a peu de temps encore, *udayn*.

Il nous faut ouvrir ici, une parenthèse pour parler du lignage de M'Hamed. En effet, un segment de ce lignage va se détacher de l'ensemble du groupe et marquer l'histoire du Tazerwalt. C'est le segment installé dans la ville d'Ilig. La construction de cette dernière est l'oeuvre de *Bu-Dmia* (1613-1659). Il n'est pas exclu qu'elle soit à l'origine de la scission du lignage de M'Hamed. Elle était le symbole de la réussite d'une famille et cette situation, ne pouvait qu'engendrer des rivalités, favorables à l'éclatement du lignage.

En effet, Bu-Dmia étendit son pouvoir jusqu'au Sud du Sahara et fit d'Ilig, la capitale politique du Tazerwalt.

Aujourd'hui, la plus grande partie des terres et des eaux se trouve entre les mains de quelques familles. L'histoire prestigieuse du segment d'Ilig, lui

1 - Nous n'avons pu rencontrer de sherifa de ce lignage.

permet d'être à la tête d'un petit empire foncier et de la majeure partie des terres du Tazerwalt. Cette domination foncière est perpétuée par les *Shorfa* d'Ilig, grâce à l'indivision du patrimoine.

Ce déséquilibre économique entre les lignages, crée une dynamique des conflits. Les lignages de Ali et Abdallah essaient de bloquer toute velléité de pouvoir politique du segment d'Ilig.

En effet, s'opposant aux visées de l'ex-pôle politique du Tazerwalt, qui veut toujours renaître de ses cendres, le lignage de Abdallah se présente comme le grand rival dans la lutte qui oppose les trois lignages jusque là cantonné dans un rôle de gardien de la Zawiya, le lignage de Abdallah se trouve propulsé sur la scène politique de la région, grâce à l'élection d'un de ses membres à la tête de la « Jemma Quarawiyin ». Etat de choses qui déplaît souverainement aux *Shorfa* d'Ilig et qui attise la compétition entre lignages, favorisant certaines alliances, voire coglitions.

2 — LA DISSYMETRIE DES ECHANGES

Si l'on se penche sur la pratique matrimoniale du Tazerwalt, on constate l'existence de règles négatives d'alliance établies par les *Shorfa*. Ces règles, énoncées devant nous par la plus grande partie des femmes interrogées, se vérifient généralement dans la pratique. Elles se résument comme suit :

- Les *sherifate* ne peuvent se marier qu'avec des *Shorfa*
- Les *sherifate* d'Ilig ne se marient pas hors de leur segment lignager.

Si l'on reprend l'ensemble de ces règles fondées sur l'inégalité sexuelle, la discrimination sociale et l'antagonisme lignager, on constate qu'elles sont toutes en contradiction avec le Coran, qui établit l'égalité entre musulmans. Cette égalité est donc purement formelle et ne s'inscrit qu'en apparence dans les relations sociales, puisque tout le monde tient implicitement sa place dans la hiérarchie. Mais, ce qu'il faut surtout retenir, c'est que ces règles traduisent une volonté manifeste de contrôler la circulation des femmes, alors que les hommes, eux, peuvent se marier librement.

3 — LA RARETE DES ALLIANCES MATRIMONIALES AVEC LES GROUPES INFERIEURS DE LA REGION.

Une nette tendance endogamique se dégage de l'échantillon étudié. 67,8 % de ménages *Shorfa*, ont contracté alliance au sein de leur groupe

social. Une constatation de très grande importance : l'absence totale de relations matrimoniales, entre le segment d'Illig et le reste des lignages de Sidi Hmad u Musa.

L'étude des unions exogamiques, révèle par ailleurs, que les femmes sont d'abord reçues de l'extérieur, avant d'être choisies au Tazerwalt. Ainsi Tiznit et ses environs semblent avoir la préférence avec 61,9 % des mariages, alors que les alliances avec les groupes inférieurs du même village, ne représentent que 6,3 % de l'ensemble.

L'hypothèse d'une stratégie uniforme des lignages de Sidi Hmad u Musa à l'égard des groupes inférieurs locaux, n'est pas à écarter. La disponibilité des femmes ne peut être mise en cause. On sait que les *Shorfa* sont assurés d'avance de voir leurs demandes satisfaites, auprès des foyers dominés.

En définitive, la suprématie des descendants de Sidi Hmad u Musa, depuis près de quatre siècles qu'elle dure, est avant tout, une stratégie d'exclusion, qui consiste à ne pas céder de femmes aux groupes inférieurs afin de maintenir la distance qui les sépare et de garder intact et pour leur seul profit, la capital symbolique laissé par leur ancêtre.

L'efficacité de la stratégie de capitalisation des femmes, explique qu'elle soit également adoptée à l'intérieur du groupe des *Shorfa*.

En résumé, quatre enjeux nous paraissent dominer les stratégies matrimoniales des *Shorfa* du Tazerwalt :

- I Le prestige
- II L'unité
- III Le patrimoine
- IV La reproduction

CHAPITRE I : La domination sociale : l'enjeu du prestige

C'est, pourrait-on dire, l'enjeu principal. Situés au sommet de la hiérarchie sociale, les *Shorfa* n'ont d'autre préoccupation que de s'y maintenir. Pour cela, il leur est nécessaire de sauvegarder leur prestige. L'importance de cet enjeu symbolique, se manifeste à deux niveaux :

- 1°) — Dans les relations inter-groupes
- 2°) — Dans les relations inter-lignagères

Section I : Les relations inter-groupes

En décidant de ne pas céder leurs filles à des hommes de statut inférieur, les *Shorfa* obéissent à deux raisons :

- 1°) — Une raison religieuse
- 2°) — Une raison sociale.

— Raison religieuse

La désapprobation manifeste des *Shorfa* à l'égard des unions hypogamiques, est liée au principe de la patrilinéarité qui confère aux enfants les statues de leur père. La situation des femmes diffère de celle des hommes qui peuvent épouser la femme de leur choix.

Les enfants issus d'une Taguramte, Tasuqiyyt ou d'une chrétienne sont autant *Shorfa* que ceux de mère *Sherifa* ; mais il faut cependant préciser que dans l'échelle des valeurs, les derniers sont plus « valorisés ». La position des *Shorfa* est également due à la crainte de perdre une génitrice de sang « pur » au sens de « précieux ».

Quel que soit le statut de sa mère, la fille d'un *sherif* est avant tout une descendante de Sidi Hmad u Musa. Aucune combinaison matrimoniale n'est possible pour la *Sherifa*. Son rang ne lui ouvre pas d'autre voie que le mariage à l'intérieur de son groupe d'origine. C'est la circulation du capital symbolique qui est en cause. L'héritage religieux laissé par Sidi Hmad u Musa ne doit être déprécié par aucune « mésalliance » de nature à faire perdre au groupe un seul de ses membres.

2 — Une raison sociale

Une raison, et non des moindres, de contrôle de la circulation des femmes est due aux implications sociales d'un mariage non conforme aux usages pourrait avoir sur la famille. Ce type de mariage qui verrait une *sherifa* contracter union avec un homme de rang inférieur, jetterait le discrédit sur toute la famille et s'inscrirait dans la mémoire collective. Dans un contexte aussi conservateur que celui du Tazerwalt, les médisances peuvent porter un coup au prestige d'une famille et amoindrir le capital de force du groupe.

On assiste actuellement au désarroi des *Shorfa* devant ce qui risque de porter atteinte à la coutume : le départ des jeunes vers les villes. L'alphabétisation, le travail, tout concourt à favoriser l'exode rural. Comment, dans ces conditions, empêcher les *Shorfa* de prendre épouse hors de leur groupe

d'origine ? La stratégie actuelle porte sur la compensation matrimoniale, *Shrod*. Les *Shorfa* jouent sur la faiblesse de son montant pour amener les jeunes descendants de Sidi Hmad u Musa à épouser leur fille. Si les conditions de l'alliance sont une mesure de l'honneur familial dans d'autres régions du pays, elles sont ici, quasiment sacrifiées pour une autre forme d'honneur : la nécessité de garder son rang. Aucune exigence matrimoniale quand le prétendant est du même groupe. La relation entre l'honneur et l'endogamie est nette. L'offre est séduisante : c'est l'acquisition presque sans *shord*, d'une épouse de rang supérieur. En contrepartie, la mariée retire l'avantage symbolique de garder son rang. L'échange n'est pas négligeable. Il traduit l'angoisse des familles devant la disponibilité des *Sherifate*. Si cette stratégie a jusqu'à présent encouragé l'endogamie, il n'est pas certain qu'elle se maintienne dans les années à venir. La scolarisation, l'exode rural ont modifié toutes les anciennes structures sociales et donné à la société un visage nouveau et inattendu. Ainsi des groupes autrefois dépendants accèdent à toutes les professions et exhibent des signes extérieurs de richesse (voiture, maison etc...) ce qui alourdit l'atmosphère. Dépassés les *Shorfa* le sont devant les conséquences du progrès. La stratégie de l'exclusion des hommes de rang inférieur, du champ matrimonial des *Sherifate*, risque donc de changer à court terme. L'évolution des conditions socio-économiques a le mérite de faire envisager à quelques familles l'éventualité d'une « mésalliance ». Cette idée commence à poindre, tout en étant encore rejetée. Mais, et c'est là qu'apparaît une des stratégies futures, pour les *Shorfa*, il n'est toujours pas question de s'allier aux statuts inférieurs autochtones.

« Mes soeurs, il faut se faire une raison. Il ne nous reste plus qu'à donner nos filles à iguramen et imazigen de l'extérieur ».

(sherifa L.A/B soeur du chef de la maison d'Ilig Mars 1981).

Il s'agit avant tout de ne pas se mêler à la masse, de rester au-dessus d'elle. On remarque qu'en dehors de la distinction faite entre iguramen et imazigen du Tazerwalt, et ceux de l'extérieur, il n'est pas question d'isugiyen.

Cette stratégie prendra la relève de celle qui a été jusqu'ici adoptée dans le but d'asseoir un pouvoir social.

Section II : Les relations inter-lignagères

Le problème du contrôle des femmes existe également à l'intérieur du groupe des *Shorfa*. Il concerne plus particulièrement ceux d'Ilig qui n'ont cédé aucune de leur fille aux autres lignages. Cette situation s'explique par l'histoire de ce segment.

Les descendants des anciens souverains du Tazerwalt ont pour des raisons évidentes de prestige, l'orgueil et peut-être aussi de prudence, refusé de donner leurs femmes à des lignages qui ont autrefois souffert de leur persécution ou domination. Le caractère aristocratique du comportement du segment est très manifeste chez les *Sherifate* d'Ilig qui se considèrent supérieures aux femmes de la région et n'envisagent nullement de « déchoir » en se mariant avec un *Sherif* d'un autre lignage.

Le fait qu'une femme de grande famille envisage le mariage des filles d'Ilig avec *iguramen* ou *imazigen*, est clair en soi : le segment ne variera pas son comportement à l'égard des autres lignages.

D'une façon générale, il n'est pas impossible que la conséquence première de cette stratégie, à la fois nouvelle par son ouverture vers les groupes inférieures de l'extérieur, et en même temps toujours constante par l'exclusion des groupes inférieurs de la société, se fasse sentir dans un domaine jusque là sacrifié : *shrod*. Désormais la compensation matrimoniale a toutes les chances de jouer un rôle identique à celui du *sdaq* dans les autres régions du pays. Elle se mesurera au prestige des familles et ces dernières ont toutes les raisons d'exiger un montant élevé contre la cession de leur fille.

« Ajigue iadalne
Ifrige a hitili
Wanane igane afus atidiks
Awine tigas tasans ».

(une *Sherifa* de Tiwanamane)

« Oui cueille la jolie fleur
Du jujubier
(se) voit (son foie) transpercé
par les épines ».

CHAPITRE II : Le pouvoir politique : l'enjeu de l'unité

Le cadre compétitif dans lequel se meuvent les lignages de M'Hamed, Abdallah, Ali et Abdelbaqi est de nature à encourager la voie endogamique

comme système d'alliance favorable à l'unité lignagère ou inter-lignagère.

Cela est particulièrement visible au niveau du segment lignager d'Ilig. Le déclin politique du segment qui a commencé à la fin du 19^e siècle n'a pas entraîné la division des principales familles. La stratégie adoptée à ce jour a consisté à se refermer sur soi en transformant les relations de parenté en relations d'alliance, afin d'opposer un front uni aux lignages rivaux.

L'espoir de retrouver dans la région sa suprématie d'antan, est toujours vivace. L'importance de l'enjeu est telle qu'il s'agit d'éliminer tout risque de désagrégation.

L'alliance entre frères, cousins ou parents appartenant au segment, renforce le lien de consanguinité, et permet la fusion entre des familles, que des rivalités internes auraient pu séparer. (La présence de *Shorfa* de teint noir ⁽¹⁾ dans les douars de *Tumanar* et *Tiwanamane*, laisse supposer que des luttes intestines se sont produites à Ilig, ayant provoqué le départ de certains).

Mais cela ne signifie pas pour autant que toutes les femmes d'Ilig appartiennent obligatoirement aux hommes de leur segment. Lorsque des circonstances l'exigent, une entorse peut-être faite aux règles établies. Les avantages d'une alliance peuvent l'emporter sur le respect de l'usage. C'est le cas de l'unique mariage exogamique d'une *Sherifa* d'Ilig. Cette dernière fut mariée au fils d'un caïd *amazig* de la région d'Ifran.

Cette exception qui remonte à une quarantaine d'année, se justifie par l'importance de l'alliance contractée avec un caïd de l'époque.

La rivalité qui existe entre les lignages de M'Hamed, Abdallah, Ali créé une situation conflictuelle pour le pouvoir dans la région.

Dans ce contexte de rivalité permanente, le but recherché par ceux-ci, est de donner à chaque segment du groupe social, la cohésion nécessaire pour se défendre contre toute menace de subordination ou d'extinction. Cette situation favorise le mariage intralignager et dans une perspective de domination ou de coalition, le mariage inter-lignager.

Cela est particulièrement évident dans les lignages de Ali et Abdelbaqi autrefois décimés par les *Shorfa* d'Ilig. La stratégie adoptée par ces lignages défavorisés, consiste à nouer d'une façon intensive des alliances afin de garantir leur existence.

Leur rapprochement du lignage de Abdallah, grand rival du segment d'Ilig, exprime ce souci de survie.

Ce rapprochement révèle en même temps la tactique du lignage de Abdalah. On est amené à penser que celui-ci, qui domine incontestablement le pôle religieux, essaie de former une coalition lignagère afin d'isoler le segment d'Ilig. Coalition dont il prendrait la tête afin de s'opposer aux prétentions politico-sociales de son rival. Un consensus semble se dégager de ces alliances inter-lignagères. C'est l'unité de tous contre un. Par ailleurs, le fait que le lignage de Abdallah ait réussi à placer un de ses membres à la tête de la *Jema Qarawiyine* manifeste sa volonté de détenir le monopole du champ politique.

L'isolement des *Shorfa* d'Ilig est d'autant plus grand que leurs rivaux les attaquent même dans leur propre lignage, on contractant des alliances avec les segments de *Tumanar* et *Tiwanamane*. Ces derniers, trop éloignés pour se réunir territorialement, s'allient entre eux et avec les autres lignages sans visée politique et sans la moindre solidarité avec les anciens maîtres du Tazerwalt.

Cette situation que le segment d'Ilig a engendré par sa stratégie matrimoniale de l'exclusion, est peut-être définitive.

Si par le passé, la soumission du Tazerwalt lui était acquise grâce à sa puissance économique et à l'importance de ses alliés politiques, la situation a totalement changé depuis le début du siècle avec le contrôle de la région par les autorités et la désagrégation des anciens commandements politiques régionaux, notamment celui des *gezula* dont le chef de la maison d'Ilig était l'*amgar* (chef).

Cette perte de pouvoir peut expliquer la régularité des alliances matrimoniales du segment, avec *Tiwiwine* et *Tisuqiyine* femmes de teint noir, (44, 4 % des unions exogamiques) et *Timazigin* du village de *Talust* (Tribu des ulad Jerrar autrefois ennemie des *Shorfa* d'Ilig) qui représentent quant à elles 30,7 % des unions, hors du segment.

Alors que la stratégie des autres lignages consiste à rester unis en encourageant les mariages intra et inter lignager, celle des *Shorfa* d'Ilig réside en un renforcement de leur puissance grâce à des alliances internes et à l'acquisition d'appuis externes. La fréquence des unions avec des femmes noires est probablement dictée par le souci d'acquérir la fidélité d'un groupe social sur lequel le segment peut compter en toute circonstance. Le rapprochement avec la tribu des ulad Jerrar traduit quant à lui, la

volonté de s'allier ses anciens ennemis, pour faire face aux lignages rivaux.

Il se produit actuellement une situation inverse de ce qui a conduit le segment d'Ilig à son ascension. Si dans le passé, il sut saisir l'occasion de prendre le pouvoir, en profitant de circonstances historiques favorables (déclin des derniers saadiens et faiblesse des premiers alawites) aujourd'hui, c'est un autre lignage, celui de Abdallah, qui émerge en s'appuyant sur la force des autorités, pour détenir le pouvoir politique de la région.

« Atiwasniwine Didamne Mhashane
Atidukla Kadyagurne htamunt » (proverbe shleuh)

« La famille et le sang sont ennemis
de l'union, il reste les amis ».

CHAPITRE III — Le pouvoir économique : l'enjeu du patrimoine

Dans les repports de production qu'entretiennent les différents groupes sociaux du Tazerwalt, la position dominante des *Shorfa* dans le processus productif joue un rôle considérable dans les stratégies matrimoniales adoptées.

Il est significatif de noter que le plus grand taux d'unions avec la F.F.P ⁽¹⁾ est localisé chez les *Shorfa* d'Ilig propriétaires de la plus grande partie des terres du Tazerwalt.

Cependant, il faut préciser que le mariage avec la F.F.P. n'est pas dû à une survivance du droit ancien dont bénéficiait le cousin sur la main de sa *bent el am*. Ce droit préemptif, tel qu'il a été observé dans d'autres sociétés musulmanes par des auteurs comme J. Chelhod au Moyen-Orient ou plus près par E. Gellner chez les marabouts *Ihansalem*, n'existe pas au Tazerwalt. Certes la priorité est accordée au cousin paternel. Mais lorsque la cousine est demandée ailleurs, seul le père de la jeune fille a le pouvoir de décision. Le cousin paternel n'a ni le droit d'intervenir ni d'exiger une indemnité.

Ce qui se passe dépend de la qualité du prétendant et des relations entre les deux frères. Si pour une raison ou une autre, le père juge plus intéressant de céder sa fille à quelqu'un d'autre que son neveu, il le fait sans demander l'avis de quiconque. Si au contraire, le neveu présente des qualités plus avantageuses, mais n'a pas encore demandé la main de sa cousine, on assiste alors à une mise en scène qui exige du père de la jeune fille, acteur principal, un jeu implacable dans lequel il ne doit pas perdre la face. En informant son frère de l'existence d'un candidat, il fait mine de lui demander son avis. Mais en fait, l'information réelle est sousentendue : il prévient son frère qu'il est prêt à lui donner sa fille. A la limite, on pourrait dire que c'est l'oncle qui demande le neveu en mariage. Quelle que soit la réponse du frère, le père de la jeune fille se retirera sans perdre la face.

L'intérêt, l'attrait pour ce type d'union, n'est pas dû non plus à une question d'héritage. Malgré le droit musulman qui promouvoit la femme à la successibilité, l'exhérédation féminine est quasi-générale au Tazerwalt.

A un moment où les *Shorfa* ont besoin de toutes leurs forces productives pour continuer à dominer la société, l'enjeu du patrimoine est vital. Seules des considérations économiques expliquent ce type d'union.

Il est certain que l'avantage du Mariage avec la F.F.P est double. Non seulement, il permet aux frères de ne pas éfriter les biens en les divisant et de partager les dépenses des cérémonies. Mais il garantit aussi une sécurité domestique au sein de la famille. En introduisant une parenté proche, l'oncle mise sur la confiance que donne la connaissance. Il sait que sa nièce est beaucoup plus sûre qu'une étrangère.

« Yufak l'Ar An'k
Ihur Thark tasa
Harkn Adan » (proverbe shleuh)

« Mieux vaut la parenté
les entrailles se manifesteront
si le foie ne le fait pas ».

Ce type de stratégie s'insère dans la logique du système social existant. Groupe dominant, les *Shorfa*, et les plus riches d'entre eux, ceux d'Ilig, garantissent par ce type d'alliance la perpétuation de leur capital matériel dans un univers aux ressources économiques limitées. Le mariage avec la F.F.P obéit à un calcul délibéré qui vise à prévenir toute velléité de partage du patrimoine.

Les privilèges économiques des *Shorfa* d'Ilig, qui inscrivent 31 % des unions avec la F.F.P, constituent son principal atout, dans le jeu socio-politique du Tazerwalt.

CHAPITRE IV — Le poids démographique : l'enjeu de la reproduction

Dans une société où le capital le plus important est la production de personnes capables de produire, de se reproduire et de se défendre, l'une des fonctions premières de la stratégie matrimoniale, est la procréation.

Le principal artisan pourrait-on dire de cette production d'individus nécessaires à la perpétuation du groupe, est la femme. C'est sur ses capacités de procréation que repose le groupe.

En ce sens pour les *Shorfa*, il est important de ne pas perdre ce potentiel humain, ses reproductrices de qualité. Cette capitalisation des femmes par les *Shorfa*, qui vise à empêcher que leurs facultés procréatives ne profitent à d'autres groupes sociaux ou même à d'autres lignages, exprime l'importance que joue la progéniture, en particulier mâle dans ce système.

Dès son plus jeune âge, le garçon fait l'objet de soins attentifs. C'est sur lui que reposent tous les espoirs de la perpétuation du patrimoine et du nom. Celui-ci étant essentiel dans ce contexte parce qu'il touche à trois niveaux du système social :

- La cellule conjugale
- Le lignage
- Le groupe social

Le nom au Tazerwalt est différent du patronyme qui est de création récente : c'est généralement par le prénom du grand-père ou de l'aieul auquel on ajoute le préfixe *id* ou *ayt* (ceux de) que l'on identifie un individu par rapport à un autre.

Avoir une descendance, c'est perpétuer ce nom, c'est aussi empêcher que s'éteigne la descendance de l'un des cinq fils de Sidi Hmad u Musa.

C'est enfin et surtout permettre le maintien de l'existence des *Shorfa* du Tazerwalt qui sont installés dans la région depuis quatre siècles.

La rivalité qui oppose les lignages constitue un élément en faveur d'une politique nataliste. Le nombre est une garantie de la continuité biologique, mais aussi de la puissance économique et politique.

Plus un lignage est important en nombre, plus il a de chance de s'imposer.

Mais cela n'est pas forcément valable pour tout le monde. Ainsi les *shorfa* d'Ilig ne formaient qu'un segment du lignage de M'Hamed et malgré cela, ils ont acquis une puissance temporelle indéniable.

Cependant, les chances du succès augmentent avec l'accroissement de la progéniture. Il n'est pas impossible que le lignage de M'Hamed ait été le plus important en nombre à l'époque, comme il l'est encore aujourd'hui.

Parmi les moyens utilisés pour procréer davantage, la polygamie est là, autorisée par la religion. Cette pratique ne connaît cependant pas un grand succès chez les *Shorfa*, le nombre de co-épouses étant infime dans l'échantillon étudié. Il est vrai que cela coûte cher. Il faut des moyens matériels suffisants. Lorsque ce ne sont pas des obligations morales qui l'imposent (par exemple, un homme peut répugner à renvoyer une épouse stérile), cette pratique constitue surtout un signe extérieur de richesse et d'alliance. Le seul cas que nous ayons enregistré qui excédait deux épouses, se trouve à Ilig (voir généalogie de la maison d'Ilig).

L'homme avait épousé cinq femmes de statuts différents qui ne lui avaient donné que peu d'enfants. L'essentiel pour lui étant d'avoir des fils. Il réussit à en avoir trois.

Cependant, un seul de ses enfants suivit son exemple, en prenant deux épouses qui donnèrent chacune un fils.

L'importance de la reproduction qui permet de dominer physiquement, explique la complémentarité des systèmes d'alliances adoptés par les *Shorfa*.

Les avatars démographiques de la systématisation de l'endogamie, en particulier le mariage avec la F.F.P. sont pris en considération. Les mariages exogamiques et la captation des femmes d'autres statuts, permettent d'insuffler un sang neuf au groupe confirmant par là que l'endogamie est inséparable de son contraire l'exogamie.

CONCLUSION

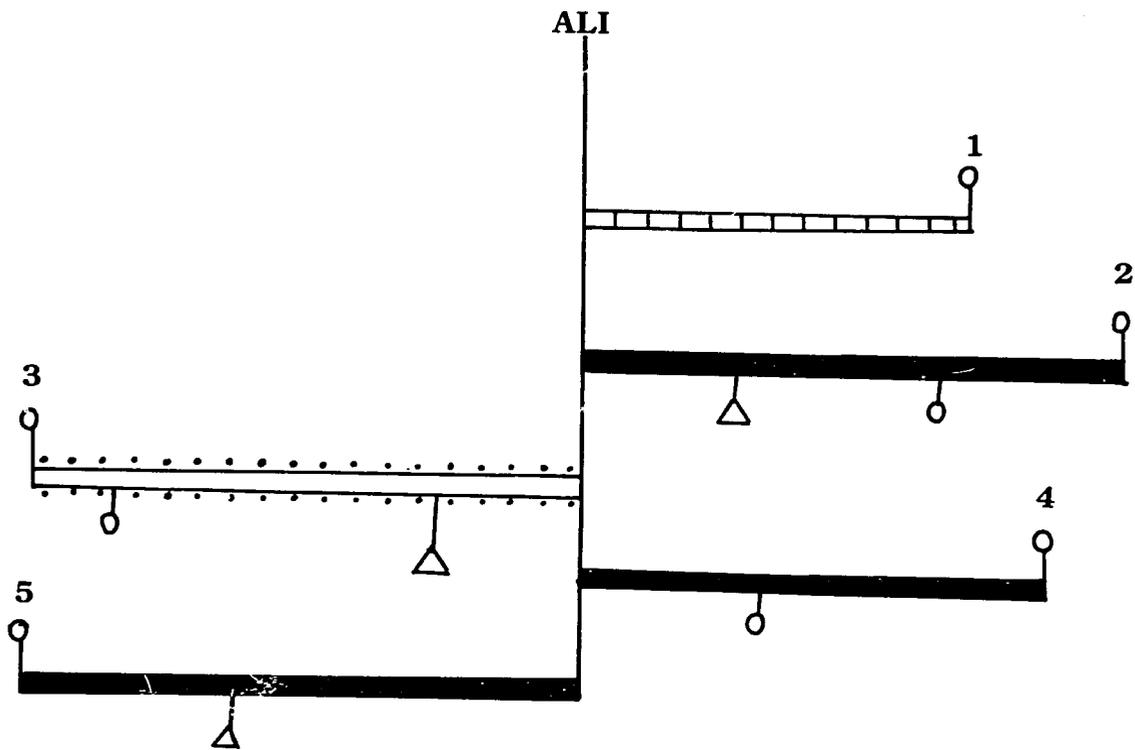
L'examen des alliances matrimoniales et des enjeux en présence a révélé le caractère fermé des échanges avec le reste de la société et une circulation calculée entre les *Shorfa*.

Il y a donc une stratégie uniforme des descendants de Sidi Hmad u Musa à l'égard des autochtones : l'exclusion des groupes inférieurs locaux

du champ matrimonial constitue le moyen idéal de maintenir la hiérarchie sociale et par voie de conséquence la domination des *shorfa* sur *iguramen*, *imazigen* et *isuqiyen*.

L'alliance avec l'extérieur permet aux *Shorfa* de pallier du problème du conjoint et d'obtenir des génétrices qui les renforcent démographiquement. Elle permettra aussi dans le contexte actuel de disponibilité des *Sherifate*, de marier ses « filles » sans « déchoir localement » et de bénéficier d'une compensation matrimoniale en rapport avec son rang social. Situation qui risque d'aboutir à un système d'enchères qui les rapprochera des autres régions du pays.

LES EPOUSES DE ALI

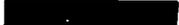


116'

Lieu d'origine des Timazigine

- 2 - Talust
- 4 - Talust
- 5 - Ilig

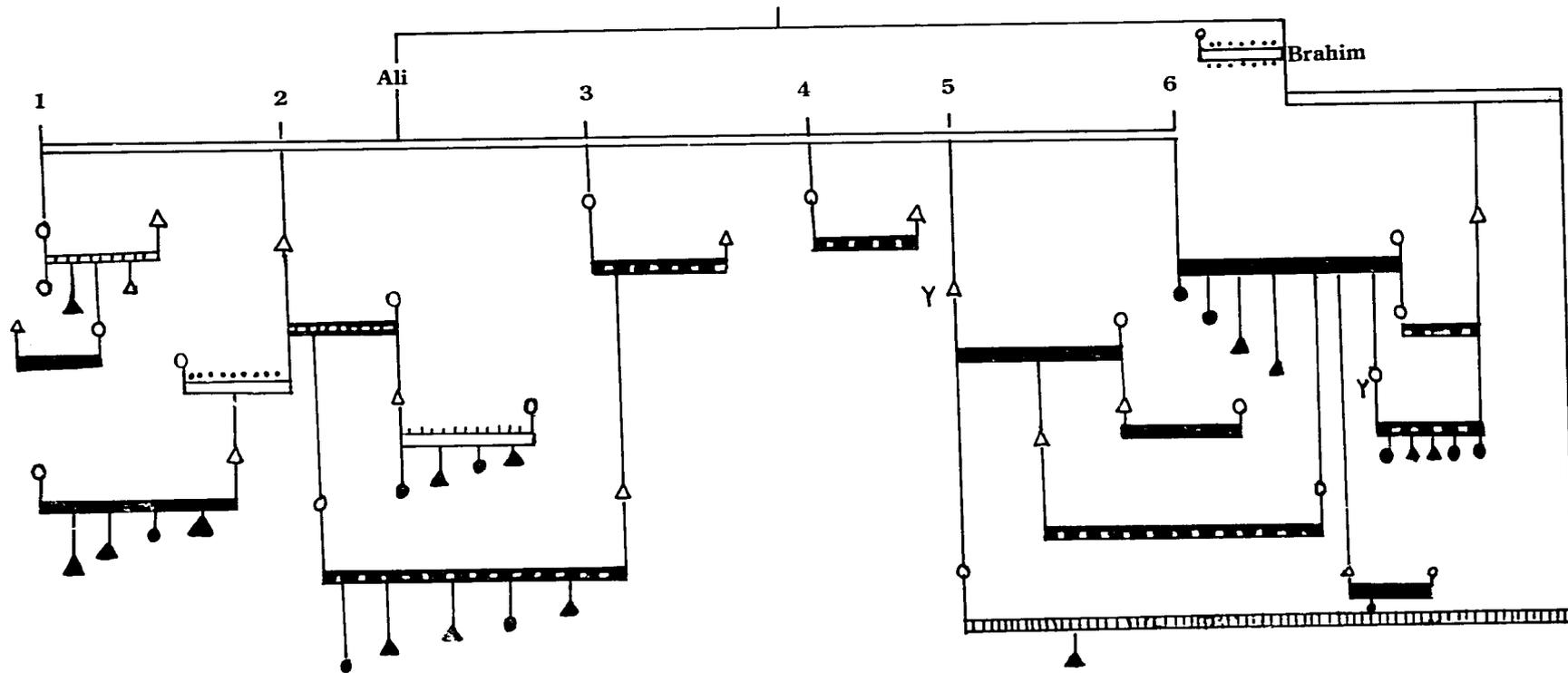
Légende :

-  Shorfa d'Ilig
-  Tamazigt
-  Tawaya d'Ilig

TAZERWALT : MAISON D'ILIG

Septembre 1981

Muhamad



LEGENDE :

enfants non mariés
décédé
divorcé

proches cousins
shorta d'ilig
Taguramte

Tamazigte-Amazig
Tamaya d'ilig

Lieu d'origine des Imaz

- 1 Amazig d'Ifrane
- 2 Tamazigt de Tiznit

LA MORTALITE PERINATALE AU MAROC

Dr. Naïma LAMDAOUAR BOUAZZAOUI

(Une carte, représentant la répartition des taux de mortalité périnatale pour 1.000 habitants à travers quelques préfectures et provinces marocaines, n'a pas été reproduite.)

— Résumé —

LA MORTALITE PERINATALE AU MAROC

Cette étude concernant la mortalité périnatale dans notre pays se réfère à des enquêtes simultanées intéressant 136.762 naissances réparties à travers une vingtaine de provinces ou préfectures médicales marocaines dans la période de 1978 à 1983.

Sur le plan statistique, l'étude relève un taux évaluatif global de mortalité périnatale de 69,73 décès pour 1000 naissances dissocié en 57,27 % décès in-utéro et en 12,46 % morts néo-natales précoces. Nous déplorons ainsi un décès périnatal sur 14 naissances.

Par considération du nombre total des décès, la mortalité constitue la grande majorité avec 82,13 %, soit un mort né pour 17 naissances environ.

D'après les étiologies, les facteurs favorisant la mortalité périnatale dérivent du terrain maternel lui-même et en particulier de la non surveillance de la grossesse constatée auprès de 75,87 ou les 2/3 des gestantes touchées par la mortalité périnatale. Les causes proprement dites sont dominées par la prématurité et l'hyprotrophie foetale avec 30,28 % et les accidents de l'accouchement avec 24,63 %.

LA MORTALITE PERINATALE AU MAROC

La mortalité périnatale étant la somme de la mortalité et de la mortalité néo-natale précoce, nous envisageons ce travail sous l'angle d'une étude traitant les foetus à partir de 28 semaines de gestation sans manifestation de vie à la naissance ou décédés dans les six premiers jours d'existence.

Réalisée pour la première fois au Maroc, cette étude découle d'une appréciation analytique d'une série d'enquêtes menées dans 20 provinces ou préfectures médicales réparties à travers tout le territoire.

Puisque la mortalité périnatale s'impose comme un paramètre évaluatif du niveau de la santé publique dans un pays donné et de son état de développement social, nous nous assignons pour but de cerner l'importance de sa gravité, de préciser ses causes et de dégager les orientations en vue d'une prévention appropriée. Enfin, grâce à ce travail, nous disposerons d'un répertoire de données de références à l'échelon national nous facilitant le suivi du cours de l'évolution de cette mortalité.

Notre itinéraire adoptera les trois volets déjà annoncés, c'est à dire l'importance de la mortalité périnatale, ses causes et les moyens adéquats de sa prévention.

I — L'IMPORTANCE DE LA MORTALITE PERINATALE

1 — AU MAROC

La population marocaine a subi une progression rapide marquée par son évolution de 3 millions d'habitants en 1921 à 20 millions et demi environ en 1982. Selon le recensement national de 1982, cette population très jeune présente les caractéristiques prédominantes suivantes :

- 42,1 % d'enfants âgés de moins de 15 ans et 15,2 % de ce taux d'enfants de 0 à 4 ans.
- 47 % environ des femmes en âge de procréation
- Niveau de fécondité élevé estimé à 7 enfants par femme.

La sécurité médicale de cette population repose sur une organisation sanitaire combinant les trois types de systèmes connus, à savoir :

- L'assistance publique, majoritaire
- Le système privé, en développement
- Le secteur intermédiaire de prévoyance et d'assistance maladie.

Le réseau sanitaire publique comprend le réseau ambulatoire, les formations hospitalières et le réseau des laboratoires.

A l'exemple d'autres nations en développement, notre pays réserve la priorité à la régression de la mortalité post-natale laissant dans l'ombre la mortalité périnatale, objet de nos enquêtes.

Sur le plan statistiques, conformément à notre tableau II, nous enregistrons un taux global de mortalité de 57.27 % sur 13,762 naissances. Ce taux oscille entre les valeurs extrêmes de 24,21 % à Casablanca, (préfecture Anfa) et 100, 50 % à Settat, avec les chiffres les plus bas dans les villes dotées d'un centre hospitalier Universitaire ou d'hopitaux bien équipés comme Rabat ou Casablanca.

12,46 % exprime le taux global de mortalité néonatale précoce et 72,24 % de ces décès surviennent pendant les deux premiers jours de la vie (tableau III et V).

La comparaison des taux de mortalité et de mortalité néo-natale précoce apparaît importante car elle rend possible la détermination de la période marquée par le plus de risque. D'après le tableau V, la mortalité pour l'ensemble du pays s'avère quatre fois et demi plus élevée que la mortalité néo-natale précoce. De là provient d'emblée la nécessité de concentrer les efforts de prévention vers la grossesse et l'accouchement.

TABLEAU II : TAUX DE M.N. POUR 1.000 NAISSANCES.

SERIE	NOMBRE DE NAISSANCE	NOMBRE DE CAS DE M.N.	TAUX DE M.N. POUR 1.000 NAISSANCES	ANNEES D'ETUDE
Casablanca (Préfecture ANFA)	9.373	227	24,21	1981-83
Casablanca (Hopitaux de Zone)	7.015	217	30,93	1982
Rabat	10.025	375	34,32	1978
Agadir	6.221	240	38,57	1979
Safi	8.745	355	40,59	1978-79
Tanger	6.656	278	41,76	1981-82
Kenitra	3.319	150	45,19	1981-83
El Hoceima	1.562	71	45,45	1981
Ouarzazate	6.562	306	46,63	1961-83
Tiflet	773	44	56,92	1983
Oujda	6.960	415	59,62	1978-79
Meknes	14.120	901	63,81	1978-80
Nador	7.326	494	67,43	1979-81
Fes	15.563	1.154	74,15	1979-81
Kenitra	5.687	426	74,90	1980-81
Larache	6.469	496	76,67	1980-82
El Jadida	11.560	895	77,42	1978-81
Tetouan	3.359	330	98,24	1980-81
Settat	4.567	459	100,50	1975-79
TOTAL	136.762	7.833	57,27	-----

**TABLEAU III : TAUX DE MORTALITE NEO-NATALE PRECOCE POUR
1.000 NAISSANCES.**

SERRIE	NOMBRE DE CAS DE M.N.N.P.	TAUX POUR 1.000 NAISSANCES
Khenifra	22	6,62
El Jadida	78	6,74
Oujda	47	6,75
Casablanca (Prefecture ANFA)	72	7,68
Safi	68	7,77
Casablanca (Hopitaux de Zone)	56	7,98
Agadir	54	8,68
Ouarzazate	59	8,99
Kenitra	52	9,14
Tanger	61	9,16
Fes	155	9,95
Meknès	158	11,18
Tiflet	13	16,81
Tetouan	63	18,75
Nador	147	20,06
Larache	135	20,86
Rabat	320	29,30
Settat	136	29,77
Al Hoceima	48	30,72

TABLEAU V : COMPARAISON ENTRE MORTINATALITE ET MORTALITE NEO-NATALE PRECOCE

NOMBRE TOTAL DES NAISSANCES ETUDIEES	NOMBRE DE DECES	TAUX DE DECES %
	MORTINATALITE MNNP	MN MNNP
136.762	7.833 1.704	57,27 12,46

Partant de l'évaluation de la mortinatalité et de la mortalité néonatale précoce, nous déduisons le taux global de mortalité périnatale situé dans notre pays à 69,73 %. naissance.

TABLEAU VI : TAUX DE MORTALITE PERINATALE AU MAROC

NOMBRE TOTAL DES NAISSANCES ETUDIEES	NOMBRE DE DECES	TAUX DE DECES POUR
	NN + MNNP = MPN	1.000 NAISSANCES
136.762	7.833 + 1.704 = 9.537	69.73

D'après notre tableau VII et la carte géographique précisant les taux de mortalité périnatale dans différentes préfectures et provinces du royaume, nous relevons les taux les plus faibles à Casablanca, Marrakech, Rabat et Agadir en raison de la dotation de ces centres en infra-structure sanitaire appropriée et du fait du meilleur niveau socio-économique de leur population. Par contre, Settat, Larache et Tiznit offrent les taux les plus élevés consécutivement aux motifs inverses aux précédents.

Outre la prédominance de la mortinatalité sur la mortalité néonatale

**TABLEAU VII : TAUX DE MORTALITE PERINATALE DANS
DIFFERENTS PROVINCES ET PREFECTURES
MEDICALES DU MAROC**

PREFECTURE OU PROVINCE DE	TAUX DE M.P.N. POUR 1000 NAISSANCES.
Casablanca-ANFA	27,63
Marrakech	38,40
Casablanca (Hopitaux de Zone)	38,91
Rabat	45,54
Agadir	47,20
Safi	48,37
Tanger	50,93
Khenifra	51,90
Quarzazate	55,62
Oujda	66,37
Tiflet	73,73
Meknès	75,00
El Hoceima	76,18
Kenitra	84,05
El Jadida	84,16
Fes	85,80
Nador	87,49
Tiznit	97,31
Larache	97,54
Tetouan	116,99
Settat	132,00

précoce, nos enquêtes concordent sur la fréquence de la mortalité périnatale dans le sexe masculin et la non incidence des changements saisonniers sur la variation de ses taux.

2 — La mortalité périnatale dans les autres pays

Le tableau VIII visualise l'importance et la gravité de la mortalité périnatale dans les pays en voie de développement. Ainsi notre pays présente le taux le plus élevé mais le plus précis. Contrairement aux autres nations en développement recourant au taux enregistré dans leur capitale, notre taux global provenant de statistiques étendues à une grande série de cas résulte de la moyenne des taux relevés dans 20 provinces ou préfectures du pays abstraction faite des disparités diverses. Soulignons par ailleurs que les taux concernant les pays en voie de développement ne correspondent pas toujours à la réalité du fait de la non inscription systématique de la population sur les registres d'état civil, de la non déclaration des causes de décès et de la profusion des accouchements à domicile incontrôlables sur le plan statistique.

En outre, il semble inopportun d'envisager une comparaison avec les pays développés où la régression appréciable de la mortalité périnatale et infantile découle, en plus de la prévention, de la systématisation de la prise en charge des grossesses à risque et de l'évolution de la réanimation néonatale.

Ces résultats statistiques de la mortalité périnatale nous amènent à analyser ses causes proprement dites et ses facteurs de risque et à entrevoir les moyens de prévention adaptés à notre pays.

II — LES ETIOLOGIES DE LA MORTALITE PERINATALE

Compte tenu du caractère inextricable de ces étiologies s'imbricant souvent les unes dans les autres, nous adoptons pour la clarté de l'exposé un plan conventionnel fondé sur trois rubriques distinctes :

- Les causes d'origine maternelle
- Les causes d'origine foetale
- Les causes liées à la grossesse et à l'accouchement.

Les facteurs favorisant la mortalité périnatale proviennent du terrain maternel lui-même. Nous citons la prédominance des âges extrêmes (moins

**TABLEAU VIII : TAUX DE MORTALITE PERINATALE DANS
QUELQUES PAYS EN VOIE DE DEVELOPPEMENT**

P A Y S	TAUX DE M.P.N. POUR 1.000 NAISSANCES	A N N E E S
Chili	18,8	1981
Irak	19,0	1977
Koweit	19,9	1981
Cuba	23,3	1979
Tunisie	24,4	1976
Paraguay	25,3	1978
Portugal	25,9	1979
Mexique	29,5	1975
Malaisie	31,4	1976
Uruguay	36,3	1978
Ile Maurice	39,5	1980
Brésil	42,4	1980
Algérie	49,0	1974

de 20 ans et plus de 35 ans), la grande multiparité traduite par une fécondité moyenne de 7 enfants par femme, la brièveté de l'espace des grossesses et la déficience des conditions socio-économiques. En ce qui concerne ce dernier facteur, il s'agit de l'influence de l'analphabétisme répandu auprès de 78 % des femmes et de l'incidence des mauvaises conditions de logement associées à l'insuffisance du niveau de vie. Soulignons enfin que le facteur majeur favorisant demeure la non surveillance de la grossesse constatée auprès des 2/3 des gestantes touchées par la mortalité périnatale.

Pour plus de détails, il convient de consulter le travail original page 40 à 51.

En outre, les auteurs ayant remarqué l'appartenance des rapports sexuels intervenant dans les derniers jours de la grossesse au lot des facteurs favorisant la mortalité périnatale conseillent l'abstinence en général un mois avant l'accouchement.

Nous joignons à ces facteurs favorisant la liste des causes maternelles, foetales et celles liées à la grossesse et à l'accouchement signalées dans notre tableau XXX.

Ce tableau fait ressortir la prédominance de l'insuffisance pondérale à la naissance avec 30, 28 % et les accidents de l'accouchement avec 24, 63 %.

Par ailleurs, en plus de la souffrance foetale consécutive à différentes pathologies maternelles ou gravidiques et à des complications ou défaillances de l'accouchement, les grossesses multiples et les malformations foetales constituent une importance appréciable dans cette mortalité.

Ainsi, le taux élevé de la mortalité périnatale dans notre pays et la gamme des causes et des facteurs favorisant nous orientent vers une seule arme de lutte, la meilleure et la plus efficace : la prévention avant la conception, au cours de la grossesse, pendant l'accouchement et lors de la période néo-natale.

III — QUELQUES PROPOSITIONS POUR LA PREVENTION

Avant la conception, s'impose un examen médical prénuptial facilitant le dépistage des maladies maternelles et la précision de groupe sanguin rhésus.

TABLEAU XXX : BILAN GENERAL DES CAUSES DE MORTALITE PERINATALE AU MAROC.

CAUSES DE M.P.N.	POURCENTAGE
<u>CAUSE D'ORIGINE MATERNELLE</u>	
- Infections	3,05
- Diabète	1,74
- Cardiopathies	0,26
- Autres causes	1,10
<u>CAUSES FOETALES</u>	
- Faible poids de naissances	30,28
- Souffrance foetale	5,19
- Malformations foetales	4,80
- Détresses respiratoires	2,35
- Autres causes	1,42
<u>CAUSES LIEES A LA GROSSESSE ET A L'ACCOUCHEMENT</u>	
- Toxemie gravidique	3,63
- Incompatibilité foeto-maternelle rhésus D	1,18
- Pathologie ovulaire	
• Grosses multiples	5,59
• Placenta praevia	3,78
• Rupture prématurée des membres	3,41
• Hydramnios	1,65
• Grossesse prolongée	0,08
Circonstances et accidents de l'accouchement	
• Présentations foetales dystociques	12,83
• Accidents funiculaires	7,03 24,63%
• Rupture utérine	4,77
TOTAL	94,14
CAUSES RESTEES INCONNUES	5,86

Au cours de la grossesse, il s'agit de la surveillance médicale fondée sur un rythme approprié de consultations prénatales permettant de prévoir les risques.

Pendant l'accouchement, interviennent le contrôle et la vigilance médicaux en vue de parer à toute situation à risque.

Enfin à la naissance, il convient de prendre immédiatement en charge le nouveau-né en difficulté afin d'assurer la sauvegarde de sa vie et de son cerveau.

En conclusion, dans notre étude, nous avons relevé un décès périnatal pour 14 naissances. Pour réduire cette mortalité, seule la prévention s'impose comme la meilleure arme de lutte. Aussi, faut-il orienter tous les efforts vers le contrôle médical de la grossesse et l'amélioration des conditions du déroulement de l'accouchement afin de conférer une issue heureuse à toute grossesse à risque.

Dans notre travail original, nous avons développé à propos de chaque étiologie les moyens de prévention appropriés.

**CORRELATION ENTRE L'ETAT
NUTRITIONNEL DE LA MERE ET LE POIDS DE
L'ENFANT A LA NAISSANCE
AU MAROC**

Naïma LAMDAOUBOUAZZAOU

Previous Page Blank

— Résumé —

**CORRELATION ENTRE L'ETAT
NUTRITIONNEL DE LA MERE ET LE POIDS
DE L'ENFANT A LA NAISSANCE
AU MAROC**

Le poids de l'enfant à la naissance constitue un paramètre indicateur de ses chances de survie et de son avenir psycho-somatique.

L'état nutritionnel de la mère présente une influence majeure sur ce poids. Cette étude est consacrée pour la première fois à l'échelle nationale, à la recherche de corrélation entre l'état nutritionnel de la mère et le poids de l'enfant à la naissance. Elle a été menée, dans le contexte d'enquêtes prospectives à travers 19 provinces ou préfectures médicales englobant 10717 couples « mère-enfant ».

Excluant des séries toutes les mères ou nouveau-nés affectés de pathologie, l'incidence réelle de l'état nutritionnel de la mère sur le poids de son enfant à la naissance a été appréhendé. A cet effet, l'influence de chacune des caractéristiques maternelles suivantes a été déterminée et chiffrée : l'âge, la parité, le poids, la taille, le rapport Poids, taille, la protidémie et l'environnement socio-économique, sur la croissance foetale reflétée par le poids de naissance.

La nature a créé entre l'enfant et la mère un lien indéfectible. Il s'agit d'une véritable symbiose à travers laquelle les chercheurs ont appréhendé l'interférence des divers facteurs maternels sur l'état du nouveau-né. Nous retenons l'un de ces facteurs auquel nous consacrons ce travail sous le thème du rapport entre l'état nutritionnel de la mère et le poids de l'enfant à la naissance.

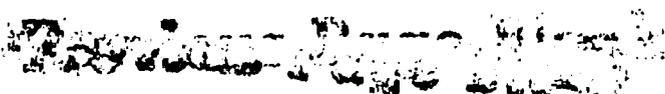
En effet, le poids de naissance constitue un paramètre évaluatif de l'état de santé du nouveau-né et de son devenir psycho-somatique.

Nous envisageons notre étude sous le dyptique de l'examen de notre méthode de travail et de l'exposé de nos résultats et de nos commentaires.

Dans cette optique, nous avons entrepris dans l'intervalle de 1980 à 1984 des enquêtes prospectives étendues à 10717 couples « mère-enfant » à l'échelon de 19 préfectures ou provinces médicales concernant les 7 régions économiques marocaines. Il convient de se référer à notre tableau I et à notre carte géographique ci-après.

Nombreuses sont les méthodes destinées à l'étude de l'influence de l'état nutritionnel de la mère avant et pendant la grossesse sur la croissance foetale. La méthode directe étant impossible à réaliser selon nos possibilités, nous avons recouru aux méthodes indirectes. Celles-ci retiennent l'analyse de certaines caractéristiques de la mère, miroir de son état nutritionnel. Il s'agit de l'âge, de la parité, de la taille, du rapport Poids/Taille, du gain pondéral pendant la grossesse, des conditions socio-économiques et de la protidémie.

L'examen de ces caractéristiques nous permettant de définir l'état nutritionnel de la mère, nous a conduit à rechercher l'existence ou non de corrélation entre cet état nutritionnel et le poids de l'enfant à la naissance. A cet effet, nous nous sommes référés aux formules statistiques.



**TABLEAU I : REPARTITION DES SERIES ETUDIEES SELON LES
REGIONS ECONOMIQUE DU MAROC**

REGIONS	PREFECTURE OU PROVINCE MEDICALE	NOMBRE DE COUPLES « MERE-ENFANT » ETUDIES
Nord-Ouest	Tetouan	300
	Tanger	410
	Larache	326
	Kenitra	370
	Rabat	781
Centre-Nord	Al Hoceima	204
	Fes	1.738
	Taza	300
Oriental	Oujda	300
	Nador	300
Centre-Sud	Meknes	431
Centre	Casablanca	2.575
	El Jadida	307
Tensuft	Essaouira	400
	Safi	520
	Marrakech	264
SUD	Agadir	400
	Tiznit	224
	Ouarzazate	500
	T O T A L.....	10.717

Dans la suite de notre travail, nous envisageons de fournir quelques données de la littérature sur la méthode directe appuyée sur l'étude expérimentale et l'observation. Nous ferons ensuite l'analyse et la comparaison de nos résultats à propos des caractéristiques de la mère et de celles du nouveau-né à la naissance. Enfin, nous repérerons les corrélations prouvant ou éliminant l'existence d'un rapport entre l'état nutritionnel de la mère et le poids de l'enfant à la naissance.

I — Etude directe de l'alimentation maternelle pendant la grossesse

1 — Les études expérimentales

1-1 — CHEZ L'ANIMAL

Partant de diverses expériences de malnutrition chez l'animal, la majorité des auteurs imputent le retard de croissance intra-utérin à la déficience alimentaire maternelle en fonction du temps, du degré et de la durée de restriction pendant la gestation. La supplémentation alimentaire compensant la privation en fin de grossesse amène la normalisation du poids du fœtus à la naissance.

En outre, la plupart des auteurs ajoutent que la croissance foetale varie aussi en fonction des facteurs génétiques et raciaux. Aussi, l'effet de la malnutrition diffère-t-il selon les espèces, la race et la nature des organes foetaux.

L'expérimentation animal offre un vaste champ de manipulations difficilement transposables à l'homme.

1-2 — DANS L'ESPECE HUMAINE :

S'agissant de l'homme, les études s'orientent plutôt vers les tests thérapeutiques que vers les expériences. La constatation fréquente de l'interférence de la malnutrition maternelle sur la croissance foetale a poussé les auteurs à l'adoption de la supplémentation du régime alimentaire de la mère pendant la grossesse comme moyen d'amélioration du poids de l'enfant à la naissance et de prévention contre les effets de retard de croissance intra-utérin.

Ainsi dans certains pays comme les Etats-Unis et le Canada, l'application d'une éducation diététique alliée à une supplémentation alimentaire appropriée durant la gestation a contribué à la diminution de la prématurité et à l'amélioration du poids de naissance..

Il s'avère important de signaler que l'efficience de la supplémentation alimentaire devient effective pendant le dernier trimestre de la grossesse en raison des besoins nutritionnels croissants du fœtus lors du dernier mois de gestation compte tenu de l'augmentation exponentielle de sa croissance à la 38^{ème} semaine. Cette thèse est affirmée par les études de l'OMS, de PAYNE et de WHEELER. Notre tableau II consigne quelques exemples d'enquêtes de supplémentation alimentaire du régime de la femme enceinte.

En outre les tests thérapeutiques réalisés chez la femme enceinte, nos connaissances actuelles sur le rôle de la nutrition maternelle dans le déterminisme du poids de naissance résultent des observations des conduites alimentaires durant la grossesse.

2 — Etudes basées sur l'observation

L'influence de l'alimentation maternelle sur la croissance du fœtus a été confirmée par les observations lors de famines survenues particulièrement pendant la dernière guerre mondiale et par l'analyse du régime quotidien des femmes enceintes. Nous exposons succinctement ces 2 volets.

2-1 — SITUATIONS MARQUEES PAR LES F ^ MINES

Il s'agit d'une part des restrictions comme celles imposées par la famine à LENINGRAD lors de la deuxième guerre mondiale. La faim a engendré une chute de la moyenne pondérale à la naissance oscillant entre 500 et 600 grammes. Ainsi, 49 % des nouveau-nés ne pesaient pas plus de 2500 grammes.

Les mêmes constatations prévalent pour la Hollande et les pays à famine endémique comme l'Inde. Signalons qu'une supplémentation alimentaire intervenant au troisième trimestre de la grossesse améliore le poids de l'enfant à la naissance.

Nous citons d'autre part l'exemple de la Grande Bretagne durant la période de famine où l'adoption d'une supplémentation alimentaire

TABLEAU II : EXEMPLE D'ENQUETES DE SUPPLEMENTATION ALIMENTAIRE

	LONDRES (OLDHAM) 1938-39	NEW YORK (RUSH STEIN) 1975	ABERDEEN (JANDIAL) 1980	BOGOTA (MORA) 1979	GUATEMALA (LECHTIG) 1972	TAÏWAN (BLACKWELL) 1973
POPULATION	2.500 femmes enceintes témoins et 2.500 supplémentées	femmes noirs mal nourries 220 kcal/j	femmes à risque d'enfants hypotrophiques	Alimentation quotidienne 1.600 kcal/j	Alimentation quotidienne 1.500 kcal	Alimentation de base correcte
CONCLUSION	<ul style="list-style-type: none"> — pas d'augmentation dans la moyenne de poids de naissance. — Diminution de la prématurité 	<ul style="list-style-type: none"> — pas d'augmentation significative du poids de naissance chez les mères supplémentées. — Augmentation de la prématurité et de la morbidité néo-natales avec les suppléments riches en protéines. 	<ul style="list-style-type: none"> — pas d'augmentation significative du poids de naissance après supplémentation de 318 cal — Pas d'effet négatif connu. 	<ul style="list-style-type: none"> — Augmentation du poids de naissances (50g) chez les mères supplémentées mais n'est significative que chez les garçons. — Pas d'effet négatif connu 	<ul style="list-style-type: none"> — Augmentation de 28g de naissance pour un supplément calorique total de 10.000 kcal. — Pas d'effet négatif connu 	<ul style="list-style-type: none"> — Amélioration du poids de naissance mais de façon non significative chez les mères supplémentées. — Pas d'effet négatif connu

143

apportée à la femme enceinte et allaitante a permis, en comparaison avec les autres pays, une simultanéité de la baisse du taux de mortalité périnatale et de celui de l'insuffisance pondérale à la naissance.

Enfin, dans le même contexte, l'amélioration de la nutrition des mères socialement défavorisées influe sur l'évolution favorable de la gestation et du développement foetal.

2-2 — ETUDE DU REGIME QUOTIDIEN

Déliçates, ces études se réfèrent également aux observations et non à l'expérimentation. Soulignons que les auteurs distinguent les effets de l'alimentation selon deux catégories en fonction des pays développés ou en voie de développement.

Dans les premiers, les versions diffèrent. Certains appréhendent l'influence positive de l'alimentation maternelle sur la régulation du poids de naissance comme BURKE, JEANS, NAEYE, SONTA, THOMSON, WILLIAMS et collaborateur ne relèvent pas de relation significative.

Dans les seconds, comme l'Ethiopie par exemple, tous les auteurs affirment que la sous alimentation provoque l'accroissement du nombre d'enfants à faible poids de naissance.

Outre le rôle de la nutrition, l'influence de l'usage du tabac ou de l'alcool sur le poids de naissance s'avère manifeste. De ce fait, la chute pondérale à la naissance s'accroît en fonction du nombre des cigarettes fumées indépendamment des autres facteurs influents. L'arrêt de l'usage de tabac pendant la gestation amène la normalisation du poids de naissance.

Par ailleurs, tous les auteurs convergent vers le fait que l'alcoolisme occasionne un retard de croissance intra-utérin.

A la lumière de tout ce qui précède, les auteurs concordent sur l'influence négative de la sous alimentation, du tabagisme et de l'alcool sur le développement foetal. Ils affirment que, s'il s'avère inutile d'améliorer la ration alimentaire d'une femme bien nourrie pendant la grossesse, il demeure indispensable de prescrire une supplémentation alimentaire adéquate à la mère sous alimentée en gestation. Soulignons que, d'après les études menées par l'OMS, de nombreux facteurs conditionnent la ration alimentaire quotidienne d'une femme enceinte normale. Il s'agit de l'âge, de

l'activité physique, de la taille et de la situation géographique. Ainsi, parvenons-nous à l'étude des caractéristiques maternelles et néonatales que nous exposons ci-après.

II — Etude des caractéristiques de la mère et du nouveau-né à la naissance.

Nous consacrons ce chapitre à l'analyse statistique des caractéristiques maternelles et néo-natales sur le plan national avec la déduction de la valeur moyenne de chacune d'elles tout en les comparant avec les données fournies par la littérature.

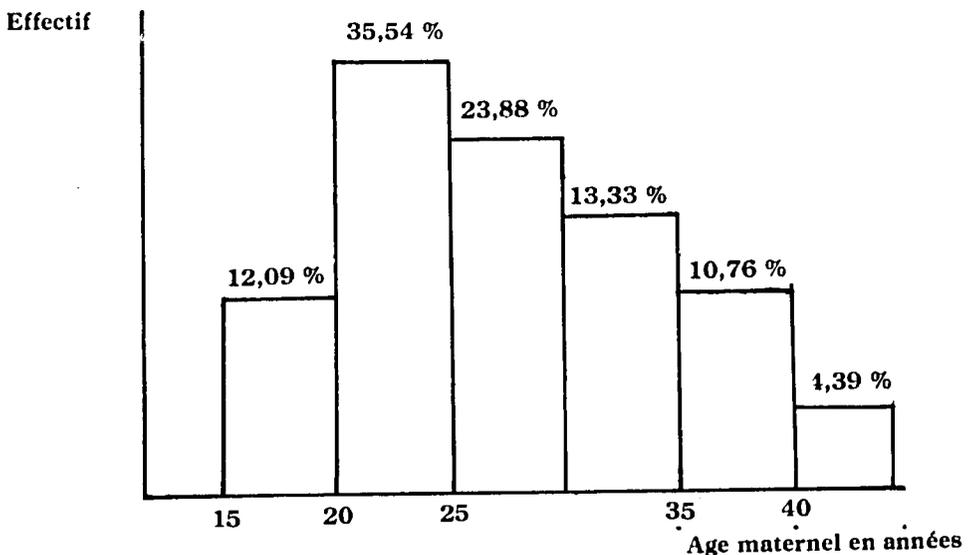
1 — Caractéristiques maternelles

Certains paramètres comme le poids, la taille, le rapport Poids/Taille, les conditions socio-économiques et la protidémie renseignent sur l'état nutritionnel de la mère. S'y ajoutent l'âge et la parité pouvant influencer l'état clinique du nouveau-né et son poids de naissance.

1 — 1 — L'ÂGE DE LA MERE

Variant entre 15 et 46 ans, il englobe pratiquement toute la période de la fonction génitale. Le diagramme 1 prouve la prédominance des jeunes mères traduite par le pourcentage des femmes de moins de 30 ans et 47,63 % de celles de moins de 25 ans. Les mères dépassant la quarantaine représentent seulement 4,39 % de l'ensemble.

L'âge moyen se situe à 26,92 ans \pm 0,13 avec un écart type de 6,68.



Histogramme 1 — Répartition des mères selon l'âge.

Notons que la maternité la plus précoce signalée par la littérature médicale correspond à 5 ans et 7 mois. Il s'agit de l'observation de la petite Lina Medina publiée en 1939 et rapportée par LAIGNER. Son fils, né par césarienne, pesait 2950 g.

Dans la catégorie des mères âgées, MC WHITER mentionne le cas d'une maman américaine ayant accouché à l'âge de 57 ans et 129 jours.

1-2 — LA PARITE

Variable de 1 à 13, la parité moyenne dans notre série s'évalue à environ $3 \pm 0,033$ avec un écart type de 1,77. Le mode de notre diagramme 2 estimé à 33,60 %, correspond à la catégorie des primipares. Quant aux grandes multipares (V et plus) elles appartiennent à un bon nombre de mères choisissant l'accouchement à l'hôpital. Elles représentent une moyenne de 25,18 %. Pour cette catégorie, 22 %, 48,3 % et 5 % sont les taux respectifs rapportés pour la Tunisie, l'Algérie et la France.

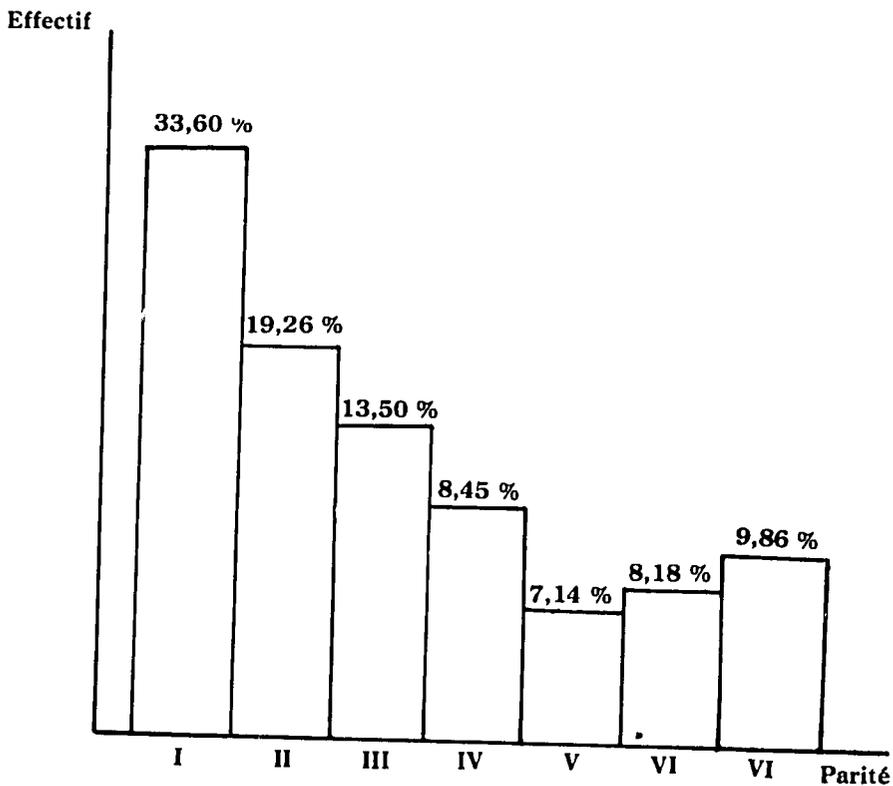


Diagramme 2 — Distribution des mères selon la parité

MC WHITER cite une Russe et une Chilienne parmi les femmes les plus fécondes du monde. La première a donné naissance à 69 enfants, la seconde à 51.

1-3 — LE POIDS DE LA MERE

Situé entre 41 et 92 kg, la majorité des poids des mamans (63,91 %) oscille entre 50 et 65 kg et se reflète dans notre diagramme 3. Précisons que 4,44 % ne dépassent pas 45 kg. La proportion des femmes obèses, également faible, parvient à 5,42 %.

Le poids moyen de l'ensemble se rapproche de 57,58 kg + 0,17 avec un écart type évalué à 8,75.

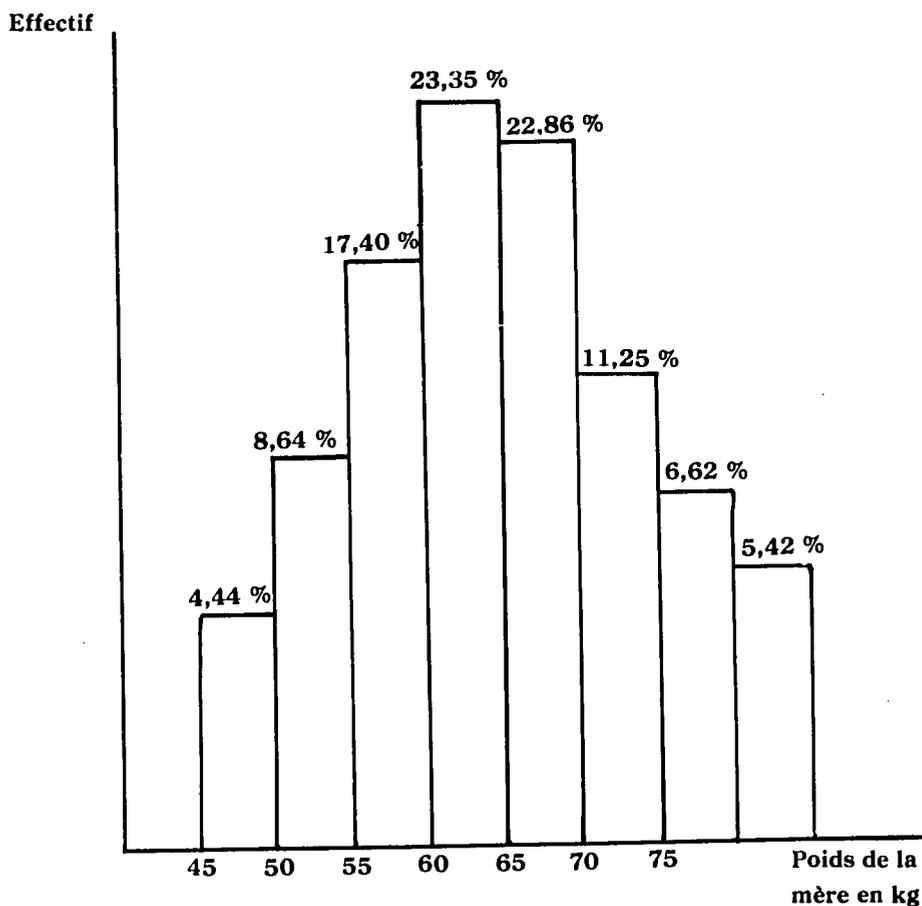


Diagramme 3 — Distribution du poids des mères

Le plus petit poids signalé par la littérature concerne celui de Lina Medina précitée qui pesait au moment de son accouchement 28,6 kg. Notons en outre que les études confirment que le poids d'un individu, abstraction faite des états pathologiques, devient un critère d'appréciation de son état nutritionnel. Ainsi, un sujet maigre ne peut être qu'une personne sous alimentée. De même, il existe une relation entre le poids de la mère et la ration calorique qu'elle consomme.

1-4 — LA TAILLE DE LA MERE

Dans notre série, la marge différentielle des tailles varie entre 140 et 180 cm. Notre histogramme 4 montre que la taille de 82 % des mères évolue entre 150 et 165 cm. 6,30 % présentent une taille équivalente ou supérieure à 165 cm tandis que 3,87 % n'atteignent pas 145 cm. Le mode concerne 32,36 % des mères caractérisées par une taille comprise entre 155 et 160 cm. La taille moyenne parvient dans notre série à 156,66 cm \pm 0.11 avec un écart type de 5,88. Elle s'annonce supérieure à la taille moyenne algéroise évaluée d'après DESFORTS à 152 cm. Dans le contexte de cette comparaison, les femmes marocaines de notre groupe ayant une taille dépassant 160 cm représentent 30,12 % contre 6,6 % à Alger. Les femmes d'une taille inférieure à 150 cm représentent 25 % à Alger contre 11,71 % de la même catégorie au Maroc.

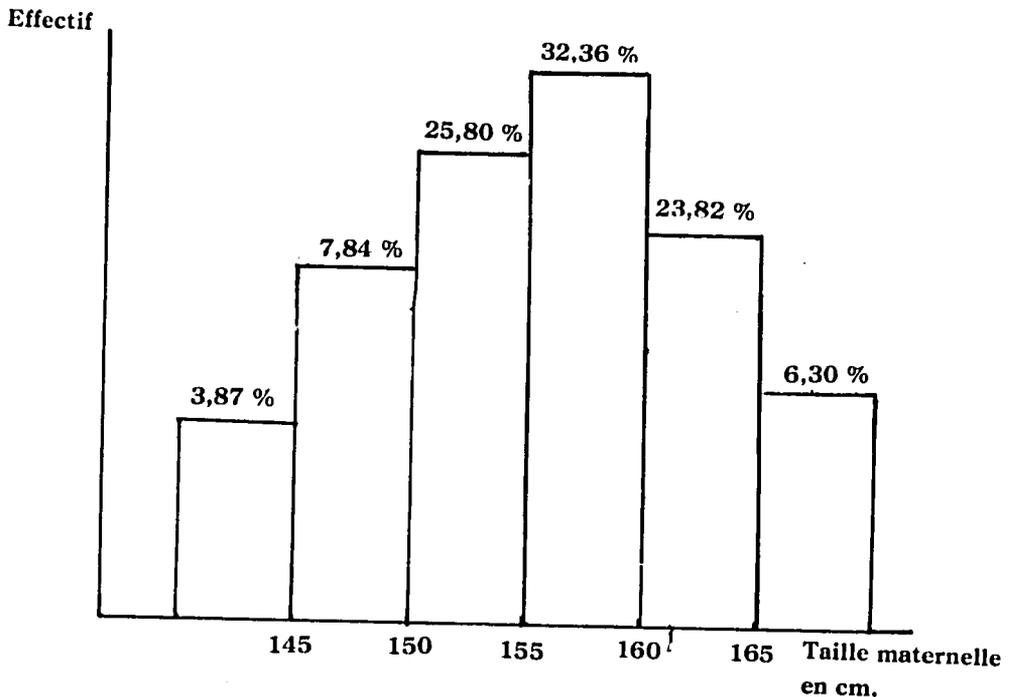


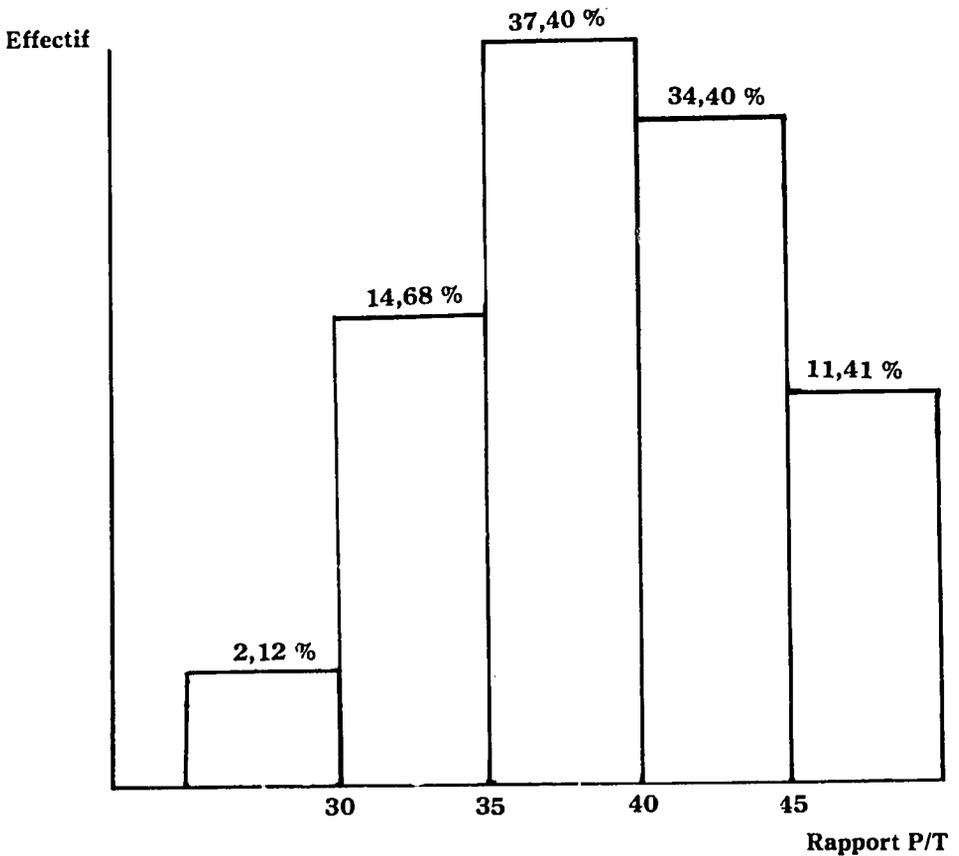
Diagramme 4 — Répartition des mamans selon la taille

Par ailleurs, au regard de l'environnement socio-économique, la taille reflétée par nos résultats correspond au profil défini par la littérature médicale qui attribue à la taille le caractère de reflet, depuis l'enfance, de l'équilibre nutritionnel conditionnant le poids de l'individu. De là découle l'intérêt de l'étude de rapport Poids.

1-5 — LE RAPPORT POIDS SUR TAILLE (P/T)

Les extrêmes de notre série relatives au rapport P/T s'expriment respectivement à 24,6 et 54,4.

Dans notre histogramme 5, 71,8 % des mères présentent un rapport compris entre 35 et 45, 2,12 % seulement témoignent d'un rapport inférieur à 30. La valeur moyenne de ce rapport se chiffre à $39,41 \pm 0,1$ avec un écart type équivalent à 4,70.



Histogramme 5 : Distribution du rapport P/T maternel

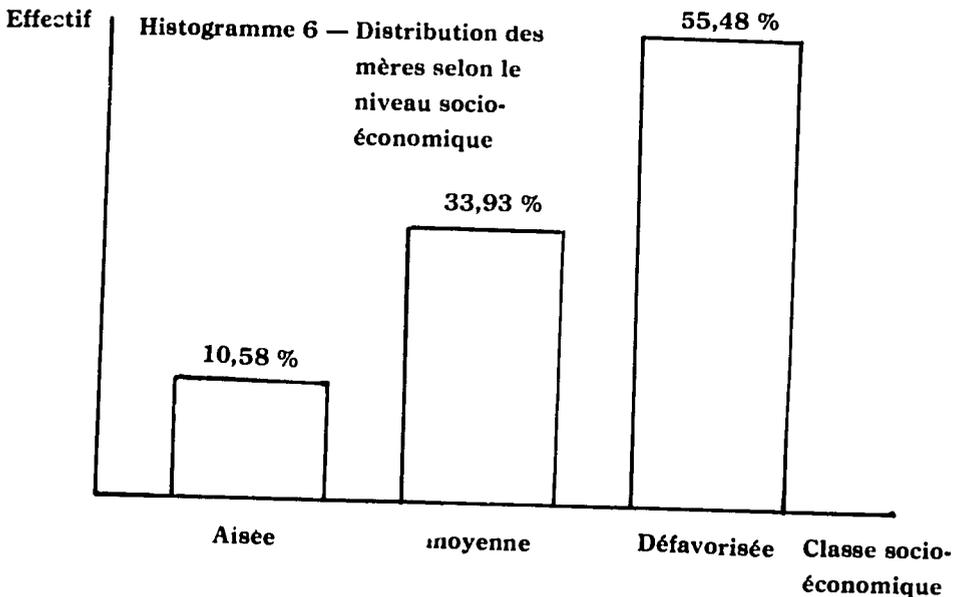
Signalons que la majorité des auteurs comme NAEYE, BLANC, PAUL, LOVE, KINCH, GOUJARD, KAMINSKY et collaborateurs confèrent au rapport P/T le caractère d'un critère d'appréciation de l'état nutritionnel de la mère beaucoup plus satisfaisant que celui fourni par l'observation des deux paramètres séparément.

1-6 — LES CONDITIONS SOCIO-ECONOMIQUES

Le niveau socio-économique de la femme reflète en général son état nutritionnel. Bien que difficile à évaluer lors d'un entretien, nous avons essayé de l'appréhender à l'aide d'un interrogatoire orienté sur les renseignements suivants :

- niveau d'instruction de l'intéressée et de son époux
- leur profession
- le revenu mensuel de la famille
- la ration alimentaire familiale quantitativement et qualitativement
- conditions de logement (lieu, type) et environnement sanitaire.

Cette analyse nous a conduit à une répartition conventionnelle des mères en 3 catégories socio-économiques : la catégorie défavorisée, la catégorie moyenne et la catégorie aisée. La différenciation des résultats apparait dans notre histogramme 6 en fonction de chaque catégorie. Ainsi, plus de la moitié environ de l'effectif, le tiers et le dixième appartiennent respectivement à la catégorie défavorisée, moyenne et aisée.



1-7 — LE GAIN PONDERAL PENDANT LA GROSSESSE

A ce sujet, nous confirmons d'emblée notre impossibilité de chiffrer dans notre série le gain pondéral pendant la grossesse car toutes nos parturientes méconnaissent leur poids antérieur à la conception.

Selon les auteurs, le poids de l'enfant à la naissance dépend plus de celui de la mère au début de la gestation que du gain pondéral de celle-ci pendant la grossesse.

Ainsi, la croissance du fœtus des femmes maigres relève davantage de la ration alimentaire consommée pendant la grossesse alors que chez les femmes obèses ou subissant un accroissement du poids avant la grossesse, l'influence du gain pondéral pendant la gestation ne s'exerce plus sur le développement du fœtus. Le gain pondéral idéal pendant la grossesse se situe entre 9 et 12 kg. Il contribue à ravitailler les réserves d'énergie indispensables à la croissance du fœtus et à l'élaboration de la lactation.

D'après la version des experts de l'OMS et de STEVENSEN, 2500 calories sont indispensables aux besoins quotidiens de la femme enceinte. On leur ajoute un supplément journalier de 400 calories quand la femme se trouve en période de croissance. En général, l'alimentation d'une femme non enceinte diffère peu de celle d'une femme enceinte.

1-8 — LA PROTIDEMIE

Constante biologique informant sur l'alimentation protidique d'un individu, la protidémie exige pour son exploitation l'existence d'un laboratoire d'analyses adéquat qui, non disponible dans certaines localités, nous a contraints à limiter notre champs d'étude à 17 % de notre effectif global ou 1815 cas.

Les extrêmes s'évaluent au minimum à 45 g/l et au maximum à 88 g/l. La moyenne de variation se situe à 63,82 g/l \pm 0,32, l'écart type était de 6,89.

Les 2/3 de nos parturientes ou 69,36 % présentent une protidémie normale comprise entre 60 et 85 g/l et le 1/3 ou 30,64 % sont hypoprotidémiques. Les catégories socio-économiques n'interfèrent pas sur la variation de cette protidémie.

Effectif :
15 parturientes

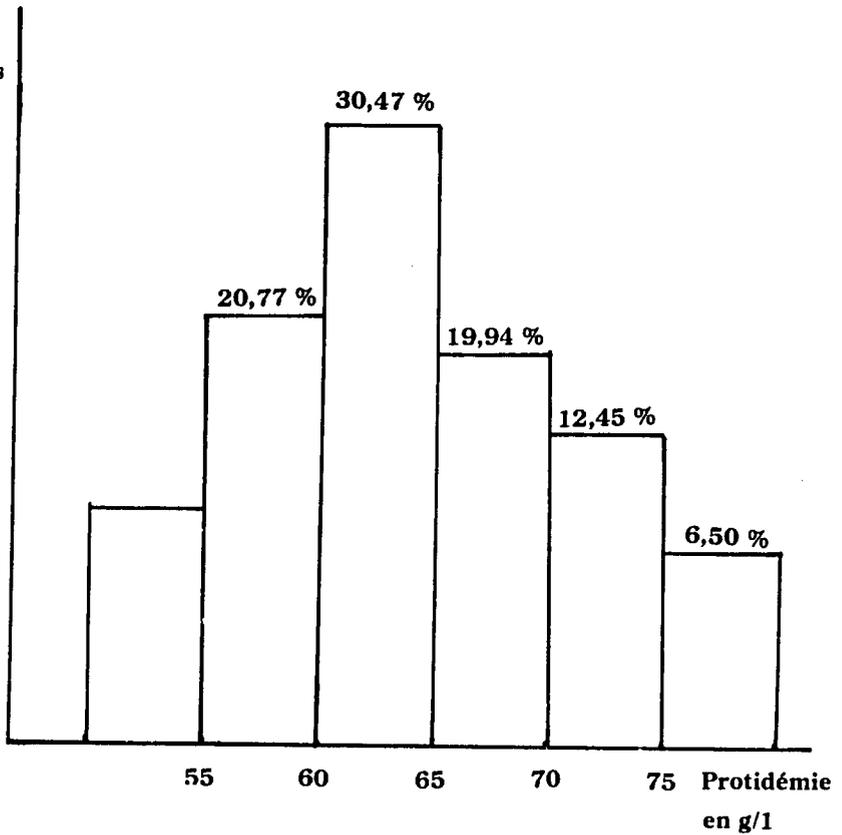


Diagramme 7 — Distribution de la protidémie maternelle

Nous résumons toutes les caractéristiques maternelles étudiées dans le tableau ci-dessous. Nous déduisons que la majorité de nos parturientes sont jeunes, de poids et de taille satisfaisants en dépit de leur appartenance pour la plupart à un milieu socio-économique défavorable. Un grand nombre d'entre elles présente une protidémie correcte.

CARACTERISTIQUES MATERNELLES	VARIATIONS	MOYENNE a = ECART TYPE
Age	15 à 46 ans	26,92 ans + 0,13 a = 6,69
Parite	1 à 13 ans	2,90 + 0,033 = a = 1,77
Poids	41 à 92 kg	57,58 kg + 0,17 a = 8,75
Taille	140 à 180 cm	156,66 cm + 0,11 a = 5,88
Rapport P ³ T	24,6 à 54,4	39,41 + 0,1 a = 4,70
Protidemie	45 à 88 g ³ I	63,82 g ³ I + 0,32 a = 6,89

DONNEES GLOBALES RELATIVES AUX CARACTERISTIQUES MATERNELLES

2 — Caractéristiques du nouveau-né

Nous étudions dans ce chapitre les valeurs biométriques du nouveau-né marocain sain et à terme au regard du sexe, du poids de naissance, de la taille, du périmètre crânien, du périmètre thoracique et score d'Apgar.

2-1 — REPARTITION DES NOUVEAU-NES D'APRES LE SEXE

Nous avons relevé dans notre série une prédominance de garçons avec un taux de 54,05 % en signalant que la notion de sexe favorise le masculin sur le féminin sur le plan pondéral à la naissance.

2-2 — LE POIDS DE NAISSANCE

Les limites du poids de naissance s'étalent de 2050 g au minimum à 5400 g au maximum dans notre série. D'après notre diagramme 10, les trois

quarts des nouveau-nés présentent un poids de naissance variant entre 3000 et 4000 g sur une série de 10717 cas. 2,80 % de cet effectif sont hypotrophiques avec un poids de naissance de moins de 2500 g tandis que 11,64 % sont de gros bébés et pèsent plus de 4000 g.

La moyenne générale pondérale atteint 3374,36 g \pm 9,08 avec un écart type aux alentours de 479,66.

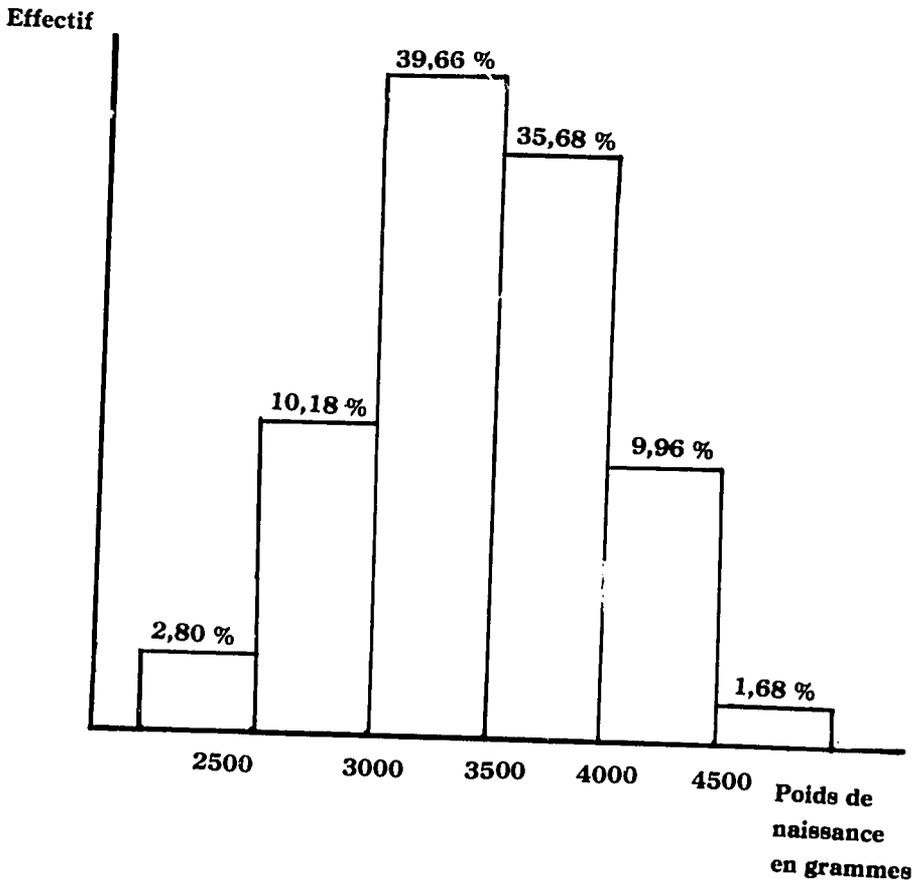


Diagramme 10 — Distribution du Poids de naissance

Par comparaison avec d'autres pays, le poids de naissance du nouveau-né marocain avoisine celui des pays industrialisés et occupe le premier rang de la liste des pays en développement. La littérature rapporte que le plus gros poids s'établit à 10,2 kg et le plus petit à 580 g, tous deux concernant des nouveau-nés en bonne santé.

2-3 — TAILLE DE NAISSANCE

Dans notre série, la taille moyenne s'évalue à $49,55 \pm 0,037$ avec un écart type estimé à 1,96. Les extrêmes oscillent entre 42 et 54 cm et 61,73 % de nos nouveau-nés mesurent entre 48 et 51 cm. Notre diagramme 12 en reflète la physionomie.

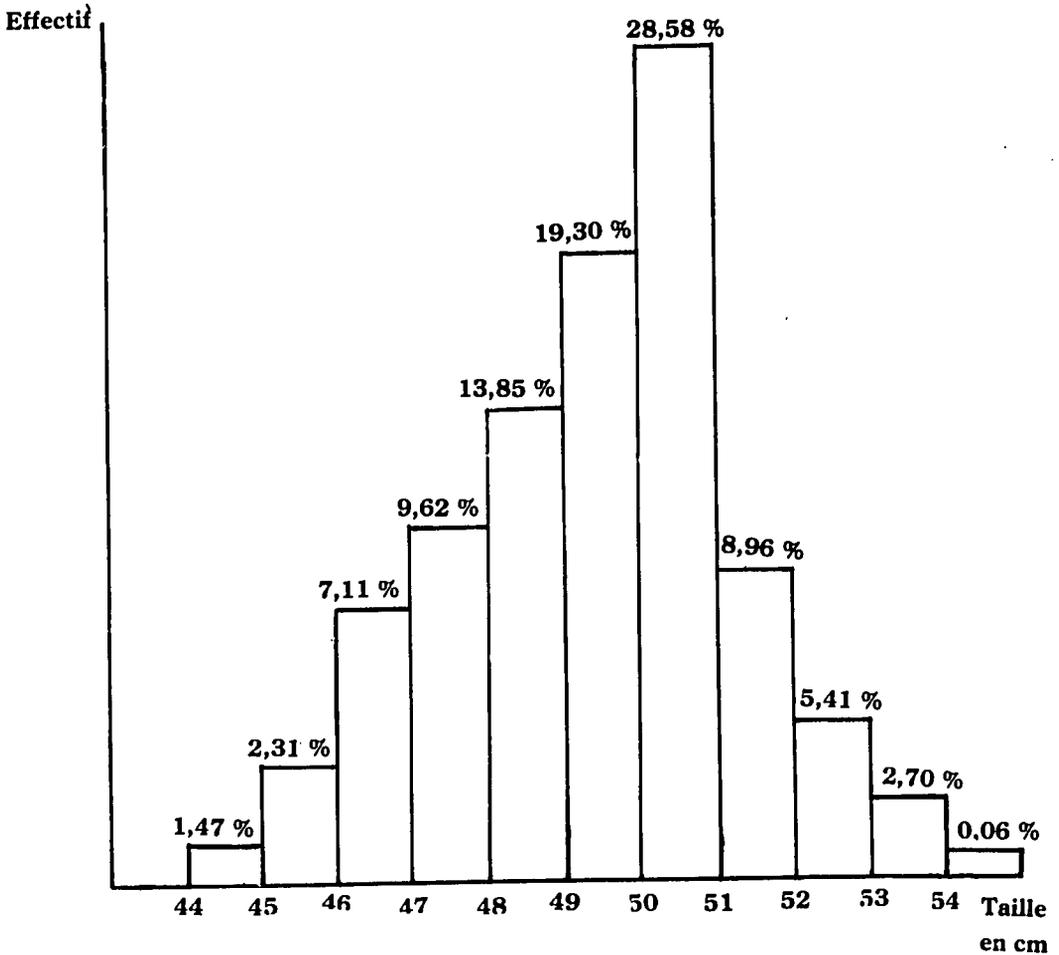


Diagramme 12 — Distribution des nouveau-nés selon la taille

Notons que nos résultats et la littérature confirment le fait que la taille s'avère un facteur appréciatif de la maturité du nouveau-né et prévisionnel de sa nature ultérieure.

2-4 — Le Périmètre crânien

Dans notre échantillon, le périmètre crânien varie de 31 à 38 cm. Il s'établit pour plus de 3/4 de nos nouveau-nés entre 34 et 36 cm. Sa moyenne se situe à 34,76 cm \pm 0,024 avec un écart type de 1,31. Le diagramme 13 en révèle la distribution. Notre moyenne rejoint les données de la littérature.

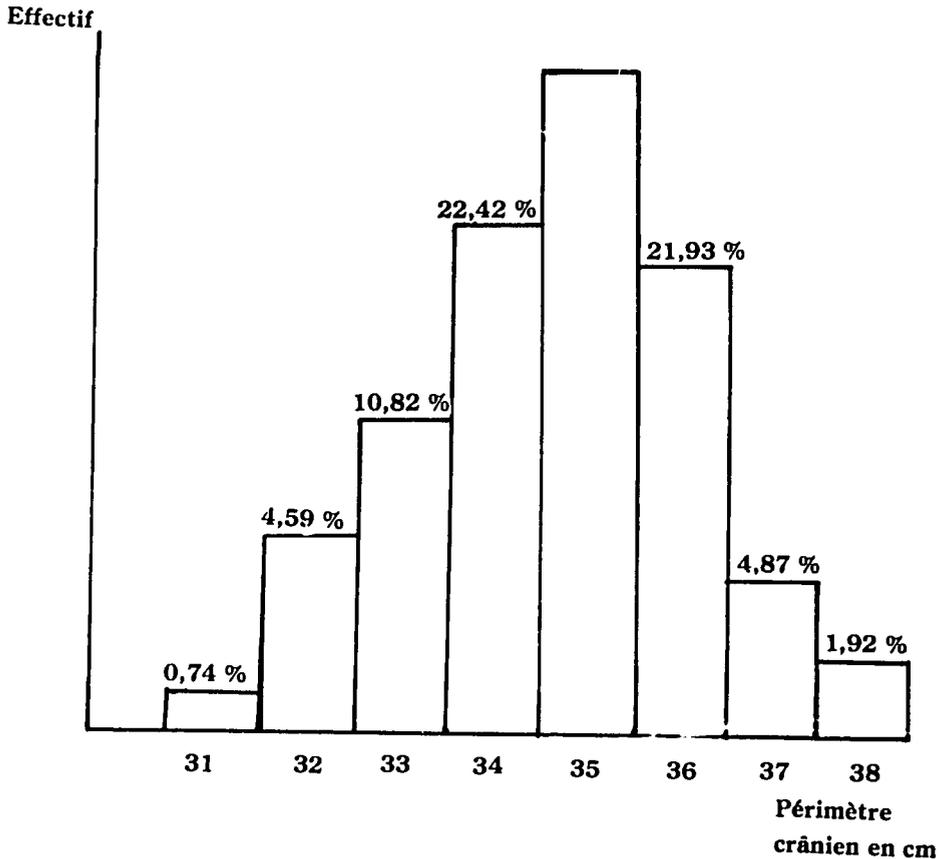


Diagramme 13 — Distribution des nouveau-nés en fonction du périmètre crânien

2-5 — LE PERIMETRE THORACIQUE

Le périmètre thoracique diffère de 28 à 38 cm et varie dans les 3/4 des cas entre 32 et 36 cm. Sa moyenne se rapproche de 33,14 \pm 0,033 avec un écart type fixé à 1,78 (diagramme 14).

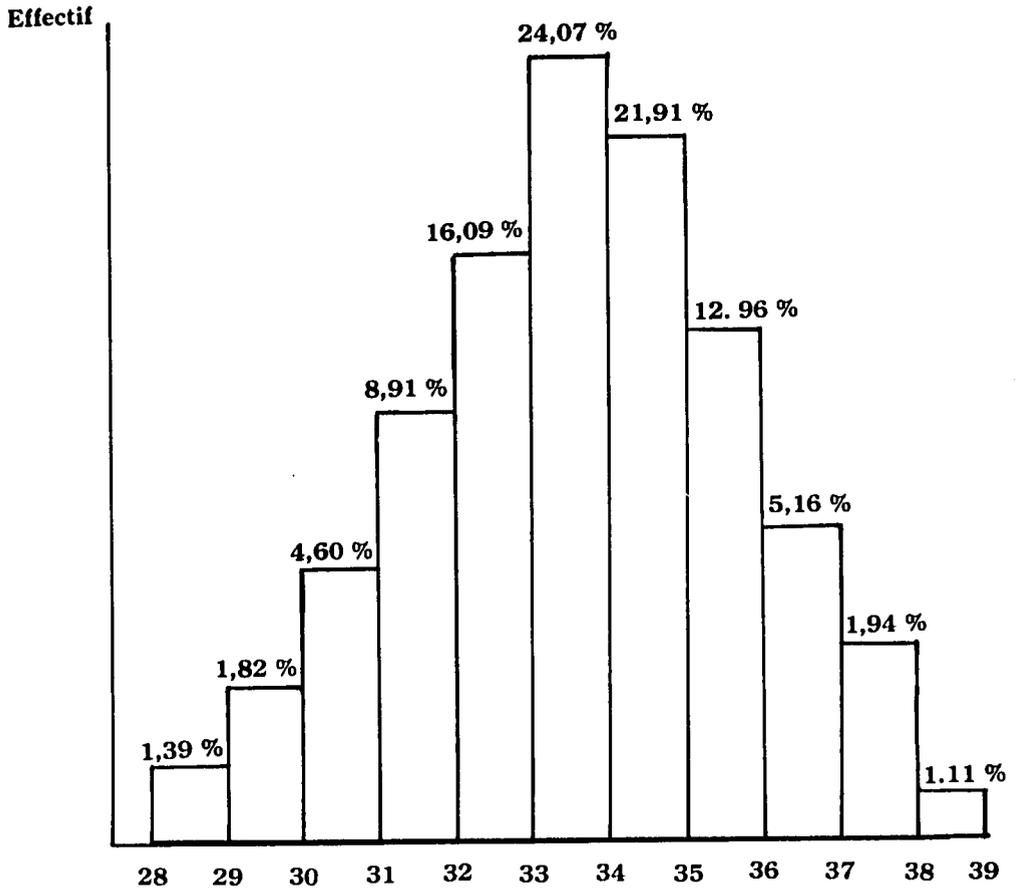


Diagramme 14 - Répartition des nouveau-nés en fonction du périmètre thoracique

Périmètre thoracique en cm

2-6 Le Score d'apgar

Nous reproduisons la distribution des nouveau-nés en fonction du score d'Apgar dans le diagramme 15. La moyenne dans notre série s'estime à $9,78 \pm 0,015$, soit pratiquement 10/10.

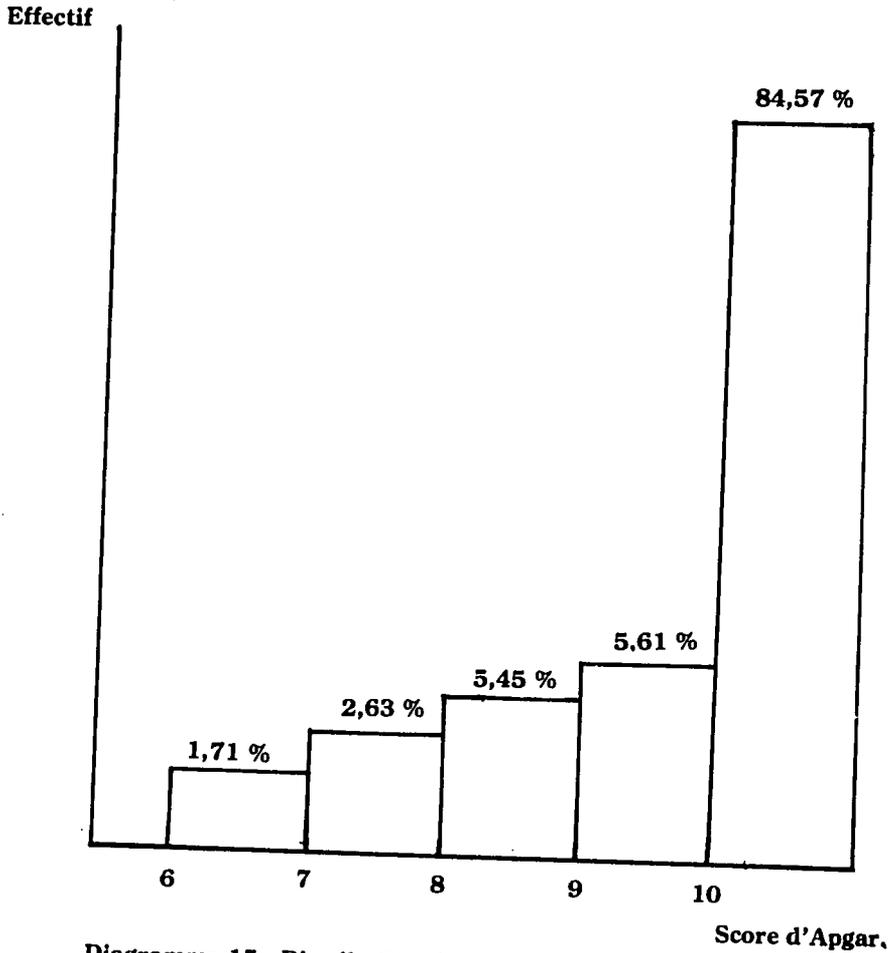


Diagramme 15 - Distribution des nouveau-nés selon le score d'Apgar.

La synthèse de nos observations relatives aux caractéristiques du nouveau-né atteste la prédominance du sexe masculin sur le féminin. Elle nous amène à constater que le nouveau-né à la naissance présente un poids de naissance moyen supérieur à celui des pays en développement, une taille moyenne variant de 48 à 51 cm et un périmètre crânien oscillant entre 34 et 36 cm. Enfin, le périmètre thoracique se situe entre 32 et 36 cm et le score d'Apgar avoisine 10/10 dans tous les cas. Tous nos résultats se reflètent dans le tableau ci-après.

CARACTERISTIQUES NEO-NATALES	VARIATIONS	MOYENNE = ECART TYPE
• Poids	2.050 à 5.400 g	3374,36 ± 9,08
— Dans L'ensemble		= 479,66
— Des Garçons	2.100 à 5.200g	3436 ± Q13,89
— Des Filles	2.050 à 5.400g	= 494,53
		3367 ± 11,90
		= 464,60
• Taille	42 à 54 cm	49,55 cm ± 0,037
• Perimetre Crânien	31 à 38 cm	34,76 cm ± 0,024
		= 1,31
• Perimetre Thoracique	28 à 38 cm	33,14 ± 0,033
		= 1,78
• Score D'apgar	6 à 10	9,68 ± 0,015
		= 0,83

**DONNES GLOBALES RELATIVES AUX CARACTERISTIQUES
NEO-NATALES DANS NOTRE SERIE**

III — ETUDE DE CORRELATIONS

La corrélation, signifiant lien ou liaison, précise l'existence ou l'absence d'une dépendance entre deux variables aléatoires et concerne dans notre sujet le poids de l'enfant à la naissance et les caractéristiques maternelles précédemment étudiées et évaluées.

1 — Corrélation entre l'âge de la mère et le poids de naissance

Dans nos observations, nous distinguons l'influence de l'âge maternel sur la moyenne pondérale à la naissance puisque cette moyenne révèle une croissance jusqu'à l'âge de 45 ans et accuse une diminution sensible ou delà de cette limite.

Le coefficient de corrélation entre ces deux variables, situé à 0,79, s'avère positif et nous permet de conclure à l'existence d'une corrélation étroite entre l'âge maternel et le poids de naissance.

2- Corrélation entre la parité et le poids de naissance

La moyenne pondérale à la naissance s'accroît avec la parité. La valeur moyenne du coefficient de corrélation relevée dans notre série s'évalue à 0,86 et apparaît très significative.

Les versions des auteurs convergent vers le fait que l'influence simultanée de l'âge et de la parité s'exerce sur le poids de l'enfant à la naissance. Puisque l'âge augmente parallèlement à la parité, il convient de distinguer la part de chacun de ces deux paramètres dans cette interférence.

3- Corrélation Age maternel-Parité-Poids de naissance

En alternative, quand on maintient constant l'âge maternel, le coefficient de corrélation entre la parité et le poids de naissance s'évalue à 0,23 et revêt une valeur positive et significative. En revanche, pour une même parité, le coefficient de corrélation indique une valeur non significative chiffrée à 0,058. En conséquence, la parité demeure le facteur déterminant. Cette constatation concorde avec les affirmations de certains auteurs alors que d'autres expriment des réserves fondées sur la difficulté de trancher entre ces deux variables.

4- Corrélation poids maternel-poids de naissance

Notre étude confirme la liaison étroite entre le poids de la mère et celui de l'enfant à la naissance puisque l'augmentation du premier entraîne celle du second. Notre coefficient de corrélation se chiffre à 0,79 et s'avère significativement positif. La majorité des auteurs soutiennent cette version.

5- Corrélation Taille maternelle-poids de naissance

Nous avons relevé également dans cette étude l'incidence de la taille maternelle sur le poids de naissance. Plus la taille est importante, plus le poids du nouveau-né augmente. Le coefficient de corrélation par référence à notre série s'établit à 0,53, valeur significative et positive.

Cette influence, jointe à celle du poids maternel, nous conduit à étudier la corrélation avec le rapport Poids/Taille.

6- Corrélation Rapport Poids/Taille et Poids de naissance

Nous avons observé que plus la mère est grande et lourde plus l'enfant à

la naissance est gros. Notre coefficient de corrélation s'estime à 0,98, valeur hautement significative.

Par ailleurs, nous rejoignons l'avis de la plupart des auteurs qui relèvent la fiabilité du rapport Poids/Taille comme facteur d'appréciation de l'état nutritionnel de la mère.

En résumé, la valeur pondérale à la naissance dépend de l'état nutritionnel de la mère. En outre, en conjugant la variation de la parité, nous constatons le rôle déterminant du rapport Poids/Taille.

7- Corrélation entre la protidémie maternelle et le poids de naissance

Certains auteurs imputent l'hypotrophie foetale à la déficience protidémique maternelle. Dans notre série, nous n'avons pas relevé de relation entre ces deux paramètres.

8- Corrélation entre les conditions socio-économiques et le poids de naissance

La mouvance des paramètres socio-économiques selon les critères précédemment annoncés nous a conduits à des évaluations approximatives excluant le recours à la détermination d'un coefficient de corrélation. Aussi, nous-sommes-nous limités à observer les variations du poids de naissance avec les trois catégories socio-économiques. Nous avons remarqué que l'ascension du niveau socio-économique assure celle du poids de l'enfant à la naissance.

CONCLUSION

A l'instar de la plupart des auteurs, nous avons retenu d'après cette étude que les caractéristiques de la mère reflétant son état nutritionnel et exprimées par les paramètres : poids, taille, rapport Poids/Taille, conditions socio-économiques auxquels nous ajoutons l'âge et la parité influent positivement ou négativement sur la croissance foetale et conditionnent le poids de l'enfant à la naissance abstraction faite des incidences génétiques et raciales. Nous récapitulons nos résultats dans le tableau ci-après.

TABLEAU XXXX : CORRELATION ENTRE LES CARACTERISTIQUES MATERNELLES ET LE POIDS DU NOUVEAU-NE A LA NAISSANCE

CARACTERISTIQUES MATERNELLES	COEFFICIENT DE CORRELATION AVEC LE POIDS DE L'ENFANT A LA NAISSANCE	OBSERVATIONS
Age	0,79	Valeur positive et hautement significative
Parité	0,86	Valeur significative prouvant la croissance du P.N. avec le rang de naissance
Age-Parité	0,23 et 0,058	Le facteur déterminant est la parité
Poids	0,79	Valeur positive et très significative
Taille	0,53	Corrélation positive
Rapport $\frac{\text{Poids}}{\text{Taille}}$	0,98	Valeur significative et croissante
Rapport $\frac{P}{T}$ Parité	0,17 et 0,06	La parité n'est liée au poids de naissance que par le rapport $\frac{P}{T}$
Protidénie	0,027	Valeur non significative
Conditions Socio-Economiques		La différence de poids de naissance semble significative les catégories S.E.considerées.

المملكة المغربية

المركز الوطني لتنسيق وتخطيط البحث العلمي والتقني

مناظرة تقييم أشغال البحث

برنامج مساعدة البحث الاجتماعي والاقتصادي

دورات

الرباط 30 نونبر 1985

حلقة تقويم أبحاث البرنامج

لائحة ملخصات المشاريع

الرقم	العنوان	الباحث
11/1	الثابت والمتحول في علاقات الدولة والقبائل في زمور	7 رحمة بورقية
21/1	تطور الهياكل القبلية شمال غرب المغرب - أنجرة كمودج	29 مختار الهراس
13/1	الثابت والمتغير في بنية الاسرة المغربية	49 كنزة لمراي العلوي
53/2	الوزير الاول في النظام الدستوري المغربي	73 محمد أشركي
60/2	جرمة الفساد في القانون الجنائي المغربي	93 محمد فاضل

الثابت والمتحول
في علاقات الدولة بالقبائل في زمور

بورقية رحمة

— ملخص —

تحتل قبائل زمور منطقة تصل حدودها الشرقية إلى مكناس وحدودها الغربية إلى الرباط، فهي توجد بين عاصمتين مخزنتين، وبالتالي فهي ممر للحركات المخزنية.

إن تنصيب المخزن للقواد والباشاوات في القرن 19 على قبائل زمور يبرر ظاهرة جديدة في تاريخ هذه القبائل تتجلى في كون المخزن لجأ إلى تجزئ السلطة بهدف مراقبة هذه القبائل عن طريق تقارير كتابية تبعث إلى السلطة المخزنية.

وهكذا فطبيعة العلاقة التي تربط المخزن المغربي بقبائل زمور في القرن 19 هي طبيعة يظهر من خلالها المخزن على أنه ليس مجرد جهاز إداري مزود بشبكة تمدده وتجعله سلطة حاضرة داخل القبائل بل جهاز له أبعاد متعددة الشيء، أما في الفترة الراهنة فإنه ظهرت مستجدات في علاقة الدولة بقبائل زمور تتجلى في التقسيم الإداري الحديث الذي سعى إلى احترام الحدود القبلية، لكن مزاحمة السلط لازالت تكون أحد آليات ممارسة السلطة بالنسبة للدولة الحديثة، إلا أن هذه المزاحمة أصبحت تزكيتها تواجد هيئات إدارية وهيئات منتخبة.

وأخيرا يمكن القول على أن الدولة في الوقت الراهن طبعت تدخلها في قبائل زمور بالخصوص بالعقلانية.

— Résumé —

LE PERMANENT ET L'EVOLUTIF DANS LES RAPPORTS MAKHZEN — TRIBUS ZEMMOURS

Rahma BOURQUIA

De part leur situation géographique entre Meknès à l'Est et Rabat à l'Ouest, les tribus Zemmours se trouvent sur un lieu de passage des forces makhzeniennes.

Au XIX^e siècle l'investiture par Dahir de Caïds et de Pachas dans ces tribus constituait une nouveauté qui se concrétisait par le morcellement des structures tribales pour mieux contrôler cette région.

La nature des rapports Makhzen-Zemmours au XIX^e siècle montre que le Makhzen n'était pas uniquement un appareil administratif doté d'un réseau de collecte des impôts. C'était aussi un pouvoir ayant une assise sociale et idéologique.

La période actuelle reste marquée par un découpage administratif qui, malgré tout, a essayé de respecter les anciens territoires des différentes tribus, mais, les ramifications des services dépendants de l'administration centrale constituent le véritable pouvoir. L'un des signes du modernisme se manifeste par les services économique, social et administratif rendus aux populations.

Enfin l'Etat moderne rationalise de plus en plus ses rapports avec ses administrés.

الثابت والمتحول في علاقات الدولة

بقبائل زمور

انطلق التفكير في العلاقة التي تربط الدولة بالمجتمع من التفكير في مسألة ما سمي بالتخلف أو بمشكلة « العالم الثالث »، وذلك بتتبنا للأدبيات التي نشرت حول هذه الظاهرة، والتي كانت نتيجة نقاش دار بحدة من الستينات إلى السبعينات من هذا القرن، حول تحليل حيثيات « التقدم » و « النمو »، و « التأخر » و « التخلف ». إلا أن هذا النقاش سرعان ما وصل إلى نقطة التشعب على المستوى العلمي، ليتحول إلى نقاش مرتبط بالاستراتيجيات السياسية وما يواكبها من صراع الأفكار.

إن التحولات التي لحقت هيكل المجتمع المغربي لتستحق أن يتم التفكير في طبيعتها، لا لقياس درجة النمو أو التخلف، وإنما لتحليل منطق النظام الاجتماعي، والبحث في هذا المنطق هو تنقيب أركيولوجي في المجتمع. من هنا رجوعنا إلى الماضي وإلى التاريخ.

اعتمد بحثنا على وضع قطاعتين في الزمن لدراسة العلاقة التي تربط الدولة بقبائل زمور : القرن التاسع عشر وما بعد السبعينات من القرن العشرين. وكان اهتمامنا منصب على ضبط الثابت والمتحول من تلك العلاقة.

حاولنا في الفصول الأولى لهد البحث أن نقوم — من جهة — بعرض للنقاش النظري الذي يدور داخل السوسيوولوجيا والانثروبولوجيا حول مسألة الدولة والسلطة والقبيلة، ومن جهة أخرى أن نواجه هذا النقاش ببعض

مظاهر السلطة في المجتمع المغربي. وأول استنتاج نستخلصه من هذه المواجهة هو أنه من الصعب حشر كل هذه المظاهر، ولا حتى مكوناتها الأساسية، في إحدى هذه القوالب التي تقدم تارة كقوالب نتجت من اجتهادات نظرية (ماكس فيبر والماركسيين)، وتارة أخرى كملاحظات اختبارية تنشد التعميم، كما نجده عند بعض الوظيفيين. هل معنى هذا أننا وقفنا أزاءها موقف الرفض؟ إننا نستبعد ذلك. لكن يجب مع ذلك — ومن باب الوسواس العلمي — ألا نسند مسبقاً لنظرية من هذه النظريات حق الحسم أم امتلاك الحقيقة فيما يخص مسألة معقدة ومقنعة كمسألة السلطة والدولة وكذا العلاقة التي تربطها بالمجتمع.

أهملنا النقاش النظري بأهم التساؤلات التي وجهت بحثنا حول المجتمع المغربي وأهمها هي: هل يجب أن نحصر منبع السلطة بالنسبة للمجتمع المغربي في الجهاز الذي يمثله المخزن، أم أن نتجاوز حدود الجهاز لتتبع أثرها في القنوات الغير المعتادة لمرور السلطة لاعطاء هذه الأخيرة مضمونا أكثر اتساعاً؟ فإذا كانت السلطة لا تقتصر على ما يصدر من الجهاز وإنما توظف وتتكىء على المؤسسات المحلية للقبائل فمعنى ذلك أن الدراسات الاستعمارية حول القبيلة والمخزن وكذا ابرازها لمجتمع تخترقه ثنائية المخزن / السبية، قد فشلن في إدراك طبيعة الآليات التي تتحكم في المجتمع المغربي في القرن التاسع عشر.

قبائل زمور والمخزن في القرن التاسع عشر :

خصصنا الفصل الأول من هذه الفترة لدراسة المكونات الجغرافية والبشرية لقبائل زمور. إن الموقع الجغرافي لهذه القبائل لي طرح علينا تساؤلات حول الخريطة السياسية للمغرب في نهاية القرن التاسع عشر. تحتل قبائل زمور منطقة تصل حدودها الشرقية إلى مكناس، وحدودها الغربية إلى الرباط، فهي توجد بين عاصمتين مخزنتين وبالتالي فهي ممر ضروري للحركات

المخزنية. نلاحظ بأن ما يميز هذه لمنطقة هو نوع من التنوع يجمع بين مناطق جبلية غابوية، وبين أراضي خصبة صالحة للزراعة. كما انعكس هذا التنوع على السلوك الاقتصادي الذي جمع بين النشاط الفلاحي والنشاط الرعوي. كما نلاحظ نوعا من الالتصاق الميكانيكي بالطبيعة الايكولوجية لاستنفاذ إمكانياتها إلى أقصى حد حاولنا أن نفسره بالعلاقة التي تربط قبائل زمور بالمخزن.

أما فيما يخص الامكانيات البشرية اعتمدنا على وثيقتين لاستخراج بعض التقديرات الاحصائية. الوثيقة الأولى هي وثيقة مخزنية [وضعت في 1890 م] تتطرق إلى « رحلات الحنسن الأول » وتتضمن إلى جانب سرد لتلك الرحلات تقسيم قبائل زمور، وعدد « خيامها » (عائلاتها) وخيلها ورماتها. وتقدر هذه الوثيقة عدد الخيام في زمور بـ 10520 « خيمة » (عائلة).

أما الوثيقة الثانية في مونوغرافية حول زمور في نهاية القرن التاسع عشر فهي مونوغرافية مخطوطة حول قبائل زمور في نهاية القرن التاسع عشر، وضعت في 1887 م من طرف ضابط فرنسي لوكي وهي موجودة بوثائق فانسين بفرنسا. يصف لوكي فيها منطقة زمور وفرقهم ويقدر عدد سكان زمور بـ 70.000 نسمة.

لاحظنا من خلال هذه الاحصائيات التقديرية أن الكثافة السكانية التي عرفتها القبائل الوسيطة تفوق وضعية القبائل المتاخمة للمرتفعات الجبلية وهذا راجع طبعا إلى طبيعة التضاريس وما ينتج عنها على العموم من امكانيات زراعية. فبعض القبائل الوسيطة كأيت عبو (800 خيمة) وأيت واحي (500 خيمة) تحتل أصغر مجال، ولكنها تعرف أكبر كثافة سكانية نظرا لطبيعة مجالها الجغرافي الذي يمتاز بوجود أراضي صالحة للزراعة. في حين نجد أن قبيلة كأيت ميمون (من أيت جبل الدوم) والتي تضاعف أيت، عبو من حيث المساحة الترابية لا يتعدى عدد سكانها 400 خيمة استنادا إلى نفس التقديرات.

بعد تحليلنا للطبيعة الجغرافية لزموور ولامكانياتها البشرية قصدنا تحليل
علاقتها بالمخزن.

حاولنا في مرحلة أولى أن نحلل العلاقة من الأعلى إلى الأسفل أي أن
نبحث عن تجليات تدخل الدولة في القبائل حددناها في ثلاثة :

(1) الأسس الرمزية للدولة.

(2) الجانب العسكري.

(3) الجانب الإداري.

— الأسس الرمزية :

تقوم الأسس الرمزية للمخزن على حقل من القيم والرموز. إن حقل
الخيال الرمزي للمجتمع المغربي والذي يكون الاسلام أحد عناصره
الأساسية، هو حقل يولد وينتج ويروج الرموز كما تروج السلع. من هنا
يكون الاسراع نحو امتلاك واحتكار الرموز الهامة من إحدى الشروط للوصول
إلى السلطة. وفي هذا الاطار لن يكون غريبا أن يصبح تراكم الرأسمال الرمزي
والمكون أساس من الشرف والبركة أحد الوسائل — الأكثر
نجاعة — للوصول إلى السلطة. ولقد كانت سلطة المخزن تخضع لهذا المبدأ
وتتحرك داخل هذا الخيال. لذلك عندما نريد أن ندرس طبيعة سلطة
السلطان ومن ورائه المخزن في القرن التاسع عشر، نجد بأن مسألة المشروعية
لا تطرح بالحاح لأنها مسألة ثبتت في جوهرها كظاهرة مشروعة منذ قيام
الدولة على أساس الشرف. كما أن تعدد المرشحين للملك في كل مرحلة وهم
دائما من نفس العائلة لم يكن يطرح مشكل مشروعية سلطة السلطان،
بقدر ما كان يحدث مجابهات حادة لتحديد أي عضو من الأسر الحاكمة
أكثر أحقية وجدارة لتقلد المهام السلطانية.

إن عثورنا على بيعة القطبيين — وهي من إحدى القبائل المكونة

لزمور — كبيعة كتبت على هامش نص بيعة سلا تبين أن البيعة الأولية لقواد القبائل كانت تتم بمحضر النخبة الحضرية، أي في المدينة.

فكلما طرحت مسألة البيعة إلا واتجهت المساعي إلى توظيف الثروة الرمزية التي تملكها العائلة الحاكمة، مما يجعل البيعة لا ترفض، بل إن ما يرفض أحيانا هو ما قد ينتج عنها من التزامات وتكاليف تجعل السلطة المركزية سلطة هشّة ولكن مع ذلك قوية وصامدة لأنها كانت تستطيع، في الظروف المواتية أن توظف السلطة الاجتماعية، بل وأحيانا حتى سلطة المقدس التي ما فتئت تشكل أحد أبعادها الأساسية.

إن اعتبارنا لسلطة المقدس قادنا إلى تحليل دور الزاوية في زمور استخلصنا أن الزاوية تعتبر قناة هامة من قنوات السلطة الرمزية لكنها قناة تظل باستمرار مراقبة من فوق (المخزن). وللزاوية بعدين أساسيين : الشرف كمبدأ معنوي والقداسة التي تتجلى في حرمة بعض الأماكن والأشياء. يعتبر مبدأ الشرف من المبادئ التي كان يقيّمها الزموري بل وهو من المبادئ التي أغرته ودفعت بعض القبائل أو فرق القبائل إلى الادعاء بالأصل الشريف فإذا كان الزموري لا يقيم الطالب كرجل علم لأنه لا يتقدم نحو « البارود » فإنه على عكس ذلك يعطي قيمة قصوى للشريف الذي يشترك مع « الطالب » في كونه هو الآخر لا يحمل السلاح. ولا يمكن فهم هذا الفصل الذي وضعه تصور الزموري بين « الطالب » والشريف إلا بارجاعه إلى الفصل الذي يمكن وصفه بين مجالين مختلفين وهما المجال المقدس والمجال العامي (sacrè et profane) . يستمد « الطالب » وضعه الاجتماعي والذي يضعه في أسفل الهرم من كونه ينتمي إلى المجال العامي الذي يجعله في تعارض مع حامل السلاح المتواجد في قمة الهرم الاجتماعي في حين يبدو وكأن الشرف خارج عن لعبة التنافس الاجتماعي. ولعل في ذلك سلطته القصوى والحاضرة في كل أركان المجتمع.

— الجانب العسكري : « الحركة » .

إن طريقة تنقل المخزن بواسطة « المحلة » تبين لنا جانبا من جوانب طبيعة علاقة السلطة المركزية بمجالها السياسي في المجتمع المغربي في القرن التاسع عشر. بل وقد تدلنا على خصوصية المخزن المغربي في ممارسة السلطة على باقي أطراف المجتمع. إن ضعف الشبكة الادارية التي لم تتمكن من توحيد هذه الأطراف ومن تكوين قناة فعالة لممارسة السلطة، جعل المخزن يلجأ إلى شبكات أخرى تمر منها السلطة، كالشبكة الدينية أو الاجتماعية أو إلى اظهار السلطة في المكان بواسطة « المحلة » و « الحركة » ضد القبائل. من هنا تساءلنا عن مضامين هذا التنقل، هل يمكن أن نعتبره مجرد أداة للعنف الجسدي لاحتضاع هذه القبائل وارغامها على أداء ما تكلف به، أم أنه أداة لممارسة العنف الرمزي تتوخى ابراز عظمة وسلطة المخزن ؟

استخلصنا أن « الحركة » هي أداة للعنف الرمزي والجسدي. عن طريق الحركة تترجم السلطة إلى رموز ويمثل الأفراد الرمز الأساسي لسلطة السلطان، في حين أن المحلة كمكان تبرز عظمة المخزن. فهي عبارة عن مسيرة لمدينة متنقلة، بإدارتها وجندها وأسواقها تهدف استعراض المخزن بأجهزته وجيوشه وإدارته مجاليا وزمانيا، مع إعادة انتاج لمظاهر المجتمع الحضري وما يواكبه من رموز الحضارة داخل الوسط القبلي.

إلا أن للحركة أيضا بعد عسكري يجعل منها قوة هجومية ضد القبائل إذا اقتضت الضرورة ذلك.

ففي إطار تحليلنا « للحركة » حاولنا التساؤل عن مدى قدرتها إذا ما قورنت بالقدرة الدفاعية لقبائل زمور، استخلصنا أن المنطقة التي تحتلها زمور هي من المناطق التي عرفت أكبر عدد من حركات الحسن الأول، وذلك بفعل موقعها الجغرافي. فالمرور من الرباط إلى مكناس، ومن مكناس إلى الرباط كان يقتضي المرور فوق أرض قبائل زمور إذ وصل عدد حركات الحسن الأول مثلا في زمور — حسب الوثائق — عشر حركات مخزنية كبرى

(عدا حركات القواد أو الأمراء المبعوثين من السلطان) أي بمعدل حركة في كل سنتين. إذا ما قارنا هذا العدد بالمدة التي قضها الحسن الأول في الحكم. كما لاحظنا بأنه من حيث العدد كان ميزان القوى يميل على العموم إلى المخزن، هذا إذا ما أضفنا إلى ذلك التجهيز المتفوق للمخزن واستعماله للمدفعية التي تبهز القبائل دون أن تتوفر عليها.

أما فيما يخص التنظيم فإن الحركة لا تنتقل في اتجاه خطي مستقيم وإنما كدائرة قد يصل قطرها إلى 40 كلم ويصل شعاعها إلى 20 كلم تقريبا بفعل « الصوكات » التي تتفرع عن المحلة الأم. و « الصوكة » هي عبارة عن فرق هجومية وفي بعض الأحيان استطلاعية ترسل من الحركة الكبيرة للتعرف على المناطق المجاورة ثم تلتقي بها في المرحلة القادمة.

استخلصنا من هذا الجانب أن مرور الحركات فوق أراضي زمور لا يخلو من انعكاسات على الحياة الاقتصادية والاجتماعية لهذه القبائل. إلا أن لهذا الحضور الظرفي انعكاسات بنيوية تتجلى في العلاقات الاقتصادية والاجتماعية السائدة لدى القبائل، وأهمها تقوية البنية العسكرية للقبيلة مستعدة للمواجهة تتمحور حولها جل العلاقات الاقتصادية والاجتماعية في زمور.

— البعد الاداري :

نجد حسب وثيقة « كناش الشؤون العسكرية » والتي وضعت فيها لائحة لقواد زمور سنة 1300 هـ الموافق (83 - 1882 م) عشرين قائدا على رأس قبائل زمور، والتي يرجع مجموعها إلى 16 قبيلة. إلا أن مراسلات سنة 1301 هـ (أنظر ملحق البحث) تكشف عن 23 قائدا. قد يرجع هذا الاختلاف إلى السرعة التي تحدث بها المناصب الجديدة من طرف المخزن، كلما اقتضت الظروف تعزيز جهة ما بالقواد أو إلى تقسيم بعض القبائل إلى شطرين يعين على رأس كل واحد منهما قائد. فكيفما كان العدد

(20 أو 23) فإن الأمر يبرز ظاهرة جديدة في تاريخ هذه القبائل، تتجلى في كون المخزن قد لجأ إلى تجزيء السلطة العليا على القبائل إلى سلطات متعددة تتمثل في شخص كل قائد.

تساءلنا عما ينتظره المخزن من هذه القيادات المحلية ؟

ينتظر المخزن منهم أولا الاخبار، لأن القواد هم المخبرون الأساسيون بتقاريرهم حول كل ما يجري في القبائل. ويتم هذا التقرير كتابة أي بواسطة المراسلات. فوظيفة الاخبار هي من إحدى الطرق للتقرب من السلطة المخزنية بحيث تبدو مدى أهمية القائد في القبيلة بمدى قدرته على أن يكون على علم بكل أحداث القبيلة وحتى بأحداث القبائل المجاورة. ومن عواقب وظيفة الاخبار التي يقوم بها القائد بروز الوظيفة التحكيمية للمخزن، لأن التحكيم كثيرا ما يكون نابعا من رغبة القيادات المحلية نفسها.

إن تعزيز القيادات المحلية بسلط أخرى، كسلطة القواد المجاورين وسلطة الباشا، وكذا إعطاءها بعض الامتيازات تستهدف على الخصوص جعل الوظيفة الأساسية لهذه القيادات هي إخضاع العامة ومراقبة القيادات الأخرى والتي قد لا تنضم إليها. إلا أن سلطة هذه القيادات لا يمكنها أن تستمر إلا إذا وضعت لنفسها أسس المشروعية داخل القبائل. تتجلى هذه الوساطة في تدخلهم لدى السلطان لقضاء بعض المصالح للقبيلة كما يتدخل بعض القواد لاقتراح بعض الأفراد لملء مناصب قائدية شاغرة ويضمن هذا التوسط للقواد الاستمرارية داخل القبيلة ويقوي مكانتهم ومركزهم فيها. كما يتم التوسط أيضا قصد انشاء علاقات الزبونية لا داخل القبيلة فحسب وإنما خارجها أيضا، كما لاحظنا بأن خلق عدة سلط متزاحمة من طرف المخزن : سلطة القائد، الباشا الأمين، سلطة القواد المجاورين يحول دون تمرکز السلطة في قطب معين مما يجعل سلطة القواد على الرغم من قوتها سلطة هشئة يمكن اضعافها إذا دعت الضرورة ذلك، أو حتى القضاء عليها بنفس الوسائل التي يتم بها تعزيزها.

كما اتجهت في مرحلة ثانية إلى محاولة إبراز مدى التأثير الذي أحدثته التدخل المخزني بأبعاده المختلفة على البنية القبلية. لاحظنا بأن الحضور المكثف فوق مجال قبائل زمور بواسطة الحركة إذا ما أضيفت إلى الصراعات المستمرة بين القبائل نفسها والتي لا يكون المخزن غريبا عنها، تجعل هذا المجتمع يقيم بالأساس حمل السلاح، ويفضل الرامي أو الحراك على الفلاح. تحدد أهمية كل خيمة بعدد الرماة الذين تتضمنهم كجيش احتياطي يمكن بواسطته أن تزود القبيلة كلما اقتضى الأمر ذلك. ونجد حسب وثيقة « مراحل رحلات الحسن الأول » بأن عدد الرماة يقترب من عدد « الخيام » في زمور أي 10200 رامي لـ 10520 خيمة. ومعنى ذلك أن كل خيمة حريصة على أن تتوفر على رامي كفرد يحميها إلى جانب رماة القبيلة وقت نشوب صراع مع القبائل الأخرى أو وقت المجابهة مع المخزن. يبدو أن تقييم حمل السلاح أمر ضروري في مجتمع يتم عبوره « بالزطاط » (الحماية) ويخول لحاملي السلاح حق المزارك (السلطة) ولا تخلو القيم التي يحملها مجتمع ما من أن تكون لها انعكاسات على السلوك الاقتصادي وعلى تطور التقنيات التي يمارس بها هذا السلوك. إن عدم تطور تقنيات استغلال الأرض لم يسمح بتطور موازي لأساليب التي تمكن الاستغلال الأقصى لمواردها لذلك بقي التعامل الاقتصادي مع الأرض يتحرك في حدود الممكن، أي انتزاع الحد الأدنى منها للعيش.

إن الجمع بين النشاط الفلاحي والنشاط الرعوي في زمور، لا يعود إلى عوامل اقتصادية ايكولوجية محضة، بقدر ما يعود أيضا إلى عوامل سياسية، مما يجعل من الصعب الفصل داخل هذه القبائل بين التنظيم الاقتصادي والتنظيم السوسيوسياسي. وهكذا لا يمكن فصل الأولوية التي أعطيت للنشاط الرعوي كأهم نشاط اقتصادي لهذه القبائل عن طبيعة بنية السلطة التي بلورتها مجابهة هذه القبائل مع القبائل المجاورة جروان وزيان وبني حين من جهة، ومع المخزن من جهة أخرى. يكون القطيع الثروة المتحركة التي يسهل أخذها للفرار نحو الجبال الشيء الذي شجعت الطبيعة الجغرافية

للمنطقة. يتلاءم الرعي هنا مع « التوغل في الجبال » الذي يتكرر الحديث عنه في خطاب المراسلات المخزنية من طرف القواد ومن طرف السلطان.

لا يمكن أن نتحدث عن الاقتصاد الرعوي دون أن نربطه بالسكن، نلاحظ أن قبائل زمور وزعير كانت تعرف كسكن وحيد الخيمة وهي محاصرة بقبائل أخرى تعرف إلى جانب الخيمة أنواعا أخرى من السكن كالنواله مثلا أو الدور الطينية كما هو الشأن بالنسبة لبني حسن. كما لا نجد عند زمور ما عرفته بعض المناطق الأخرى من مخازن الحبوب المبنية (أكادير) كما هو الشأن في جنوب المغرب في حين كان هذا النوع متوفرا عند قبائل مجاورة كزريان، وتلجأ زمور إلى المخازن الباطنية « تسرفت » التي لا تترك أثرا على سطح الأرض، لكي تتكيف الحياة الاقتصادية مع مستلزمات التنقل الذي فرضته عليها طبيعة السلطة في القرن التاسع عشر.

إن حركة التنقل هذه والتي اقتضتها الطبيعة الاقتصادية والسياسية لهذه القبائل من أجل المحافظة على أمنها من جهة ومن أجل الرعي لم تترك لمحض الصدفة، وإنما تم تقنينها على المستوى الاجتماعي بواسطة علاقات خاصة تربط القبائل فيما بينها أو تربط فرق القبائل بعضها البعض، وتسمى عند زمور « بالطاطا ».

لقد حاولت في هذا الجزء الأول المخصص للقرن التاسع عشر أن أبرز بعض جوانب طبيعة المخزن المغربي ومن رواد ذلك إبراز طبيعة العلاقة التي تربطه بقبائل زمور. استخلصت من خلال هذه العلاقة أن الفهم الضيق لظاهرة المخزن، والذي يرى فيه مجرد جهاز إداري مزود بشبكة تمدده وتجعله سلطة حاضرة داخل القبائل، هو فهم لا يدرك المخزن بأبعاده المتعددة والتي مكنته من الرسوخ خلال فترات تاريخية طويلة.

الفترة الراهنة :

إن تتبعنا في الجزء الأول والتاريخي لبعض المتغيرات التي حاولنا من

خلالها تناول طبيعة العلاقة بين المخزن وقبائل زمرور يجبرنا على تناولها نفسها مرة ثانية (في الفترة الراهنة) لابرار الثوابت والمتغيرات في هذه العلاقة. فإذا كان للمخزن آليات خاصة لممارسة السلطة في القرن التاسع عشر، فما مصيرها بعد أن أصبح ينشد الدولوية ؟ وإذا كانت العقلانية ملازمة للدولوية Etatisation فهل يمكن أن نتحدث بصدد الدولة المجتمع المغربي المعاصر عن كونها سلطة عقلانية ؟ هل تستعمل الدولة العصرية في المجتمع المعاصر إلا الآليات العقلانية للتدخل في المجتمع القروي على العموم وفي زمرور على الخصوص ؟

انطلاقاً من هذه التساؤلات حاولت قراءة مظاهر الحداثة التي يتسم بها الإطار الجديد الذي أصبحت زمرور تنضوي تحته لاحظنا على مستوى التقسيم الإداري بأن الدوائر والقيادات لا تتطابق مع أي تقسيم عرقي في زمرور. فقد تجمع دائرة واحدة أو قيادة واحدة مجموعة من القبائل. ولقد حاول التقسيم الإداري إلى جماعات السعي — إلى حد ما نحو احترام الحدود القبلية القديمة ومع ذلك نجد جماعات تضم قبيلة واحدة وأخرى تضم أكثر من قبيلة إذا كانت صغيرة الحجم. وإذا كان التقسيم الجماعي في زمرور، قد حاول على المستوى الترابي احترام الحدود القبلية، فإنه فيما يخص التسمية لم يطلق أسماء القبائل على الجماعات إذ يتم — وكلما أمكن ذلك — اجتناب إطلاق الاسم القبلي على الجماعة القروية لصالح اسم السوق أو اسم الوالي الصالح، لكي لا يكون هناك أي خلط على مستوى التصور بين القبيلة كإطار « تقليدي » والجماعة كإطار « حديث ». كما أن القائدية أصبحت تتسم باللاتجدر الاجتماعي إذ لا تربط القائد بالجماعات التي يشرف عليها إلا علاقة سلطة مفروضة من الأعلى. فهو موظف في إطار الوظيفة العمومية يتقاضى كغيره أجراً محدداً من طرف الدولة، مما يضعه في استقلالية اقتصادية اتجاه محكوميه.

فإذا كانت مزاحمة السلط هي المبدأ الذي كان « مخزن » القرن التاسع عشر يعتمد عليه للحضور في زمرور، وذلك بتجنيد القواد المجاورين

للقائد الذي يجب رده، فإن المزاومة ما زالت تكون أحد آليات ممارسة السلطة بالنسبة للدولة الحديثة، وإن كان على مستوى الخطاب يكثر الحديث عن تعايش السلط بل وعن تمازجها. إلا أن هذه المزاومة أصبحت مقننة داخل إطار جديد، يتجلى في تواجد الهيئات الادارية التنفيذية والهيئات المنتخبه.

إن بحثنا عن الثابت والمتحول في تدخل الدولة في زمر، جعلنا لا نقف عند حدود المظاهر الظاهرية للدولة، وإنما أن نحفر أيضا في منطق النظام الاجتماعي لرصد تلك الثوابت. إن وجود القائد في الوسط الزموري مع الاحتفاظ بتسمية تنتمي إلى الماضي، يمثل استمرارية لاحدى الأجهزة التي لازمت المخزن من القرن التاسع عشر إلى الآن، على الرغم من كونها أصبحت مندرجة داخل إطار اداري حديث.

إن استمرارية اسم « القائد » تكتسي دلالة ملحوظة. فهو اسم يذكرنا بالمخزن القديم ويجعل بعض رموز ومعايير السلطة تستمر على الرغم من تحول وظائفها وأهدافها الادارية المباشرة. ويقترب هذا الاسم كرمز للسلطة ما زال عالقا بخيال الرجل الزموري بالقائد كموظف وكرجل يحتل وضعا جديدا. إن البعض من « قائد » القرن التاسع عشر ما زال يحيى في وعي الناس كممثل للدولة تفوق سلطته بكثير سلطة كل ما قد يصدر عن أي فعل جماعي (كسلطة المنتخبين).

كما حاولت في مرحلة ثانية أن أتعرض لمصالح الدولة في زمر من زاوية بعض أجهزتها ومصالحها (التعليم، الصحة وبعض الأجهزة الاقتصادية) والتي تعمل على امتدادها وحضورها في الوسط القروي والحضري في زمر. فقيما يخص التعليم والصحة لاحظنا تفاوتنا بين ما يسمى بالوسط القروي والحضري الشيء الذي يجعل من هذا الأخير المجال الذي تمسه مكتسبات العقلانية. وينفرد الوسط القروي بأجهزة تنموية خاصة تتجلى في المشاريع الفلاحية كما يبدو لنا من خلال وجود شركتين تابعتين للدولة وهما شركة

التنمية الفلاحية SODEA والشركة العامة للأراضي الفلاحية SOGETA مع إحداهن تعاونيات فلاحية.

استخلصنا بأن كل محاولة لادخال الفرد الزموري داخل إطار التعاونيات لا يشمل إلا أقلية قليلة لا تؤثر على النظام العقاري للأراضي في زمر وبالتالي لا تؤثر على طريقة تعامله مع الأرض ولا على سلوكه الاقتصادي. إن عملية توزيع الأراضي لها بعد رمزي أكثر من أن يكون لها بعد اقتصادي إذ تحاط بعملية التوزيع — وإن صغر حجمها — الدعاية اللازمة تجعل منها مظهرا من مظاهر صولة الدولة التي تملك الأراضي وباستطاعتها أن توزعها.

إلى حد الآن كان اهتمامنا بالنسبة للمرحلة الحديثة منصب على تدخل مصالح الدولة في زمر، إلا أنني أدركت أن تحديد علاقة الدولة بزمر لا يتم إلا إذا اعتبرنا طرفي العلاقة، بمعنى أن نحاول في مرحلة ثانية، تحليل تفاعل زمر مع الدولة. وفي هذا الإطار تطرقنا لمسألة الدولة كظاهرة معاشة. حاليًا إبراز علاقة الزموري بالمجال الذي يعيش فوقه. توصلنا إلى كون القبيلة ما زالت تعيش في وعي الأفراد كرمز للهوية. فهي تصور حي داخل الوعي الجماعي للأفراد ولكنها تعاش هنا كمجال أسطوري لا كمجال معاش (Espace mythique et espace Vècu) لأن هذا الأخير أصبح محددًا من طرف التطور الذي عرفه محيطه ومحددًا من طرف الدولة، بحيث يحمي الفرد داخل هذين المجالين، مما أدى إلى نوع من الازدواجية في سلوكه وتصوره.

كما تعرضنا لتعامل الزموري مع القرض الفلاحي ومع منطق الحساب. اهتدينا إلى أن سياسة القرض الفلاحي التي تطالب الفلاح بحساب المردودية وبالتقيد بقدر معين يحدد مسبقًا الدفعات، هي سياسة مشيدة فوق منطق الحساب وهو منطق لم يتعود الفلاح أن يتحرك فيه. وما زلنا نلاحظ غياب بعض جوانبه على الرغم من دخول النقد والأجرة إلى الوسط الزموري.

لاحظنا أيضا أن هناك من البداية لا مساواة أمام القرض لأن الذين لا تتوفر فيهم الشروط الكفيلة التي تخول لهم الحصول على القرض هم الفلاحون الصغار، في حين أن الفلاحين الكبار يستفيدون مرارا من القرض، إذن فالنتيجة الأولية لهذه اللامساواة تجعل الفلاح الكبير يحصله على القرض يستطيع أن يضاعف (أو أكثر) مردوده ونتاجيته، في حين أن الفلاح الصغير يبقى مردوده كما هو، وهذه نتيجة مادية ملموسة. إلا أن هناك نتيجة غير ملموسة تكمن في عملية اكتساب الوعي بالمرادوية العقلانية، وهنا أيضا يجد الفلاح الصغير نفسه في اللامساواة أمام الفلاح الكبير فيما يخص هذا الوعي. مما يجعلنا نستخلص بأنه كلما كان هناك صعود في السلم الاجتماعي كلما تم الاقتراب من فهم منطق العقلانية وبالتالي تضاعفت إمكانية الاستفادة منها. وكلما اقتربنا من الأسفل كلما تضاعف هذا الفهم.

كما تعرضنا لتعامل الزموري مع القطيع، لاحظنا بأن القطيع ما زال يكون محورا للتنافس الاجتماعي والاقتصادي وما زال يكون مصدرا للجاه والسمعة. وهذه ظاهرة مسجلة في تاريخ تعامله مع الطبيعة ومع الانسان. إلا أن بروز ظواهر جديدة حولت مجرى هذا التعامل. فمثلا كانت « الشركة » القطيع في الماضي تساهم في تلاحم الوحدات العائلية فيما بينها. إلا أنها اليوم تؤدي وظائف جديدة تحددها شروط اجتماعية مختلفة. كانت « الشركة » في الماضي تجمع أساسا الوحدات العائلية فيما بينها، إذ تعطي بعض رؤوس الأغنام أو البقر لفرد ما قصد اعانته نظرا لانتائه إلى نفس العائلة أو إلى نفس الدوار وبهذا كان « للشركة » دور في الحد من التمايزات الاجتماعية. إن هذا الطابع التعاوني الذي كان « للشركة » ما زلنا نجد له أثرا اليوم، إلا أنه يجمع طرفين لا يسكنان نفس المجال وليس لهم نفس الوضع الاجتماعي وإنما نجد طرف في الدوار وطرف في المدينة. فأصبح « رأس المال » هم موظفون في المدينة أو تجار. وبهذا أصبحت « الشركة » تدرج ضمن علاقات الزبونية.

كما لاحظنا أيضا بأن التحول الذي طرأ على السكن له انعكاسات على البنية العائلية وتوزيع أدوار أفراد. إذ أصبح السكن في الوسط الزموري يكتسي طابعا حضريا. إن الدوار في الوقت الراهن لم يعد له ذلك الشكل القديم، إذ أصبح السكن متفرقا ومنغلقا إلى حد ما. فجل الدور في زمور مبناة بالحجر أو التايية، وغالبا ما يرافقها سور يضع فصلا بين المجال الخارجي والمجال الداخلي، يدل على تطور العلاقات الاجتماعية نحو الفردانية. لذلك اعتبرنا بأن التحول في طبيعة السكن هو مؤشر على التحولات التي لحقت العلاقات الاجتماعية. ولا يمكن أن نتحدث عن طبيعة السكن وتطوره دون تلمس ما قد يحدثه هذا التطور في طبيعة حركة المرأة في زمور داخل المجال البيتي وخارجه.

كما حاولنا أيضا تتبع تعامل الزموري مع العمل، مع بروز مفهوم البطالة. تكون البطالة معطى جديدا لم يكن موجودا في مجتمع القرن التاسع عشر، فبروز البطالة مرتبط بتطور مفهوم العمل نفسه. « فالعمل » في القرن التاسع عشر، يكون ما تنتظره الجماعة من الفرد من مسؤوليات، إذ عليه أن يقوم بأعمال معينة تخضع لتقسيم معين لذلك العمل، خارج اعتبارات المردودية الاقتصادية. ولا يسمى عملا هنا بقدر ما هو نشاط يلزم الفرد خلال مراحل حياته ويتغير هذا النشاط تبعا لتلك المراحل التي يقطعها : طفل : راعي، شاب أو كهل : فلاح أو حراك (ممارسة البارود) : الشيخوخة : فض النزاعات، حفظ الأعراف....

فمجتمع القرن التاسع عشر كان لا يعرف البطالة لأن ظهورها ارتبط بتدخل الرأسمالية إلى المجتمع المغربي. إلا أن ظهور هذه الظاهرة في مجتمع لم يكن يعرفها قد يفسر بعض أوجه غياب وعي بالبطالة. إن اقبال الزموري على أي عمل كان — والذي يسمى في القاموس الاقتصادي بالبطالة المقنعة، لا يفهم إلا في إطار غياب ذلك الوعي بالبطالة. فإذا كان المجتمع (أو الجماعة) في الماضي هو الذي يجد الفرد « العمل » والنشاط الملائم فإن هذه المهمة أصبحت مسندة لذلك الفرد وحده. لذلك نجد في زمور يقبل

على أي عمل، على أساس أن لا ينظر إليه على أنه لا يعمل. يمر كل شيء كما لو أنه في غياب الوصول إلى العمل للحصول على أجر يكفيه لعيشه ينتهي به الأمر — وذلك للضرورة — إلى فصل العمل عن النتيجة الاقتصادية واعتبار العمل مجرد نقيض للا عمل. كما حاولنا في نهاية الأمر التعرض للدولة كتجربة ذاتية في تصور الفرد الزموري من خلال مواقفه وتصوراتها. إن الدولة في تصور الفرد هي التي توزع الأراضي هي التي تعطي القروض، وتبني المدارس والمستوصفات، وتعطي للبعض السلطة، كالقواد والشيوخ والمقدمين والدرك، وتمنح العمل والوظيفة، وهي التي تفصل بين الناس (المحاكم)، وتعطي للبعض امتيازات ورخص، إذن سلطة الدولة في تصور الفرد الزموري هي سلطة لا متناهية. إن انهيار المؤسسات القديمة أو بتعبير أصح انهيار الوظائف الحيوية التي كانت تؤديها هذه المؤسسات داخل زمر كالزاوية و « الجماعة » واللجوء إلى العرف بواسطة « أقدمين » (الشيوخ) أو الطائفا وذلك بفعل التحول وبفعل التدخل المباشر للدولة، لم يكن من الممكن إلا أن يؤدي إلى كون الدولة ستأخذ على عاتقها الوظائف التي كانت تؤديها هذه المؤسسات. والقيام بهذه الوظائف يظهرها في تصور الفرد كقوة جبارة في يدها كل الحلول. لذلك تؤخذ كل مبادرة لا تصدر عن الأوساط المخزنية بحذر. إن تأطير الدولة لزمر بواسطة أجهزة كالإدارة والتعليم والصحة، بواسطة أجهزة للمراقبة جعل الدولة في واقع تصور الفرد سلطة حاضرة في كل أركان عالمه. ومن عواقب هذا التصور بروز سلطة الدولة كسلطة لا متناهية وكقوة جبارة، إلا أن ما يكون ويساهم في عظمتها وتضخمها يكون في نفس الوقت ضعفها لأنها استسلمت لتصور يبالغ في دورها وقوتها ويقحمها في مسلسل قد نتساءل إلى أي حد يمكن أن يصد ؟

خاتمة :

إن ما توصلنا إليه هو أن العلاقة التي كانت تربط المخزن بالقبائل في القرن التاسع عشر خضعت لدينامية الأعلى والأسفل (الدولة والقبائل).
مكننا نموذج قبائل زمور من إبعاد فكرة المخزن المهمش من طرف المجتمع، بحيث نشهد انطلاقا من علاقة المخزن بزمور نموذجا لدولة تمارس السلطة عبر القنوات الاجتماعية، بما تتضمنه من قنوات فرعية : كالقناة الدينية والرمزية والاجتماعية. وفي هذه الظاهرة تكمن خصوصية المخزن المغربي. فعبر البيعة والزاوية يتسرب ويرسخ الرمز، وعبر الحركة يحضر الجهاز في المجال، وعبر القواد يمارس الحكم. إلا أن القبائل لا يجب اعتبارها هنا طرفا سلبيا، وإنما تفاعلت داخل دينامية شملت الطرفين، حاولنا أن نتبع معالمها.

إن تنقيبنا في منطق النظام الاجتماعي دفعنا إلى الاهتمام برموز الحياة الاجتماعية التي تتجلى في الممارسات وفي تصور المجتمع لنفسه، لذلك كنا نزواج بين تحليل ما هو مادي وما هو رمزي.

إن الدولة في الوقت الراهن طبعت تدخلها في المجتمع القروي على العموم وفي زمور على الخصوص بالعقلانية، حاولنا أن نحلل طبيعتها ودلالاتها. كما أدركنا أنه لا يمكن أن نتحدث عن العقلانية إلا في تفاعلها مع تصور ومنطق اللذين وجهت لهم تلك العقلانية. لذلك أعطينا مكانة هامة للتصورات والرموز ولوظيفتها الاجتماعية في الوقت الراهن، استخلصنا من خلال ذلك أن تلك الممارسات والرموز القديمة أعيد استعمالها لتعمل في الفرجة التي توجد بين ما هو عقلائي ولا عقلائي.

ملاحظات حول تطور النظام القبلي
في جباله

— ملخص —

تطور البنيات القبلية في أنجرة

— المهراس المختار —

حاول البحث دراسة المکانزمات التي تحکمت في تطوير البنيات في أنجرة وحصر طبيعة ودرجة التحولات التي طرأت على الكيانات القبلية في هذه المنطقة.

إذا لم يكن جوار أوروبا عاملا في التفكك بمعنى أنه كان أساسا عاملا في الوحدة أمام الخطر الأجنبي وإذا كانت قبيلة أنجرة لم تتفان في التثبث بالبيعة وابداء الولاء للسلطان فإنها مع ذلك كانت دائما إما في تحالف أو في مناوشات أو صدام مع ممثلي المخزن بالمنطقة. وقد كان الضغط الأجنبي غالبا هو الحاسم في العلاقات بينما يبذل شرفاء الزوايا كل ما في وسعهم لحصر الخلافات والحروب القبلية.

انتهت جدلية القبيلة — المخزن مع الاستعمار المباشر الذي جمد البنيات القبلية. وقد زاد مغرب الاستقلال خطوات أخرى في هذا التجميد وذلك حين قسم الوطن إلى مناطق إدارية وأعطى بعدا وطنيا لكل الاشكالات المطروحة. إلا أن هذه السياسة كانت مريحة بالنسبة للمدن.

رغم كل التغييرات فإن العقلية القبلية لم تمت حيث تستمر في الظهور عبر ظواهر مختلفة رغم الدلائل العديدة للعصرنة.

— Résumé —

**L'EVOLUTION DES STRUCTURES TRIBALES
AU NORD-OUEST DU MAROC (LE CAS DES ANJRAS)**

EL HARRAS Mokhtar

Cette recherche se fixe pour objectif d'étudier les mécanismes par lesquels ont évolué les structures sociales des Anjras et de déterminer la nature et le degré des changements qui ont affecté les entités tribales dans cette région.

Si la proximité de l'Europe n'a pas été un facteur de désintégration dans le sens où elle a été surtout un élément de cohésion face aux menaces extérieures, et si les Anjras reconnaissent de façon constante la souveraineté et la légitimité du sultan, ils adoptèrent, par contre, à l'égard des représentants locaux du makhzen des attitudes allant de l'alliance à l'hostilité. La pression étrangère déterminait souvent ces rapports et les Saints de la région s'efforçaient de contrecarrer les velléités de dissidence ou de guerre tribale.

La dialectique tribu-Makhzen prit fin avec la colonisation qui immobilisa les structures tribales. L'indépendance pour sa part accéléra la détribalisation par les découpages administratifs et finit par donner une dimension nationale à l'ensemble des problèmes que connaît le pays. Cette politique profita surtout aux villes aux dépens des campagnes.

L'esprit tribal ne s'est pas pour autant effacé et continue de se manifester sous d'autres formes malgré les signes apparents de la modernisation.

من خلال البحث المتواضع الذي أنجزته عن قبائل جباله عامة وقبيلة أنجرة خاصة، وبالضبط عن محددات وعوامل وآليات تطورها فيما بين أواخر القرن 19 واللحظة الراهنة، تبين أن هناك سمات عامة تجعل من الكيان القبلي في هذه المنطقة نسقا اجتماعيا متميزا نسبيا عما يمكن العثور عليه في مناطق أخرى من المجتمع المغربي، أقول نسبيا فقط حتى لا أنفي العناصر المشتركة والخصائص المتشابهة. وحتى أعطي للقارىء صورة مجملية عن طبيعة هذا الكيان وخلاصة عامة لما توصلت إليه من استنتاجات، سأحاول في هذا الإطار أن أحدد بعض مميزات القبيلة في هذه المنطقة مسترشدا ببعض ما قدمته الدراسات الانثروبولوجية من اسهامات مفاهيمية ونظرية.

ولعل أول ما يستلفت الانتباه عندما نواجه كباحثين الواقع التاريخي والاجتماعي لهاته القبائل سمة الاستقرار التي طبعت تطورها على مدى فترات زمنية طويلة، بحيث تصدرت لديها المحددات الجغرافية والأيكولوجية وجسدت تبعا لذلك نمودجا معيشا متعارضا إلى حد بعيد وما ارتكزت عليه الحياة القبلية في الجنوب الصحراوي من تنقل وترحال، مما انعكس على الروابط القرابية التي لن تتعد لدى القبائل الجبلية حدود خط النسب، هذا بينما أكدت القبائل الصحراوية على الجنيالوجيا القبلية — رغم طابعها الوهمي — وأبرزتها وحافظت عليها باعتبارها الرابطة الوحيدة المتبقية.

ورغم سيادة طابع الاستقرار على الحياة القبلية في هذه المنطقة فإن الكيانات القبلية لم تكن راکدة ولا متجانسة أو مكتفية بذاتها، بل شهدت حركية اجتماعية واسعة النطاق واختلاطا بعيدا المدى بمختلف الأقسام الذين وفدوا على المنطقة. ولا غرابة في ذلك طالما أن المنطقة المبحوثة شكلت منذ أزمان بعيدة منطقة مرور بين المغرب والأندلس، وأن طوائف وقبائل من

مختلف مناطق المغرب قد شاركت في هذه التنقلات. ومما لا شك فيه أن بعض أولئك المارة أقاموا بالمنطقة، وأن الاحتكاك والتأثير المتبادل قد تم إلى حد بعيد فيما بين سكان جباله من جهة، والوافدين عليهم من جهة أخرى. وفي فترة لاحقة لما اختل ميزان القوى في الأندلس لصالح المسيحيين كان لقبائل جباله النصيب الوافر في استقبال جموع الوافدين من الأندلس.

كما أن لجوء الشرفاء الأدارسة بعد أن قضى على حكمهم في فاس، إلى شمال المغرب بما فيه منطقة جباله قد شكل بدوره عنصرا جديدا وحاسما في تحديد طبيعة البنية القبلية، أيضا استيطان بعض القبائل العربية ابتداء من القرن السادس الهجري في أجزاء من أراضي الهبط أو على حدودها في سهول الغرب كبنو رياح والخلوط وبنو جابر وبنو عاصم عزز سيرورة الاختلاط والتعايش بين الوافدين العرب والبرابرة الذين كانوا يستوطنون منطقة جباله منذ ما قبل مجيء الاسلام، هذا اضافة لما استلزمه حصار المدن المحتلة على امتداد الساحل الشمالي من قدوم للمجاهدين من القبائل والمناطق الداخلية للمرابطة أمام التواجد الأجنبي وما فرضه التواجد الأجنبي من تنقلات سكانية وتحصين بالجبال والتحام المجاهدين ببعضهم بعض داخل التقسيمات القبلية وعبرها.

نتيجة لهذا الاختلاط السكاني ظلت الروابط القرابية في قبائل جباله محصورة عند خط النسب لا تتعداه إلى ما فوقه من مستويات في السلم القبلي، فلم يكن بالتالي جائزا أن نتحدث بخصوص هذه القبائل عن « الأصل المشترك » أو « الجد الأول » لمجموع أعضاء القبيلة.

على أن محدودية هذه الروابط القرابية واقتصرها على المستويات الدنيا من السلم القبلي إذا كانت قد قصرت عن تجسيد الوحدة النسبية أو الجنيالوجية لأعضاء القبيلة فقد شكلت من جهة أخرى وحيثا وجدت بالفعل إطارا لأشكال متعددة من التعامل الاقتصادي والاجتماعي والسياسي. إن النشاط الانتاجي للسكان كثيرا ما كان يتم في سياقها على أساس أن

العلاقة بين الرجل وزوجته، بين الآباء وأولادهم كانت أيضا علاقة اقتصادية سواء على مستوى الانتاج أو الاستهلاك، وتملك الأرض وتوزيع الموارد كان يتوافق إلى حد بعيد مع التقسيمات الاثنية والقروية، والصدمات السياسية المحلية كثيرا ما تمت ضمن أطر التعارضات القروية، وأشكال التعاون والتضامن كثيرا ما اتخذت من القرابة منطلقا لها...

بيد أن سيادة القرابة بهذا الشكل لم تكن تعني مع ذلك أنها كانت محددة لطبيعة العلاقات الاجتماعية. إن مثل هذا الاستنتاج لا يمكن التوصل إليه إلا عبر تبني منظور اختباري يقتصر على ظواهر الأشياء على أنها حقيقتها ويجعل منها مستوى محدد لما تحتويه من مضامين ومحتويات في حين أن سيطرة العلاقات القروية حسب فرضية موريس كودوليه إلا من حيث أنها تعمل إضافة إلى وظيفتها الرئيسية كعلاقات إجتماعية للانتاج.

إذا كان هذا صحيحا فسيكون معنى ذلك أن القبيلة لم تكن تتشكل من علاقات أو مستويات مستقلة ومفصلة عن بعضها البعض — أنه لا يمكن التعامل مع الحياة القبلية كما لو كان المستوى القروي أو السياسي أو الديني هو المتحكم في بقية العلاقات الأخرى لمجرد أنه مؤطر لفعاليتها أو سائد كمعطي مباشر، كما لا يمكن، على غرار النزعة الاقتصادية، اعتبار المستوى الاقتصادي في كل زمان ومكان محدد لطبيعة العلاقات القبلية. إنه لمن الصعب إن لم نقل من غير الجائز علميا التحدث عن قبائل جبالة كما لو كانت تتشكل من عناصر منعزلة وغير مندمجة فيما بينها. وعلى سبيل المثال لا الحصر يمكن أن نستعرض في هذا المجال ما كان يسود في هاته القبائل من تبادل للهدايا والعطاءات والخدمات. مثل هذه الممارسات تكتسي بدون شك — على الأقل ظاهريا — طابعا إقتصاديا غالبا، إلا أنها كانت ترمي في نفس الوقت إلى إعادة إنتاج العلاقات القروية السائدة وتكريس الولاءات الرمزية والاجتماعية وتوطيد التحالفات السياسية والمساهمة الفعالية في خلق الترابطات، الضرورية لحفظ النظام وضمن الاستمرار الاجتماعي، كما أن علاقة الجبلين بالطبيعة لم تكن فقط علاقة بمكوناتها المادية

بل كانت أيضا علاقة بالأجداد، علاقة بالأرواح الخيرة والشريرة الكامنة في طبيعتها، وتجسيد لهوية الجماعة، لرموزها وقيمها.

وفق هذا المنظور الشمولي الذي يؤدي بنا إلى رصد عناصر الحياة القبلية في تدخلها وتفاعلها نطرح مسألة الاستمرار الاجتماعي لدى القبائل الجبلية. هاته القبائل كثيرا ما عرفت تعارضات عبر مستوياتها، أصنافا من الانشطار والاندماج بين خطوط الأنساب، بين الدواوير، بين الفرقات والقبائل، كان ينجم عنها أحيانا توازن وتعادل كفة الطرفين المتقابلين لا يتمكن أحدهما من التغلب على الآخر. فأمام الخطر الخارجي تلتحم القسمات وتتجاوز صراعاتها الداخلية، كان هذا الخطر الخارجي متمثلا في قبيلة مجاورة، في المخزن، في الضغط الأجنبي أو في تحديات السكان الحضريين. لقد اضطرت القبيلة الجبلية في أواخر القرن 19 وأوائل القرن 20 إلى مجابهة كل هؤلاء « الخصوم » دفاعا عن كيانها واستقلالها النسبي. ولعل ما ضمن لها بعض النجاح النسبي في محاولتها تلك ليس « انتصارها » على هذا الخصم أو ذاك وإنما أساسا ما ترتب عن الاستعداد للمجابهة من لم للشمل وتوحيد للقسمات المتنازعة. فالحرب بهذا المعنى، رغم المفارقة، كانت تسهم بطريقتها الخاصة في ضمان الاستمرار الاجتماعي. فالحرب معناها تهديد أو خطر من الخارج، ومواجهة الحرب معناها الالتحام والاندماج وتوحيد الأجزاء المشتتة للمحافظة على الكيان. إن البنية القبلية في هذه المنطقة تشكلت وترسخت إلى حد بعيد في سياق مواجهة الاحتلال البرتغالي والانجليزي والاسباني، تشكلت في سياق المواجهات القبلية والصدمات التي تحدث من حين لآخر بين المخزن والقبيلة.

وإذا كان ليفي ستروس مثلا قد اعتبر أن الاستمرار الاجتماعي في المجتمع القبلي يتحقق نسبيا بجعل التبادل بديلا عن الحرب، وإذا كان الانقساميون اعتبروا من جهتهم أن الاستمرار الاجتماعي يقتضي اعطاء الأولوية للحرب على التبادل، فإن التطور التاريخي لقبائل هذه المنطقة يبرز في آن واحد الفعالية النسبية لكل من التبادل والحرب في المحاطة على الهيكل

القبلية. والتبادل الذي نعنيه هنا لا ينحصر في تبادل السلع وتناقلها بل يتسع ليشمل أيضا تبادل الهدايا والعطاءات والنساء والخدمات، التبادل الذي نقصده هنا ليس التبادل المعمم على كل الجماعات والقبائل، لبس التبادل الذي يحول الساحة القبلية إلى كتلة واحدة من الحلفاء والأصدقاء. فقبائل جباله لم تكن تعيش على الاكتفاء الذاتي بل كانت متفتحة على بعضها بعض في كل ما يتعلق بالحصول على المواد والخدمات الغير متوفرة محليا، إلا أن هذا الانفتاح ظل مقصورا على بعض الجماعات دون بعضها الآخر بحيث نلمس ذلك مثلا في الانتماء القبلي لمن يحضرون عادة في السوق الأسبوعي أنه لم يكن ممكنا أن يصبح التبادل الصيغة الواحدة للتعامل المعمم بما ينجم عنه من تشابه وتجانس وتوحد واندماج من شأنه أن يؤدي، عبر محو الحدود والحواجز الفاصلة، إلى انقراض الكيانات القبلية المستقلة. وأي تشابه بين أطرافها المتعارضة هو بمثابة حركة نحو الموت والانقراض، وإذا كانت هذه الجماعات استمرت نسبيا فلأن التبادل في نطاقها ظل جزئيا يتم بين بعض الجماعات دون بعضها الآخر وحيثما كان يتم التبادل كانت تتوطد علاقات التحالف والولاء والتآزر وحيثما غاب التبادل ظل شبح الحرب أو الحرب الفعلية هي الصيغة السائدة للتعامل. فحسب الظروف قد تكون الممارسة التبادلية أو الحربية هي الطاغية لكن كليهما كانت، بهذه الدرجة أو تلك وفي آن واحد، موجهة للعلاقات القبلية وقائمة في نطاقها، إذ بالتبادل الجزئي تتم الحيلولة دون التطاحن الشامل ويخطر الحرب ذاتها تحفظ الحدود والمعالم القبلية ومن ثمة كانت بمثابة الشرطين المتلازمين لضمان الاستمرار النسبي للبنى القبلية.

غير أن ارتكاز الحياة القبلية في هذه المنطقة على دينامية كل من التبادل والحرب لضمان الحد الأدنى من الاستمرار الاجتماعي لم يكن مع ذلك شرطا كافيا بحيث يعفي هاته القبائل من اللجوء أحيانا إلى الصلحاء التماسا لوساطتهم وطلبا لتدخلهم للفصل في الخصومات وتلطيف حدة النزاعات، أو يعفي السلطة المخزنية من تقرب بعضهم ممن لهم مكانة روحية

ورمزية مرموقة بين السكان استدماجا لهم ضمن الاستراتيجية المخزنية المتجهة آنذاك إلى بسط النفوذ بأقل تكلفة ممكنة. لقد أقامت في قبائل جباله عائلات شريفة شكلت إلى عهد قريب المحاور الرئيسية للتكتل الديني والسياسي نذكر منها على سبيل المثال الريسونيون، البقاليون، الوزانيون، العلميون، أولاد بن عجيبة... إن مقتضيات الالتحام أمام مقتضيات التسرب الأجنبي دفعت الجماعات إلى المرور عبر قنواتها الممتدة عبر الحدود القبلية في جباله فتشكلت بذلك الزاوية كتنظيم ديني. هذه الزوايا أخرجت القبيلة عن حدودها الضيقة وربطتها بإطار ديني وسياسي أشمل كما ساهمت في مستوى آخر على تشتيت الولاءات وتوزيع الانتماءات داخل القبيلة الواحدة بحيث لم تعد المبادئ الانقسامية ولا فعاليات التبادل كافية لتبريز التحام الجماعات وانفصالها، إذ ما هو منفصل على صعيد الانقسام بسبب الانتماء إلى شجرتين أو فرعين مختلفين قد ينتفي في نطاق الزاوية وما هو مرتبط على صعيد الانقسام قد يفصل إذا ما تعددت الولاءات الدينية السياسية، وهذا مما يفسر كون التضاربات التي تمت داخل القبيلة الجبلية لم تكن تأخذ دائما طابعا انقساميا إذ نجد إلى جانبها تضاربات بين الزوايا، ومن ثمة فإن محاور التجمع أو الانفصال لم تكن مستندة فقط إلى مبادئ انقسامية وإنما أيضا إلى فعاليات الزوايا ودورها في التنظيم الديني والسياسي للمجتمع. وما تجدر ملاحظته أيضا على هذا الإطار هو أن هاته العائلات الشريفة بحكم هالتها القدسية ومكانتها الدينية وبفعل ما حصلت عليه من دعم مخزني أكسبها موقعا متميزا في التراتب الاجتماعي صارت قادرة على القيام بأدوار اجتماعية وسياسية ذات أهمية قصوى بالنسبة لمصير الجماعة. لقد بين ر. مونطاني في هذا الصدد كيف أن توسع القوى الدينية يخنق الحياة السياسية الحرة لسكان الجبل، فحتى لو تمكن كبير عائلة ما أن يتزعم مجموعة من القرى المجاورة أو أن يصبح امغار على صعيد ربيع بكامله فإنه يظل مع ذلك « الخادم الموقر للصلحاء »، ومعنى هذا أن الصلحاء بمنطقة جباله يحتلون قمة التراتب السياسي في القبيلة ومستوى لا يعلى عليه عند أخذ القرارات السياسية الحاسمة بالنسبة لأوضاع الجماعات، والحالات التي يكون فيها الحاكم

من غير الشرفاء وهذا هو ما يحدث في غالبية الأحيان فإنه كثيرا ما يخضع لضغوط الشرفاء ويدعون لتدخلاتهم، إن لم نقل إنه يتحول، ضمن شروط معينة، إلى مجرد واجهة لسلطة فعلية يمارسها الصلحاء من ورائه.

وقد تعزز نفوذ هذه العائلات الشريفة بفعل حرصها الشديد على شجرتها النسبية وتأکید انتفاءها للبيت الشريف. إن الجنيولوجيا بالنسبة لها، بالنظر إلى مركزها السياسي ومكانتها الاجتماعية، لم تكن مجرد وسيلة لإبراز تسلسلها النسبي بل كانت علاوة على ذلك أيديولوجيتها على مستوى تبرير تميزها عن الجماعة وإضفاء المشروعية على امتيازاتها، أيديولوجية تعلنها عند الاقتضاء في وجه العامة، بينما يستغلها المخزن في تشكيل مجاله السياسي، فيتم إبرازها كلما اقتضت الظروف اقتسام ثروة أو نفوذ، ويتم التذكير بها في مواسم الزوايا ومناسبات الزواج عليها تبقى عالقة بالذاكرة الجماعية وفاعلة بالتالي على صعيد العلاقات القائمة بين فئات إجتماعية متفاوتة من حيث ثقلها السياسي ومكانتها الاجتماعية. وقد كان من بين نتائج هذه الممارسة أن صارت هذه العائلات الشريفة تجسد الاسلام في نظر السكان وتشخص رموزه، فاتجه الجيليون إلى التقرب منها والتبرك بها وجعلوا من أضرحة أسلافها من الأولياء والصلحاء مزارات يقصدونها من مختلف قبائل المنطقة. على أن مسألة النظام والاستمرار القبليين لم تقتصر في جباله على العوامل الآنفه الذكر بل اقتضت أيضا التواجد الرمزي والفعلي للسلطة المخزنية التي تدخلت المرة تلو الأخرى لأغراض المحافظة على الأمن وضمان الانصياع لمقتضيات السياسة المخزنية. ومعنى هذا أن النظام الاجتماعي في القبائل الجبلية لم يكن مستندا فقط إلى تعارضات متوازنة داخل وبين القبائل، وإنما أيضا إلى تدخل المخزن عبر ممثليه المحليين لحماية شبكة تجارية وعلاقات اقتصادية معينة، وحماية التواجد الأجنبي في المدن ضدا على انتفاضات القبائل صحيح أن القبيلة كانت تعترض على سلطة الجهاز المخزني نتيجة تزايد مرونة ازاء التسرب الأجنبي وتعاضم ضغوطه الجبائية على الفلاحين، لكن صحبه أيضا أن هاته القبيلة لم تكن تذهب إلى حد الخروج عن طاعة السلطان

كمركز ديني وكأمير للمؤمنين، وحتى أقوى مظاهر العصيان التي عرفتها القبيلة لم تتجاوز حدود المطالبة بحذف بعض الاجراءات وازاحة بعض ممثلي السلطة المخزنية. ونتيجة لانصهار القبيلة ضمن اطار سياسي أعم فإنه لم يعد بإمكاننا الحديث عن بنية قبيلة انقسامية، وإنما فقط عن عناصر وعلاقات انقسامية.

إن القبيلة رغم حفاظها على مؤسسات وممارسات محلية كانت إلى جانب ذلك مذبحة، ولو بصفة متوترة ومنازع فيها في سياق علاقات مخزنية عمودية تخترق حدودها فتعزز تراتباتها وتزكي التمايز في نطاقها بتعيين القياد والشيوخ، بالاعفاء من الجباية واقطاع الأراضي، وكذا بإصدار ظهائر التوقيع والاحترام، ورغم تعارض الطبيعة الأفقية للترابطات العشائرية مع الصبغة العمودية للعلاقات المخزنية، ورغم ما يتمخض عنه من عدم استقرار فإن المخزن تمكن نسبيا من إدراج القبيلة في سياقه عبر إدماج شرفائها وعلمائها وأعيانها وأهل الحل والعقد منها بحيث لم تعد فعاليتهم الاجتماعية والسياسية ناجمة فقط عما يلقونه من سند في القبيلة وإنما أيضا عما يستمدونه من نفوذ مخزني. وإذا أضفنا السيرورات الداخلية للتمايز الاقتصادي والاجتماعي، سواء منها المتعلقة بامتلاك الأرض ورؤوس الماشية أو بالتحكم في الصيغ الرمزية للتراكم الاقتصادي والتي لم تصل مع ذلك إلى حد بروز تقاطب حاد بين أوضاع سوسيو - اقتصادية متباينة، فإننا نجد أن القبيلة بالمعنى الاثنوغرافي، القبيلة ككيان تطغى عليه المساواتية والنزعة المشتركة لا توجد في منطقة جبال، وأن الأصح بالتالي والأقرب إلى الواقع التاريخي والاجتماعي لهاته القبائل أن تطرح ككيانات متميزة ومشملة في طياتها على تعارضات وتناقضات جعل منها الاستعمار في مرحلة متأخرة أدواته المثلى في التسرب إلى قلب المجتمع المغربي.

ومما يؤكد ذلك هو أن نفس الفئات الاجتماعية التي نهضت فيما قبل الاستعمار بمهام الوساطة ما بين الجهاز المخزني والقبيلة هي نفسها التي حرص الاستعمار على أن تكون وسيطا بينه وبين السكان، فلم تعتمد الادارة

الاسبانية إلى خلق زعامات جديدة بقدر ما اكتفت عموما بتكريسها أدوار الزعامات التقليدية عن طريق تطبيق مبدأ وراثية الوظيفة. ولئن كان هناك من فارق بين ممثلي المخزن في مرحلة ما قبل الاستعمار وما بعده فهو إن هذه الجماعة الوسيطة بعدما كانت سابقا تستمد نفوذها من المخزن أو من سندها القبلي لما تتعاضم ظواهر العصيان أصبحت في فترة الحماية تحت رحمة الحكام الاسبان، وعندما كانت مفتقرة إلى الامكانيات والوسائل وقاصرة في أحيان كثيرة عن تطبيق مقتضيات وظيفتها، أصبحت في ظل الحماية معززة بسلطات جديدة سياسية واقتصادية وعسكرية، وإن كانت مزاولتها قد أخذت رجة جديدة وأصبحت تتم في إطار علاقة لا متكافئة بين مسيطر أجنبي متحكم في القرار ومسيطر عليهم فقدوا زمام مصيرهم.

والشرفاء بدورهم ألحقوا عموما بهذا الجهاز بحيث لم يعودوا كما كان الأمر سابقا مجرد وسطاء بين أطراف القبيلة أو بين القبيلة والمخزن بقدر ما أصبحوا يزاولون مهام محددة من داخل الجهاز الاداري وبوصفهم مسؤولين جزئيا في نطاق الرضائف الموكلة إليهم. إن السلطة السياسية لم تعد على الصورة التي ظهرت بها أحيانا مشتتة في أرجاء القبيلة وأطرافها ولم تعد موضع نزاع بين المخزن والقبيلة بقدر ما أصبحت متجمعة بين أيدي الحكام الاسبان ومحتكرة من لدن أجهزتهم البروقراطية والعسكرية. فلم تعد القبيلة منذ مطلع الثلاثينات قادرة على مناوئة سلطة الدولة أو الخروج عليها، لأن التفاوت بينهما من حيث الامكانيات والوسائل تجاوز كل ما عرفته الفترات السابقة من تاريخ المغرب. ونتيجة لضبط أحوال القبائل والتحكم في رقاب سكانها تقلصت أهمية الصلحاء ولم يعد توسطهم في الخصومات حاجة ملحة بالنسبة للادارة الاستعمارية، كما كان من نتائجها أيضا انتفاء الصراعات القديمة ما بين الارباع والقبائل « واستمرارها » بالمقابل على صعيد الوحدات الدنيا بما فيها من مداشر وخطوط. أنساب وعائلات ظلت نسبيا محتفظة بعلاقاتها القديمة.

والجهاز المخزني بدوره سيتم اخضاعه لتغيرات عميقة ستغير إلى حد

بعيد هيكلته السابقة إضافة إلى أنه سيصبح متعايشا وخاضعا في آن واحد للادارة الاستعمارية التي ستسن من القوانين وستتخذ من الاجراءات ما سيضمن لها الاشراف الفعلي والشامل على المخزن القديم.

إن مكونات البنية الاجتماعية في منطقة جباله لم تتطور إبان فترة الحماية. ككل متجانس ومتناسك، بل حصل في نطاقها تفاوت حاد نسبيا بين المستوى السياسي الذي أدمج بشكل سريع ومباشر ضمن القوالب الاستعمارية المفروضة والمستويات الأخرى التي تغيرت آنذاك بدرجات أقل، مما يبرز في نفس الوقت كيف أن المستوى السياسي لم يكن خلال الفترة الاستعمارية متجزرا في البني القبلية ولا مندجما في سيرورتها التاريخية، وبالتالي يبرر إلى حد بعيد كون آثاره وانعكاساته لم تتعد حدوده الضيقة وأنه لم يصبح آنذالاً منطلقا لانتشار التغيير في المستويات الأخرى.

وما يفسر « الاستمرار » النسبي للحياة القبلية في المستويات الاقتصادية والاجتماعية والثقافية أن الاطار الجغرافي حيث تتواجد قبائل جباله ذو مميزات جبلية غالبية مما جعل المعمرين والمستثمرين الاسبان يتوجهون عنها إلى مناطق أخصب، كما أن هذه المميزات أسهمت من جهة أخرى إلى جانب إرادة المقاومة لدى القبائل في تأخير التهرب الاستعماري الذي لم تستقر له الأوضاع في المنطقة ولم يشرع في تنفيذ مشاريعه « التحديثية » إلا مع بداية الأربعينات، هذا بالإضافة إلى الممارسات السياسية والادارية التي اعتمدها الاسبان من منطلق « استعادة » الأثراف والمؤسسات القديمة، هذه الأيديولوجية إن لم تكن قد استجابت تماما لمقتضيات الاستمرار الاجتماعي، فإنها لم تؤد بالمقابل إلى تغيير جذري في الهياكل والأوضاع القبلية. وإذا أضفنا ردود الفعل المضادة للتواجد الاستعماري والتي تمحورت عموما حول المعتقد الديني، فنفسهم آنذاك أن الاستمرار النسبي للهياكل الاجتماعية القديمة لم يكن مرهونا فقط بفاعليات الاسبان وإنما أيضا بمقاومة سكان القبائل الذين يبدو أن تشبثهم بهويتهم ومعتقداتهم ازداد قوة ومتانة بمقدار تضخم الضغوط الاستعمارية وتعاضمها.

على أن فترة الاستقلال لم تشكل تحولا على هذا الصعيد، حيث أن الاهتمام بتقوية الأجهزة الأمنية والادارية في البداية ظل هو الاهتمام الرئيسي للدولة، ونتيجة لذلك تواصل التفاوت الأنف الذكر. وإذا أضفنا أن تطور البنية التحتية، بما تشتمل عليه من تجهيزات ومرافق إقتصادية ظل على العموم جد ضعيف بالمقارنة مع ما تم انجازه في مناطق أخرى من المغرب، وأن التغيرات التي حصلت في الميادين الاقتصادية والاجتماعية والثقافية في مرحلة الاستقلال لم تتم في غالب الأحيان بفعل تدخل إرادي ومباشر للدولة بقدر ما نجمت إلى مدى بعيد عن التطور العفوي والغير موجه للتنظيمات والعلاقات القبليّة، فسنفهم بعد ذلك بوضوح أكبر كيف أن التغير الذي لحق التأطير الأمني والاداري للسكان القرويين فاق من حيث حدته ومداه التغير الحاصل في بقية المجالات الأخرى. وإذا كان تغير المستويات الاقتصادية والاجتماعية والثقافية قد ظهرت نتائجه بصفة خاصة في فترة الاستقلال فلا يعني ذلك بتاتا أن عوامل وأسباب التغير كلها من افراز الحاضر وأنها لم تكن بالتالي موجودة فيما قبل، بل فقط إن التغيرات المجتمعية ظلت تتراكم ولم تبرز كنتائج متأخرة ومتداخلة في أن واحد مع تغيرات المرحلة الأخيرة.

وعلى أي حال فإن المعطيات المجتمعية التي أفرزتها مرحلة الاستقلال لم تكتس بعد طابع الشمول ولم تصبح بعد بنية سائدة قادرة على إلغاء مفعول المؤسسات والعلاقات المتوارثة. فالماضي والحاضر لازالا متعايشين بل متداخلين أحيانا في بعضهما بعض بحيث لم يتمكن إلى الآن أي طرف منهما من أن يطغى بشكل حاسم على الطرف الآخر. وإذا كان التطور الاجتماعي في قبائل جبالة لم ينطلق من بنية متجانسة يطغى عليها الطابع المخزني أو القيادي أو الأبوي أو القبلي، فإن تكوينها المركب هذا لازال في نظرنا مستمرا إلى الآن ولو ضمن أشكال وصيغ جديدة. فالقطاه الرأسمالي وجد منذ زمن بعيد في قبائل جبالة إلى جانب علاقات الخماسة والعمل الفلاحي المستقل والاستغلال الجماعي للأرض. وإذا كانت القيم التبادلية قد

أصبحت في الوقت الراهن أكثر انتشارا من السابق وإذا كانت العلاقات الانتاجية قد بدأت تكتسي في بعض الجهات طابعا رأسماليا متناميا فإن علاقات الأجرة لم تصبح بعد طاغية والخماسة لازالت متواجدة ولو أنها في تقلص متزايد، وتقنيات العمل لازالت تعتمد إلى حد بعيد على الطاقة الحيوانية والقوة العضلية للانسان إضافة إلى أن تعلق الفلاحين بالأرض رغم تفتتها وتقلص حجمها لم يسمح إلى الآن بظهور أي تقاطب واضح وشامل ما بين ملاكين وعمال زراعيين. ومعنى هذا أن ثنائية التقليد والحداثة، وما لها من قوالب نظرية جاهزة، إذا ما اتخذت كإطار وكمطلق لفهم وتحليل التطور التاريخي لهذا المجتمع، فإنها لن تؤدي سوى إلى إختزال تعدديته وتمايزه إن لم تشكل تعنيفا صريحا لمعطياته واسقاطا من فوق لمفاهيم نجمت بالأساس عن التجربة التاريخية لمجتمعات أخرى. فإذا كانت العناصر التي تشكل منها البنية الاجتماعية قد اتسع أو ضاق مجال بعضها من مرحلة إلى أخرى فإن السيادة والتحكم في المسار العام لم تكن لأي منها، وإن كنا نلاحظ حاليا التوسع المتزايد والتضخم النسبي للعلاقات الاجتماعية الرأسمالية على حساب ما هو متواجد معها من العلاقات والروابط المتوارثة. إن الانتقال بالنسبة لقبائل جبالة لم يتم من علاقات جماعية إلى علاقات فردية، وإنما من مجرد أطر جماعية لا تشتمل دائما على مضامين جماعية ولا ينفي تواجد المبادلات التجارية والملكية الخاصة بما يرتبط بها أحيانا من استئجار للعمل أو اشتراك في المحصول، إلى علاقات فردية طاغية بشكل متزايد وعلاقات طبقية متنامية لا تنفي مع ذلك استمرار العلاقات القديمة رغم ما أصابها حاليا من تقهقر وتقلص. ومعنى هذا أن التطور الاجتماعي والتاريخي لم يفض إلى حدود الوقت الراهن إلى تجاوز بنيوي للتركيب الاجتماعي السابق وإلى التحول الكيفي إلى نمط مجتمعي جديد.

لذا فإن الحياة القبلية القديمة إذا كانت قد انقرضت في مستويات عديدة نتيجة التدخل المتزايد لجهاز الدولة والتأثر بانعكاسات الوسط الحضري، فإن مفعولها الرمزي والتصوري لازال إلى الآن يوجه من حين لآخر

سلوك الانسان القروي ويحدد اختياراته في المجالات السياسية والاقتصادية والاجتماعية. ومن الممكن في هذا الاطار إيراد بعض الأمثلة التي تدل على أن المعاملات اليومية والعلاقات الاجتماعية في جباله لازالت تستمد إلى حد ما مبادئها من الارث القبلي القديم.

فالملاحظ في الوقت الحاضر أن الجبلين لما يواجهون مشاكل أو مصاعب، فإننا لا نجدهم يتخذون إزاءها موقفا طبقيا بالمعنى الذي يحدد به في الأدبيات الماركسية. صحيح أن هناك ارهاجات تدل على أن التطور الاجتماعي ربما يسير في هذا المنحى، غير أن التكتلات التي قد تنجم عن تبني مثل هذا الموقف لازالت هشة ومحدودة ولا تتوفر بعد على النضج والوعي الكافيين لرفعها في نظر السكان إلى مستوى الطريق الامثل لتحقيق المطالب أو استرجاع الحقوق. ونتيجة لذلك ظلت القنوات التقليدية هي التي يتم توظيفها بشكل رئيسي لتحقيق الحاجيات والمآرب بما فيها من تقديم للعار، أو الاتيان بهدايا غالبا ما تكون من إنتاج محلي لمن يمتلك في نظر السكان مفاتيح الحل والعقد أو توظيف الروابط القرابية بالبحث عن شخص من العائلة له من المكانة والنفوذ ما يمكنه من صيانة الحقوق وحل المشاكل، أو اللجوء ببساطة إلى زيارة أولياء الله الصالحين لما يفترض فيهم من تأثير فعال في مجرى الحياة الدنيوية، أو بتجنيد الوسطاء بمن فيهم الجار أو الشريف، أو شيخ الزاوية أو المنتخب المحلي، ربما للحصول فقط على شهادة للسكنى أو نسخة من عقد الازدياد. كما أن إنتخاب ممثلي السكان في الجماعة القروية والغرفة الفلاحية أو البرلمان، إذا كان يتم بالنسبة للبعض على أساس تقدير كفاءة المرشح ومدى صدقه في الدفاع عن مصالح السكان، فإن المساندة والدعم كثيرا ما يمنحان أيضا بمقياس الانتماء العائلي أو القبلي وليس بمقياس المقارنة والتمحيص الموضوعي والعقلاني للاختيارات المطروحة.

هذا الماضي القبلي ما زلنا نلمسه أيضا في استمرار انصهار بعض الأشخاص ضمن العائلة أو خط النسب، بحيث يجدون صعوبة كبرى في اتخاذ مواقف فردية مستقلة أو مسؤولة خارج إطار الجماعة ودونما الاعتماد

على دعمها وسندها، وكان الترابطات الانقسامية القديمة لازالت إلى الآن فاعلة ومؤثرة في العلاقات الاجتماعية. والتعامل مع الأرض بالنسبة لحالات كثيرة لم يصبح بعد تعاملًا ماديًا بحيث يضحى السبيل الوحيد إلى رفع مردودية الأرض هو تغيير الشروط الواقعية للإنتاج، أو تضحي الأرض بتباعد وتشتت وموضوعًا للتبادل. إن إقامة طقوس فلاحية في بعض المداشر الجبلية ما زال يقصد منها كما في القيم إخصاب الحقول والأسهام الرمزي في رفع إنتاجية الأرض. كما أن الأرض لازالت في أماكن عديدة من جباله تجسد تلاحم الأحياء بالأموات، وكذا قيم الترابط والتماسك بين أعضاء الجماعة.

وفي نفس السياق أيضًا لازلنا نجد أن العديد من القرويين لم يستسيغوا بعد التصور الذي حمّله إليهم سكان المدينة عن مدلول المال واستعمالاته المثلى، فمن المعلوم حاليًا أن نسبة صغيرة من الفلاحين هي التي تقبل على طلب القرض الفلاحي بينما تظل البقية الأخرى إما غير متوفرة موضوعيًا على شروط الحصول عليه وإما غير راغبة في توجيه المال المقترض وفق ما يملكه المقرضون، ذلك أن المال المحصل عليه لا زال يتجه في أحيان كثيرة إلى المجالات الرمزية والاجتماعية بما فيها من احتفال بالولادة والختان والزواج أو إقامة جنازة أو الذهاب إلى الحج أو استثمار في أحسن الأحوال لشراء قطعة من الأرض أو رؤوس من الماشية تحسبًا لطوارئ الزمان وتقلباته. أما توظيف المال في اقتناء الوسائل العصرية للإنتاج، فلا نرى سوى قلة الفلاحين تجنح حاليًا إلى تبني مثل هذا الاختيار.

وإذا انتقلنا من المجال القروي إلى مجال المجتمع المغربي ككل فإننا نجد أن الأفراد في ميادين ومؤسسات شتى ينقسمون إلى عشائر وبطون وخطوط أنساب، وكان الحياة القبلية القديمة عثرت من جديد على التربة المواتية لترسخ وتستمر في علاقاتنا الراهنة ولو ضمن أجواء جديدة من الأزدياء لكل ما يحمل نكهة قبيلة.

وإذا اعتبرنا أن هذه الظواهر كافية لإبراز الاستمرار النسبي للتصورات القبلية القديمة في توجيه بعض الممارسات الراهنة للجبلين، ماذا

عساه أن يكون موقفنا بعد ذلك إزاء ما يسمى بالتنمية ؟ إن المجال لا يتسع هنا لأكثر من ابداء رأي مبدئي، وهو أن العملية التنموية لا يمكن أن تكون فقط عملية تقنية، بل هي فوق ذلك عملية شاملة تقتضي التعرف على امتدادات النظام القبلي القديم في السلوك الاقتصادي والسياسي والاجتماعي والرمزي للانسان المغربي الراهن. وأي طرح تقنوي لهذه المسألة لا يمكنه إلا أن يديم ما نشهده حاليا في الوسط القروي من تباعد وانفصام بين وسائل العصر وامكانياته من جهة، والفلاحين من جهة أخرى.

الثابت والمتغير في بنية
الأسرة المغربية

كنزة لمراي العلوي

— ملخص —

الثابت والمتحرك في بنية الأسرة المغربية

يتناول البحث دراسة الخطابات السائدة حول الأسرة من أجل معرفة تصور هذه الخطابات للبنية الأسرية ثم رصد التغيرات الواقعة في الأسرة وفي المجتمع ككل.

ما هي إذن العلاقة بين هذه الخطابات وواقع الأسرة الفعلي؟ ذلك ما حاول البحث الاجابة عليه عبر تحليل العلاقة بين الواقع المعاش والأيدولوجيا وذلك من خلال واقع الأسرة والتصورات القانونية والتربوية والسياسية التي تدعم أو ترفض أو تتجاهل هذا الواقع.

الخطابات المدروسة هي :

— الخطاب القانوني : ملفات محكمة شرعية بالدار البيضاء ومدونة الأحوال الشخصية.

— الخطاب المدرسي : النصوص المدروسة في المدارس الابتدائية.

— الوثائق والتقارير المذهبية للاتحاد الاشتراكي ومقالات جريدة

« المحرر ».

— Résumé —

**PERMANENCE ET EVOLUTION DANS
LA STRUCTURE FAMILIALE MAROCAINE**

Kenza LAMRANI-ALAOUI

Cette étude analyse les discours ayant pour sujet la famille. Son but est de voir comment ces discours conçoivent la structure familiale pour pouvoir les confronter, ensuite, avec la réalité.

Quels sont donc les rapports entretenus entre le discours et la réalité familiale ? Pour l'auteur il existe un décalage entre la réalité familiale marocaine et les discours juridique, scolaire et politique lesquels continuent d'ignorer la réalité quotidienne.

Les textes analysés sont :

- Le statut personnel marocain ainsi que les archives d'un tribunal de Casablanca.
- Les textes de lecture destinés aux élèves des écoles primaires.
- Les documents et rapports doctrinaux de l'U.S.F.P. ainsi que les articles de son journal « Al Mouharir ».

مقدمة :

تناولت الدراسات التي أنجزت حول موضوع الأسرة في المغرب منذ الخمسينات إلى اليوم مستويات متعددة عند دراستها لهذا الموضوع. وقد ساهمت فعلا في بناء الموضوع والظاهرة الأسرية المغربية، وتقرير نتائج متعددة حول بنيتها ووظيفتها وأشكال تفاعلها مع متغيرات الواقع.

نذكر من بين هذه الدراسات على سبيل المثال لا الحصر النماذج

الآتية :

- الزواج والطلاق في الدار البيضاء لـ : A. Marie Baron .
- الأسرة والمرؤ لمخ الدار البيضاء لـ : A. Adam وهو فصل من كتابه حول مدينة الدار البيضاء.
- أدوار الجنسين في الأسرة في مدينة الرباط لـ : Mona Martensson .
- تكيف الأسرة مع التغير الاجتماعي في المناطق الحضرية المغربية، للأستاذ عبد الواحد الراضي.
- دراسات حول العائلة للأستاذة فاطمة المريني، نخص بالذكر منها : تطور العائلة في اقتصاد محمد للطاقت — وتقلص دور العائلة التقليدي — وقد نشرتهما في كتابها : السلوك الجنسي في مجتمع اسلامي رأسمالي تبعي.

لكننا نعتقد أن هناك جوانب أخرى ما تزال في حاجة إلى الرصد والدراسة، وأن عوامل أخرى أفرزتها دينامية الواقع الاجتماعي، وما تزال تفرزها، وقد تركت وتترك باستمرار نتائج ملموسة في البنية الأسرية المغربية، مما يدفع إلى ضرورة الاستمرار في بحث موضوع الأسرة وتفاعلاته الداخلية والخارجية.

يتجه بحثنا في هذه الدراسة المتواضعة نحو نماذج من الخطابات السائدة حول الأسرة، وذلك من أجل معرفة طبيعة تصور هذه النماذج للبنية الأسرية، ثم علاقة هذا التصور أو التصورات بالمتغيرات الواقعية، سواء في مستوى الأسرة كبنية اجتماعية، أو في مستوى متغيرات المجتمع ككل، من خلال المؤشرات الاحصائية التي تتيح لنا عن طريق لغة وخطاب الأرقام رؤية أبعاد التغير ودلالاته.

حول إشكالية البحث :

يمكن أن نصوغ إشكالية البحث المركزية في السؤال الآتي :

ما هي العلاقة بين الخطابات السائدة حول الأسرة في المجتمع المغربي، وواقع الأسرة الفعلي ؟ هل تواكب الخطابات التربوية والقانونية والسياسية على سبيل المثال واقع الأسرة المتحول والمركب في المغرب أم أنها تتجاهله وتغيبه ؟

لقد انحلت هذه الاشكالية خلال البحث ومن خلال نماذج الخطاب الذي درسنا إلى مجموعة من الأسئلة الجزئية، التي أتاحت لنا مباشرة التفكير في البنية الأسرية المغربية المتبلورة في الخطابات، ثم علاقة هذه الصور بالأسرة المغربية في تحولها وتغيرها، وذلك من خلال وقوفنا على مؤشرات واقعية (ملفات المحكمة الشرعية) أتاحت لنا إدراك أشكال من التعارض والمحاصرة والتجاوز التي تعبر عن العلاقة بين الأسرة ومضامين بعض الخطابات حول الأسرة.

تحلول إشكالية بحثنا إذن أن تتمم عناصر سكتت عنها الدراسات

الأخرى السابقة أو تناولتها في إطار سلم اعتباري أدنى أثناء البحث. أما بحثنا فإنه يريد أن يكون مساهمة في باب تحليل العلاقة بين الواقع والأيدولوجيا، وذلك من خلال دراسة واقع الأسرة والتصورات الأيدولوجية، القانونية والتربوية والسياسية التي تدعم أو ترفض أو تتجاهل هذا الواقع.

إننا نتساءل عن أشكال التقابل والتعارض والتضامن مثلا بين الخطاب القانوني والخطاب المدرسي حول الأسرة، كما نتساءل هل الخطاب السياسي الاشتراكي المعارض يتناقض في تصوراته حول الأسرة مع الخطاب القانوني أم لا ؟

أما الأسئلة الخريئة التي تعبر في مجموعها عن إشكالية البحث، والتي حاولنا خلال مفاصل البحث الكبرى أن نجتهد في الاجابة عنها فهي :

- 1 — كيف ترسم مدونة الأحوال الشخصية في المغرب الحدود الكبرى للزواج والطلاق والولادة والنيابة الشرعية ؟
- 2 — ما هو الشرح الأسري الذي تؤسسه المدونة من الناحية القانونية ؟
- 3 — كيف تتناول النصوص المدرسية موضوع الأسرة وكيف تقدمه ؟
- 4 — ما هي علاقة النموذج الأسري الذي ترسمه كتب المطالعة في المدرسة الابتدائية المغربية مع النموذج الأسري القانوني ؟
- 5 — كيف تتناول الأحزاب السياسية المغربية المسألة الأسرية كمسألة إجتماعية ؟
- 6 — ما هي مميزات خطاب جريدة « المحرر » حول الأسرة والمرأة ؟
- 7 — ما هو موقف الاتحاد الاشتراكي من قانون الأحوال الشخصية في المغرب وذلك من خلال وثائقه وتقارير القطاع النسوي في مؤتمراته ؟

8 - ما هي الصورة التي نعكسها ملفات المحكمة الشرعية عن الأسرة؟

9 - ما هي طبيعة العلاقات الأسرية التي ترسمها عينة من الخلافات الأسرية التي وصلت إلى القضاء؟

10 - ما هي طبيعة المشاكل التي أصبحت تعرفها الأسرة المغربية في السنوات الأخيرة؟

11 - ما هي طبيعة التغيرات التي لحقت البنية الأسرية في المغرب؟

12 - ماذا يعني تعدد النماذج النظرية وتعدد النماذج الواقعية بالنسبة لموضوع الأسرة في المغرب؟

تلك إذن نماذج من الأسئلة الجزئية التي حاولنا صياغتها خلال هذا البحث، وذلك من خلال دراسة نماذج من الخطابات السائدة حول الأسرة. وقد حاولنا من خلال الاجابة عليها بناء مشروع بحثنا، وقبل أن نقدم الاجابات والنتائج التي انتهينا إليها، نريد أن نعرض باختصار منهجية البحث وخطواته.

منهجية البحث :

اعتمدنا في دراستنا للثابت والمتغير في بنية الأسرة المغربية على تقنية تحليل المحتوى Analyse de contenu ، وقد مكنتنا هذه التقنية من تحليل مضمون الخطابات المدروسة تحليلا موضوعاتيا Thématique ساعدنا على استخلاص موضوعات البحث من متن النصوص، في شكل وحدة تحليلية اتخذت صورة الجملة أو الفقرة أو النص، ثم تصنيفها في المحور المناسب لها. وإذا كنا قد قمنا بإحصاء نسبة التكرارات والتأكيدات التي تنص عليها الخطابات بغية « الوصف الموضوعي الكمي المنظم للمضمون الظاهر للمادة »، فإننا لم نهمل أثر الانطباعات التي تبقى لدينا بعد القراءة المتكررة

للنص، أي أننا لم نهمل التحليل بعد القراءة الذي يبحث عن الدلالة والمعنى ويسعى للكشف عن طبيعة الخطابات ومنطقها، كما قمنا « باستنتاجات عن طريق تحديد هوية المميزات الخاصة بالخطاب تحديدا منظما وموضوعيا ».

لقد سمحت لنا منهجية تحليل المحتوى كما مارسناها في هذا البحث بامتلاك معين للنصوص المحللة والمدرسة، وقد كان لأوليات هذا التحليل المتعلقة بتحليل حقل الدلالة وتركيب الاطار المرجعي ثم التفكير في سياق الكتابة نتائج أساسية في بحثنا.

إن تحليل حقل الدلالة في النصوص المدرسة سمح لنا بتحديد وصياغة المفاهيم الناظمة لكل خطاب من الخطابات المدرسة. أما تحليل الخلفيات المرجعية فقد أتاح لنا إبراز أوليات كل خطاب حيث وقفنا على المرجعية التراثية للمدونة والكتاب المدرسي، والمرجعية الاشتراكية للخطاب السياسي المدرس.

ولم نكن أثناء هذا التحليل نكتفي بمنطوق النصوص بقدر ما كنا نحاول تمثل الأبعاد المرجعية التأوية خلف لغة ومنطق الخطاب.

أما تحليل سياق الكتابة فقد جعلنا ننتبه إلى ايقاع الخطاب وتوتره وتأرجحه، ومن هنا حديثنا عن تردد وتراجع الخطاب السياسي للحزب المدرس حول قضايا الأسرة والمرأة.

لا بد من الاشارة هنا إلى أن تحليل المحتوى الذي مارسناه. خلال فصول هذا البحث والذي زواجنا فيه بين التكميم والمعالجة الكيفية، كان يتم انطلاقا من مراعاة المسألتين الآتيتين :

1 — نوعية الأسئلة الجزئية التي كنا نصوغها خلال البحث وانطلاقا من إشكاليته الرئيسية.

2 — خصوصية المادة المدرسة التي كانت تفرض علينا في كل مرحلة

من مراحل البحث إطارا مفهوميا متميزا، وتقطيعا خاصا للنصوص المدروسة،
وجداول إحصائية تسمح لنا بمعاينة ما نفكر فيه بواسطة لغة الأرقام.

إنه لم يكن بإمكاننا أن نمارس مثلا على المادة الاعلامية لصحيفة
« المحرر » نفس الأسلوب التحليلي الذي أنجزناه في الفصل المتعلق بخطاب
المدونة. وينطبق نفس الأمر على تحليلنا للملفات المحكمة، أو تحليلنا لنصوص
الكتاب المدرسي.

— خطوات البحث :

يقوم هذا البحث على دراسة نماذج من الخطاب حول الأسرة المغربية،
كما يقوم برصد معطيات إحصائية حول واقع هذه الأسرة، وذلك من أجل
تبين أشكال العلاقة الموجودة بين الخطاب والواقع. وقد اخترنا نماذج من
الخطابات السائدة في المجتمع المغربي حول الأسرة وقمنا بتحليلها حسب
المنهجية التي ذكرنا سابقا، أما الخطابات المختارة ومبررات ودوافع اختيارها
فذلك ما سنحاول تقديمه وتوضيحه الآن.

أولا : مدونة الأحوال الشخصية.

لقد كان النص الأساسي الذي درسنا في هذا الفصل هو
نص : (مدونة الأحوال الشخصية) الصادر سنة 1957 ، وقد حاولنا قراءته
في ضوء التقارير التي أعدتها اللجنة التي كلفت بصياغة فصول المدونة على
ضوء مشروع وزارة العدل.

أما الفرضية المركزية التي وجهت قراءتنا للمدونة فهي :

المدونة نسق قانوني لا يمكن فصله عن النسق الاجتماعي، وبالتالي لا
يمكن فصله عن البنية الأسرية التي يقنن وجودها وعلائقها، وقد سمحت لنا
هذه الفرضية بالتأكد من أن المدونة تشكل ما يمكن أن نسميه : التأسيس
القانوني للأسرة الأيسية في المغرب.

ونظرا للصبغة الدينية الاسلامية التي تشكل لحمة وسدى مدونة الأحوال الشخصية في المغرب فقد حاولنا تحليلها مستعينين في ذلك بدراسات فقهية اسلامية، أتاحت لنا إعادة ترتيب فصولها بالصورة التي أدت بنا إلى استخلاص صورة النموذج الأسري الذي رسمته، وما تزال ترسمه إلى يومنا هذا.

لم تكن غايتنا في هذا الفصل تسير في اتجاه انجاز دراسة مقارنة للقوانين المغربية، وطبيعة نظرتها للأسرة وقضاياها — رغم أهمية مثل هذا العمل — ، ولا القيام بتحليل قانوني صرف يمكننا من تبيين أشكال الخلل القانوني الممكنة داخل نص المدونة، خاصة وأنها جمعت بين مبادئ المالكية واجتهاداتها، ثم بعض الاجتهادات التي تنتمي إلى المذاهب الفقهية الأخرى، أو تلتقي مع بعض القوانين الوضعية مما جعلها جسما قانونيا قابلا للمناقشة ضمن هذا الاطار.

لقد كان قصدنا الأول هو توضيح دائرة التراتب بين الجنسين في المدونة، ثم طبيعة العلاقات التي ترسمها بين الرجل والمرأة داخل مؤسسة الأسرة، وذلك في إطار سؤالين كبيرين هما :

— لماذا اعتبرت الأحوال الشخصية في المغرب مسائل مرتبطة أكثر من غيرها من أحوال الوجود المجتمعي بالفقه الاسلامي ؟

— كيف يمكن تفسير التباعد الذي أصبح مؤكدا اليوم بين النص القانوني (المدونة) ووضع الأسرة المغربية المتغير تحت ضغط صيرورة التحولات الاجتماعية الكبرى ؟ (أنظر الفصل الأخير من هذا البحث).

ثانيا : الخطاب المدرسي

كتب المطالعة في المدرسة الابتدائية المغربية (التعليم الرسمي)

لم نكتف بعرض صورة الأسرة والعلاقات الأسرية من خلال تحليل مدونة الأحوال الشخصية، بقدر ما حاولنا دراسة خطاب آخر ينتمي إلى مؤسسة أخرى. ونقصد بذلك الخطاب المدرسي الذي ينتجه الجهاز التعليمي في المغرب.

لكن لماذا الخطاب المدرسي ؟ ولماذا كتب المطالعة المقررة في المدرسة الابتدائية بالضبط ؟

أما لماذا الخطاب المدرسي فذلك لأننا نريد أن نعرف نوعية المساهمة التي تقدمها المدرسة في باب التنشئة الاجتماعية، وبالذات في تصويرها للمؤسسة الأسرية.

إن الكتاب المدرسي يحكم طابعه المعمم، ودوره التلقيني، يساهم في غرس مفاهيم محددة في ذهنية الأطفال (النساء والرجال لاحقا). إن معرفة صورة الأسرة في الكتاب المدرسي تتيح لنا معرفة النموذج الأسري الذي ترعاه المؤسسات التربوية وتعيد انتاجه وترسيخه في أذهان التلاميذ.

وقد توصلنا لمعرفة هذا من خلال عينة من الكتاب المدرسي، ومرحلة من مراحل التعليم، أما المرحلة فهي التعليم الابتدائي، وهي مرحلة لها أهميتها في النمو النفسي والمعرفي والاجتماعي للأطفال، حيث أن دروسها تساهم في تكييف ذنيتهم وسلوكهم وبالتالي تنشئتهم حسب نماذج وقيم محددة، ثم لكون المرحلة ابتدائية تعتبر في بعض الأحيان مرحلة نهائية في تعليم عدد كبير من الأطفال وخصوصا منهم الاناث.

أما فيما يتعلق بكتب المطالعة الملقنة في المدرسة الابتدائية فقد اكتفينا بالكتب العربية، وذلك لأننا لاحظنا أن المدارس الرسمية التي يدلاس فيها أغلبية التلاميذ في المغرب، قلصت وتقلص باستمرار في إطار سياسة التعريب والمغرب، من تعليم اللغة الفرنسية. وبالإضافة إلى ذلك نعتبر كتب المطالعة العربية بمثابة بؤرة التعليم في هذه المرحلة، حيث تنطلق أغلب العمليات التعليمية في الفصل الدراسي منها، ونقصد بذلك تعلم المفردات، وتعلم التراكيب اللغوية ووضع الملخصات، وكتابة الانشاء، ثم تمثل كل المضامين والصور المعرفية والوجدانية والقيمية التي تقف وراء كل ذلك.

أما الكتب المحللة بشكل عام فهي :

- 1 — اقرأ : ج 2 ، 3 ، 4 ، 5 ، دار الفكر المغربي (بدون تاريخ) .
- 2 — الفصحى : ج 2 ، 3 ، 4 ، 5 ، دار الفكر المغربي، طنجة، 1979 ، 1980 ، 1980 ، 1981 .
- 3 — الجديد في التلاوة العربية : ج 2 ، 3 ، 4 ، 5 . دار الكتاب، الدار البيضاء 1980 ، 1981 ، 1982 .
- 4 — لغتي العربية : ج 2 ، 3 ، 4 ، 5 . دار الثقافة (بدون تاريخ) .
- 5 — قراءتي : ج 2 ، 3 ، 4 ، 5 ، مكتبة المعارف، الرباط . 1981 ، 1983 .
- 6 — القراءة المفيدة : ج 2 ، مكتبة المعارف ، الرباط، 1970 .
- 7 — القراءة العربية : ج 5 ، دار الثقافة، الدار البيضاء، 1967 .
- 8 — التعبير الانشائي : مكتبة المعارف، الرباط، 1980 .
- 9 — الانشاء النموذجي : ج 2 ، دار الرشد، الدار البيضاء (بدون تاريخ) .

شمل التحليل الكمي للنصوص عينة تتجاوز 50% من الكتب المدرسية المدروسة وهي :

- اقرأ ج 2 - 3 - 4 - 5 .
- الفصحى ج 2 - 3 - 4 - 5 .
- لغتي العربية ج 2 - 3 - 4 - 5 .
- الجديد في التلاوة العربية ج 2 - 3 - 4 - 5 .

أما عدد النصوص التي قمنا بتحليلها فقد وصل إلى ما مجموعه 1053 نصا .

وقد أتاح لنا هذا التحليل حصر تكرار ظهور أفراد الأسرة في النص والأدوار التي يقومون بها ثم العلاقات التي تربط بعضهم مع بعض.

ولم نكتف في هذا الفصل المتعلق بصورة الأسرة في الخطاب المدرسي بتقديم عناصر هذه الصورة، من خلال أدوار وعلاقات أفرادها، بقدر ما حاولنا صياغة أسئلة حول العلاقة بين المنظور القانوني للأسرة — وهو موضوع الخطوة السابقة — والمنظور المدرسي لها، بالإضافة إلى بحثنا في العلاقة بين هذا التصور والمعطيات الواقعية للأسرة، خاصة وأن الأهداف التربوية التي يتم في إطارها إعداد التأليف المدرسي تلح على ضرورة تقديم نصوص منسجمة مع بيئة التلاميذ ومحيطهم الاجتماعي. فهل توجد فعلا علاقة بين النموذج الأسري المرسوم في الكتب المدرسي والنموذج الأسري الواقعي؟ هذه أسئلة يشكل الجواب عنها جزءا من الفصل الثالث من هذا البحث.

ثالثا : الخطاب السياسي (الاتحاد الاشتراكي) جريدة « المحرر » وقضايا الأسرة والمرأة

لماذا الخطاب السياسي ؟

إذا كان الخطاب القانوني (مدونة الأحوال الشخصية) يصوغ للمؤسسة الأسرية قواعدها القانونية، والخطاب المدرسي يبلور في إطار التنشئة الاجتماعية والتلقين المعرفي صورا معينة للعلاقات والأدوار الأسرية، فإن للخطاب السياسي باعتباره جزءا لا يتجزأ من الخطاب الاعلامي تأثيره الفعال في هذا المجال.

نريد هنا أن نؤكد على أهمية الخطاب السياسي في المجتمع، إنه يمارس حضوره من خلال أجهزة متعددة، ويحضر عن طريق وسائل لا حصر لها من أجل توجيه الرأي العام. إنه يساهم فيما يمكن أن نسميه تكييف الذهنيات وصناعة ردود الأفعال، وبالتالي ترسيخ قيم. وعادات، وأبعاد قيم وعادات أخرى.

لقد تخيلنا في هذا البحث عن الخطاب السياسي الرسمي، وذلك لاعتقادنا بأن منظور هذا الخطاب المتعلق بقضايا الأسرة والمرأة لا يتجاوز في روحه العامة منطلق المدونة ومنطلقاتها، وقيم الخطاب المدرسي. لهذا اتجهنا صوب الخطابات السياسية المتكاملة والمتقاطعة داخل الساحة السياسية المغربية.

لقد وقع اختيارنا على حزب الاتحاد الاشتراكي للقوات الشعبية، وفي جريدته « المحرر ». لكننا لم نكتف بهذا، بل عدنا في إطار متابعة تاريخية إلى الاتحاد الوطني للقوات الشعبية قبل 1975، حيث لم يكن الاتحاد الاشتراكي قد انفصل بعد عن الاتحاد الوطني للقوات الشعبية ليصبح « اتحادا اشتراكيا ». فعدنا إلى « التحرير » و « المحرر » وراجعنا أعدادهما المتوفرة في الخزانة العامة من أجل استطلاع وجمع مواقف الحزب المنشورة في صحيفته حول موضوع بحثنا.

إلا أننا كنا نهدف في الأساس إلى مقارنة خطاب « المحرر » جريدة الاتحاد الاشتراكي للقوات الشعبية منذ 1975 إلى حين توقيفها في صيف 1981 ، ومقاربة الوثائق والتقارير والندوات الحزبية حول موضوع المرأة والطفل والأسرة وذلك من أجل صياغة استراتيجية الحزب في هذا المجال.

لقد كان مرمانا البعيد يتجه صوب محاولة تقديم كيفية تصور قطاع مجتمعي منظم، في حزب يحمل شعارات معارضة لما هو سائد، سياسيا واجتماعيا واقتصاديا وثقافيا حول موضوع الأسرة.

إن تفكيرنا في بنية الأسرة المغربية في ثوابتها ومتغيراتها — وهو عنوان بحثنا العام — هو الذي قادنا إلى اختيار نماذج من الخطاب السائد في مجتمعنا حول الأسرة. ضمن هذا السياق حاولنا تقديم نماذج متنوعة. (المجال القانوني والمجال التربوي والمجال السياسي) نماذج إما تقر بما هو سائد، أو تسعى لتعديله في أفق اختيارات معارضة ومغايرة لما هو سائد.

من هنا افترضنا أن الخطاب السياسي المعارض ونموذجه المحلل هو خطاب الاتحاد الاشتراكي، قدم ويقدم تصورات مغايرة لما هو سائد حول بنية الأسرة المغربية، وذلك في إطار استراتيجيته العامة الساعية إلى تطوير المجتمع المغربي، عن طريق ترسيخ الممارسة الديمقراطية، وعن طريق التحويل الاشتراكي الذي يكفل وحده — حسب رؤية الحزب — سيادة قيم العدل والمساواة داخل المجتمع، وفي كل مستويات ومراتب الوجود الاجتماعي.

أما المادة التي قمنا بدراستها في هذا القسم من البحث فإنها تنقسم إلى قسمين :

1 — جريدة الحزب : المحرر.

2 — نشرات حزبية داخلية.

ولم نكتف فيما يتعلق بالقسم الأول المتعلق بجريدة « المحرر » بقراءة

أعداد « المحرر » التي أصبحت منذ 1975 ناطقة بلسان « الاتحاد الاشتراكي للقوات الشعبية » بل عدنا — من أجل التعرف على تقاليد الكتابة في هذا الباب — إلى جريدة « التحرير » ثم « المحرر »، وذلك حسب المعطيات الآتية :

— التحرير سنوات 1959 ، 1961 ، 1962 ، 1963 .

— المحرر سنوات 1964 ، 1965 ، 1967 ، 1972 ، 1973 ، 1974 .

— المحرر من 1975 إلى 1981 .

أما النشرات الخاصة التي تمكنا من الاطلاع عليها فهي :

— التقرير الأيديولوجي للمؤتمر الاستثنائي (1975).

— من الاتحاد الوطني إلى الاتحاد الاشتراكي (وهو مجموعة وثائق).

وبالإضافة إلى هذين الوثيقتين جصلنا على وثائق تهم موضوعنا مباشرة

وهي :

— التقرير السنوي المقدم لمؤتمر 1975 .

— تقارير تنتمي إلى سنة 1977 وهي :

أ — المرأة والعمل .

ب — أوضاع المرأة المغربية المهاجرة .

ج — كفاح المرأة المغربية في سبيل التحرير والعدالة .

— ندوة طنجة سنة 1978 حول « المرأة » و « الطفل » .

— تقرير حول النساء الاتحاديات : رمز تحرير المرأة المغربية .

— تقرير حول وضعية المرأة القانونية والمرأة في التشريع المغربي .

وقد قدم التقريران الأخيران في مؤتمر نساء البحر الأبيض المتوسط،
المنعقد بأثينا فيما بين 10 إلى 13 أكتوبر 1980 .

— مشروع تقرير حول قضايا النساء المغربيات، وقد قدم في المؤتمر
الرابع أيام 13 - 14 - 15 - 1984 .

— بعض منشورات الحزب بمناسبة الحملة الانتخابية التشريعية لسنة
1984 .

لقد أتاحت لنا هذه المادة الحزبية — التي تمكنا من الحصول عليها،
مقاربة الرؤية الاجتماعية لحزب سياسي معارض حيث استطعنا صياغة بعض
الأسئلة حول استراتيجية هذه الرؤية وموقفها من الخطاب القانوني السائد
حول الأسرة. ثم حدود تعاملها مع قضايا المرأة، بمعنى أننا حاولنا فحص
فرضية الاختلاف التي انطلقنا منها عندما اعتبرنا أن حزبا معارضا سيقدم
بدون شك أساليب معارضته لنمط الأسرة وقوانينها. فما هي حدود وأبعاد
تصوره لقضايا الأسرة والمرأة؟ وما هي طبيعة الإصلاح الذي يلوره بصدد
جانب هام من المسألة الاجتماعية؟ ثم ما هي حدود تفاعله مع الواقع
الاجتمعي في هذه النقطة التي تخص موضوعنا بالذات؟

رابعا : ملفات المحكمة الشرعية وواقع الأسرة المغربية

انتقلنا في هذه المرحلة من البحث إلى محاولة معاينة واقع الأسرة المغربية
من خلال القضايا التي تصل إلى المحاكم ولقد اخترنا عينة من هذه الملفات
من المحكمة الابتدائية بمدينة الدار البيضاء .

وقبل أن نتحدث عن سبب اختيارنا لمدينة الدار البيضاء، كمجال
حضري للعينة المختارة والمدروسة، وطبيعة الأسئلة التي حاولنا تحليل ملفات
المحكمة في ضوءها، نريد أن نشير إلى صعوبة أساسية واجهتنا في هذه المرحلة
من البحث.

إن صورة ملف المحكمة وطبيعة الأحكام لا تمكن الباحث مما هو بصدد البحث فيه وعنه، فمثلا لا تنص الملفات إلا على أسماء المتقاضين وعناوينهم، أما فيما يتعلق بعملهم ومستواهم الدراسي، فهي أمور غائبة في حالة المرأة، وحاضرة عندما يتعلق الأمر بالرجل، ومعناه أننا لم نستطع أن نطرح مجموعة من الأسئلة على هذه الملفات.

أما سبب اختيارنا لمدينة الدار البيضاء، كمجال للعينة المحللة، فذلك يعود لافتراضنا بأن الدار البيضاء كمدينة صناعية متطورة، هي نموذج مستقبلي لعدد كبير من المدن المغربية.

ومن بين 6525 ملف قضائي سجل بالمحكمة الابتدائية بمدينة الدار البيضاء سنة 1981، اخترنا عينة شملت 800 ملف، وحاولنا تقطيعها بالشكل الذي يتيح لنا معرفة نوعية المشاكل الفعلية التي يعرفها واقع أسري حضري.

نريد أن نشير هنا أيضا، إلى أننا اعتمدنا في هذا الفصل على دراسة « الأحكام » وليس على « المقالات الشرعية »، وذلك لأن الأحكام تلخص جوهر المشكل موضوع النزاع، في حين أن المقال يتسم بالاطناب وبالتشابه في سرد جميع أنواع أشكال الضرر التي يمكن تصورها في موقف المتنازع اتجاه خصمه.

لقد أتاحت لنا ملفات المحكمة، مصحوبة بمؤشرات إحصائية، وبعض نتائج دراسات أخرى حول نفس الموضوع تبين أشكال التغير التي عرفتها البنية الأسرية، وأشكال التباعد التي حصلت وتحصل باستمرار بين النموذج الأسري القانوني، والنموذج الأسري الواقعي المتحول. والمفارقة كذلك بين ما يتعلمه التلاميذ في المدرسة عن الأسرة، ومشكلات الواقع الأسري الفعلية، ثم طموحات الحزب المعارض في علاقتها بالمشاكل الحية والواقعية للأسرة المغربية.

نتائج وآفاق :

أتاحت لنا الخطوات السابقة الوقوف على أشكال الصور السائدة عن البنية الأسرية في المغرب، وقد سمح لنا تنوعها بمعاينة النماذج النظرية الأيديولوجية حول مؤسسة إجتماعية مركزية داخل دائرة المجتمع العام. لقد فحصنا منطق وبنية النظام الأسري القانوني، كما بلورته مدونة الأحوال الشخصية، والنظام الأسري المقدم في نصوص كتب المطالعة في المدرسة الابتدائية، وحاولنا التفكير في كل نموذج على حدة من جهة، والتفكير في علاقتهما معا بحكم أنهما يصدران داخل مجتمع واحد، ويرميان بشكل أو بآخر إلى تحقيق تكامل الخطاب وتناسقه مع الواقع.

وقد حاولنا في نفس الوقت تقديم نموذج أسري ثالث يبلوره خطاب سياسي يتمتع بمحضور تاريخي داخل محيط المجتمع المغربي، هو خطاب الاتحاد الاشتراكي للقوات الشعبية وموقفه من قضايا الأسرة والمرأة وذلك من أجل تبين نمط التغيير البديل الذي يتصور في إطاره البنية الأسرية وتطورها داخل المجتمع المغربي.

تتعلق الخطوات التي ذكرنا بنماذج من التصورات الأيديولوجية السائدة حول الأسرة في المجتمع المغربي، وقد بينا في سياق تحليلها وتقديمها، ثم إعادة تركيب نظامها الأسري أشكال التداخل فيما بينها وأشكال التباعد والاختلاف، حيث وضحنا الطابع الأبوي للبنية الأسرية القانونية، وطابع تدعيم هذه البنية الذي تقدمه الصور والتصورات السائدة في المدرسة حيث يتم تركيز البعد الأبوي للأسرة من زاوية التنشئة الاجتماعية من أجل ترسيخ أدوار ووظائف أسرية تقرر بالتراتب، وتسلم بعلو مكانة ودرجة الرجل ودونية وقصور المرأة.

ومقابل ذلك أبرزنا نوعية المواقف النقدية التي تعكس اجتهادات نخبة اجتماعية سياسية تتوخى اصلاح أشكال الخلل الاقتصادي والسياسي والاجتماعي السائدة في المجتمع، وترغب في تحرر اجتماعي يكفل تجاوز

التنشئة والاحتقار الذي يمارسه البشر على بعضهم داخل المجتمع.

أنجزنا في الخطوات المذكورة إذن تحليل وتركيب جوانب من الرؤى الأيديولوجية السائدة حول الأسرة في المجتمع المغربي، ولم يكن الأمر يتعلق في نظرنا بتقديم رؤى نظرية مفصولة عن الواقع، بل إننا انطلقنا منذ البداية من اعتبار التحام الخطاب بالواقع، والواقع بالخطاب، فنحن لا نتصور غياب تأثير القانون في الواقع، أو غياب تأثير الكلام المدرسي في ذهنية وسلوك الأطفال، كما أننا لا نعتقد أن الخطاب المرسل من جريدة « المحرر » المدروسة بدون صدى، ذلك أن للخطابات درجات من التفاعل مع الواقع، وللواقع امكانية رقد هذه الخطابات بما يسمح بتدعيم تصوره أو تقويضه وتجاوزه.

إلا أننا لم نكتف بهذا، بل حاولنا تقديم خطاب رابع يتميز عن الخطابات المذكورة بنوعية العلاقة التي تربطه بالواقع، نقصد بذلك خطاب ملفات المحكمة، حيث أتاحت لنا العينة التي درسنا مقارنة نموذج رابع من نماذج الأسرة السائدة في المجتمع المغربي، وقد اقتربنا من رؤية هذا النموذج بواسطة مؤشرات احصائية ونماذج من دراسات سابقة حول نظام المجتمع ككل. سمحت لنا ببناء نظامه الأسري حيث تبينا طبيعة التفكك والتخلخل الأسري السائد، واكتشفنا بصورة موضوعية المفارقة الكبرى بين الخطابات الأيديولوجية ومتغيرات الواقع.

إن النتيجة الأساسية لهذا البحث في نظرنا تتعلق بظاهرة التفاوت الحاصل بين الخطاب والواقع، ذلك أن الخطاب يتحدث عن بنية أسرية أبوية (القانون والكتاب المدرسي) وفي الواقع نلاحظ تماوج أسر متعددة لا يمكننا أن نعترف تماما وكلية بأبويتها.

التفاوت المقصود هنا انفلاتات ، والانفلات ازاحة وتغير. التفاوت ترمد وعصيان، لكن ترمد الأمس واليوم يتحول في الزمان إلى ظاهرة لم تعد تخطئها العين داخل المجتمع، مما يبرز التحول الفعلي ويدفع إلى زحزحة النصوص

القانونية التي لم تعد تمارس سوى القسر الاجتماعي، بدل أن تساهم في تقوية النظام الاجتماعي.

نحن نعتقد أن استمرار سيادة النسق القانوني الحالي، (مدونة الأحوال الشخصية) يساهم في تقوية الجوانب المحافظة داخل بنية التغيير، كما أن استمرار اغفال الخطاب المدرسي لأهدافه المتعلقة بضرورة الاهتمام بالواقع يزكي أخلاق التراتب الأسري، والتراتب بين الأفراد داخل المجتمع. إلا أن سيادة هذا النوع من الخطابات ورغم القصور الذي لاحظناه في بنية الخطاب السياسي المعارض حول موضوع الأسرة والمرأة، لن يمنع الدينامية الواقعية الموضوعية المرتبطة بشبكة العلاقات الاقتصادية والاجتماعية والثقافية السائدة من تحقيق الانفجارات المؤدية بصورة حتمية إلى تحقيق بنية أسرية جديدة.

إن المؤشرات الاحصائية المتعلقة بتعلم المرأة ويعملها تعتبر وجهها آخر للقضية، وما دام الأمر يتعلق بظواهر تزداد نسبة ارتفاعها باستمرار فإن دينامية التغيير والتطور ستفضح في الزمان الاجتماعي التباعد الذي يتسع باستمرار بين ما هو أيديولوجي، وما هو واقعي، بين تصور بنية الأسرة وبين واقع الأسرة.

ضمن هذا الاطار فكرنا في الثابت والمتغير في بنية الأسرة، بل في ثوابت ومتغيرات الأسرة المغربية، وهي النتيجة الثانية الأساسية لهذا البحث.

نقصد بالثابت والمتغير هنا نمط تفاعل الأيديولوجي مع الواقعي في مجال الأسرة، حيث وضعت النصوص القانونية في إطار اجتهاد رسمت مبادئه في إطار سلم معياري ديني، واعتبرت أنها صحيحة، ومعبرة تماما عن بنية الواقع في حين أن مؤشرات الواقع التي ركبناها من خلال دراستنا للملفات المحكمة أظهرت تنوع البنية الواقعية وتحولها وتصادمها مع النصوص. هنا نحن أمام ثابت — نظام قانوني — ومتغير بنية أسرية، بل أمام ثوابت وذلك عندما نضيف إلى خطاب القانون خطاب المدرسة، ومتغيرات عندما

نضيف الجوانب النقدية في الخطاب السياسي المدرسي إلى المتغيرات الواقعية التي برزت في ملفات المحكمة.

البنية الأسرية إذن ثوابت ومتغيرات، تصورات محافظة تميل إلى الثبات، ووقائع تتجه صوب زحزحة التصورات، وتصورات جديدة تعيد بناء الوقائع، وكل هذا يتم في إطار حركة اجتماعية أشمل هي حركة المجتمع المغربي.

إلا أن الشيء المؤكد في هذا السياق هو أن البنية الأسرية في المغرب — وخاصة في المناطق الحضرية التي نموذجها الدار البيضاء — ليست موحدة، فهناك أكثر من نموذج أسري واقعي.

يتعلق الأمر في النهاية ببنيات أسرية، أو ببنية أسرية متحولة، متغيرة، فهناك من جهة بتايا الأسرة الممتدة، والأسرة النووية، والأسرة النووية الديمقراطية إنلخ... وداخل هذه الأشكال والبنيات هناك البنية التي عرفت شكل النمط الأسري النووي ولم تعرف محتواه، (من حيث نظام العلاقات والأدوار) وهناك عينات أسرية جمعت بين الشكل والمحتوى، وهناك أشكال أخرى يصعب تسميتها حيث تتلون بكثير من أحوال التمزق والتفكك... وداخل دائرة التحول الأسري والتحول المجتمعي وفي إطار شروط الحياة العامة في المجتمع تزداد المفارقة الكبرى وضوحا بين المنظور الأسري القانوني، المدرسي، والمنظور الواقعي المتغير.

الوزير الأول في النظام
الدستوري المغربي

محمد أشركي

— ملخص —

1 — مؤسسة الوزير الأول في المغرب مطورة وليست مبتكرة :

وقد مرت بثلاث مراحل كبرى :

1 — مرحلة عرفية

2 — مرحلة تشريعية

3 — مرحلة دستورية

أ — المرحلة العرفية : وتنطبق على ما قبل الحماية. وقد درسنا ظهور مؤسسة « الصدر الأعظم » وتعرفنا على أسماء جميع الأشخاص الذين تولوا هذا المنصب، وحللنا وظيفته ومركزه... كما استجلينا المكانة التي خصصتها له مختلف مشاريع الوثائق الدستورية التي شهدتها المغرب في فجر القرن العشرين.

ب — المرحلة التشريعية : وتبتدىء بمجيء الحماية التي خولت للصدر الأعظم صلاحيات هامة ولكن غير فعلية إذ لم يكن إلا « أداة للزينة ».

وبمجيء الاستقلال صار رئيس الحكومة يمارس مهامه في إطار

معطيات جديدة، وقد درسنا مختلف الحكومات التي تشكلت في هذه الفترة وتركيبها الحزبي والظروف التي تكونت فيها...

جـ — المرحلة الدستورية : وتبتدىء بإصدار دستور 1962 الذي أحدث نقلة نوعية في مؤسسات الحكم بالمغرب ، وكرس مؤسسة الوزير الأول التي شهدت تفهقرا ملحوظا إبان حالة الاستثناء وفي نطاق دستور 1970 ، ثم توطدت وتعززت من جديد بصدور الدستور الراهن (1972) .

— Résumé —

LE PREMIER MINISTRE DANS LA STRUCTURE CONSTITUTIONNELLE MAROCAINE

Mohamed ACHARKI

L'institution du Premier Ministre dans le cadre de la Monarchie Constitutionnelle marocaine est déterminée aussi bien par ses relations avec les autres pouvoirs publics que par ses propres compétences.

Au Maroc le Roi « régit et gouverne ». De celà, il découle une soumission juridique du Premier Ministre à l'autorité royale par le biais du droit de nomination et de révocation.

Malgré celà, le Premier Ministre participe soit formellement soit informellement à la prise de certaines décisions royales. Mais il reste toujours un domaine réservé au Souverain auquel le Premier Ministre n'est pas associé. En conséquence, l'institution du Premier Ministre reste une institution supérieure vis à vis du Parlement, n'ayant pour seules limites que le recours au dialogue et à la discussion avec les ministres.

Pour ce qui est des compétences propres du Premier Ministre, elles revêtent des aspects matériel et juridique en même temps. L'aspect matériel se caractérise par la fonction de coordination des activités ministérielles et l'aspect juridique se résume au dépôt par le Premier Ministre des propositions législatives. Pour mener à bien la fonction de conduite gouvernementale, le Premier Ministre fait souvent appel à un ensemble de moyens considérables qui traduisent bien l'importance de son institution.

الباب الأول

الوزير الأول في نطاق الملكية الدستورية

— ماذا يمثل الوزير الأول في النظام المغربي ؟ ما هو مركزه ودوره ؟

أ — إن السلطة التنفيذية في المغرب ثنائية ولكنها في الواقع موحدة، فالملك في المغرب « يملك ويحكم » ويترتب عن ذلك أن الوزير الأول خاضع للسلطة الملكية قانونيا عن طريق حق التعيين والاقالة الذي هو حق تقديري، غير أن الحق التقديري لا يعني أنه اعتباري لذلك كان لا بد من دراسة متمعنة لحالات تعيين وإقالة الوزير الأول بحثا عن العوامل التي قد تؤثر في ذلك.

إن الوزير الأول يمارس مهامه في نطاق السلطة الملكية ويقود ذلك إلى التساؤل عن ماهية وظيفة الوزير الأول حسب تصور جلالة الملك، وتصور الوزير الأول نفسه لها ورؤيا الأحزاب السياسية لمؤسسة الوزير الأول.

ومن رصد الواقع الفعلي لوظيفة الوزير الأول اتضح لنا أنها تتسم بثلاث خصائص أساسية : إنها وظيفة مرسومة من طرف الملك، وغير محظورة على تدخله ومسؤولة أمامه.

ب — بيد أن الفهم الكامل لمؤسسة الوزير الأول في نطاق الملكية الدستورية يتطلب أيضا تحليل مدى وكيفية التعاون والاشتراك بينه وبين الملك، في عملية صنع القرارات العليا، ومن أجل ذلك حللنا كميا وكيفيا كافة مراكز اتخاذ القرارات في الدولة : المجلس الوزاري، جلسات العمل الملكية، المجلس الحكومي، وقد انتهينا في ذلك إلى أن دور المجلس الوزاري دور شكلي، وأن اتخاذ القرارات الملكية يتم بالخصوص في جلسات العمل التي تتميز قانونيا وتركيبيا وإعلاميا عن المجالس الوزارية، كما توصلنا إلى أن الوزير الأول يشترك في الغالب في هذه الجلسات مما يدل على مساهمته في صنع القرارات التي يتولى تهيئتها وتنفيذها عن طريق المجالس الحكومية.

ومن جانب آخر فالوزير الأول يشترك في اتخاذ بعض القرارات الملكية ذاتها إما شكليا عن طريق التوقيع بالعطف وإما ماديا عن طريق الاسهام في اتخاذ القرارات. وقد آل بنا ذلك إلى التساؤل عن وجود أو عدم وجود مجال محفوظ للملك لا يشترك فيه الوزير الأول، وللجواب عن هذا التساؤل استقرأنا الخطاب القانوني والخطاب السياسي ثم تتبعنا عملية اتخاذ القرارات في المجالات الكبرى لحياة الدولة :

* الحياة الدستورية

* العلاقات الدولية

* الدفاع الوطني

* الإدارة العليا

* مخاطبة الرأي العام

وقد انتهينا في ذلك إلى أن المجال المحفوظ موجود بالفعل ولكنه مرن ونسبي، وأن هنالك مجالا ساميا يعود إلى الملك ومجالا ظرفيا يعود إلى الوزير الأول، وإن المجالين متميزان ولكن ليسا منفصلين.

جـ — بعد إبراز شتى معالم وخصائص علاقة الوزير الأول — الملك، كان لا بد من استجلاء مكانته تجاه المؤسسات الأخرى أي البرلمان والحكومة.

1 — إن التحليل النظري والواقعي لكافة تقنيات « العقلنة البرلمانية » التي يتوفر عليها الوزير الأول والحكومة، واستعراض وسائل الجزاء البرلماني وما تتسم به من ضيق وعسر تدفع إلى الاستنتاج بأن الوزير الأول يحتل تجاه البرلمان مكانة متفوقة ومحظى « بأمن سياسي » أكسد.

بيد أن العلاقة بين الوزير الأول والبرلمان هي أيضا علاقة حوار، وبهذا الصدد تفحصنا كافة مكونات العلاقات الاعلامية بينهما : وخاصة بيانات

الوزير الأول أمام مجلس النواب وأسئلة النواب إلى الوزير الأول التي درسناها — لأول مرة — دراسة شاملة.

2 — إن تتبع امتيازات الوزير الأول وصلاحياته الدستورية يكشف عن أنه يتمتع داخل الحكومة بأولوية مبدئية لا نقاش فيها : وقد أبرزنا مختلف المظاهر التي تترجم هذه الأولوية. غير أن هذه الأولوية ليست مطلقة، بل لها حدود عديدة تأتي بالخصوص من وجود وزراء « منافسين » يتوفرون على صلاحيات تمتد إلى العمل الحكومي إجمالاً، وتأتي أيضاً من شعور الوزراء باستقلالهم عن الوزير الأول لأسباب قانونية (ليس للوزير الأول أي دور في تعيين وإقالة الوزراء) وأسباب سياسية ترجع إلى دور الأحزاب وطبيعة الحكومة الائتلافية...

إن إبراز ملامح مؤسسة الوزير الأول ترمي إلى الإجابة عن سؤال : من هو الوزير الأول ؟ ، وهو ما يجب استكمالها بالجواب عن سؤال آخر : ماذا يفعل الوزير الأول ؟

وهو موضوع الباب الثاني المخصص للتحليل التفصيلي لمهام الوزير الأول.

الباب الثاني

مهام الوزير الأول

مهام الوزير الأول لها مظهر مادي ومظهر قانوني :

أ — يتمثل المظهر المادي في تنسيق الأنشطة الوزارية، ومن أجل إبراز هذه المهمة الجوهرية للوزير الأول استقصينا المفهوم العلمي للتنسيق في العلوم الادارية الذي يتضمن بالضرورة أربع وظائف متكاملة : التنظيم والتخطيط ولهما طبيعة سكونية، والقيادة والمراقبة ولهما طبيعة ديناميكية. وعلى ضوء ذلك حللنا واختبرنا مدى نهوض الوزير الأول بهذه الوظائف الأربعة.

1 — إن التنظيم يمثل الجانب الهيكلي للتنسيق، فالتخصيص والتعدد الوزاري لهما أثر هام على التنسيق وهو ما درسناه باستعراض جهود عقلنة هذا التنظيم والوقوف عند مثالب التنظيم الوزاري والاداري المغربي والعلاقة الجدلية بين التنظيم ومسؤولية الوزير الأول في التنسيق..

2 — إن التخطيط يمثل الجانب الوظيفي في التنسيق وهو ما يشمل التصميم الاقتصادي والاجتماعي الذي يعتبر « تنسيقا للتنسيق » وكذلك مسطرة الميزانية التي هي « مخطط مصغر ». وفي كل ذلك أوضحنا دور الوزير الأول وحدود هذا الدور وأسبابه.

3 — إن القيادة تعني قيام الوزير الأول بتتبع العمل الحكومي اليومي ودفعه وحل مشاكله والتحكيم في خلافاته، ومن أجل ذلك فهو يتوفر على وسائل جماعية ووسائل فردية.

— تظهر الوسائل الجماعية في الاجتماعات الحكومية التي يترأسها الوزير الأول وتشمل : المجالس الحكومية والاجتماعات المصغرة. وقد درسنا هذه الاجتماعات دراسة دقيقة من حيث الكم والكيف معا قصد التوصل إلى توضيح دور هذه الاجتماعات في التنسيق وفي عملية صنع القرارات.

— أما الوسائل الفردية فهي تشمل كلا من التعليمات والدوريات التي يوجهها الوزير الأول إلى أعضاء الحكومة وكذا ممارسة التحكم، وقد استعرضنا ملامح هذه الأساليب ومناحيها وقيمنا دورها في عملية التنسيق وخاصة مهمة التحكم (سواء بخصوص الخلافات العامة أو الخلافات المالية). وذلك على ضوء الآراء والمعلومات المستقاة مباشرة من المقابلات التي أجريناها لهذا الغرض.

4 — أما المراقبة فلقد درسناها هنا باعتبارها إحدى الوظائف الضرورية للتنسيق لكونها تحقق « التغذية الراجعة » « Foodback » طبقا للمقرب النسقي. فعن طريق المراقبة يمكن تصحيح الاختلالات وتعديل القرارات وتصحيح منهج التنسيق نفسه : وقد ركزنا في هذا المجال على جانبين هامين : الإدارة العامة (دور الموظفين في اتخاذ القرارات، تعقد المشاكل الادارية... وأثر ذلك كله على التنسيق) والمؤسسات العامة (حيث حللنا سبب إسناد رئاسة المجالس الادارية للمؤسسات العامة إلى الوزير الأول، وقد تمكنا لأول مرة من وضع قائمة كاملة للمؤسسات العامة التي يرأسها الوزير الأول بحكم القانون).

وقد انتهينا في ختام هذا الفصل إلى تقييم عام لوظيفة الوزير الأول في التنسيق وأبرزنا شتى العوامل التي تساعد أو تحول دون نجاح الوزير الأول في هذه المهمة التي هي قطب الرحى في مهامه بل ومبرر وجوده.

ب — يتمثل المظهر القانوني لقيادة الوزير الأول للمهام الحكومية في المبادرة التشريعية (وقد درسناها ضمن علاقات الوزير الأول بالبرلمان) وفي ممارسة السلطة التنظيمية التي تكتسي أهمية بالغة في العمل الحكومي.

1 — وقد حللنا تركيز الدستور لهذه السلطة في يد الوزير الأول ومحدودية السلطة التنظيمية للوزراء موضحين الأدوات التي تتيح لهم — مع ذلك — الاشتراك في ممارسة هذه السلطة، ثم درسنا حالات توسيع

السلطة التنظيمية للوزير الأول إما بإرادة المشرع (ف 44 من الدستور)
وإما بحكم الدستور نفسه (ف 54 و ف 49) كل ذلك دراسة نظرية
وعلمية معا.

2 — وقد خلصنا بعد ذلك إلى قياس المجال التنظيمي بالنسبة
للمجال التشريعي :

أولاً : بدراسة المجال التنظيمي التطبيقي وما يتصل بذلك من علاقة
المقررات التنظيمية للوزير الأول بالقوانين التي هي تطبيق لها.
ثانياً : بدراسة المجال التنظيمي المستقل وتطبيق الفصلين 45 و 46 من
الدستور.

وقد قمنا — على ضوء الممارسة التشريعية والتنظيمية وعلى هدى
اجتهادات الغرفة الدستورية — بتقييم شامل للسلطة التنظيمية المستقلة، وقد
انتهينا في ذلك إلى نتائج قد تخالف أحيانا بعض الأفكار الشائعة في هذا
المجال.

جـ — إن الوزير الأول كي يتمكن من قيادة العمل الحكومي في
شتى مناحيه يحتاج إلى عدد من الأجهزة والوسائل، بل إن حجم هذه
الوسائل وأهميتها تترجم وزن الوزير الأول نفسه.

ولم يسبق إلى اليوم أن درست هذه الوسائل بشكل شمولي، وقد
تمكنا — عن طريق المصادر التقليدية وعن طريق المقابلات الحية — أن
نضع دراسة أولية ولكن شاملة لوسائل الوزير الأول التي تشمل كلا من
المصالح الادارية والحكومية التابعة له واللجان الوزارية المرؤوسة من طرفه أو
الموضوعة تحت سلطته.

1 — وقد صنفنا المصالح التابعة للوزير الأول إلى مصالح سياسية
ومصالح التنمية الاقتصادية والاجتماعية.

— تشمل المصالح السياسية كلا من ديوان الوزير الأول والأمانة العامة للحكومة والوزارة المكلفة بالعلاقات مع البرلمان : وقد حللنا تركيب ووظائف وخصائص كل من هذه الأجهزة.

وتشمل مصالح التنمية الاقتصادية والاجتماعية كافة السلطات الحكومية التي ألحقت بالوزير الأول في فترات مختلفة : وقد اتسم هذا الالحاق بتقلبات كبيرة لأسباب ظرفية أو سياسية أو وظيفية، وفي الحالة الراهنة فإن السلطات الملحقة بالوزير الأول نوعان : سلطات منظمة بنص، وسلطات غير منظمة بأي نص، وجميعها تعمل بتفويض من الوزير الأول، وقد حاولنا في كل ذلك البحث عن سبب الالحاق هذه السلطات بالوزير الأول ومدى ارتباط صلاحياتها بمهامه، والواقع الفعلي للعلاقات التي تربطه بها.

2 — وانتقلنا بعد ذلك إلى دراسة المجالس واللجان المرؤوسة أو الموضوعة تحت سلطة الوزير الأول : وقد توصلنا — بعد تقص طويل — إلى وضع لائحة كاملة بجميع هذه المجالس واللجان، ثم حللنا تنظيمها ونظامها القانوني ودورها في أداء الوزير الأول لمهامه، وتتبعنا هذه اللجان ليس فحسب طبقا للنصوص المحدثة والمنظمة لها بل على ضوء الواقع الفعلي لعملها وذلك من خلال رصد الممارسة، ومن خلال الافادات التي حصلنا عليها من المقابلات : وقد انتهينا في ذلك إلى أن بعض المجالس واللجان لا تعمل على الاطلاق وأن بعضها الآخر يعمل بشكل متقطع...

الوزير الأول في النظام الدستوري المغربي

لعل أهمية المكانة الممنوحة للوزير الأول في إطار نظام الملكية الدستورية بالمغرب تتضح بشكل جلي انطلاقا من مهامه وعلاقته مع باقي السلطات. ومهام الوزير الأول تتمثل في مظهر مادي وآخر قانوني، فالمظهر المادي يشمل تنسيق الأنشطة الوزارية بما يعنيه ذلك من تنظيم وتخطيط وقيادة ومراقبة. وتعتبر مهمة التنسيق من أكثر المهام حساسية بالنسبة للوزير الأول، بل إنها تعتبر مبرر وجوده.

وفيما يتعلق بالمظهر القانوني فإنه يتمثل في قيادة الوزير الأول للمهام الحكومية في المبادرة التشريعية، وفي ممارسة السلطة التنظيمية التي تكتسي أهمية بالغة في العمل الحكومي.

ومع هذا فإن الوزير الأول يظل خاضعا للسلطة الملكية عن طريق حق التعيين والاقالة وللتمكن من قيادة العمل الحكومي في مختلف جوانبه يحتاج الوزير الأول إلى عدد من الأجهزة والوسائل التي عبرها قد تتحدد مكانة الوزير الأول نفسه. وتبقى هذه الوسائل وأهميتها في حاجة إلى دراسة شمولية وعميقة. أما المصالح التابعة للوزير الأول فتتقسم إلى مصالح سياسية ومصالح التنمية الاقتصادية والاجتماعية.

ومن خلال تقييم الوضعية القانونية أو الدستورية للوزير الأول في إطار النظام المغربي، قد تتوضح مدى شكلية المكانة أو أهميتها على حد سواء ضمن نظام الملكية الدستورية المعمول به في بلادنا.

جرمة الفساد في القانون الجنائي المغربي

محمد فاضل

— ملخص —

جريمة الفساد في القانون الجنائي المغربي

يصطلح الفساد عادة على العلاقات الجنسية التي تتم خارج مؤسسة الزواج، رغم أن الجنس في حد ذاته يعتبر من أهم الغرائز الطبيعية في الانسان.

وقد اختلفت القوانين والأعراف في تقييم موضوع الفساد ولكن أغلبها اتجه حاليا إلى إباحة هذا النوع من العلاقات التي تتم خارج مؤسسة الزواج الشرعي، وقد اتخذ الفساد صفة المهنة (البغاء) ويترب عنه نتائج مضرّة للمجتمع، منها ما يتصل بالأخلاق والقيم ومنها ما يخص الأسرة وصحة الفرد بوجه عام.

تعتبر جريمة الفساد واقعة قانونية ذات خصوصية متميزة، انطلاقا من الأساليب المتبعة فيها، والأهداف المترتبة عنها. ورغم أن القانون المغربي يحرم كل علاقة جنسية خارج إطار الزواج فإن الواقع يشهد انتشارا متزايدا لهذه الظاهرة في أشكال وصور متعددة وعلى مستويات متنوعة.

ويعرف البغاء خصوصا انتشارا ملموسا في مناطق متعددة من البلاد. وهو الأكثر ضررا على المجتمع والفرد.

ويوضح التطور التاريخي لجريمة الفساد أن التعامل معها قد تبلور طيلة تاريخ الانسانية عبر موقفين أساسيين :

— موقف اعتبرها مباحة بل رأى أنها عمل مقدس وذو فوائد اجتماعية.

— موقف رأى أنها نشاط محرم ومعاقب عليه.

وقد استقى المشرع المغربي تحريم الفساد من أحكام الشريعة الإسلامية، لكنه خالفها من حيث الإثبات والعقوبات، كما يحدد القانون أركان هذه الجريمة ويلج على وسائل إثباتها وعقوبتها. ومع كل هذا فالقانون يظل غير منسجم مع الواقع لكونه لا يلم بجميع أنواع الفساد. هذا علاوة على أن الظاهرة قد انتشرت وشملت مختلف الأوساط مما يبرز عمقها وخطورتها وحاجتها بالتالي إلى دراسة شمولية ومعقدة لا تظال المشكل من الناحية الدينية أو الخلقية فحسب. بل تتناول الظاهرة باعتبارها مرضا اجتماعيا يتطلب تدابير وقائية وإصلاحية لأجل القضاء عليه أو على الأقل التخفيف من حدة نتائجه وآثاره على الفرد والمجتمع.

LE CRIME DE PROSTITUTION EN DROIT PENAL MAROCAIN

Mohamed FADEL

La « prostitution » désigne les relations sexuelles en dehors de l'institution du mariage, ceci malgré le fait que le sexe soit considéré comme un instinct naturel chez l'homme.

A ce sujet on note plusieurs divergences d'orientation des règles de droit et des coutumes, quoique la plupart d'entre elles optent actuellement pour une tolérance de ce genre de relations extra-matrimoniales à tel point qu'on assiste à une certaine professionnalisation de la fonction. La conséquence, on s'en doute bien, est une affectation néfaste aussi bien sur la société en général que sur la famille voire sur la santé individuelle des gens.

Par ailleurs le crime de prostitution est considéré comme un fait juridique qui a ses propres caractéristiques. Mais malgré l'interdiction par le droit marocain de toutes relations sexuelles en dehors du mariage, force est de constater la recrudescence de ces rapports sous des formes et à des niveaux très variés, et ce dans plusieurs régions du pays.

Du point de vue de l'évolution historique deux positions se sont opposées tout au long de l'histoire de l'humanité :

- une première position qui admet le phénomène de relations sexuelles libres et va jusqu'à dire qu'elles ont des utilités sociales,
- une deuxième position selon laquelle l'activité sexuelle hors mariage est une action interdite et de ce fait punissable.

Pour le législateur marocain la justification de l'interdiction des relations sexuelles libres s'inspire directement de la charia Islamique. Elle n'en diffère que par la nature des preuves et des sanctions.

Mais malgré cela, la législation pénale demeure bien en deça de la réalité de la prostitution, qui s'est trop propagée pour toucher différents milieux sociaux, ce qui révèle sa gravité et par conséquent doit inciter à une étude bien approfondie ; cette étude ne devrait pas se limiter à envisager le problème du point de vue religieux et moral mais comme un fléau social qui nécessite des décisions et une prévention, seules à même d'en limiter la gravité de ses conséquences aussi bien sur l'individu que sur la société.

في البداية أتقدم بالشكر الجزيل للمركز الوطني لتنسيق وتخطيط
البحث العلمي والتقني برئاسة مديره السيد ادريس بن صاري وإشراف لجانه
العلمية وخدمات أطره الادارية وموظفيه.

ومن خلال المركز أتقدم بالثناء والشكر إلى برنامج علم البحث
الاجتماعي الاقتصادي آملا للجميع المزيد في العون على العزم والارادة لتشجيع
البحث العلمي والباحثين.

سأتطرق في هذا العرض المختصر لموضوع جريمة الفساد في القانون
الجنائي المغربي إلى نقطتين أساسيتين :

الأولى سأخصصها للملاحظات العامة كي تعطي فكرة شاملة عن
الموضوع من حيث أهميته العلمية وتأثيره الاجتماعي وضرورة التصدي له
ومعالجته.

والثانية سأعرض فيها الخطوط العريضة للموضوع آملا أن يوضح
الرجوع إلى البحث المفصل وكذا المناقشة كل ما أهبه التلخيص.

أولا : الملاحظات العامة في الموضوع :

إن موضوع البحث الذي تقدمت به، والذي يحمل عنوان « جريمة الفساد في القانون الجنائي المغربي » يتميز بالدقة كما يكتسي طبيعة خاصة وتمثل هذه وتلك إشكالية الموضوع ودوافع القيام بالبحث.

وتتجلى الدقة والطبيعة الخاصة التي يتميز بها موضوع الفساد في نواحي كثيرة أهمها :

(1) — إن جريمة الفساد يتصل موضوعها بالجنس، وهذا الأخير يعد من أهم الغرائز الطبيعية في الانسان التي يندفع إلى تلبيتها كلما نضجت فيه وأحس بحاجة لاشباعها.

وموضوع الجنس شائك ومعقد، خضع الانسان من خلاله لكثير من الأبحاث والتجارب وتضاربت بشأنه الاتجاهات والنظريات في جل الميادين العلمية كما سيطر قديما وحديثا على مختلف أنواع الآداب والفنون.

ومن جهة أخرى قامت على موضوع الجنس أنشطة صناعية وتجارية مستغلة الرغبة المتبادلة بين الرجل والمرأة كي ينال كل منهما إعجاب الآخر، وقد ركزت هذه الأنشطة اهتماماتها على المرأة بصفة خاصة نظرا لوضعيتها الاجتماعية التي جعلت منها عارضة لجمالها وخدماتها منتظرة طلب الرجل لأجل إبرام صفقة مشروعة أو غير مشروعة مما دفع بعض الكتاب — حسب ما أورده سيمون دوبوفوار — للقول بأن وضعية المرأة المتزوجة والباغية متشابهة، الفرق الوحيد والشكلي بينهما هو أن المتزوجة تباع بالجملة والباغية بالتقسيط.

وقد ابتدعت هذه الأنشطة ما شاءت من أنواع المنتجات والخدمات التي تستهلكها المرأة لهدف إبراز محاسنها أو إخفاء عيوبها الفيزيولوجية،

وفرضت عليها تتبع المستحدثات لمسايرة ما يعرف « بالموضة » مما دفع بالمرأة إلى تخصيص جل اهتماماتها وإمكانياتها المادية في حالة وجودها لهذا المجال.

وإذا كانت الأنشطة المشار إليها قد نالت اهتمام أغلب المجتمعات وتشجيعاتها، فإن هناك أنشطة صناعية وتجارية أخرى تعرف اليوم اختلافا في المعاملة من مجتمع لآخر يدور بين الإباحة والتحریم وهي الصناعات التي تقوم على محاولة توفير الاكتفاء الذاتي في تلبية الغريزة الجنسية أو توسيع مجال ممارستها أو الاستجابة لبعض الحالات الشاذة والعمل على الزيادة في انتشارها مع العلم أن ترويجها حتى في الدول التي لا تعاقب عليها يحاط بشيء من السرية.

(2) يطلق الفساد على كل علاقة جنسية بين رجل وامرأة لا تربط بينهما علاقة الزوجية، بحيث يعد الزواج الفاصل الوحيد بين شرعية هذه العلاقة الجنسية أو عدم شرعيتها، ولذلك فالغاية الأساسية من العقاب على الفساد هو حماية مؤسسة الزواج والحفاظ على الحد الأدنى من مستوى الأخلاق في المجتمع.

(3) يدخل الفساد ضمن العلاقات الجنسية غير المشروعة، وقد خضع منذ ظهور نظام الزواج لتقلب في المعاملة وعدم الاستقرار على موقف أو اتجاه معين فأبيح مرة وعوقب بأشد العقاب مرة أخرى.

وقد اتجهت أغلب القوانين اليوم، بما فيها قوانين بعض الدول الإسلامية والعربية إلى إباحة هذه العلاقات، إما انطلاقا من احترام الحرية الشخصية للأفراد على أسس أن العقاب على الممارسات الجنسية يعد قيودا من قيود الحرية الفردية الذي لا ضرورة من وجوده الآن وإما انطلاقا من صعوبة ضبط هذه الأفعال وإخضاعها للعقاب ما دام لا يمكن الحد من ممارستها مهما بذل من جهود اقتناعا بالفكرة القائلة أن البغاء شر لا بد منه.

بل إن الإباحة امتدت في بعض الدول إلى علاقات الشذوذ الجنسي الذكوري منه والأنثوي مما جعل المناداة تنطلق في كثير من مناطق العالم بإباحية التزاوج بين شخصين من جنس واحد كما أخذت الوعود بالاستجابة لهذا الطلب تدخل ضمن الدعاية في الانتخابات.

4) يتخذ الفساد صفة المهنة، وهو ما يطلق عليه البغاء وقد عرف امتنان هذه الحرفة منذ العهود القديمة حتى قيل إنها أقدم مهنة في العالم. مع العلم أن ما يمارس حاليا بهذه الصفة يفوق بكثير ما يمارس بصفة عرضية أي لغاية جنسية محضة بين الجانبين.

5) تترتب عن الفساد، وخصوصا ما يكتسي منه الصفة المهنية نتائج مضرّة بالمجتمع عامة، أهمها تصدع العائلات وفساد الأخلاق، وانتشار الأمراض الزهرية الفتاكة واختلاط الأنساب والالتجاء إلى الاجهاض الممنوع ووجود ما يسمى بالطفل الطبيعي واللقيط بالإضافة إلى إهدار كرامة المرأة واعتبار دورها مقتصرًا على تحقيق المتعة.

6) تقوم على الفساد عدة أنشطة استغلالية مجرمة كالوساطة والتحرير والديعاية وغيرها من الخدمات التي تعمل على ربط الاتصال بين الباغية والزبون، وتبهيء الظروف الملائمة قصد تحقيق الربح على حساب كل من الباغية والزبون، ولأجل ضمان استمرار هذا المدخول يبذل المستغلون كل ما في وسعهم من تحريض وإغراء لأجل تدعيم سوق البغاء بالزيادة في العرض والطلب.

وتتجه أغلب التشريعات حاليا للعقاب على هذه الأعمال، كما تعمل منظمة الأمم المتحدة بواسطة قسم الشؤون الاجتماعية على حث الدول على محاربة الأفعال المدعمة لاستغلال البشر وبغاء الآخرين.

7) جريمة الفساد لها خصوصيات جعلتها تتميز عن أغلب الجرائم

فهى :

أ — لا ترتكب إلا بين شخصين هما الرجل والمرأة وباتفاق سابق ولذلك ففعلهما المادي يكتسي من وجهة القانون المدني صفة التعاقد كما يعد كل طرف في العلاقة الجنسية من وجهة القانون الجنائي فاعلا أصليا في الجريمة لأن كلا منهما يساهم في إحداث الفعل الاجرامي، إذ بدون أحدهما لا يمكن للعلاقة الجنسية أن تتم، ثم إنَّ شخص الضحية نادر الوجود، وحتى إذا وجد فيكون خارج حدود أطراف العلاقة الجنسية.

ب — الفعل المادي يمارس في سرية غالبا ما تكون تامة، بحيث يصعب الاطلاع عليها أثناء مباشرتها، وهذا ما يميز نفس الفعل حتى في حالة ممارسته بصفة شرعية.

ج — هي جريمة ليس لها غالبا جسم أو مخلفات أو آثار، فهي توجد وتنتهي في لحظة وجيزة دون أن تترك معالم تدل دلالة واضحة على ممارستها.

د — تعد من بين الجرائم النادرة جدا التي تطلب المشرع لاثباتها توفر أحد الوسائل المحددة، وهي محضر التلبس أو الاعتراف الكتابي أو الاعتراف القضائي.

8) فضلا عن كل هذه الملاحظات التي تبرز الطبيعة الخاصة لجريمة الفساد، فإن أهم ملاحظة يمكن إبرازها في هذا المجال هو عدم انسجام القانون مع الواقع، فالقانون ممثلا في الفصل 490 يحرم كل علاقة جنسية خارج إطار الزواج، في حين أن الواقع يشهد انتشارا متزايدا لهذه العلاقات في أشكال وصور متعددة وعلى مستويات متنوعة.

وإذا كان مفهوم الفساد ينصرف حسب القانون الجنائي المغربي إلى الفساد العرضي والاحترافي معا، فإن هذا النوع الأخير الذي يطلق عليه البغاء، هو الذي يعرف انتشارا أكثر في مناطق متعددة، كما يمارس في أشكال وطرق متنوعة وعلى الأنحس منها ما يشاهد في التجمعات البغائية الموجودة في

بعض البلدان حتى غدا اسم البلاد يدل على ما اشتهرت به في هذا المجال. كما أن هذا النوع هو الذي يساهم بنسبة كبيرة جدا في حدوث الأضرار الاجتماعية والصحية السالف ذكرها، ويفقد المرأة كرامتها نتيجة ما توصف به من دناءة واحتقار لأجل كسب قوتها اليومي، لذلك نجد أن هذا النوع هو الذي نال اهتمام المسؤولين والباحثين قديما وحديثا في جهات كثيرة من العالم وخصوصا المتقدم منه، وعدم الانسجام هذا بين القانون والواقع لا يظهر جليا فقط في مجال البغاء، بل يتجلى أيضا بوضوح في النتائج المترتبة عن البغاء كفقد البكارة والاتجاه إلى الاجهاض ووجود ما يسمى بالأم العازبة والطفل الطبيعي واللقيط، إذ نجد أن القانون يعاقب على بعض هذه النتائج كما لا يعترف ببعضها الآخر، مما يلجئ المرأة إلى الخضوع لاستغلال من نوع آخر متمثل في عمليات إرجاع البكارة والاجهاض السري والحصول على شهادات العفة، كما يدفع بالأم العازبة إلى التخلص من مولودها بإلقائه في أبواب العمارات وفي الحدائق وسلات النفايا.

وقد كان بودي أن أتناول هذه الجريمة من الجانب الاجتماعي والقانوني معا لكي أحاول إعطاء نظرة شاملة للموضوع، وفعلا خصصت الجزء الأول من المدة التي استغرقها البحث للجانب الاجتماعي، إلا أن بعض العراقيل التي صادفتني أثناء جمع مصادر ومراجع هذا الموضوع الذي يتميز بالحساسية حالت دون استمراري في الاهتمام بالجانب الاجتماعي مما جعلني أركز أكثر على الجانب القانوني آملا أن يمهّد الطريق في المستقبل لامكانية البحث في الموضوع من كل جانب.

ثانيا : الخطوط العريضة الواردة في البحث :

وسأتناولها من خلال الموضوعات التالية :

— التطور التاريخي للفساد والاتجاهات التشريعية بشأنه.

— أركان جريمة الفساد .

— إثبات الفساد وعقوبته.

— خاتمة.

1. التطور التاريخي للفساد والاتجاهات التشريعية بشأنه :

أطلق المشرع المغربي جريمة الفساد على كل علاقة جنسية تتم بين رجل وامرأة خارج إطار الزواج، وهو بذلك يجعل الزواج الحد الفاصل بين العلاقات الجنسية المشروعة وغير المشروعة ناهجا في ذلك التفسير الضيق للمشروعية في هذا المجال. بحيث لا تسبغ صفة المشروعية إلا على العلاقات الجنسية التي تمارس داخل إطار الزواج.

ومن الناحية التاريخية يمكن القول أنه منذ شيوع الاتصالات الجنسية الحرة بين أفراد المجتمع البشري عند المجتمعات الأولى حتى المرحلة الحالية، عرفت معاملة العلاقات الجنسية غير المشروعة والممارسة بإرادة حرة بين رجل وامرأة غير متزوجين تقلبات كثيرة، فقد نظر إليها مرة على أساس أنها عمل مقدس وخدمة اجتماعية وأفعال مباحة، ومرة أخرى على أساس أنها نشاط مجرم ومعاقب عليه، وكانت المرأة هي بيت القصيد سواء في مرحلة التقديس أو مرحلة التحقير.

وقد تميزت مواقف الديانات السماوية عن هذا التقلب بكونها حرمت كل اتصال جنسي خارج إطار الزواج أو الملك واعتبرته اعتداء على حق الله تعالى.

وقد ظهرت عبر هذا التطور التاريخي اتجاهات تشريعية مختلفة بشأن الصلات الجنسية غير المشروعة يمكن تصنيفها في ثلاثة أنظمة أساسية وهي :

1) النظام التنظيمي، الذي يتميز بكونه يبيح ممارسة البغاء تحت مراقبة الدولة بصفة مباشرة أو غير مباشرة، كما يبيح الوسائل المرتبطة بالتنظيم أو الناتجة عنه كالوساطة والدعاية والتحرير، مما يسمح باستخدام شتى الأساليب والطرق للحصول على ضحايا جدد تتوفر فيهن شروط استجلاب الزبناء قصد الزيادة في المدخول.

ويهدف القائلون بالتنظيم إلى تحقيق الأغراض التالية :

— المحافظة على النظام العام.

— المحافظة على الصحة العامة.

— تمويل خزانة الدولة.

(2) **النظام التحريمي** : وهو يمنع العلاقات الجنسية غير المشروعة، وكذا الوسائل المرتبطة بها وقد تطور مفهوم التحريم في إطار هذا النظام ليقصر في بعض الدول على منع العلاقات الجنسية ذات الهدف التجاري فقط بينما ظلت دول أخرى تأخذ بمفهومه التقليدي.

(3) **النظام الالغائي**، وهذا يبيح ممارسة العلاقات الجنسية بكل حرية لكنه يمنع أعمال الوساطة والتحرير والدعاية والأغراء وكل فعل يؤدي إلى استغلال المتعاطيات للبقاء أو زبائنهن.

وقد ظهرت منذ القرن الماضي جمعيات ومؤسسات من أجل مكافحة البغاء شمل نشاطها المجال الدولي إضافة إلى مجلس الشؤون الاقتصادية والاجتماعية المتفرع عن منظمة الأمم المتحدة الذي يتولى مراقبة تنفيذ أحكام الاتفاقيات الدولية في هذا المجال.

وقد تبنت هذه الأجهزة مبادئ النظام الالغائي. وبالنسبة للمغرب فقد عرف قبل الحماية النظام التحريمي وأثناءها النظامان التحريمي والتنظيمي وبعدها عمم النظام التحريمي.

وأود أن أشير في آخر هذه المقدمة التاريخية إلى أن هناك بعض المصطلحات المشابهة لكلمة الفساد كالدعارة « و « البغاء » وهذه وإن كانت من الناحية اللغوية لها دلالة مغايرة للفساد إلا أنها من الناحية القانونية وخصوصا بالنسبة للقانون المغربي لها نفس معنى الفساد، كما أن هناك بعض جرائم العرض لا تختلف عن الجريمة موضوع بحثنا في أكثر من عنصر واحد

كالخيانة الزوجية التي يميزها عن الفساد كون الفاعلين أو أحدهما متزوجا، وكالاغتصاب الذي تتم واقعة المرأة فيه بدون رضاها.

١١. أركان جريمة الفساد :

وسأعرضها في النقاط التالية :

— تعريف جريمة الفساد.

— الركن المادي.

— عدم ارتباط الفاعلين بعلاقة زواج.

— القصد الجنائي.

1) تعريف جريمة الفساد :

عرف القانون الجنائي جريمة الفساد في الفصل 490 منه بقوله « كل علاقة جنسية بين رجل وامرأة لا تربط بينهما علاقة زوجية تكون جريمة الفساد ويعاقب عليها بالحبس من شهر إلى سنة ».

من خلال هذا النص يمكن استخلاص الملاحظات التالية :

أ — نص الفصل 490 بالفرنسية لم يتضمن الترجمة الدقيقة لمقابله بالعربية، ذلك أنه لم يعط تسمية لهذه الجريمة كما جاء في النص العربي « الفساد » بالإضافة إلى تعبيره عن أطراف العلاقة الجنسية بعبارة « كل شخص من جنس مختلف » في حين عبر عنها النص العربي بـ « رجل وامرأة ».

ب — القانون الجنائي الحالي استعمل كلمة فساد (في حين كان القانون السابق يطلق عليه الزنا).

ج — يتسم الفصل 490 بعدم التمييز بين الرجل والمرأة على عكس ما كان يعرفه القانون الملغى فيما يتعلق بزنا المحصن، حيث كان ينص على معاقبة الزانية المحصنة دون الزاني المحصن، وهذا تمييز لا زالت

تعرفه كثير من القوانين الجنائية كالأردني والسوري والفرنسي قبل الغاء جريمة الزنا في فرنسا.

د — المؤاخذة بهذه الجريمة لا تخضع لأي استثناء متعلق بدين الجاني أو قانونه الوطني ما دام قد ارتكب الفعل فوق اقليم الدولة المغربية.

هـ — المشرع المغربي استقى تحريم الفساد من أحكام الشريعة الاسلامية التي ظلت مطبقة في المغرب منذ اعتناقه للاسلام، لكنه خالفه من حيث الاثبات والعقوبات.

وأكتفي بهذه الملاحظات فيما يخص التعريف محيلا القارئ الكريم على البحث فيما يتعلق بتعريف الفساد في الشريعة الاسلامية وكذا القانون المقارن. فقط أشير بالنسبة لهذا الأخير أنه حسب ما استطعت الاطلاع عليه من القوانين الجنائية الأجنبية وخصوصا العربية والاسلامية منها فإنني لم أعر على ما يعاقب منها على الفساد إلا البعض القليل كالقانون الليبي والقطري والكويتي.

(2) الركن المادي لجريمة الفساد :

ويتمثل في العلاقة الجنسية بين رجل وامرأة وهذا يتطلب شيئين :

أ — الوطاء : إذ يجب أن يتم إيلاج العضو التناسلي للرجل في مثيله عند المرأة ولا يشترط في ذلك أن يصل كلاهما أو أحدهما إلى تحقيق ذروة اللذة الجنسية بل يكفي أن يحصل الإيلاج سواء كان جزئيا أو كليا.

هذا مع الأخذ بعين الاعتبار الفرق في محل الوطاء بين أن يكون قبل المرأة أو دبرها وحالة الوطاء مع وجود البكارة أو الرتق وحالة المحاولة في الوطاء التي أحيل القارئ إلى الاطلاع على التفصيل فيها على البحث.

هذا مع العلم أن هناك بعض الممارسات الجنسية التي تتم دون حدوث الإيلاج، والتي ذهب الفقه إلى إباحتها في حالة عدم خضوعها لتكليف جريمة أخرى، وقد لاحظت في هذا الشأن بأن مثل هذه الممارسات لا تختلف عن العلاقات الجنسية التي يحدث فيها إيلاج من حيث مساسها بالأخلاق والعرض، سيما وأن عبارة العلاقة الجنسية التي استعملها المشرع في الفصل 490 لا يستتج منها ضرورة حدوث الإيلاج، وذهبت إلى وجوب إخضاع أشكال الممارسات الجنسية بحكم واحد إما الإباحة أو التجريم.

ب - أن يكون الوطاء بين رجل وامرأة، وهذا يتطلب البحث في الرجل والمرأة من حيث الجنس الواحد ومن حيث السن. — فمن حيث الجنس فإن الفساد يختلف عن الشذوذ الجنسي ومواقعة الحيوان وتحقيق اللذة بواسطة الأشياء وكذا ممارسة الجنس على النفس.

وهذا مع الأخذ بعين الاعتبار حالة الخنثى التي تثير نوعا من الأشكال من حيث اعتبارها رجلا أم امرأة. ويتضمن مطبوع البحث استجابا لطبيب اختصاصي من مستشفى السويسي بالرباط في هذا المجال إضافة إلى المعلومات العلمية والقانونية المتعلقة بالموضوع.

— أما من حيث السن فإن جريمة الفساد تتطلب أن يكون كل من طرفي العلاقة الجنسية قد بلغ الخامسة على الأقل وإلا خضع الفعل لوصف أشد.

٣) عدم ارتباط الفاعلين بعلاقة زواج.

فالمؤخذ بجريمة الفساد يجب أن يكون غير مرتبط بعلاقة زواج مع الطرف الثاني في العلاقة الجنسية وإلا اعتبر فعله مشروعا وأن يكون غير مرتبط بعلاقة زواج مع الغير وإلا وصف فعله بالخيانة الزوجية.

والعلاقة الزوجية المعتبرة هنا يجب أن تكون بصفة مبدئية مبنية على عقد. أما الخطبة فإنها لا تسمح بالاتصال الجسدي بين الخطيبين، ومع ذلك أرى أنه إذا تحقق هذا الاتصال وجب على القاضي أخذ وضعيتهما بعين الاعتبار وإعفائهما من العقاب، إذا ما تأكد من جدية ادعائهما على أساس أن يبرما عقد زواجهما فوراً أو يثبتا ما منعهما من ذلك. أما عقد الزواج الذي ثبت به العلاقة الزوجية فيمكن أن يكون صحيحاً أو فاسداً أو عرفياً، ويبدأ مفعوله من تاريخ انشائه لا من تاريخ الدخول.

وهناك الحالة التي يكون فيها المتهمان خاضعين لقانونين شخصيين متعارضين في الأحكام كما إذا أبرم مغربي مسلم في فرنسا عقد زواجه مع فرنسية أمام ضابط الحالة المدنية فقط حيث تثبت العلاقة الزوجية بالنسبة للقانون المغربي للمرأة فقط، فإذا دخل الزوجان المغرب وضبطا في علاقة جنسية أمكن من الناحية القانونية متابعة الرجل بجرمة الفساد دون المرأة، وهذا يؤدي من جهة إلى مؤاخظة أحد الفاعلين فقط ومن جهة أخرى يؤدي إلى إدانة الفرد بالرغم من أن له ما يبرر مشروعية فعله من الناحية الواقعية، وقد ذهبت في هذا الشأن إلى وجوب إعفاء المتهم من العقاب والسماح له بإتمام اجراءات زواجه طبقاً لقانونه الشخصي.

كما أن هناك الحالة التي يكون فيها أحد الفاعلين فقط غير متزوج مع الغير والذي ذهب القانون والقضاء والفقهاء إلى وجود مؤاخذته على أساس أنه شريك في الخيانة الزوجية طبقاً للفصل 130 ق.ج، مع أن هذا الموقف لا ينصف المتهم الأعزب إذ يجب مؤاخذته بالفساد فقط استناداً للمبررات التي أوردتها في هذا المجال، وهي مفصلة في البحث.

(4) **القصد الجنائي** : ويقصد به اتيان الفاعل للنشاط المحرم عن وعي وإرادة حرة وعلم تام بالوقائع التي بها غير واقع تحت تأثير أي عامل من العوامل المؤثرة في العلم أو الإرادة كالجهل الغلط أو الاكراه أو الجنون أو صغر السن.

III. اثبات جريمة الفساد وعقوبتها :

1) **الاثبات** : يسود الميدان الجنائي مبدأ هام وهو مبدأ الاثبات الوجداني حيث يعتمد القاضي في مؤاخذة المتهم على اقتناعه الشخصي ويعرف هذا المبدأ استثناءات نادرة جدا من بينها جريمة الفساد التي حدد لها المشرع وسائل خاصة لا تثبت بدونها وهي محضر التلبس والاعتراف الصادر من المتهم والمتضمن في المكاتيب والأوراق والاعتراف القضائي.

وإذا أردنا تقييم تحديد المشرع لوسائل اثبات الفساد وحصر إطار التحديد والبحث عن الغاية التي توخاها المشرع منه، نجد أن هذا التحديد يقصد منه أن القاضي لا يمكنه أن يؤاخذ المتهم بجريمة الفساد إلا إذا أسس اقتناعه على أحد الوسائل المحددة بينما إذا حصل الاقتناع ولم تتوفر أحد الوسائل المذكورة أو توفرت هذه الأخيرة ولم يحصل الاقتناع فليس أمام القاضي إلا الحكم ببراءة المتهم، وبذلك يبقى اقتناع القاضي الشخصي هو الأساس. ويبدو أن الغاية التي توخاها المشرع من تحديد وسائل اثبات الفساد وكذا الخيانة الزوجية هي محاولة تقليص نسبة المتابعات بهذه الجرائم لأن إفساح المجال لاثباتها بجميع الوسائل — مع الأخذ بعين الاعتبار ما تكتسبه الجريمتان من طبيعة خاصة — سيؤدي إلى كثرة المتابعات بما ينتج عنه أضرار اجتماعية خطيرة.

وهناك بعض الملاحظات منها ما يخص التحديد بصفة عامة ومنها ما يخص كل دليل من الأدلة المذكورة على حدة.

فبالنسبة للأولى، وانطلاقا من أن اقتناع القاضي يبقى هو الأساس بالرغم من تعيين المشرع لوسائل إثبات الفساد، فإن الحالة التي تتوفر فيها الأدلة القانونية ضد أحد المتهمين وتنتفي ضد الآخر، وهو ما يحدث غالبا حينما تقدم الفتاة شكوى برجل مدعية حملها منه أو افتضاضه لبيكارتها معترفة بذلك بممارستها لعلاقة جنسية غير مشروعة معه مع إنكار الرجل

المشتكى به لهذه الوقائع حيث تعمد بعض المحاكم إلى الاقتصار في المؤاخذة على من توفر الدليل القانوني ضده وتقرر براءة الطرف الثاني فيما إذا تمت متابعتة مع أن جريمة الفساد تقوم على اتيان علاقة جنسية، وهذه الأخيرة لا يمكن أن يرتكبها شخص بمفرده، إذ لا ينطبق عليها الوصف القانوني إلا إذا مورست مع شخص آخر، فكيف يصح مؤاخذة متهم بفعل لا يمكن أن يثبت إلا بارتكابه مع شخص آخر في حين تقرر لمحكمة براءة هذا الأخير، والسبب في هذا التناقض لا يعود لمسلك القاضي وإنما إلى المشرع. إذ كان على هذا الأخير أن يمنع مؤاخذة متهم بمفرده إلا إذا توفر في حق الآخر أحد موانع المسؤولية كالتقاء قصده الجنائي.

أما الملاحظات التي تخص كل وسيلة على حدة فتتركز بصفة أساسية على صعوبة دلالة الوسائل المحددة في الفصل 493 ق.ج دلالة واضحة لا لبس فيها على كون العلاقة الجنسية قد تمت فعلا. فبالنسبة لحالة التلبس من الصعب جدا القول بأن ضابط الشرطة القضائية قد شاهد المتهم وهو في حالة تدل على ممارسة العلاقة الجنسية خصوصا وأن هذه الأخيرة يتطلب فيها الإيلاج، كما أنه من الصعب أيضا الجزم بأن العلامات أو الامارات التي يمكن أن توجد على المتهم بالفساد نتجت عن وقوع الاتصال الجنسي بالمفهوم السابق.

وبالنسبة للمكاتب والأوراق المتضمنة اعتراف المتهم، فإن الاطمئنان لهذا الأخير كدليل على الاتيان الفعلي للعلاقة الجنسية يصطدم بعدة عراقيل منها صعوبة الجزم بأن هذا التعبير أو ذلك يدل على العلاقة الجنسية المقصودة في جريمة الفساد، وكذا صعوبة التأكيد من صدق ما دون في هذه المكاتب والأوراق.

ومن جهة أخرى نجد أن الناحية العملية لهذه الوسيلة تتمثل في محاضر الشرطة القضائية التي اعتبر المجلس الأعلى الاعتراف الوارد بها من قبيل الاعتراف الصادر عن المتهم في المكاتب أو الأوراق، أما بالنسبة للاعتراف

القضائي فهو أقوى دليل يمكن أن تطمئن إليه المحكمة، لأنه إذا ما توفرت شروطه، يبقى المسؤول عن صدقة أو كذبة المتهم نفسه، فإذا اعترف تحمل وزر اعترافه. وتتميز الشريعة الاسلامية في هذا المجال بالتشدد في الحرص على عدم حد الزاني إلا إذا ثبت فعله بأدلة مباشرة وواضحة لا لبس فيها مع انتفاء أي شبهة من الشبهات التي تدرأ الحد.

وأدلة الزنا منها المجمع عليها وهي الاقرار وشهادة أربعة رجال ومنها المختلف فيها وهي الحمل واللعان.

(2) العقوبة : عقوبة الفساد هي الحبس من شهر إلى سنة مع إمكانية تمتيع المتهم بظروف التخفيف التي يمكن أن تصل العقوبة معها إلى خمسة دراهم غرامة أو الحكم بالعقوبة موقوفة التنفيذ، أما ظروف التشديد، فباستثناء حالة العدد لا يمكن أن تشدد العقوبة على المتهم مهما بلغت خطورته الاجرامية، أي سواء مارس الفساد بصفة عرضية أو بصفة احترافية، وسواء أتى العلاقة الجنسية مع شخص خطيب له أو مكلف بالولاية أو الحجر عليه أو كان من أحد محارمه.

كما أنه طبقا للفصل 40 ق.ج لا يمكن للقاضي أن يحكم بعقوبة إضافية مع أن بعض المجرمين تستوجب الحكم عليهم بالإضافة إلى العقوبة المقررة في الفصل 490 بالحرمان من بعض الحقوق التي استغلوا ممارستها لأجل ربط العلاقة غير الشرعية مع الطرف الثاني في هذه العلاقة كالمحجور عليهم والموصى عليهم والمكلف برعايتهم أو تعليمهم.

إلا أنه في إطار التدابير الوقائية يمكن الحكم على المتهم أيضا بالوضع القضائي داخل مؤسسة للعلاج أو داخل مؤسسة فلاحية أو بسقوط الحق في الولاية الشرعية على الأبناء، وهذه كلها تدابير لا يمكن أن تعطي نتائجها بالنسبة لبعض المجرمين الضحايا، وخصوصا المرأة، إلا إذا أضيفت لها تدابير أخرى لها تأثير خاص ومباشر على الظروف التي دفعتها إلى امتحان جريمة الفساد وجعلتها ترضى مضطرة بالاقدام على فعل ينعت محترفه بشتى

الأوصاف المنافية للأخلاق والكرامة وإلا إذا طبقت هذه التدابير بعناية ودقة تراعى فيها ظروف كل حالة على حدة مع الاستعانة بخبراء وأطباء في هذا المجال، وفيما يتعلق بالعقوبة في الشريعة الإسلامية فإن هذه الأخيرة قررت للزاني غير المحصن مائة جلدة مع اختلاف الفقه حول إضافة التغريب للجلد.

iv. خاتمة :

أقتصر هنا على الإشارة إلى أن هناك تباين بين النصوص المعاقبة وتضخم ظاهرة البغاء حيث يثبت فشل النصوص الجنائية في محاربة هذا المرض الاجتماعي، وأنه يتعين الاعتناء بهذا الموضوع من الناحية الاجتماعية أيضا قصد تحديد العوامل والدوافع المؤدية للبغاء ومحاولة إيجاد برنامج شامل يجمع بين القواعد الجزائية والتدابير الوقائية والاصلاحية لأجل القضاء عليه أو على الأقل التخفيف من حدته.